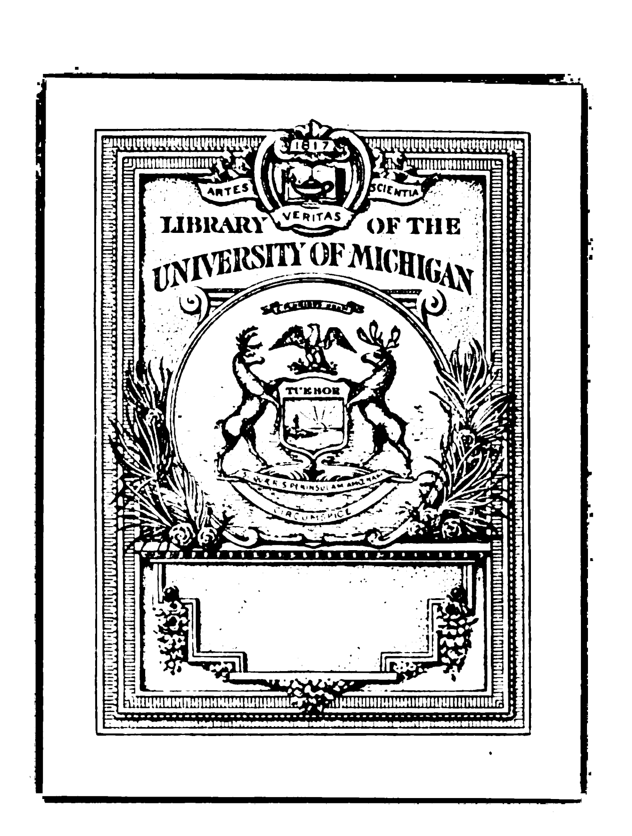

ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



DOCUMENTS
SUR LA
NÉGOCIATION DU CONCORDAT
ET SUR LES AUTRES RAPPORTS
DE LA FRANCE AVEC LE SAINT-SIÈGE
EN 1800 ET 1801

PUBLIÉS PAR

LE Cte BOULAY DE LA MEURTHE

TOME VI SUPPLÉMENTAIRE



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

—

1905



DOCUMENTS

SUR LA

NÉGOCIATION DU CONCORDAT

ENTRE LA FRANCE ET LE SAINT-SIÈGE

1800-1801

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

Rue Garancière, 8

DOCUMENTS
SUR LA
NÉGOCIATION DU CONCORDAT
ET SUR LES AUTRES RAPPORTS
DE LA FRANCE AVEC LE SAINT-SIÈGE
EN 1800 ET 1801

PUBLIÉS PAR

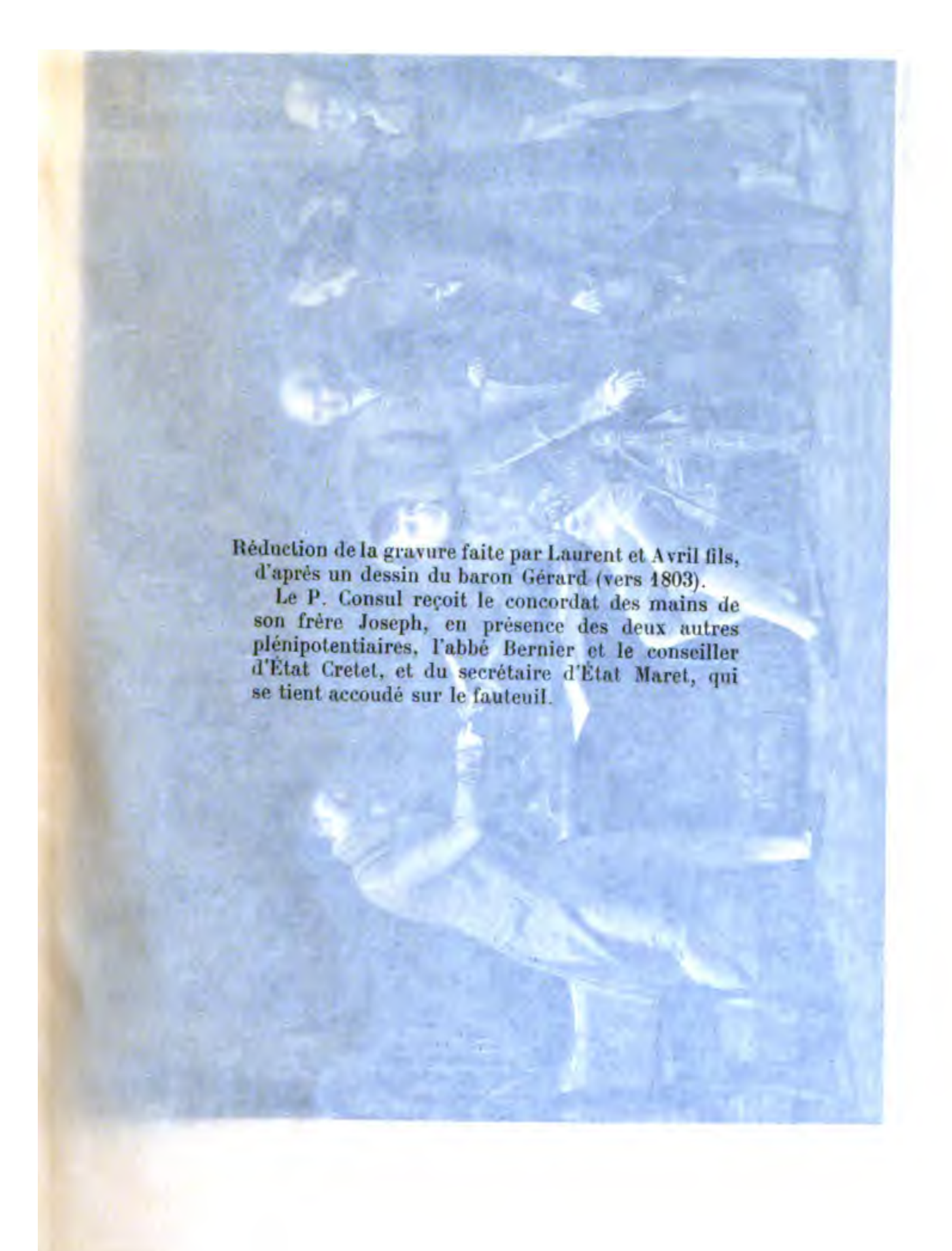
LE Cte BOULAY DE LA MEURTHE

TOME VI SUPPLÉMENTAIRE



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1905



Réduction de la gravure faite par Laurent et Avril fils, d'après un dessin du baron Gérard (vers 1803).

Le P. Consul reçoit le concordat des mains de son frère Joseph, en présence des deux autres plénipotentiaires, l'abbé Bernier et le conseiller d'État Cretet, et du secrétaire d'État Maret, qui se tient accoudé sur le fauteuil.



Heliog. Dujardin — Imp. Ch. Wittmann

EXTRAIT DU RÈGLEMENT

ART. 4. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un Commissaire responsable, chargé d'en surveiller l'exécution.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du Commissaire responsable portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

Le Commissaire responsable soussigné déclare que le Tome VI supplémentaire *des* DOCUMENTS SUR LA NÉGOCIATION DU CONCORDAT, *préparé par* le Cte BOULAY DE LA MEURTHE, *lui a paru digne d'être publié par la* SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE.

Fait à Paris, le 15 mai 1905.

Signé : ALPH. DE COURCEL.

AVERTISSEMENT

POUR LE TOME VI SUPPLÉMENTAIRE

Il y a vingt-cinq ans, en 1880, lorsque l'initiative généreuse et féconde de Léon XIII ouvrit au travail de tous les archives secrètes du Vatican [1], le plus grand nombre des documents sur les relations du Saint-Siège avec la France, au moment du concordat, était ignoré de ceux mêmes qui avaient la garde de ce vaste dépôt. Beaucoup de liasses y étaient demeurées dans l'entassement confus où les avait laissées un double transport en chariots à Paris, puis à Rome. A défaut d'un personnel suffisant, et animé d'une activité qui aurait passé pour inopportune, les papiers livrés dans la suite par des successions, notamment par celle du cardinal Di Pietro, attendaient encore un premier rangement. L'« Histoire des deux concordats », publiée en 1869 par le P. Theiner, qui jouissait du privilège, unique alors, de pouvoir puiser dans ces archives dont il était préfet, avait fait seulement connaître les dépêches envoyées de Paris par Consalvi et les avait opposées à la traduction contestée des mémoires de ce cardinal. Pour le reste, l'auteur se plaignait de manquer sur place de renseignements suffisants [2]; il s'en tenait à une tradition, en grande partie erronée, reproduite ici d'après son propre témoignage [3], et qui nous faisait assister par la pensée à des destructions mystérieuses, ordonnées, disait-on, avant l'entrée des troupes de Napoléon dans la ville. Plus tard, en 1878, un chercheur souvent heureux, qui a su recueillir à Rome quelques lumières sur la préparation du concordat, Mgr Chaillot, avouait que « les archives du Vatican n'ont pour ainsi dire rien

[1] Voir Elie BERGER, *Léon XIII et les études historiques* (*Petit Temps* du 26 juillet 1903).

[2] *Hist. des deux concordats*; t. I, p. 67, 88, 117, 169, 234, etc.

[3] Nous avons recueilli cette tradition, de sa bouche, pendant un séjour à Rome en 1868.

conservé sur cet acte important et sur les négociations qui le précédèrent[1]. » Les mesures si libérales de Léon XIII, bien que contemporaines de celles qui, pour les correspondances de notre ministère des Affaires étrangères, ont enfin mis un terme à un régime suranné, n'ont commencé à servir pour la revision de l'ouvrage superficiel de Theiner que vers l'année 1891. C'est depuis ce moment que la patience de l'abbé Rance-Bourrey, devenu pour notre recueil un auxiliaire toujours présent au Vatican, a obtenu du zèle et de l'obligeance des préposés aux archives secrètes les recherches assidues qui ont rétabli sur le tableau des transactions religieuses de 1800 à 1802 ceux des traits essentiels qui faisaient défaut à Paris. Malheureusement les trouvailles étaient loin d'être simultanées ; il a fallu étudier les dossiers les uns après les autres, sans ordre, sans qu'il fût possible de discerner quel était le dernier. De là les suppléments rejetés à la fin de nos tomes III et V, et parfois l'insertion tardive d'une pièce dans le corps du recueil[2].

Les lacunes ne furent pas toutes comblées par les nouveaux matériaux, ajoutés ainsi successivement et déposés, pour ainsi dire, à une place provisoire, en arrière et à l'écart. Ce fut surtout dans le tome III que le vide devint sensible, par l'impossibilité actuelle de découvrir plusieurs pièces de la négociation poursuivie en juin 1801 avec Mgr Spina, renouvelée et achevée le mois suivant avec le cardinal Consalvi[3]. On devait en être d'autant plus surpris, qu'il ne s'agissait aucunement de confidences, mais surtout de notes officielles, échangées selon l'usage, remises à chacun des deux gouvernements, et qui par cette raison auraient dû être conservées aussi bien par le Consulat que par le Saint-Siège. Or, à Paris, elles avaient toujours manqué dans le dossier formé pour l'affaire du concordat, et, comme le lecteur pourra s'en convaincre[4], elles ne pouvaient selon les apparences

[1] *Analecta juris pontificii*, t. XVII, p. 34 (janvier 1878).

[2] Nous citerons, comme exemples : les lettres particulières de Spina à Consalvi du 25 février 1801, accompagnant les variantes confidentielles de Bernier (nos 304, 305 et 306; t. II, p. 52 à 61); le bref du 12 mai 1801 conférant des pouvoirs à Spina (t. III, p. 62 note); les instructions remises vers le 5 juin 1801 à Consalvi (n° 594; t. III, p. 104).

[3] L'Avant-propos de notre t. Ier (p. xx) a mentionné ces lacunes dans leur ensemble; des notes successives les ont autant que possible signalées en détail, au fur et à mesure qu'elles se présentaient.

[4] On trouvera, sous le n° III des Annexes, la composition de ce dossier.



faire partie des pertes assez rares qui s'y sont produites. Au Vatican, la probabilité du succès a entraîné à des recherches continuelles, que la préparation de nos deux volumes supplémentaires a même permis de prolonger pendant trois années en plus. Non seulement il y avait espoir de mettre la main sur les originaux des notes ou leurs copies manuscrites, mais nous savions, par une dépêche de Consalvi [1], que ces pièces avaient été imprimées et distribuées aux cardinaux consultés sur la ratification du traité religieux, et, malgré l'injonction formelle de retirer ensuite toutes ces feuilles et de les détruire, nous devions supposer qu'un exemplaire au moins aurait été épargné pour l'usage du gouvernement pontifical. L'investigation étant restée vaine dans les archives générales du Vatican, nous avions songé à la pousser jusque dans la Congrégation des affaires extraordinaires ; mais toutes nos démarches [2], appuyées par la bienveillance de notre ambassadeur, avaient échoué contre les règlements rigoureux qui interdisent l'accès de ces archives réservées.

Tout en regardant cette persévérance comme un devoir, il était consolant d'avoir la certitude que les pièces restées introuvables étaient connues dans leur ensemble, souvent même dans leur détail. Plusieurs rapports de Consalvi, quelques-uns de Bernier, en rendaient un compte abondant, et la netteté de ces abrégés semblait telle, qu'elle autorisait, par exemple, à tenter la reconstitution du dernier contre-projet du cardinal. Quand on se rappellera que les pourparlers en étaient arrivés à cette heure critique, où l'acuité du débat s'est concentrée sur des tours de phrase, sur des artifices de rédaction, sur un choix de mots parfois subtil, on comprendra qu'un document aussi délicat n'a pu être recomposé sans des éléments sûrs; que connaître le fond des articles n'aurait pas suffi; qu'il fallait en retrouver la forme même, quand elle était controversée. Grâce à la précision de Consalvi et même de Bernier un pareil travail exigeait peu de sagacité. L'exactitude, aujourd'hui prouvée, de la pièce ainsi restaurée et refaite [3], n'est-elle pas la meilleure preuve que les

[1] Voir la dépêche de Consalvi du 16 juillet 1801 (t. III, p. 355, et la note au bas de la page).

[2] Nous nous étions restreint à demander qu'un des sous-archivistes du Vatican fût autorisé à faire la recherche.

[3] Voir t. III, p. 184, note.

analyses conservées pouvaient suppléer aux textes que l'on croyait perdus ?

Restait, il est vrai, la possibilité d'un hasard heureux, et celle d'une recherche dans la Congrégation des affaires extraordinaires. Cette double éventualité s'est réalisée à quelques années d'intervalle, et c'est surtout le hasard qui a été profitable. A la fin de 1899, un des sous-archivistes du Saint-Siège fit rentrer dans le local des archives secrètes un amas de pièces reléguées en dehors, dans un pavillon des jardins du Pape. Déjà ses soins éclairés avaient singulièrement facilité les travaux sur la période de la Révolution et du premier Empire, en rangeant et en inventoriant les liasses rapprochées entre elles à l'occasion de notre recueil; en les disposant en deux séries, dont l'une, relative à la France, formait vingt-trois petits cartons, et l'autre, particulière à l'Italie, en formait vingt-cinq [1]. Cette fois, le service qu'il allait rendre à l'étude de cette période était plus fructueux; car en dépouillant les dossiers de diverse origine laissés ainsi à l'abandon dans une chambre de débarras, il mettait à part un résidu des papiers de Di Pietro, et parmi eux l'imprimé qui était signalé depuis si longtemps à la surveillance de son attention.

Sous le titre de « Esame del trattato di convenzione etc. », cet imprimé consistait en un cahier assez volumineux de feuilles non paginées, distribuées en quatre Parties, précédées chacune d'un court préambule, et où chaque document était classé par un numéro d'ordre [2]. Au premier coup d'œil, il était facile d'y discerner plusieurs des pièces appartenant à la négociation de Consalvi dont l'absence était indiquée dans notre recueil; aussi le P. Rinieri, retenu alors au Vatican par un ouvrage sur le concordat français, s'est-il hâté soit de les annoncer, soit d'en faire usage dans les livraisons de la « Civilta cattolica [3] ». La découverte dépassait-elle en importance le cercle de nos anciennes

[1] Le titre commun donné à ces cartons en forme de volumes est : « Appendice : Epoca napoleonica, 1798-1815. » (Cf. *La Civilta cattolica*, n° du 18 mars 1899, p. 663). La découverte de la fin de 1899 a fait ajouter à la série « Italia » un tome XXVI, et à la série « Francia » les tomes XXIV et XXV. Ce dernier seul est intéressant pour l'objet présent de nos études.

[2] Nous reproduisons, comme Annexe I, le texte des préambules et l'intitulé de chacune des pièces.

[3] Voir le n° du 18 novembre 1899 (p. 420 et 421).

prévisions, c'est ce qu'un examen personnel de l'imprimé que nous avons fait au Vatican devait bientôt nous apprendre.

Dans la première et la seconde Partie, il y avait uniquement à recueillir un bref du Pape à Mgr Spina[1], dont le sens était connu : ce qui valait mieux, en y reconnaissant les principales rédactions du concordat françaises et romaines, on les voyait disposées dans l'ordre, maintenant démontré, que nous leur avions assigné après des tâtonnements répétés et rendus particulièrement difficiles par l'incertitude des dates. Les deux Parties suivantes, plus riches en documents, étaient aussi pour nous d'un tout autre intérêt ; elles livraient enfin ces pièces de la dernière phase de la négociation religieuse qui étaient suivies à la piste depuis tant d'années, et même elles livraient en une seule fois toutes celles que Consalvi avait envoyées à Rome. Il suffisait en effet de recourir aux dépêches du cardinal, pour remarquer la correspondance des numéros de leurs annexes avec ceux des pièces de l'« Esame ». C'étaient les sept annexes de la dépêche du 2 juillet qui étaient reproduites dans la troisième Partie; c'était la série plus longue des dix-huit annexes de la dépêche du 16 juillet[2] qui, dans la quatrième Partie, formait toute la suite des impressions.

La curiosité s'est portée d'abord sur trois billets très courts, relatifs aux incidents émouvants de la journée du 13 juillet 1801. On sait que Consalvi, trompé par des souvenirs que le temps avait affaiblis, que le ressentiment de la persécution avait altérés, s'est représenté dans une page de ses mémoires comme victime d'une tentative de faux[3]. Appelé, prétendait-il, à une conférence de simple signature et pressé d'apposer son nom, il se serait avisé que le papier poussé perfidement sous sa plume n'était pas le traité convenu. Cette accusation était peu vraisemblable, et la supercherie, si elle avait existé, aurait été bientôt annulée dans ses effets par une protestation du Pape, plus

[1] Pièce n° 405 *bis*.

[2] Pièces n° 619 et 647 (t. III, p. 150 et 223). Voir aussi le n° 648 (t. III, p. 237).

[3] Pour vérifier si cette partie des mémoires avait été traduite exactement, nous avions obtenu de Sa Sainteté Léon XIII la communication du texte de Consalvi, qui faisait partie de sa bibliothèque privée. (Voir t. III, p. 232, note.) Tout récemment, ce texte a été confié de nouveau à S. Em. le cardinal Mathieu, qui a cru utile de le reproduire.

certaine que celle de 1813. On sait aussi que ces graves erreurs, accréditées sans critique et colportées avec passion, ont été démenties dès 1869 par la publication de la dépêche où la conclusion du concordat était relatée et expliquée en détail; Consalvi s'était rectifié lui-même. D'après cette version, contemporaine des événements, le cardinal avait reçu le 13, avec un billet de Bernier, la minute d'un projet différent de celui qu'il croyait adopté, et sa réponse avait trahi toute sa surprise. Puis il s'était remis à la tâche, avait eu plusieurs heures pour examiner des variantes dont il connaissait le sens pour l'avoir déjà combattu, et, quand il se rendit le soir à la conférence, ce fut pour renouveler ses objections et reprendre une lutte qui se prolongea toute la nuit[1]. Comme la dépêche avait été remise aux mains d'un courrier en qui le Saint-Siège avait une juste confiance, elle était évidemment écrite sans arrière-pensée. Était-elle aussi précise que sincère? Déjà le *fac-simile* du projet du 13 juillet, inséré à la fin de notre tome troisième, avait prouvé en grande partie l'exactitude habituelle des rapports du cardinal : la connaissance du billet même de Bernier et de la réponse qu'il a provoquée[2] vient maintenant achever cette preuve.

Deux notes inédites de Bernier[3] ont été aussi placées promptement en évidence, parce qu'elles commentaient la limitation à laquelle le gouvernement a voulu assujettir la publicité du culte. Assurément il est profitable d'étudier ces notes mieux que par de simples analyses; mais attacher aux expressions de Bernier une valeur, contestée à Rome même par une partie des cardinaux, serait s'engager dans une voie qui pourrait conduire à fausser le sens de l'article premier du concordat. En parlant de la religion catholique, cet article, plus souvent cité que bien compris, dit : « Son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. » Il importe de ne pas étendre cette disposition, de lui conserver la portée restreinte et de circonstance qui lui a été réellement attribuée. Le Premier Consul n'a pas cherché par là à poser un premier jalon pour cheminer ensuite jusqu'aux

[1] Le sommaire de la Partie XIV (t. III, p. 195) a été rédigé de manière à permettre de suivre ces incidents.

[2] Voir l'analyse que Consalvi a donnée de ces deux pièces (t. III, p. 228).

[3] Pièces nos 628 *bis* et 630 *ter*.



articles organiques. A l'exemple des régimes antérieurs, il se montrait trop convaincu que la réglementation générale du culte en France est un droit inhérent à la puissance civile, pour avoir l'idée d'amoindrir ce pouvoir traditionnel dans la seule vue d'en faciliter l'exercice, en stipulant sur un point particulier un commencement d'adhésion de la part du Saint-Siège. C'était un domaine propre, où il se sentait un maître indépendant et n'admettait aucun partage. Par quelle raison a-t-il donc détaché à l'avance et inséré dans le concordat une disposition réglementaire, qui devait naturellement trouver sa place au milieu des articles organiques, où elle a reparu en effet, dans le titre III, avec un plus grand développement? Cette inconséquence apparente s'explique, croyons-nous, par un incident de la négociation prête à finir. Lorsque le Premier Consul, à la veille de conclure, a recueilli l'avis définitif de ses collègues Cambacerès et Lebrun, celui de d'Hauterive devenu l'écho de la pensée de Talleyrand absent, il s'est heurté contre la vivacité de leurs dernières objections. La publicité du culte, disait-on, appartenait à l'État : en se prêtant à l'énoncer dans un traité, le gouvernement consulaire ne pouvait se contenter d'une mention pure et simple qui, fût-ce un seul jour, pourrait introduire un doute sur son droit de police. Était-il possible d'encourir devant l'opinion le reproche de souffrir des processions, des manifestions religieuses de toute sorte, quand elles risquaient d'exciter les haines et de provoquer des tumultes? Pouvait-on se donner l'apparence d'avouer ces oratoires, restés nombreux, où les mécontents s'étaient groupés pour respirer un air d'opposition politique? Il était urgent de prévenir une interprétation, fausse mais nuisible, et le même article qui assurait au culte la publicité, devait poser nettement, ouvertement, les bornes qui l'avaient toujours contenue suivant le besoin des temps. C'était là le moindre des ménagements qu'on dût afficher pour les idées de la Révolution. En cédant sur ce point à son entourage, le Premier Consul avait montré cette obstination particulière qui s'exagère et s'irrite souvent à la fin de discussions prolongées. Mais ce qui à ses yeux n'était qu'une garantie ostensible pour une partie de l'opinion, peut-être aussi un gage pour ses principaux conseillers, devenait dans la pensée de la cour de Rome une affaire de principe. Il ne s'agissait plus pour elle de rester spectatrice de me-

sures semblables à celles que les États catholiques ont toujours édictées, et dont la nécessité en France après dix années de bouleversements était reconnue par Consalvi lui-même. Au lieu de tolérer le fait, le Pape était tenu de le sanctionner. Il devait, dans un contrat solennel, abandonner au profit de l'autorité civile une portion d'un droit inaliénable de l'Église. Que Consalvi ait tout tenté pour échapper à une telle extrémité, on ne pouvait en douter, avant même de connaître les pièces de l' « Esame » qui en apportent un témoignage surabondant. Il est moins certain qu'avec ses finesses de rédaction le cardinal ait réussi à se dérober à l'écueil, et les contradictions nombreuses, essuyées à Rome au moment de la ratification, lui ont durement rappelé que pour sauver le concordat il avait dû dépasser un peu la limite de ses pouvoirs.

A dire vrai, les documents les plus utiles de l'« Esame » ne sont pas ceux qui ont été ainsi distingués après un premier triage : ce sont les projets de Consalvi du 26 juin et du 3 juillet 1801 [1]. N'est-il pas évident que les rédactions successives du concordat sont les éléments essentiels de toute étude sérieuse, ceux où se résument les débats, où se marque le progrès ou le recul de la négociation ? C'est par la comparaison minutieuse, approfondie, de ces articles si souvent remaniés, que l'on peut comprendre le conflit des idées ; et la subtilité même des mots recouvre souvent de graves divergences de principes. Jusqu'ici, pour suivre et apprécier les changements admis par Consalvi dans le projet romain dont il s'était engagé à respecter la substance, il fallait consulter les rapports où il les a expliqués à sa cour. Or la fidélité, certaine à nos yeux, de ces longs comptes rendus, pouvait demeurer douteuse pour une partie des lecteurs; elle devient maintenant indiscutable par la production des textes eux-mêmes. On remarquera toutefois l'absence de la troisième rédaction de Consalvi, la plus intéressante puisqu'elle est la dernière. Cette omission, surprenante au premier abord, se comprendra sans peine si l'on recherche ce qui s'est passé dans cette journée du 11 juillet, où les négociateurs se crurent parvenus au bout de leur tâche. Déjà, dans son second contre-projet du 3 juillet, Consalvi s'était attaché à concerter avec Bernier les

[1] Pièces nos 610 *ter* et 620 *bis*.

articles débattus, et à leur donner l'empreinte d'une œuvre commune : lorsque, le 11, il dut se plier à de nouvelles exigences, représentées comme indispensables au dénouement, ces concessions suprêmes furent rédigées d'accord avec ce même Bernier, à qui fut laissé avec intention le soin de les prendre en note pour les faire connaître et en recommander l'adoption au Premier Consul sous la forme d'un troisième contre-projet. Consalvi ne reçut pas la copie de cet acte; il ne put même en obtenir la minute, réclamée vainement à l'abbé pendant la journée du 13. Le dernier contre-projet ne put donc être compris dans les annexes expédiées à Rome. La lacune en elle-même est d'ailleurs peu regrettable, puisque, pour y suppléer. il suffit d'adapter au deuxième contre-projet un petit nombre de corrections, qui nous sont toutes connues.

En reproduisant ici les pièces des Parties III et IV de « Esame » si heureusement retrouvées, nous avons dû en rebuter trois, qui avaient un caractère différent et ne pouvaient passer pour documents originaux. Au lieu d'imprimer les « Schiarimenti », où Consalvi expose ses embarras et justifie ses expédients, Mgr Di Pietro a cru préférable d'en rédiger des résumés [1]. Il nous a semblé que représenter sous cette forme abrégée et impersonnelle les « Schiarimenti », dont le texte complet et plus instructif est publié dans notre recueil, serait tomber dans l'inconvénient d'une répétition inutile.

L' « Esame » n'était pas la seule surprise que ménageait la découverte de 1899. En parcourant les cartons ou « buste », ajoutés pour renfermer les nouveaux papiers de Di Pietro, on rencontrait un autre imprimé, de forme semblable, composé aussi de feuillets sans pagination, qui avaient été destinés à une congrégation réunie à Rome le 24 novembre 1801 [2]. Sans égaler l' « Esame » en étendue et en importance, cette espèce de cahier contenait plusieurs mémoires sur la circonscription des diocèses et la démission des anciens évêques; il nous mettait surtout en possession d'une note de Bernier, du 30 octobre, dont nous avions restitué le sens et indiqué l'intérêt [3].

[1] Voir, dans l'Annexe I, le n° VII de la troisième Partie et les n°s IV et XVII de la quatrième Partie.

[2] La composition de cet imprimé forme l'Annexe II.

[3] Pièce n° 974 *bis*.

Ces imprimés, qui ont servi de précédents et d'exemples pour des distributions analogues faites aux cardinaux pendant les années suivantes[1], auraient à eux seuls suffi pour justifier le supplément que nous soumettons aujourd'hui au lecteur. Par notre préface, n'avions-nous pas contracté l'engagement de réunir, dans un ensemble aussi complet que possible, les pièces réellement constitutives de la négociation religieuse? et puisque les matériaux s'offraient pour achever au moins la série principale, n'avions-nous pas le devoir de les mettre à la portée de l'étude? C'est là le raisonnement qui nous a vraiment entraînés à entreprendre un tome VI. En le préparant avec cette pensée dominante, il était à la fois naturel et facile de ménager une place à d'autres documents restés manuscrits, qui ont été puisés à des sources diverses[2]. Quelques-uns sont dus à la haute bienveillance de Son Éminence le cardinal Mathieu, qui, le premier, a pu franchir le seuil de la Congrégation des affaires extraordinaires. Combien était-il regrettable que ces curieuses archives eussent été explorées si tard! Quelques années auparavant on y aurait découvert, et dans leurs textes originaux, la lettre du cardinal de Martiniana annonçant les intentions du Premier Consul, le billet de Bernier du 13 juillet, un exemplaire de l' « Esame » qui, sans être complet comme celui de Di Pietro, aurait encore semblé une précieuse révélation. Mais ces documents n'étaient plus inconnus, et il ne restait qu'à glaner dans un champ moissonné à l'avance. Parmi les lettres qu'il était temps encore de recueillir dans ce fonds vainement convoité, on remarquera des règles de conduite adressées par Antonelli à Consalvi, et un aveu piquant du P. Caselli sur la nullité de son rôle. Si l'on ajoute à ces pièces nouvelles une dépêche de Cobenzl, omise dans les envois que nous avions reçus de Vienne, on sera vivement reconnaissant à

[1] Nous citerons, dans les archives du Vatican (*Appendices* I et XXIV), un ensemble de pièces imprimées en 1802 concernant le clergé constitutionnel, et un autre ensemble, imprimé en 1804, concernant le voyage du Pape à Paris.

[2] En dépouillant au Vatican le nouvel *Appendice* XXV, nous en avons extrait quelques pièces manuscrites, par exemple un rapport de Bernier sur la circonscription des diocèses (n° 687 *bis*) et un bref du 15 août 1801 aux évêques de l'Empire (n° 732 *bis*). Les archives des Affaires étrangères, la Bibliothèque protestante, les papiers de Grégoire, etc., ont été aussi mis à contribution.

Son Éminence qui, après avoir fait goûter au grand public le plaisir d'un récit clair et animé, a aussi voulu faire la part du public érudit.

Nous avons encore une explication à donner sur une classe particulière de documents, dont on remarquera l'étendue, et qui permettra au lecteur de pénétrer plus avant dans les travaux intérieurs des congrégations romaines. Depuis longtemps nous conservions en copie une partie de ces mémoires, d'autant plus multipliés qu'aux phases principales de la négociation religieuse, des cardinaux ont été consultés par le Pape, et que leurs avis, préparés par des rapports conciliants de Mgr Di Pietro, ont été présentés individuellement et par écrit. Leur première délibération avait précédé la mission de Mgr Spina, désigné pour commencer les pourparlers; puis était venue la rédaction d'un contre-projet; enfin l'examen de la ratification, auquel, pour cette fois, le Sacré-Collège avait été convié tout entier. Cette catégorie très spéciale de discussions et de votes nous avait paru sur la limite de ce qu'on peut publier ou omettre; et avant même de la voir grossie et augmentée par la trouvaille de 1899, nous avions cru préférable d'y faire seulement un petit nombre d'emprunts. D'une part, il y avait inconvénient à surcharger une Partie de notre recueil, qui devait rester proportionnée; de l'autre, se présentait la réflexion qu'il doit en être d'une congrégation comme de toute assemblée, où il convient de s'attacher au résultat des votes et non à leur diversité. En outre, les raisons invoquées pour ou contre par chacun des cardinaux, témoignaient qu'ils n'étaient pas toujours les meilleurs avocats de leur cause. Sur ce fond assez terne, deux personnalités seulement se détachaient avec un certain relief, celle des cardinaux Gerdil et Antonelli : le premier, par une science devenue trop contentieuse dans des temps aussi difficiles; le second, par un caractère jaloux d'honneurs et de domination, qui s'était fait redouter pendant le conclave de Venise[1], et que Consalvi flattait pour éviter de l'avoir comme adversaire. Quelques-uns de ces plaidoyers, écrits avec ce tempérament, feront mieux connaître le cardinal Antonelli et montreront qu'après avoir argumenté longuement et

1. Consalvi, *Mémoires*, t. I, p. 247; Maury, *Correspondance*, t. I, p. 259, 288, 313, 328. — Pour la liste des fonctions exercées par ce cardinal, voir : *Cenotaphium Leonardi Antonelli*, etc. (Pesaro, 1825).

parfois avec originalité, il concluait néanmoins en s'accommodant aux circonstances. Les autres documents de même nature, que nous nous sommes décidé, et non sans hésitation, à ajouter à notre recueil, concernent surtout la préparation du contre-projet romain. En continuant à les soumettre à un choix, en laissant notamment de côté les votes du début sur l'envoi de Mgr Spina, nous avons cru diminuer l'objection d'avoir trop sacrifié au détail et versé dans la biographie.

Si maintenant nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur le tome VI et essayons d'en définir l'utilité pour l'histoire, force est d'avouer qu'il contient seulement un surcroît de preuves. Il confirme plus qu'il instruit, et aucun fait réellement nouveau ne s'en dégage. Le chemin était assez frayé pour que l'historien pût avancer sans crainte de s'égarer, et l'unique avantage que nous lui offrons aujourd'hui est de marcher par endroits sur un sol plus aplani, vers un but un peu moins éloigné. Est-ce à dire qu'au milieu des recherches toujours renouvelées de la science historique, de nouvelles lumières ne puissent plus se produire? Il serait bien téméraire de le prétendre; et cependant, à moins de sortir du cadre déjà très vaste où nous avons dû nous enfermer, comment désormais prévoir des découvertes importantes, capables de faire envisager sous un autre aspect la suite et la moralité des événements? Tous les jours on annonce de l'inédit; et l'expérience révèle l'abus de plus en plus fréquent de ce mot, qui sert à déguiser des documents connus ou s'applique fictivement à de simples redites, comme si, pour accréditer un livre, il suffisait de promettre quelques détails nouveaux. Nous avons rebuté assez de copies venues du Vatican, pour savoir que ces archives fourniront longtemps encore une réserve à ceux qui voudraient s'approvisionner d'inédit. L'appoint de documents, qui serait réellement nécessaire aux historiens du Concordat, est tout autre : c'est dans les pièces nombreuses précisant l'état religieux de la France qu'il faudrait le chercher; c'est aussi dans les correspondances de toute origine où se suit cet enchaînement des événements généraux, dont un événement particulier ne doit jamais être isolé. Nous l'avons déjà dit : ce sera l'affaire des historiens de compléter ainsi leurs études, comme nous avons essayé de le faire pour nous-même. Nous étendre davantage, nous aurait exposé à un reproche d'encom-

brement et de confusion que nous ne sommes pas certain d'avoir évité, et c'est précisément parce que notre tâche était plus simple et plus modeste que désormais elle nous paraît accomplie[1].

[1] Pour aider le lecteur à remettre à leur place les documents publiés ici, nous avons renvoyé aux pages des tomes précédents où ils devront être intercalés. Par la même raison nous avons cru, cette fois, préférable d'attribuer à ces pièces supplémentaires d'anciens numéros, devenus des numéros *bis*, *ter*, etc.

Il a paru inutile de faire un complément à notre Table analytique du concordat ou même de dresser une Table des noms de personnes et de lieux, qui sont ici en petit nombre et de peu d'intérêt.

DOCUMENTS
SUR LA
NÉGOCIATION DU CONCORDAT

SUPPLÉMENT

LE CONTRE-PROJET ROMAIN
VOYAGE DE CONSALVI

Supplément des parties VIII, IX et XI
(tome II)

356 bis. — Votes des cardinaux de la grande Congrégation.

(T. II, p. 196.) [Séance du 7 avril 1801 [1].]

Art. 1. — I cardinali Albani, Carafa, Gerdil, Lorenzana, Roverella, e Braschi hanno interamente approvata la formola, che ha creduto prescegliere Mgor segretario.

Il cardinale Antonelli adotta la seconda formola [2]...

Il cardinale Doria trova giusta la formola prescelta da Mgor segretario; ma per il timore che il principio incontri insormontabili difficoltà, suggerisce la seguente formola : « Le gouvernement de la République française, reconnaissant que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français, l'adopte pour sa religion particulière; il protégera la liberté de son culte, conservera dans tout

[1] La première séance a eu lieu le 7 avril (et non le 3, comme le dit le P. Rinieri, p. 73, 116, 117, sans doute d'après une interprétation erronée de notre pièce n° 354). — On ignorait alors s'il y aurait une autre séance.

[2] Nous donnons plus loin, dans son texte, le vote du card. Antonelli. Nous supprimons donc l'analyse de ce vote sur les art. 1, 3 et 17, telle qu'elle était rapportée ici par le secrétaire de la Congrégation, Mgor Di Pietro, qui est l'auteur de tout ce résumé.

la pureté de ses dogmes et l'intégrité de sa discipline, révoquant les lois ou décrets contraires à son exercice ou à la liberté de ses ministres. — Il sera fait, de concert par le gouvernement de la République et le Saint-Siège, une nouvelle circonscription des diocèses catholiques français. Leur nombre sera réduit de telle manière qu'il suffise aux besoins spirituels des fidèles. »

Il cardinale Borgia non fa che promovere difficoltà sù quasi tutti gli articoli riportati in tutti i tre Progetti. Incominciando dal primo, dice non comprendere cosa voglia intendersi per « governo francese »? se la sola persona del Supremo magistrato? se anche i magistrati e ministeri politici di Parigi e delle provincie? A buon conto, soggiunge, per ora sappiamo di certo, che pur uno del Supremo magistrato, o sia de' Consoli, è cattolico. Soggiunge che sarebbe cosa ottima che fosse in Parigi adottato l'articolo disteso da Mgor segretario; ma non lascia di riflettere che questi *sunt vota hominum,* giacchè in realtà l'articolo del Progetto uffiziale nè garantisce la cattolica religione, nè dà lusinga di alcun vântaggio; dal che ne inferisce, che non vi è buon titolo di venire a quelle tante concessioni, e grazie, che si chiedono in detto Progetto uffiziale. Poco dopo, non si mostra contento dell' articolo adottato da Mgor segretario, non sembrandogli sufficienti quelle parole dell' articolo, cioè di « conservare la purità de' suoi dogmi », giacchè vorrebbe si esprimesse chiaramente anche il diritto di appellazione alla Sede Apostolica.

Il cardinale Della Somaglia, al quale non sembra cosa di possibile riuscità il modificare l'articolo presente, o nell' una, o nell' altra delle due formole riportate nel Progetto di convenzione di Mgor segretario, propone l'articolo seguente : « Le gouvernement français reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français. Il l'adopte pour sa religion particulière; il protégera la liberté de son culte. »

Il cardinale Carandini adotta la formola che vien preferita da Mgor segretario; e solo per renderla meno energica, suggerisce sembrargli conveniente che si riseghino alcune parole, per locchè propone la formola seguente : « Le Saint-Père ne peut qu'agréer qu'au moins le gouvernement français déclare que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français; qu'il l'adopte pour sa religion

particulière; qu'il protégera la publicité de son culte, ses dogmes, sa discipline, moyennant encore la déclaration que toutes lois ou décrets contraires n'auront aucun effet. »

Il cardinale Consalvi si sottoscrive all' articolo prescelto da Mgor segretario, quando riesca che sia ammesso. Ma soggiunge esser pur troppo persuaso, che tale articolo non si ammetterà dal P. Console, giacchè le ragioni che lo trattengono dal dichiarare la religione cattolica per la religione dominante, lo tratterranno dal far conoscere apertamente che debba un giorno divenirlo; e non vorrà mai dire egli stesso le parole (giacchè negli articoli sono in due che parlano) : « Attendu que les circonstances actuelles s'opposent encore à ce que la religion catholique, apostolique et romaine soit déclarée, par acte public, la religion dominante en France. » Suggerisce peraltro, che il sentimento contenuto nelle riferite parole si esprima dal S. Padre nella bolla, e non negli articoli inseriti in essa, quando pur debbano inserirvisi. Prosiegue inoltre a riflettere, che crede non sarà sicuramente ammessa la frase « l'intégrité de sa discipline », perchè si temerà che si voglia riferire a quell' antica disciplina, che non è più ammessa nemmeno in tanti altri regni cattolici. Finalmente riflette che non si vorranno mai dire dal governo francese le parole « moyennant encore la révocation de toutes lois ou décrets contraires à son exercice et à la liberté de ses ministres. » In seguito di tali osservazioni ecco la formola che suggerisce : « Le gouvernement français reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français. Il déclare qu'elle est aussi sa religion; qu'il la conservera dans toute la pureté de ses dogmes; qu'il protégera la publicité et la liberté de son culte et l'exercice de sa discipline; et que les obstacles opposés par les lois reconnues contraires à ce but, seront ôtés. »

Art. 2. — Tutti i cardinali hanno approvata la formola di questo articolo, come è riportata nel Progetto di convenzione disteso da Mgor segretario; soltanto il cardinale Borgia, ove leggesi « une nouvelle circonscription de diocèses français », a buona cautela vorrebbe che si aggiungesse « catholiques. »

Art. 3. — I cardinali Carafa, Gerdil, Lorenzana, Doria, Roverella, Braschi hanno adottata la formola prescelta da Mgor segretario.

Il cardinale decano [1] trova giusto che si esortino i vescovi a dimettersi; ma non trova giusto che si privino in caso di renuenza, perchè innocenti e sommamente commendati dalla Sa : Mem : di Pio VI.

Il cardinale Antonelli...

Il cardinale Borgia par che trovi giuste le massime stabilite da Mgor segretario ne' suoi fogli; ma siccome nel caso concreto non vede che sia per cessare lo scisma, e che la religione cattolica sia per esser dichiarata la religione dominante in Francia, non crede doversi sottoscrivere a verun degli articoli. Perciò conclude : Venga il bene della religione colla dominante cattolica religione, dimettansi pure allora i vescovi, e si canti poi *Gloria in excelsis Deo*.

Il cardinale Della Somaglia nella sostanza conviene nell' articolo al quale aderisce Mgor segretario; suggerisce peraltro un qualche piccolo cambiamento, che riporterò colle sue stesse parole : In vece di dire soltanto « Sua Santita esorterà », potrebbe anche dirsi « pregherà i vescovi, e mostrerà loro l'assoluta necessità di consumare un sagrifizio, che il bene della nazione, e la pace di tutta la Chiesa esigono da essi. » E non potendo poi dubitare del loro assenso, si converrà nella progettata circoscrizione.

Il cardinale Carandini crede indifferente l'usare o l'una o l'altra delle module riportate da Mgor segretario, sempre che il S. Padre per mezzo di Mgor Spina assicuri il Primo Console, che procederà alla privazione di quei vescovi, che ricusassero di prestarsi ad una dimissione, che vuole, ed esige il bene della Chiesa, e a cui sono essi tenuti in coscienza. Altrimenti giudicherebbe che l'articolo si avesse a concepire così : « Sa Sainteté exhortera les titulaires actuels des évêchés de France à se démettre de leurs sièges, comme ils ont déjà promis, et comme réellement exige le vrai bien de l'Église. Sa Sainteté est bien sûre qu'ils ne manqueront à un devoir si précis, et usera de tout son pouvoir, comme chef suprême de l'Église, afin qu'une action si juste et si nécessaire soit exécutée. »

Il cardinale Consalvi giudica non doversi adottare l'articolo preferito da Mgor segretario, perchè lo crede concepito con

[1] Le card. Albani.

espressioni troppo generiche e troppo libere per il Papa, onde tanto meno ammissibili per parte del Primo Console. Per questo ultimo motivo, suggerisce, che quando non riesca a Mgor Spina di far adottare questo articolo nella precisa forma in cui è esposto nel terzo Progetto disteso da Mgor segretario al secondo luogo, presenti l'articolo concepito ne' seguenti termini : « Sa Sainteté témoignera aux évêques titulaires la juste assurance où elle est de leur disposition à se prêter à tout sacrifice que pourra exiger d'eux leur zèle bien connu pour la paix et l'unité de l'Église. D'après cette exhortation, le Saint-Père prendra, en conséquence des vues connues du gouvernement, les mesures qu'il jugera convenables pour le bien de la religion et pour le plein effet de la nouvelle circonscription, conformément à l'objet qu'il s'est proposé en l'approuvant. »

Art. 4. — I cardinali decano, Antonelli, Carafa, Lorenzana, Doria, Roverella, Braschi, Carandini si sono uniformati alla formola proposta da Mgor segretario.

Il cardinale Gerdil osserva, che trattandosi di una concessione che si fa non alla persona, ma al grado, crederebbe più conforme allo stile solito il dire : « Il Primo Console, ed i suoi successori professanti la religione cattolica, nomineranno ecc. » Ed in vece delle parole « Sa Sainteté s'engage à donner l'institution », espressione non solita usarsi dalla Maestà Pontificia, direbbe semplicemente « Sa Sainteté donnera l'institution. »

Il cardinale Borgia non trova giusto l'aggiungere alla denominazione di Primo Console il nome di Bonaparte, quasi per tal via farsi strada a intendere la concessione, grazia personale e non di officio; giacchè, dice egli, conviene essere schietti e sinceri, e ricordarsi che chi ha la forza in mano si farà la giustizia da sè. Crede che si suggerisca l'aggiunta del nome di Bonaparte, perchè si spera che si farà cattolico; ma quando ciò non accadesse, dice egli, il S. Padre avrebbe accordato la nomina ai vescovati ad un non cattolico, ad uno notoriamente incorso nelle censure per i sacrilegi attentati per sua autorità commessi contro la S. persona di Pio VI, contro cardinali, prelati ecc.; cosa la quale, egli dice, scandalizzerebbe sommamente il pubblico.

Il cardinale vicario[1] crede che non si debbano muovere diffi-

[1] Le card. Della Somaglia.

coltà sulle nomine, nè aggiungere le parole « professante la religione cattolica », quando sia ammesso dal governo francese l'articolo primo nei termini da esso proposti.

Il cardinale Consalvi trova giusta l'espressione « et par lui approuvés », aggiunta da Mgor segretario all' articolo presente; ma siccome crede che non sarà ammessa dal Primo Console, perchè la crederà troppo generica, ed estensiva, anche oltre il caso dell' indegnità, perciò propone che si sostituisca l'espressione seguente : « entièrement dans les formes usitées avec les princes catholiques, qui ont la nomination aux évêchés. »

Art. 5. — I cardinali decano, Antonelli, Carafa, Lorenzana, Doria, Roverella, Braschi e Carandini adottano la formola proposta da Mgor segretario.

Il cardinale Gerdil vorrebbe che non si facesse menzione espressa di Bonaparte.

Il cardinale vicario crede inutile aggiungere le parole « professant la religion catholique », per la ragione poco anzi rilevata.

Il cardinale Borgia non interloquisce su questo articolo.

Il cardinale Consalvi crede che debbansi togliere le parole « et ses successeurs catholiques », conservando però la parola « Bonaparte. »

Art. 6. — Tutti i cardinali sono convenuti nella formola riportata nel Progetto disteso da Mgor segretario.

Art. 7. — Undici dei cardinali son convenuti nella formola di giuramento proposta in questo articolo da Mgor segretario. Il solo cardinale Borgia, dopo aver premesso, che ogni cristiano è in dovere di assoggettarsi alle costituzioni, o leggi del paese, soggiunge : Se nelle leggi di Francia ve ne siano delle perverse per loro qualità intrinseca, o per la qualità estrinseca, io non lo sò, mancando del Codice francese. Sò peraltro bene, che nel caso di legge anche intrinsecamente mala, deesi dal cristiano ubbidienza, vale a dire di non fare, e non permettere che da altri si faccia tumulto, resistenza, violenza contro tali leggi.

Art. 8. — Tutti i cardinali sono convenuti nell' articolo riportato nel Progetto di Mgor segretario.

Art. 9. — I cardinali decano, Antonelli, Carafa, Lorenzana, Doria, Roverella, Braschi, Carandini, Borgia e Della Somaglia, hanno adottato questo articolo come è stato proposto da Mgor segretario.

Al cardinale Gerdil parrebbe più conforme allo stile della liturgia, e più decorosa in conseguenza, l'espressione : « Salva, Domine, populum tuum gallicanum. » Ma non potendosi questa ottenere invece del « rem gallicam », crede che si potrebbe sostituire « rem gallicanam », che ha la stessa identica significazione in latino, nè può dare occasione a motteggi, dai quali è da guardarsi in materia di tanta serietà, ed in ogni cosa che parta dal Trono pontificio.

Al cardinale Consalvi piacerebbe più l'espressione « Galliæ Consules » che « rem gallicam », malgrado che i Consoli potessero forse non esser cattolici. Gli antichi cristiani, egli riflette, pregavano anche per l'Imperatori gentili. Il « rem gallicam » non può negarsi che sia soggetta a qualche stravolta interpretazione.

Art. 10. — Tutti i cardinali sono convenuti nell' articolo proposto da Mgor segretario, eccettuato il cardinale Borgia, il quale riflette esser cosa per esso nuova, che nella scelta dei parrochi, i vescovi dipendano dall' approvazione del governo.

Art. 11. — Tutti i cardinali sono convenuti nell' articolo proposto nel Progetto disteso da Mgor segretario; soltanto il cardinale Gerdil osserva, che meglio ancora si salverebbe l'autorità ecclesiastica, se in vece di dire « pastori virtuosi e grati al governo », si dicesse « pastori non sospetti al governo. »

Art. 12. — Tutti i cardinali sono convenuti nella formola dell' articolo, come è proposta da Mgor segretario. Il solo cardinale Gerdil avverte, sembrare a rigor di espressione, che si voglia stabilire per via di convenzione, che comunque sia libero ai vescovi di aver seminari e capitoli, ciò però sempre sia senza dotazione per parte del governo. Si può soffrire che il governo non contribuisca; ma che si faccia egli una legge di non contribuire pare cosa dura. Si potrebbe modificare con dire « senza obbligo di dotazione per parte del governo. »

Art. 13. — Tutti i cardinali sono convenuti nella formola dell' articolo, come è riportata nel Progetto disteso da Mgor segretario.

Art. 14. — I cardinali decano, Antonelli, Carafa, Lorenzana e Braschi hanno adottata la formola di questo articolo, come si legge nel Progetto di convenzione steso da Mgor segretario.

Il cardinale Gerdil avverte, che qualora si facesse difficoltà di ammettere le due ultime giustissime restituzioni, che la dispensa

sia accordata ai cattolici, e a quei scismatici, che dentro un determinato tempo faran ritorno al grembo di S. Chiesa; e ciò per riguardo alla moltitudine di coloro, che non si curassero di rientrare nella comunione della Chiesa, incapaci pertanto di partecipare al beneficio della dispensa conceduta in favore soltanto della religione cattolica, potrebbe forse provvedersi col temperamento di già usato, e che tutt' ora si usa verso altri governi, come nella Sassonia, cioè di una semplice tolleranza, o condiscendenza per *modum conniventiæ,* per cui non abbiano questi da esser molestati nel possesso dei loro acquisti.

Il cardinale Doria adotta la formola proposta da Mgor segretario; ma in caso che vi si trovasse ostacolo per parte del governo, dice che potrebbe autorizzarsi Mgor Spina ad accordare non solo sei mesi, ma un anno, o anche un più lungo spazio di tempo indeterminato.

Il cardinale Borgia adotta l'articolo suddetto; ma avverte che a queste condonazioni dee precedere l'assoluzione dalle censure incorse per l'occupazione de' beni ecclesiastici.

Il cardinale Roverella trova giusta la suddetta formola; ma è di parere che debba la dispensa estendersi verso qualunque altro acquirente; e ciò per non dare occasione ai settari ad opporsi al grandissimo oggetto della cessazione dello scisma.

Il cardinale Della Somaglia crede che l'articolo debba concepirsi così : « Sua Santità dispensa da ogni restituzione dei frutti e dei capitali tanto i cattolici tutti, quanto quelli che torneranno al seno della Chiesa. »

Il cardinale Carandini adotta ancor egli l'articolo come è proposto da Mgor segretario; suggerisce peraltro, che in lettera particolare a Mgor Spina, gli si dassero le facoltà, a caso disperato, di estendere la ritenzione de' beni ecclesiastici acquistati, anche ai Francesi desertori della religione cattolica e che non vogliono rientrarsi.

Il cardinale Consalvi, attesa la presente maniera di pensare del governo francese, per cui dice essere persuasissimo che questo non ammetterà le restrizioni della indulgenza pontificia, per i soli cattolici, e per quelli che ritorneranno al cattolicismo fra sei mesi, adotta l'articolo come proposto da Mgor segretario, ma senza le restrizioni indicate.

Art. 15. — I cardinali decano, Antonelli, Carafa, Gerdil,

Doria, Lorenzana, Roverella, Della Somaglia, Braschi e Carandini son convenuti nella formola suggerita da Mgor segretario.

Il cardinale Borgia avverte, che meglio sarebbe l'abbracciare il partito che il clero tornasse, come nei tempi migliori, a vivere di oblazioni, di limosine, e del lavoro delle mani. Secondando peraltro la massima del governo di non voler assegnare beni fondi liberi al clero, dice che si potrebbe fare con esso un tentativo : cedergli cioè i beni non ancora alienati, e i diritti delle chiese sopra quelli che nell' alienazione avessero patito sostanziali difetti, ed in compenso riportarne la cessione di un qualche dazio per le chiese, o per il clero, da amministrarsi dallo stesso clero.

Il cardinale Consalvi adotta l'articolo suddetto; ma nel caso che l'opposizione fosse invincibile circa la ricupera dei beni ancora non alienati (giacchè teme esser destinati ai soldati per solenni decreti), converrebbe che si togliessero le parole « et le recouvrement des biens ecclésiastiques non encore aliénés », e che alla parola « traitement » si sostituisse in tal caso qualche altra espressione più generica, *exempli gratia :* « Il governo penserà alla sussistenza », o altra simile, per escludere che il Papa si limiti al solo salario del culto.

Art. 16. — I cardinali decano, Antonelli, Carafa, Doria, Lorenzana, Roverella, Braschi, Carandini e Consalvi [son convenuti nella formola di Mgor segretario].

Il cardinale Gerdil, circa l' assoggettamento alle gravezze pubbliche, desidererebbe un qualche cenno, che indicasse l'intervento dell' Apostolica condiscendenza in vista delle necessità dello Stato, onde non si lasci luogo a sinistre conseguenze, e interpretazioni in pregiudizio della immunità ecclesiastica.

Il cardinale Borgia non interloquisce sull' articolo presente.

Il cardinale Della Somaglia avverte, che siccome nell' articolo 16 del Progetto riferito in secondo luogo, ed espresso nei seguenti termini : « Il prendra des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations en rentes, assujetties aux charges de l'État », non si coartano i Francesi che vogliono beneficar le chiese, a farlo solamente con rendite sullo Stato, perciò si dovrebbe procurare, che nell' estensione del presente articolo si adoperassero le stesse parole. Sarebbe anche bene, soggiunge, che dopo la parola « fondazioni » si aggiungesse « e dotazioni »,

come si propone nell'articolo disteso da Mgor segretario. Ottima cosa pur sarà, per conservare qualche immunità, di ottenere, che la porzione di rendite, che verrà da principio assegnata per congrua dei vescovi e dei curati, fosse dichiarata immune dalle pubbliche contribuzioni. Siccome però le accennate misure (così egli conchiude) benchè giustissime, non sono dell' ultima importanza, così par che dovrebbero rimettersi al prudente arbitrio di chi tratta sì grande affare sulla faccia del luogo.

Art. 17. — Si avverte che quest' articolo si è inserito da Mgor segretario nel Progetto, affinchè si avesse sott' occhio la sostanza della concessione : del rimanente, nei fogli delle Riflessioni si è detto chiaramente, anco secondo i suggerimenti di Mgor Spina, non esser questo oggetto di un trattato, ma potersi provvedere separatamente colle facoltà pontificie da comunicarsi alla persona, che sarà prescelta da Sua Santità, seguendo le traccie del breve di Giulio III al cardinale Reginaldo Polo sull' oggetto presente.

I cardinali decano, Carafa, Doria, Lorenzana, Roverella, Braschi e Consalvi si sono in tutto uniformati al sentimento di Mgor segretario.

Il cardinale Antonelli...

Il cardinale Gerdil conviene nel sentimento di Mgor segretario; aggiunge soltanto, che siccome dagli esempi, dal medesimo riportati, risulta essersi talvolta in tali casi provveduto per via di delegati Apostolici, muniti di ampie facoltà di accordare dispense e moderarle a seconda delle circostanze occorrenti, perciò questo mezzo giudicherebbe doversi prescegliere, come assai opportuno per tranquillizzare coloro che vogliono sinceramente *consulere conscientiæ suæ*.

Il cardinale Borgia crede, che altro per ora non si potrebbe accordare, se non che si provvederà con incaricare persona che esamini, *et renovato consensu* sani in radice, come *in Domino* crederà, non già tutti in globo i matrimoni de' quali trattasi, ma ciascuno in particolare.

Il cardinale Della Somaglia è di parere, che si avesse ad incaricare Mgor Spina perchè assicurasse che sarà provveduto, con intelligenza del governo, con un breve, il quale giudica che potrebbe formarsi sulle traccie formate da Mgor segretario nelle sue Riflessioni.

Il cardinale Carandini suggerisce, che l'articolo presente si esprima così : « A l'égard des ecclésiastiques qui sont entrés depuis leur ordination dans les liens du mariage, ou qui par d'autres actes ont notoirement renoncé à l'état ecclésiastique, Sa Sainteté donnera à son légat, qu'il enverra en France, les mêmes pouvoirs qui furent à cet égard déjà donnés par le pape Jules III au cardinal Polo, légat en Angleterre. »

Art. 18. — Tutti i cardinali sono convenuti nell' articolo disteso da Mgor segretario. Il solo cardinale Borgia teme, che se non resta bene spiegato il primo articolo, possa accadere, che un eretico abbia la nomina al cappello cardinalizio, cosa la quale scandalizzerebbe tutta la Chiesa.

Art. 19. — Tutti i cardinali sono convenuti nell' articolo presente. Il cardinale Gerdil soltanto rimarcando quelle parole : « Sa Sainteté s'engage », riflette che sia anche da guardarsi da formole, nelle quali compaia il Papa in figura di semplice contrattante, contra il solito stile, usato ancora nel concordato di Leone X con Francesco I, ove spicca la dignità Pontificia nel concedere ed autorizzare il convenuto colla pienezza dell' Apostolica podestà. Osserva inoltre, che non si legge quest' articolo nel Progetto uffiziale.

Il cardinale vicario suggerisce alcuni articoli addizionali :

I. — L'abrogazione delle leggi penali, e in qualunque modo proibitive del pubblico e libero esercizio della cattolica religione.

II. — L'uso libero e pubblico del calendario Gregoriano.

III. — Dei sagramenti conformi ai canoni del Concilio di Trento, e segnatamente del matrimonio.

IV. — Vera e perfetta libertà a tutti i cattolici di ricorrere al capo della Chiesa, nei loro spirituali bisogni.

V. — Suggerire lo stabilimento, fra gli altri, di quello già così utile delle così dette Figlie della Carità. La riapertura in ogni diocesi di qualche monastero di monache, e la riammissione almeno di quelli Ordini regolari, che saranno creduti più vantaggiosi allo Stato.

(Archiv. du Vatican).

Vote d'Antonelli.

Casa, 7 aprile 1801 [1].

Essendosi degnata la Santità Vostra di ammettermi sin da principio al segreto di quest'affare importantissimo, io potrò qui parlare con maggior libertà, nè mi abbisognerà seguire le traccie di Mgor segretario, il quale sotto un misterioso velo ha dovuto nascondere la fonte d'onde sono scaturiti i Progetti da lui segnati ni I, II, III [2]. In verità però il I è quello comunicato a Mgor Spina dal ministro delle relazioni straniere, sul quale non vi è da far mistero, e si enuncia tal quale anche da Mgor segretario. Il II è quello che Mgor Spina chiama « riformato », concertato tra lui e l'abbate Bernier con una inviolabile promessa di segreto; di cui ne' fogli comparisce autore Mgor segretario. Il III finalmente, è una correzione di questo II, la quale è stata fatta segretamente, per ordine di Vostra Santità, dalla congregazione particolare di tre cardinali, e di cui parimente per gelosia di segreto si chiama autore Mgor segretario ne' fogli distribuiti.

Ciò premesso per schiarimento, io non mi fermerò a parlar del primo, giacchè abbiamo il secondo « riformato », che sembra esser stato surrogato a quello, per essersi riconosciuto dall' istesso abbate Bernier, che il primo, per molti titoli, non era degno di esser posto sotto gli occhi di Sua Santità. Ma nel secondo ancora vi è molto da correggere, e ciò si è fatto dalla congregazione particolare, formando un terzo piano, e dal confronto dell'uno e dell' altro possono rilevarsi le correzioni. Ora dunque dipende dal superiore illuminato giudizio di Vostra Santità il decidere : 1° se le correzioni sieno ben fatte ; 2° se vi sia bisogno di farne delle nuove ; 3° se vi è qualch' altra cosa da aggiungere, omessa ne' Progetti esaminati.

Prima però di entrar nell' esame di questi tre punti, avrà ognuno probabilmente fatti alcuni riflessi importantissimi. Il primo è, che la Santità Vostra non è in istato di chiedere e di ottenere quello che vuole. Si bramerebbe molto, anzi tutto ; ma

[1] Le vote du card. Antonelli, bien qu'adressé au Pape, qui était présent à la séance de la Grande Congrégation, a été remis aussitôt à Di Pietro, comme tous les autres votes. — On remarquera dans cette pièce quelques renseignements sur le travail de la Petite Congrégation, et sur le secret dont ce travail restait enveloppé.

[2] Voir la pièce n° 348 (t. II, p. 167).

pure è di mestieri di contentarsi di quello che si può ottenere. Il secondo, che tutto quello che si riceve, non si riscuote a saldo, e nettampoco con una cessione di quello che si perde o si rilascia. Per necessità si transige, si tollera, e si fa un sacrificio non volontario, ma coatto, in vista di un bene maggiore che compensa questo sacrificio. Il terzo, che questo bene maggiore è il ristabilimento della religione cattolica in Francia. Questo bene è così grande, che non vi è sacrificio che sia di prezzo maggiore...

Art. 1. — Dopo fatti questi riflessi, comparirà subito di quanta importanza sia il 1° articolo della convenzione, che tratta dello stato in cui sarà riposta la religione in Francia.

È sorprendente, che nella prima udienza ch' ebbe Mgor Spina dal Primo Console, sentisse dalla sua bocca stessa, che voleva la religion cattolica in Francia per « dominante »; che ne' primi Progetti, passati tra il detto prelato e l'abbate Bernier, fusse espressamente dichiarata per « religione del governo », con promessa di proteggere la pubblicità del suo culto; e poi, mutata scena, siasi, nella convenzione uffiziale mandata dal ministro delle relazioni straniere allo stesso Mgor Spina, siasi, dico, omesso tutto questo, e neppur siasi fatta parola di quali prerogative goderà la religione nostra santissima in quelle vaste provincie. Io non voglio attribuire questo mistero a mala fede, e sarà piuttosto timore del Primo Console di non urtar troppo contro il partito anticattolico. Nel Progetto « riformato » si contiene qualche cosa di più; ma non basta, e bisogna assolutamente cancellare la libertà che si promette ad ogni culto, non potendo il Papa approvare colla sua sottoscrizione una tal massima.

Quindi si occuparono i tre cardinali della congregazione particolare a formare un nuovo articolo di pianta, e se ne stesero due formole, che si leggono nel foglio III di Mgor segretario. A me piacciono ambedue. Mgor segretario dà la preferenza a quella segnata coll' asterisco * [1]; ma io sarei di diversa opinione. Sono persuaso che in Francia sarà più gradita la prima che la seconda; ma siccome, per i riflessi di sopra fatti, l'oggetto più importante per Sua Santità, nella trattativa di quest' affare, è quello della religione, così io credo che per questa debba impegnarsi con ogni sforzo; nè gli si potrà mai rimproverare, o da Francesi o da

[1] Voir t. II, p. 164, note.

chicchessia, che abbia spinto troppo oltre le sue domande. Questo è un dovere del suo apostolico ministero, questa è una pubblica manifestazione del suo zelo, tutto acceso a far rifiorire la religione in Francia con quella maggiore estensione che si può, e questa è una tessera del suo distacco da tutte le temporalità, per le quali non prende tanto impegno quanto ne prende per la religione. Che se gli si volessse dare qualche eccezione di nimietà in quelle parole : « Il l'adopte pour la religion de l'État et de la nation, dès à présent et à l'avenir [1] », queste parole non sono coniate affatto di nuovo, ma si avvicinano a quelle che aveva proposte l'abbate Bernier nel Progetto terzo, comunicato a Mgor Spina, ove dicevasi così : « Les Consuls de la République, reconnaissant que la religion catholique, apostolique et romaine est professée par la grande majorité des citoyens français, déclarent qu'elle est par là la religion du gouvernement; qu'elle sera protégée comme telle, etc. [2] » E non sarebbe molto meglio, che oltre esser dichiarata la cattolica per la religione del solo governo, si dichiarasse ancora per la religione della nazione e dello Stato, e che questa dichiarazione non fosse momentanea pel tempo presente, ma avesse luogo anche nell' avvenire? Potrà, se così piacesse a Nro Signore, mandarsi l'una e l'altra formola a Mgor Spina, e lasciar a lui l'arbitrio di preferire o l'una o l'altra, secondo la speranza che avrà dell'accettazione del governo.

Art. 2. — Sù questo articolo vi è una piena uniformità nel Progetto « riformato », e in quello della congregazione; nè vi è difficoltà di ammetterlo.

Art. 3. — Quest'articolo esige un'estrema delicatezza.

Dalle lettere di Mgor Spina si raccoglie, che il Primo Console è stato sempre inespugnabile sul punto di ristabilire i vescovi emigrati a rientrar in possesso delle loro chiese, non perchè voglia escluderli tutti e surrogarne de' nuovi, ma perchè vuole che tutti riconoscano la sua nomina, e dalla sua sola confidenza dipenda l'esercizio a cui saranno riammessi nel loro pastoral ministero. E quindi ha sempre costantemente sostenuto, che il Papa gli obblighi di rinunziare alle loro chiese, e in caso di ripugnanza li dichiari decaduti dall' episcopato. Ma, per l'altra

[1] Voir pièce n° 347, art. 1er (t. II, p. 164).
[2] Voir pièce n° 842, titre I (t. III, p. 683). — La citation faite par le card. Antonelli n'est pas textuelle.

parte, quest' atto di suprema potestà del Romano Pontefice è molto forte, e può ognuno prevedere a quali maldicenze e censure esporrebbe il Santo Padre.

Nel Progetto di convenzione uffiziale sono state modellate due diverse formole su quest' articolo; nel secondo « riformato » se n'è preferita una [1], e nella congregazione de' tre cardinali vi è stata molta disparità di opinioni, onde Mgor segretario ha formato due altre module, nuove, affatto differenti dalle prime. Tutti però convenivano, che le parole inserite nelle due formole del Progetto uffiziale « à l'exclusion de tous les autres, quel que soit leur titre, » dovessero cancellarsi, come che indicanti, che oltre i vescovi legittimi ve ne potessero esser altri, i quali avessero qualche titolo all' episcopato, lo che non si poteva intendere che degli intrusi.

Dovendo io dire il mio sentimento, confesso che ne sono dubbioso; ma ponderando tutte le cose, preferirei sopra le altre la formola proposta nel Progetto « riformato », tolte bensì le qui di sopra trascritte parole.

Tutti, ed io con essi, siamo concordi che la prima estensione di quest' articolo, tal quale è nel Progetto uffiziale, non si dee ammettere. Il dubbio riducesi, se debba adottarsi la seconda, surrogata di consenso dell' abbate Bernier e di Mgor Spina, oppure una delle nuove, suggerite da Mgor segretario di consenso di qualche cardinale.

Per un argomento estrinseco, io rifletto primieramente, che Mgor Spina, il quale stà sulla faccia del luogo e conosce tutte le circostanze di una questione così intralciata, non si sarebbe contentato di sostituire questa seconda modula nel Progetto « rifor-

[1] Pour comprendre ce passage et ce qui suit, il faut se rappeler que, dans le projet V (Progetto uffiziale), l'art. 2 du titre I avait d'abord été rédigé en ces termes : « Les titulaires actuels, à quelque titre que ce soit, des évêchés français seront invités par S. S. à se démettre. Les sièges de ceux qui se refuseraient à cette mesure, que commande le bien de l'Église, seront déclarés vacants par l'autorité du chef suprême de l'Église. » — Cette rédaction avait été abandonnée et remplacée par celle-ci : « S. S. déclare qu'elle ne reconnaîtra pour titulaires des archevêchés et évêchés conservés en vertu de la circonscription nouvelle, que ceux qui lui seront désignés par le Premier Consul, à l'exclusion de tous les autres, quel que soit leur titre » (t. I, p. 352 et 408). Cette seconde rédaction avait été imitée dans les Variantes confidentielles de Bernier, désignées ici sous le nom de « Progetto riformato » (t. II, p. 58). C'était celle qu'Antonelli préférait, mais en retranchant la dernière phrase : « à l'exclusion, etc. »

mato », in luogo della prima registrata nel Progetto uffiziale : il suo giudizio ci dee fare qualche impressione.

Parlando anche estrinsecamente dico, che dubito assai, che il Primo Console si contenti che il Papa non s'impegni in quest' articolo di riconoscere que' soli vescovi che saranno da lui designati nella circoscrizione che si farà delle diocesi. Io già premisi quanto egli sia tenace sù questo punto.

Ma passando ancora nell' intimo della cosa, sento una ripugnanza vivissima a che il Papa dichiari « qu'il prendra les mesures nécessaires [1] » per far eseguire la nuova circoscrizione voluta dal Primo Console, quantunque trovasse de' vescovi restii alle sue esortazioni di dimettere il vescovato. Io sò benissimo che il Primo Console lo vuole indispensabilmente; che il Papa sarà costretto di farlo, non ostante la ripugnanza de' vescovi; che quest' atto di suprema sua autorità può esser giustificato dalle ragioni e dagli esempi addotti da Mgor segretario negli eruditi fogli da lui distribuiti. Tutto questo sò, e lo comprendo; ma questo gran passo di esortare i vescovi alla rinunzia, e molto più l'altro di aver per vacanti quelle sedi, a cui taluni non volessero rinunziare, io lo farei il più tardi che fosse possibile. Noi siamo molto incerti se questa convenzione col governo francese avrà buon esito; più, ignoriamo ancora quali vantaggi e quali prerogative si attribuiranno alla religione cattolica, per cui unicamente si potrà far la strage di tanti vescovi innocenti; siamo anche incerti se molti, pochi, o niuno de' vescovi sarà disposto a fare questo sacrificio. Ora, in tanta oscurità, e in tanti pericoli che possono sopravvenire nel lasso di tre mesi di tempo, quanti se ne chiedono per fare la nuova circoscrizione delle diocesi, io credo azzardoso e prematuro l'invito da farsi ai vescovi di rinunziare, e la minaccia di privarli del vescovato se non rinunzieranno. Può essere che vada a vuoto tutta la negoziazione col Primo Console; ma intanto il Papa ha manifestato l'animo suo di degradare a fronte della loro ripugnanza tanti vescovi, se non rinunzieranno. Già mi par di vedere, che appena si sarà palesata l'intenzione di Sua Santità, tutti i vescovi si metteranno in moto; si concerteranno gli uni cogli altri; vi saranno taluni, tutti ligi dell' antico governo Borbonico, che faran maneggio per confortar

[1] Antonelli critique ici la rédaction à laquelle Di Pietro donnait la préférence (t. II, p. 164, note : *art. 3 du contre-projet).

gli altri a non rinunziare; Luigi XVIII farà i suoi sforzi per mezzo de' suoi emissari; crescerà la resistenza; s'ingrosserà il partito, e il Papa sarà obbligato di pronunziar sentenza di degradazione di sessanta o settanta vescovi, quanti ne sono superstiti in Francia.

A chi è di contraria opinione non fa ribrezzo una sentenza così clamorosa : si fonda sulla potestà del Papa, sul bene della religione, sull' esempio de' vescovi Donatisti. Non contradico alla potestà del Papa; ammetto che per il bene della religione è obbligato un vescovo di rinunziare la sua chiesa. Ma ci vogliam lusingare che tutti penseranno così? Ammessa anche la massima in generale, si dirà che in concordato tra la S. Sede e Buonaparte, anzicchè sia un bene per la religione, è anzi la sua rovina e la sua abolizione col sigillo della Apostolica autorità. Si dirà ch' è una convenzione tra una volpe mascherata e l'agnello semplice; si dirà ch'è una mistura d'altare profano col sacro; si dirà che non val la pena di sacrificare tanti vescovi, illustri sostenitori della fede di Gesù Cristo, tutto l'immenso patrimonio del clero secolare e regolare di Francia, tutta sorta d'immunità reale, locale, e personale, la libertà della giurisdizione ecclesiastica, per una mendicata, incerta e temporanea tolleranza della religione cattolica in Francia, la quale durerà tanto quanto bisogna alle politiche mire di chi vuol essere l'usurpatore del trono de' Re Cristianissimi. Si dirà che il Papa è preso a giuoco, e ch'è il trastullo dell' ambizione di un uomo solo, e di quell'uomo il quale è stato di quella religione che più gli tornava conto, musulmano, giacobino, filosofo, ipocrita; che tante volte ha mancato di fede ai patti più solenni; che ha portate le armi sino ai liminari quasi del Vaticano; che ha desolata tutta l'Italia; che ha spogliate le chiese, avvilito il sacerdozio; e che attualmente, quantunque sia investito del pieno potere di comandare, permette che nel Piemonte e nella Cisalpina trionfi la miscredenza, e l'immoralità.

Tutto questo si dirà, e quantunque si dirà con esagerazione e per spirito di partito, a me sempre incute timore, se non siamo prima sicuri de' sodi, reali, ampi, e stabili vantaggi che avrà in Francia la nostra santa religione. Per la qual cosa si offra pure fin d'ora ogni sacrificio de' beni temporali, ogni lustro, ogni privilegio che dovrebbe aver la Chiesa cattolica, purchè non ne resti intaccata la sua sublime autorità, e il suo essenzial dovere. Ma

nell' offrire la deposizione di sessanta e più vescovi, tanto encomiati dalla Sa : Mem : di Pio VI, e degni veramente di tanto encomio, si vada con cautela e circospezione. Tremiamo, che dopo fatta una tal offerta possiamo esser burlati; ma non saremo a tempo di ritirarci.

L'esempio che si adduce de' vescovi cattolici, che credevansi obbligati di rinunziare le loro chiese in favore de' Donatisti, non è perfettamente simile al caso nostro. Con questa cessione di cattedre vescovili si guadagnavano trecento vescovi scismatici, e vi era una morale sicurezza che si sarebbe estinto lo scisma. Noi, queste sicurezze non l'abbiamo; anzi corriamo pericolo, che deposti gli attuali vescovi francesi, se ne sostituiscano Dio sa quali. Inoltre vi passa gran differenza tra la volontaria cessione che i vescovi faccian del loro vescovato, e il comando assoluto, che loro ne dia il capo della Chiesa, di dimetterlo loro malgrado. La loro volontaria dimissione è lodevole; ma non è sempre lodevole di prescrivere con autorità assoluta gli atti di virtù volontaria : un esempio di questo comando io non lo trovo nella storia della Chiesa.

Per queste ragioni, io preferiva, come già dissi, la modula offerta nel Progetto « riformato », e la preferisco ancora sopra quelle suggerite da Mgor segretario. Ma si dirà, che in questa ancora il Papa s'impegna a non riconoscere altri vescovi in Francia se non quei che saranno dal Primo Console designati : eccone dunque in conseguenza la deposizione di tutti i legittimi.

Io rispondo, primieramente, ch'è meno aspro il dire che Sua Santità riconoscerà i vescovi designati da Buonaparte, di quello siasi che inviterà tutti i vescovi legittimi a rinunciare, e in caso di rifiuto prenderà le sue misure ecc.

Dico, in secondo luogo, che la prima forma di parlare nasconde sotto il silenzio qual sia il pensiero del Primo Console sul ristabilimento degli attuali vescovi alle loro antiche sedi, e qual sia pure il disegno del S. Padre sulla loro sorte. Può Sua Santità concertarsi col Primo Console, affinchè sieno da lui nominati; può destinare de' vicari apostolici in quelle chiese, alle quali alcuni prelati non rinunziassero; può darle in amministrazione ai vescovi viciniori e non dichiararle vacanti : questa, e molte altre provvidenze può prendere Nro Signore senza offesa degli attuali vescovi, e sugli esempi di tanti suoi predecessori. Ma quando

anche la necessità lo costringesse a privare i vescovi delle loro sedi, lo faccia il più tardi che sarà possibile, e non l'annunzi intempestivamente, fin da ora, con sparger l'allarme tra tanti rispettabili prelati, e metter, innanzi tempo e innanzi che siasi assicurato un solido vantaggio alla cattolica religione in Francia, tutti i buoni Francesi a rumore.

Chi può sapere, che il Primo Console non destini tra nuovi vescovi la maggior parte degli antichi? Anzi colle ultime lettere di Mgor Spina ne abbiamo una fondata lusinga. E se così accadesse, sarebbe stato allora poco ben misurata la dichiarazione di deporli tutti : basterebbe, che il Papa dirigesse le sue esortazioni a quei pochi che fossero ostinati a non rinunziare, e fa meno ribrezzo d'intimare la deposizione a sei o sette contumaci, che di propalarsi disposto a comprenderli tutti nella stessa sentenza, se tutti ricusassero di rinunziare.

Facciamo anche un'analisi, e prevediamo col pensiero quali saranno i soggetti, sopra i quali caderà la designazione del Primo Console. Vi sono in Francia circa settanta chiese vacanti : la nomina di queste chiese fatta dal Primo Console non fa ingiuria a veruno. De' vescovi attuali molti o saranno restituiti alle loro antiche sedi, o saranno nominati ad altre nuove; e perciò neppur questi potranno dolersi. Nella nuova circoscrizione delle diocesi, che probabilmente saranno ridotte a 50 vescovati e 12 metropolie, saranno soppresse molte chiese, i di cui attuali vescovi non saranno invitati nè obbligati a rinunziare, perchè cessa il vescovo subito che più non esiste il vescovato. Finalmente, molti senza aspettare l'invito del Papa s'offriranno pronti alla rinunzia. Fatto dunque il conto, saranno pochi, pochissimi i pertinaci; e allora lo scarso loro numero, l'esempio della generosità di quei che ultroneamente si dimettono, faciliterà al Papa l'apertura da farsi con questi pochi, con esortarli alla rinunzia, e con intimarli che saranno privati del vescovato se non rinunzieranno. Prendiam tempo, e il tempo ci gioverà. Nel lasso di tre mesi si dee fare la circoscrizione delle diocesi : fatta che sia, dee attendersene l'approvazione della S. Sede ; di poi si debbono designare dal Primo Console i nuovi vescovi. Tutto questo esige tempo, e tempo lungo ; e perchè vogliamo prevenirlo tanto prematuramente con promettere che inviteremo i vescovi attuali alla rinunzia volontaria, altrimenti li dichiareremo privati della loro chiesa?

Quest'impegno non si contrae, se si adotta la modula dell'articolo inserita nel Progetto « riformato ». Ivi il Papa si obbliga unicamente a riconoscer per vescovi della nuova circoscrizione delle diocesi, quei soli che saranno designati dal Primo Console. Puonno esser gli antichi, puonno esser dei nuovi : noi nol sappiamo, e non dobbiamo presagirlo. Accettiamo dunque questa modula, giacchè ci vien presentata con sicurezza che sarà gradita al governo, nè c'imbarazziamo a proporne delle nuove, le quali ci produranno amarezze, sospetti, e pretensioni più alte, le quali ci allontaneranno sempre più da una reciproca soddisfacente conclusione di questo concordato.

Ma quando pure si giudicasse indispensabile di aggiungere a questa modula qualche cenno sopra la sorte futura de' vescovi attuali, io, ritenendo la modula tal quale stà nel Progetto « riformato » (fuori sempre delle indicate parole « à l'exclusion, etc. »), ardisco umilissimamente di suggerire, che vi si potrebbe aggiungere solamente : « et pour les anciens évèques, qui ne seront compris dans cette désignation faite par le Consul, Sa Sainteté se réserve de prendre leur consentement à la résignation de leur évèché. »

Art. 4, e seguenti sino al 17. — Mi sono troppo dilungato nell'esame di questo 3° articolo: io ho abusato della sofferenza di Vra Santità. È mio dovere pertanto di restringermi in parlare de' susseguenti, e posso farlo senza rimorso, perocchè io in tutti mi uniformo al Progetto III, già concertato nella congregazione particolare de' tre cardinali.

Art. 17. — Ho solamente da dire qualche cosa sull'articolo 17. Questo riguarda quegli ecclesiastici, che legati dall'ordine sacro col voto di continenza, si sono congiunti in matrimonio. Consento nell'indulgenza, che loro si vuol usare di lasciarli nello stato conjugale; ma da quest' indulgenza eccettuerei i vescovi. Il celibato è per essi di vera e primaria tradizione apostolica. Va in ciò d'accordo tanto la chiesa Latina, che Greca; perocchè, sebben questa permetta l'uso del matrimonio a quegli ecclesiastici che lo contrassero prima della loro ordinazione, lo vieta però ai vescovi; nè mai anco tra Greci è stato promosso all'episcopato uno che avesse moglie. E io non saprei riferire un esempio d'indulto apostolico, con cui sia stato concesso ad un vescovo che avesse contratto matrimonio dopo la sua consacrazione, di rima-

nere in quello stato, e convivere colla moglie. Può essere che qualcuno de' vescovi intrusi di Francia abbia commesso questo sacrilego attentato di prender moglie; e a me pare che sarebbe distruggere, e non edificare, il dargli la dispensa di restar colla moglie, quantunque sospeso dalle funzioni vescovili.

Ma non sarebbe meglio riserbare questo punto alla decisione di quel Legato, che Sua Santità dovrà necessariamente spedire in Francia? Pur troppo tutte quelle chiese sono in un estremo disordine; la disciplina ecclesiastica n'è affatto bandita; si dovranno discutere migliaia di cause matrimoniali; nasceranno de' gravi dubbi sulla validità de' sacramenti, non eccettuato il battesimo; censure, peccati riservati, nullità di atti, e infinite altre questioni si dovranno discutere, decidere o accomodarsi dal Legato, il quale per tale effetto dovrà esser munito delle più ampie apostoliche facoltà, come lo fu il cardinal Polo nella sua legazione in Inghilterra. A questo Legato dunque io rimetterei la cognizione, l'assoluzione e la dispensa degli ecclesiastici che hanno contratto il matrimonio, nè m'impegnerei in quest'articolo in veruna cosa; ma direi solamente che Sua Santità manderà un Legato in Francia, per provvedere al buon sistema di quelle chiese e ai bisogni spirituali di que' fedeli, e userà con essi di tutta quella paterna parzialissima sollecitudine, che sull' esempio di Gesù Cristo, suole usare il suo Vicario nel ricondurre le pecorelle erranti all'ovile, e nel riconciliare i traviati, e ridurli al seno della S. Chiesa, loro madre.

Sin qui degli articoli della convenzione. Mi resta ora a dir qualche cosa della lettera, che Vra Santità dovrà necessariamente scrivere al Primo Console Buonaparte.

Formati dalla Santità Vra gli articoli della convenzione secondo la sua sapienza, e il lume che Dio le ispirerà alla mente, li manderei a Mgor Spina, affinchè confidenzialmente li comunicasse prima all' abbate Bernier; gli darei anche la facoltà di farvi qualche variazione, ma ristrettamente a qualche termine o espressione, ma non nella sostanza. Dopo aver tutto concertato col suddetto abbate, dovrebbe Mgor Spina far fare una copia di detti articoli, ed inserirla nella lettera che Vra Santità scrive a Buonaparte, affinchè constasse della loro autenticità.

Nella lettera, io raccomanderei al Primo Console, colle più te-

nere ed efficaci maniere, la religione. Vorrei fargli concepire che Vra Santità la tiene a cuore sopra ogni altra cosa; che più privilegi, più prerogative ad essa si concederanno, tanto meno le sarà sensibile ogni altro sacrificio; che la felicità della Francia, la stabilità del suo governo non dipende se non dallo stabilimento della religione.

In 2° luogo, gli raccomanderei gli attuali vescovi emigrati. Lo pregherei a comunicarle confidentemente quelli che vuol riabilitare a tornare nelle loro sedi, e quelli che vuole escludere, sperando che saranno pochi, pochissimi; che lasci a Sua Santità la cura di persuadere questi pochi ad una rinunzia volontaria, e intanto si concerti la circoscrizione delle diocesi. Sarà pure un effetto di benignità del Console di assegnare a questi vescovi rinunzianti un trattamento, o sia una pensione.

In 3° luogo, lo pregherei ad esser cauto e circospetto nella scelta dei soggetti che dovrà nominare alle chiese vacanti. Le principali loro doti debbon essere un amore tenero e zelante della religione, la carità fraterna, il distacco da ogni partito, la pace pubblica, la sollecitudine pastorale della salute delle anime.

In 4° luogo, lo pregherei ancora di animare i vescovi a compiere i loro doveri, colla speranza della protezion del governo.

In 5° luogo, lo pregherei a permettere che le chiese vescovili, i capitoli delle cattedrali, le parrocchie, i seminari, le case di correzione o di educazione fossero abilitate a ricevere, e possedere qualche fondo, che loro fosse donato dalla liberalità de' fedeli.

In 6° luogo, lo pregherei a non impedire il ritorno in Francia di tanti ecclesiastici, o deportati, o emigrati; ben inteso che facciano la promessa concertata nell'articolo 7 della convenzione.

In 7° luogo, vorrei pregarlo di lasciare ai vescovi la principal parte nella scelta de' parrochi, o rimettendo in possesso gli antichi, o destinandovi de' nuovi. Il governo si confidi ne' vescovi, nè si pentirà mai di questa sua confidenza. Insista che abbiano dalla S. Sede quella dipendenza che le si dee, e che si stringano in una perfetta unione i membri col capo; e non vi sarà pericolo che la religione vacilli, o che crolli il governo.

Finalmente, aggiungerei la preghiera pel ritorno de' regolari e delle religiose in clausura. Se mancheranno loro i fondi di sussistenza, non mancherà loro la provvidenza di Dio colle limosine dei fedeli.

La conchiuzione della lettera si potrebbe fare con un intero abbandono alla buona fede del Console, e alla fiducia che si ha in lui, che voglia efficacemente ridonare alla Francia la religione, la Chiesa, la gerarchia, il buon costume, la pace, la tranquillità.

Ho rossore che questi miei rozzi fogli, mal scritti, e peggio tessuti, compariscano sotto gli occhi di Vra Santità; ma il comando era urgente, il tempo breve, e sopratutto l'imperizia mia non sapeva fare di meglio. Umilio tutto al superiore suo discernimento[1] ecc.

(Arch. du Vatican; *App.*, 25.)

366 bis. — Réflexions de Di Pietro.

(T. II, p. 206.) [Vers le 13 avril 1801[1].]

Riflessioni sul metodo da tenersi nel dar l'ultima mano all'affare della convenzione trà la Santità di Nro Signore e il governo francese.

È fuori di controversia, che l'affare di cui si tratta è il massimo del Pontificato. Nelle storie della Chiesa non se ne troverà forse un secondo, che possa paragonarglisi, sia per la sua rilevanza, sia per le gravissime difficoltà che involve. Se dunque la S. Sede è stata solita di procedere con grande maturità in tutt' i negozi ecclesiastici di qualche rilievo, non è a stupirsi, che per la decisione di questo, impieghi un tempo conveniente, onde non manchi quella maturità di consiglio, ch' è conforme alla prattica costantemente usata dai Sommi Pontefici. Un regolamento di finanza o di commercio esige talvolta molti mesi di preventive discussioni. Moltoppiù richiede un sufficiente spazio l'esame di articoli intrigatissimi e importantissimi. Talora una semplice parola, non che una concessione, richiede studio profondo : nè qui si tratta di un affare temporale, in cui abbia luogo il ripiego, o la politica, ma di un affare ecclesiastico gravissimo, che non ammette altra politica, se non quella ch' è propria del capo della Chiesa, conforme cioè alle traccie tenute da Cristo, dagli Apo-

[1] Il est probable que ces Réflexions ont été remises au Pape le 13 avril, avec le contre-projet, qui, comme on va le voir, était déjà refait, mais qui allait encore subir quelques corrections (cf. p. 28) avant de devenir la pièce n° 369.

stoli, insegnate dal Vangelo, e praticate costantemente dai Sommi Pontefici, e vescovi.

Ciò premesso, discendendo più da vicino all'affare, bisogna riflettere, che i voti de' sig. cardinali consultati da Sua Santità [1], non sono tra loro conformi, e che volendosi prendere senza ulteriore indagine una qualche risoluzione dalla Santità Sua, non potrà dirsi, che questa sia analoga ai consigli de' porporati suddetti.

Nè facil cosa sarebbe il procedere per via di approssimazione, sì perchè in alcuni articoli la diversità delle sentenze è troppo palpabile, sì ancora perchè torna sempre il discorso non trattarsi nel caso nostro di negozio temporale, e politico, ma di massime, e di punti rilevantissimi di disciplina ecclesiastica.

Nell' ipotesi adunque che Sua Santità, senza ulteriori consulte, ultimasse il trattato, e che la cosa non riuscisse poi felicemente, vi sarebbe sempre a temere, che da quegli stessi, i quali vennero consultati in principio, e che esternarono un sentimento diverso dalle risoluzioni, si addebitasse il cattivo esito del negozio al non avere abbracciato i loro suggerimenti.

Si osservi dippiù, che allora quando trattassi della riconciliazione dell' Inghilterra, sebbene il vantaggio per la Chiesa fosse molto maggiore, mentre la religione tornava in quel regno senza contrasto all' antico suo grado di dominante, e molto minori fossero le concessioni fatte dalla S. Sede, pure oltre tutti gli esami, e consulte preventive, non si diede l'ultima mano al negozio, se non se dopo averne trattato in pieno concistoro.

Nel nuovo Progetto di convenzione, che contemporaneamente si esibisce, ha posto il Patriarca di Gerusalemme tutta quella poca diligenza, di cui era capace, per conciliare nel miglior modo possibile la dissonanza de' voti, e per estendere la Pontificia indulgenza sino a quel punto, cui sembra possa arrivare per rendere più agevole il buon esito della trattativa, senza offendere però quei doveri, che sono essenzialissimi al capo della Chiesa.

Sù questo stesso nuovo Progetto potrebbe interpellarsi un' altra volta la congregazione particolare, ovvero per maggior sollecitudine, e per combinare più facilmente, potrebbero chiamarsi a

[1] Dans la séance du 7 avril.

consulta tre o quattro fra i sig. cardinali della congregazione medesima, essendosi ciò pratticato anche in altri casi.

Resta a vedersi, se prima di spedire il trattato a Parigi abbia, o no, a farsene la partecipazione a tutto il S. Collegio in un concistoro. Sù questo non ardisce d'interloquire il Patriarca di Gerusalemme, e il S. Padre deciderà nella sua saviezza quello giudichi meglio a proposito. Se dopo la spedizione del trattato a Parigi, avesse a tornar quà per la ratifica, potrebbe differirsi il concistoro a quell' epoca; ma dovendo essere abilitato il plenipotenziario di Sua Santità anco al cambio delle ratifiche, l'affare per parte della S. Sede deve dirsi compito al momento della partenza del corriere per Parigi, e se si aspettasse a farne parola nel consistoro quando verranno le risposte, si restringerebbe quest' atto ad una sterile partecipazione.

È vero peraltro, ch' essendo tanto inculcata la segretezza, riuscirà assai difficile l'ottenerla quando siano messe al lume del negozio tante persone; e nel caso che tengasi il concistoro, bisognerà usar la cautela di intimarlo solo il giorno precedente, e di far partire poco dopo il corriere.

Mgor Spina inculca più volte, che il S. Padre si estenda fin dove può, e mandi il trattato in guisa che non sia suscettibile di altri cambiamenti, dichiarando che a costo di qualunque disastro non può fare di più [1]. Venendo questo suggerimento da chi trovasi sulla faccia del luogo, e conosce bene le persone, e le circostanze, converrà abbracciarlo litteralmente. Senza un tal legame, si sarebbero potuti fare de' tentativi, esibendo de' progetti più equi, e dando poi a Mgor Spina le opportune istruzzioni, affinchè, in caso di ostacoli insormontabili, abboccarsi fino a quel punto, cui possa condiscendere il S. Padre.

Una cosa forse non anderebbe trascurata, ed è quella dell' articolo della dimissione de' vescovi, il quale ecciterà, senz' altro, clamori infiniti. Per tal motivo, gioverebbe mandare due lettere del S. Padre al Primo Console : l'una secondo le traccie segnate ne' fogli che contestualmente si presentano; l'altra contenente l'istanza, che nel trattato non si faccia parola dell'accennata dimissione, e che si contenti il Primo Console della sicurezza, che rimarranno i vescovi esortati da Sua Santità alla rinunzia, e

[1] Voir t. II, p. 63. — Cf. t. I, p. 415 note.

dimessi, quando non vogliano prestarvisi spontaneamente, quei vescovi, i quali non restino compresi nel numero de' pastori da destinarsi al governo delle diocesi della nuova circoscrizione. Mgor Spina dovrebbe scoprire dall' abbate Bernier se vi sia lusinga, che il Primo Console a ciò aderisca, per decidersi poi al recapito piuttosto dell' una, che dell' altra lettera.

È inutile il trattenersi sulle formole delle credenziali da spedirsi allo stesso Mgor Spina, non meno per la negoziazione che per la ratifica; e solo si rammenta, che in altri simili casi sono stati sempre spediti de' brevi, come fu fatto segnatamente dalla Sa : Mem: di Benedetto XIV, per il concordato colla corte di Napoli.

È facile, che per parte del governo francese sia deputato a sottoscrivere la convenzione il ministro delle relazioni estere. Sarebbe motto meglio che venisse scelto l'abbate Bernier, o altro soggetto; mentre non può non recare della grande amarezza, che firmi la convenzione medesima un vescovo ribelle alla Chiesa, e che fu il primo nel dar mano della consumazione dello scisma in Francia col consagrare i primi vescovi costituzionali. Potrebbe Mgor Spina usare della sua destrezza per conseguire l'intento; ma quando non possa ciò ottenersi, converrà chinar il capo, e adattarvisi.

Secondo le richieste del governo francese, la convenzione deve poi inserirsi in una bolla. Non fu pratticato così nel concordato fra Leoni X e Francesco I; ma ci ostano degli esempi recenti, e quello, fra gli altri, del concordato di Benedetto XIV colla corte di Napoli [1], che nella bolla di conferma venne riferito distesamente in lingua italiana. Tuttavolta, non potrà nuocere che Mgor Spina cerchi di persuadere il Primo Console a contentarsi, che ritenendo presso di sè la convenzione sottoscritta, come un documento irrefragabile delle concessioni della S. Sede, venga poi dal S. Padre emanata la bolla senza inserirvela, e ciò sul riflesso che potrà meglio salvarsi la dignità Pontificia, comparendo il S. Padre più in qualità di concedente che di contrattante. Che se non riesca di conseguire la bramata facilitazione,

[1] Le concordat de 1741 entre le pape Benoît XIV et Charles III, roi des Deux-Siciles. (Voir le texte italien dans V. Nussi, *Conventiones*, etc., p. 72.) — Sur la suite des affaires ecclésiastiques dans ce royaume, voir Rinieri, *Della rovina di una monarchia*.

sarebbe almeno opportuno, che il trattato venisse riferito nelle due lingue, francese e latina, non conoscendosi, che nel lasso di tanti secoli vi sia almeno una costituzione apostolica con delle inserzioni in linguaggio oltramontano.

Quanto ai brevi da spedirsi, per i matrimoni de' preti, per le dispense sulla ritenzione de' beni ecclesiastici, e per altre facoltà, alla persona che verrà prescelta dal S. Padre, e nella quale è necessario si riuniscano le doti di una esemplarissima condotta, ma ben' anco di una profonda dottrina, e di una prattica estesa nelle materie ecclesiastiche, onde nell' esercizio delle facoltà confidategli per curare le tante, e sì profonde piaghe spirituali della Francia, non rechi maggior danno che utile alla S. Sede, e alle anime di que' fedeli, — vi è tempo a discorrerne in appresso, mentre sono queste tutte sequele della ratifica del trattato per parte del governo francese.

(Arch. du Vatican.)

366ter. — Di Pietro à Consalvi.

(T. II, p. 206.) Di casa, 13 aprile 1801.

Nell' atto che il Patriarca di Gerusalemme va ad umiliare alla Santità di Nro Signore [1] il nuovo suo debolissimo lavoro sul negozio della consaputa trattativa, rassegna contestualmente all' Em. V. una copia del lavoro medesimo. Si lusinga lo scrivente che V. Em. ravviserà da ciò non essere egli stato in ozio, e rimarrà convinta che gli affari di religione, esigendo uno studio molto serio, ed egualmente lungo e laborioso, non possono disbrigarsi in angustia di tempo. Si era procurato chi scrive il vantaggio di esibire di persona all' Em. V. i fogli, anco per poter discorrere sù di essi; ma non avendo avuto la sorte di trovarla,

[1] La note suivante de Di Pietro témoigne qu'il a travaillé directement avec le Pape les 13 et 14 avril :

« Udienza dei 13 aprile 1801. — Consegnata al S. Padre la copia dell' ultimo Progetto, con tutti gli altri fogli.

« Udienza dei 14 detto. — Tenuto discorso con Sua Santità sull' affare, per lo spazio di due ore. Conchiuso di esaminare se potesse farsi sul Progetto qualche altro piccolo cambiamento, per poi sottoporlo all' esame della congregazione particolare, da radunarsi un' altra volta alla presenza di Sua Santità. Prima di intimarla, si vada di concerto col sig. cardinal segretario di stato. »

ha preso il compenso di accompagnarli con questo rispettosissimo biglietto, onde non le vengano ritardati. Presentemente si sta travagliando sulle Riflessioni [1], colle quali Mgor Spina desidera vengano esposti i motivi per cui il S. Padre non ha potuto interamente aderire al Progetto uffiziale [2], e si dimostri la ragione dei cambiamenti fatti; dopo di che lo scrivente avrà terminato le attuali sue incombenze.

(Arch. du Vatican.)

370bis. — Di Pietro au Pape.

(T. II, p. 216.) [Di casa] 18 aprile 1801.

Si umilia alla Santità Vostra un esemplare delle carte, che vengono comunicate ai sig. cardinali componenti la congregazione particolare da tenersi innanzi a Vostra Santità. Nell' ultimo Progetto sono stati fatti vari piccoli cambiamenti in esecuzione dei di lei sovrani comandi, e i fogli delle Ragioni che lo accompagnano [3] sono stati in parte modificati, in parte ampliati, come esigeva il bisogno [4]. Quantunque nella sostanza non diversifichino dagli antecedenti, pure tornerà in acconcio che la Santità Vostra abbia la degnazione di leggerli. L'autore nel presentarle il compimento del suo lavoro, le bacia, ecc.

(Arch. du Vatican).

[1] C'est le mémoire qui, après plusieurs remaniements, est devenu la pièce n° 401 (t. II, p. 275. Cf. p. 63).

[2] Le projet V (pièce n° 222).

[3] Pièces nos 369 et 370 (t. II, p. 210 et 212). — Une critique sur le sens de l'intitulé de ces pièces, et sur leur date approximative, nous ayant été adressée récemment (Rinieri, p. 124, note 2. Cf., p. 74, note, et p. 126, note 2), nous y répondrons par les explications suivantes : 1° la pièce n° 369 est le contre-projet romain, refait par Di Pietro d'après les votes écrits et les observations verbales, recueillis dans la séance de la Grande Congrégation, qui ne s'était encore réunie qu'une fois, le 7 avril. — 2° Le contre-projet, que Di Pietro désigne sous le n° IV dans son mémoire explicatif (pièce n° 370), est bien la pièce n° 369, comme le prouve ce mémoire lui-même. — 3° Les pièces nos 369 et 370 ont été remises en copies, le 18 avril, au Pape (pièce n° 370 *bis*), et aux cardinaux de la congrégation, convoqués pour une seconde séance (pièce n° 371). Nous étions donc fondé à attribuer à ces copies la date de la veille (17 avril) : on pourrait également leur attribuer la date du 18, qui est celle de leur distribution.

[4] Dans une note du 14 avril, Di Pietro dit : « Ho combinato con Gerdil i cambiamenti sugli articoli. »

376bis. — Vote d'Antonelli.

(T. II, p. 237.) [21 aprile 1801.]

Sentimento sull'ultimo Progetto di convenzione proposto da Mgor segretario[1] per la congregazione da tenersi la sera dei 21[2] aprile 1801 innanzi la Santità di Nro Signore.

Art. 1. — Convengo in quest' articolo, salvo che vorrei che si adottasse nell' ultimo periodo la correzione che si legge al margine[3], e vi si aggiungesse ancora : « qui sont abolis », oppure « qui se déclarent abolis. »

Non si debbono usar termini dubbi, o frasi equivoche. Or la semplice parola « sans égard » è soggetta a molte cavillazioni. Altro è che in certi casi non si abbia riguardo ad una legge, altro che sia essa abolita. Nella prima ipotesi la legge resta in vigore, e se talvolta per qualche circostanza torna bene a farla eseguire, si reclama la legge e se ne sostiene l'autorità; tanto più che l'interpretazione e l'osservanza di queste leggi sono in mano di giudici sospetti e di mala fede. Laddove nella seconda ipotesi, quando si è dichiarata l'abolizione della legge, non vi può essere che un colpo di autorità, un' ingiustizia, una soverchiera di farla rivivere. Badiamo sù questo punto, ch' è interessantissimo, perchè sono moltissime, pessime, inique, ripugnanti al dogma cattolico e alla disciplina della Chiesa, le leggi emanate in Francia negli anni scorsi, e se non sono con autorità del governo abolite, la religione non solamente non sarà protetta, ma sarà schiava e soggetta a mille pericoli.

Art. 2. — Approvo quest' articolo, e nulla mi sembra che sia da opporre di rilevante.

Art. 3. — Questo 3° è di tale importanza, e di sì complicata ispezione, ch' è ben giusto di esaminarlo in tutti gli aspetti.

[1] Ce vote porte sur le contre-projet, refait par Di Pietro à la suite de la séance du 7 avril (pièce n° 369).

[2] La seconde séance de la congrégation a été tenue dans la nuit du 20 au 21 avril; ce qui explique qu'elle est indiquée tantôt sous la date du 20, tantôt sous celle du 21.

[3] Cette variante écrite en marge est celle que nous avons reproduite à la suite de l'art. 1er (t. II, p. 210).

Io preferisco quell' esordio, che sta al margine [1] del Progetto. Ma non mi piacciono le parole : « qui n'auraient pas la confiance du gouvernement », e vi sostituirei le seguenti : « Sa Sainteté témoignera aux anciens évêques titulaires, qui pour les circonstances actuelles ne pourraient pas avoir lieu [2] dans la nouvelle circonscription, la juste et ferme confiance », oppure « qui ne pourraient pas être utiles à leurs troupeaux. »

Inoltre non mi suonano bene le seguenti parole : « ayant en vue les demandes du gouvernement à ce sujet »; e vi surrogherei le seguenti : « ayant en vue le bien universel de l'Église et le prompt rétablissement etc. »

Tutti converranno, che sarebbe meglio di esprimersi nella forma da me surrogata; ma si opporrà, che queste espressioni così surrogate non piaceranno al governo, e romperemo l'affare. Io distinguo tra la sostanza e le parole. Nella sostanza, il Papa promette in quest' articolo di far in modo, che que' vescovi, i quali per le circostanze non hanno luogo nella nuova circoscrizione, non saranno ammessi. Questo è quello che vuole il Primo Console: onde se questa sua petizione si contiene sostanzialmente in quest' articolo, non sarà egli mai per ricusarlo. Sulle parole non farà egli mai difficoltà, come lo sappiamo da Mgor Spina. Le parole ch' io ho cambiate non possono offenderlo, ma altronde salvano la dignità del Papa e il decoro de' vescovi. Quelle all' opposto che si leggono nel Progetto : « qui n'auraient pas la confiance du gouvernement », offendono i vescovi e sono indecenti al Papa. Qual' è quel vescovo che debba avere la confidenza dell' attuale governo francese, ch' è composto di anticristiani ? Si faranno un pregio di non averla; ma sarà di sommo disdoro del Papa, che esiga per merito dell' episcopato la confidenza di quel governo, e ne escluda chi non la gode.

Così pure le altre : « ayant en vue les demandes du gouvernement », non istanno bene in bocca del Papa, il quale non deve avere in veduta le domande del governo, o almeno non deve dirlo in una bolla. Dica soltanto che ha in vista l'utilità e il bene delle chiese; che combinando colle domande del governo produce il medesimo effetto.

[1] Cette variante marginale de la première phrase est celle que nous avons reproduite à la suite de l'art. 3 (t. II, p. 210).

[2] C'est-à-dire : avoir place.



Art. 4, 5, 6, 7, 8. — Pienamente mi uniformo al nuovo Progetto sù questi articoli.

Art. 9. — Nel Progetto convenzionale, passato a Mgor Spina dal ministro del relazioni straniere, si diceva : « Domine, salva rem gallicam », oppure « gallicanam », che è lo stesso. Non veggo per qual ragione si debba usar ultroneamente l'altra formola « Domine, salvum fac regimen nostrum. » La parola « rem » è generica, e significante qualunque interesse della Francia. Ma la parola « regimen » è ristretta nella sua significazione alla forma del governo, o ai governanti. Urteranno tutti i realisti, che il Papa abbia proposta questa preghiera, per stabilire e invocar dal Signore la protezione sul governo repubblicano, derivante dalla più ingiusta delle ribellioni.

Art. 10, 11, 12, 13. — Nulla ho che dire sù questi articoli, e trovo prudentissime le piccole variazioni, che vi sone state fatte.

Art. 14. — Dopo l'articolo 1, che concerne la religione, questo de' beni ecclesiastici è il più scabroso che s'incontri in questo trattato. A me piace moltissimo la variazione che n' è stata fatta in quest' ultimo Progetto. Resta però la grande difficoltà che venga accettata dal governo francese. Sappiamo da Mgor Spina, che su questo capo de' beni ecclesiastici ha insistito con tutto il vigore il Primo Console, e anche nel Progetto « riformato »[1], ch' è il più moderato di tutti, si esigeva un' atto positivo di approvazione, per parte della S. Sede, di tutte le alienazioni già compite. Riducendosi ora le concessioni a costituire un delegato, il quale colle facoltà della S. Sede dispensi dalla restituzione « les acquéreurs qui recourront dûment », temo che incontreremo ostacoli insormontabili. Primieramente, prenderanno sospetto che si voglia erigere una specie di tribunale in Francia, ove il delegato apostolico sieda giudice, per accordare o negare la ritenzione dei beni delle chiese malamente acquistati. In 2° luogo, non vorranno mai assoggettare i loro sudditi a chiedere questa grazia, quantunque avessero la sicurezza di ottenerla. Finalmente, non isfuggirà alla loro penetrazione quella parola « dûment », quantunque vi sia stata inserita molto opportunamente. Faranno varie interpretazioni di qual termine, e lo spiegheranno a loro talento, accusando la S. Sede, che vi abbia voluto comprendere delle

[1] Pièce n° 305 (t. II, p. 58).

condizioni ristrettive della grazia, o rapporto alle persone, o rapporto alle cose, o rapporto al tempo. « Dûment » è un termine generale, e resta perciò in arbitrio del delegato apostolico se i ricorsi degli acquirenti i beni del chiese, sieno o no fatti debitamente, e in conseguenza se debba loro accordarsi il possesso in cui ne sono. Considero inoltre, che sfortunatamente quest' incaglio di difficoltà cade sopra una temporalità, e si apre la via ai nostri nemici di calunniarci, che siamo più refrattari a concedere le grazie temporali, che le spirituali.

Dall' altra parte, convengo con Mgor segretario, che l'autorizzare con sanzione Pontificia gli eretici a possedere legittimamente i beni delle chiese che hanno usurpati, è senza esempio, e di gravissimo scandalo.

Io dunque ardirei di suggerire, che si proponesse punto la formola dell' articolo, come sta nell' ultimo Progetto; ma toglierei la parola « dûment », la quale ci mette troppo allo scoperto di esser tacciati di usare delle parole equivoche, per sorprendere l'altrui credulità. Mi pare che nell' articolo (omessa anche quella parola) si salvi la massima. Gli eretici manifesti, gli atei, gli increduli non si faranno verun scrupolo per ritenere i beni delle chiese, e perciò non faranno ricorso al delegato apostolico; e così esso non sarà imbarazzato per autenticare, o no, le loro usurpazioni. I cattolici all' opposto ricorreranno tutti; e in questi essendo il requisito di professare la nostra religione, sarà adempiuto il senso, e la sostanza della parola « dûment. »

Che se, omessa anche quella parola, non fosse possibile di fare accettare al Primo Console l'articolo in questione, mi appiglierei allora al partito preso da Clemente XI col re di Polonia. Ma (così portando la misera condizione de' tempi presenti, e il bene sommo di riaprir l'ingresso alla religione in Francia), non farei distinzione alcuna tra cattolici e eretici, rapporto alla tolleranza, ma soltanto rapporto alla condonazione. Direi dunque presso a poco così : « che Sua Santità assicura il governo francese, che nè da essa, nè da suoi successori si pretenderà mai la restituzione di que' beni, che anticamente appartenevano alle chiese o luoghi pii, e che si lascierà ciascuno nel possesso in cui si trova; anzicchè se dai cattolici, o da quelli che volessero professare la religione cattolica, le se ne domandasse una condonazione sì per i frutti, che per i fondi, la Santità Sua è pronta a concederla, o per

sè stessa, o per mezzo del suo delegato a Parigi, il quale sarà a tal effetto munito delle opportune facoltà. » La tolleranza dell'ingiusto possesso, la promessa di non molestare i possessori, chiunque essi sieno, è un atto negativo, che non vulnera la massima di permettere agli eretici la ritenzione de' beni delle chiese. Pur troppo il Papa è impotente ad obbligarli alla restituzione; rilascia dunque quello che non potrà mai ripetere. La condonazione poi, ch' è un atto positivo dell' autorità papale, la limiterei ai soli cattolici; nè gli eretici se ne disgusteranno, non facendo essi caso di quell' autorità per starsene quieti e tranquilli nel godimento de' beni comprati.

In tutti gli altri susseguenti articoli mi unisco ad approvarli, sempre però soggettando ogni mio debolissimo sentimento a quello degli altri Emi, e al supremo giudizio di Nro Signore.

(Arch. du Vatican.)

390bis. — Cacault à Consalvi

(T. II, p. 253.)[1] Rome, le 29 avril [1801.]

Je prie V. Em. d'agréer que je lui rappelle les articles sur lesquels il me paraît que, dans votre rédaction du concordat et par conséquent de la bulle, on s'écarte du texte de la convention rédigée à Paris, d'une manière si essentielle, qu'il me semble impossible que l'objet de paix que nous avons en vue pour les consciences et l'intérieur des familles, soit rempli. Je prie V. Em. de méditer mes observations. Elle reconnaîtra que c'est l'impossibilité d'exécuter en France, à l'époque actuelle, les dispositions

[1] Cette pièce devra être intercalée entre les deux billets de Consalvi à Gerdil, compris sous le n° 390. Quand Consalvi écrivait le premier, le 28 avril, il savait, mais seulement verbalement, que Cacault voulait le maintien du projet V. Quand il écrivait le second, le 30 avril, il venait de communiquer le contre-projet romain à Cacault et d'en recevoir la note écrite que nous publions ici.

Le sens de cette note se retrouve dans la dépêche de Cacault à Talleyrand, du 2 mai (pièce n° 392, t. II, p. 255). Néanmoins, il n'a pas paru inutile de reproduire cette note dans son texte, parce qu'elle a provoqué la revision du contre-projet romain et doit ainsi être considérée comme une pièce officielle de la négociation.

On remarquera que la dépêche de Cacault du 2 mai : 1° omet, sur l'art. 1er du tit. VI, une observation ajoutée dans la note; 2° attribue, par inadvertance, à l'art. 1er de ce titre une observation, qui, en réalité, porte sur l'art. 2.

dont je demande le changement, qui me fait insister à cet égard. La note ci-jointe est faite sur le projet de convention que j'ai apporté de Paris : elle rappellera à votre attention ce que je lui ai dit hier au soir.

Tit. III, art. 1. — J'ai représenté que, sans le serment de soumission aux lois, les ecclésiastiques ne seront plus en France des citoyens ; et que c'était leur faire le plus grand tort et vouloir une chose impossible dans une République, de dispenser les directeurs des consciences du peuple, du serment d'obéissance aux lois. J'ai averti qu'on n'admettrait les prêtres à exercer leurs fonctions, qu'autant qu'ils prêteraient le serment, tel que nous l'avons demandé.

Tit. IV, art. 2. — J'ai représenté qu'il était impossible que la chose pût s'exécuter autrement en France, et que l'article devait être énoncé avec la même simplicité avec laquelle il est proposé à Sa Sainteté.

Tit. V, art. 2. — J'ai insisté sur la nécessité de conserver à cet article la brièveté, la simplicité et les dispositions y contenues. J'ai représenté que ce serait jeter en France de nouvelles semences de troubles, de divisions et de reproches entre les membres d'une même famille, que d'assujettir les acheteurs de biens nationaux à demander des absolutions avec éclat.

·Tit. V, art. 4. — J'ai observé qu'il était impossible que la France admît d'autres fondations pieuses qu'en rentes sur l'Etat ; que, depuis longtemps, les gens de mainmorte avaient perdu en France la faculté d'acheter des fonds de terre ; que cela ne pourrait absolument être rétabli.

Tit. VI, art. 1. — J'ai représenté que l'absolution du Pape devait être donnée avec la même simplicité avec laquelle elle est demandée dans notre convention, parce qu'autrement on tomberait dans tous les inconvénients qu'il s'agit d'éviter : la désobéissance avec éclat, la guerre intestine, les reproches et inimitiés dans les familles.

Tit. VI, art. 2. — J'ai demandé encore la même simplicité dans l'expression de la reconnaissance des droits et privilèges dont la France jouissait avant la Révolution.

(Arch. du Vatican ; *Congr. des Aff. extr.*)

390 ter. — Rapport d'Albani

(T. II, p. 253.) [30 avril 1801.]

Relazione della congregazione da tenersi avanti la Santità di Nro Signore la sera de' 30 aprile 1801. Congregati i cardinali Albani, Gerdil, Consalvi, e segretario Mgor di Pietro[1].

L'oggetto della presente congregazione è quello di dar l'ultima mano al grande affare della trattativa da conchiudersi fra la S. Sede e il governo francese.

Spetta alla Santità Vostra il proferire sù di ciò il suo perentorio e irrefragabile giudizio, cui tutti debbono sottomettersi rispettosamente e senza repplica. Ma poichè Vra Santità vuol avere la degnazione d'ascoltare il parere de' sig. cardinali qui congregati, e poichè, per effetto di sua sovrana clemenza, l'è piaciuto di scegliermi, quantunque l'infimo, e il più sfornito di lumi fra i tanti che molto meglio, e molto più utilmente avrebbero potuto servirla, scegliermi, io dico, a disporre tutto l'occorrente per l'esame e per l'ultimazione dell'affare, mi permetterà che dica ancor qualche cosa sù questo proposito. Non è un timor panico, o uno spirito di contradizione che mi spinga a parlare; ma me ne dà l'impulso, l'impegno che io debbo avere per la gloria di Dio, per i vantaggi della Chiesa, per l'onore della S. Sede; nè tradir posso, con un inopportuno silenzio, la mia coscienza, estremamente agitata. Supplico dunque con profondo ossequio Vra Santità, che si degni ascoltarmi. Io non ripeterò il molto già rilèvato altre volte in voce, e in iscritto. Farò solo de' quesiti, ed esporrò qualche nuova riflessione per poi tacermi, sottomettendomi al supremo di lei oracolo, e apparecchiandomi ad eseguire ciecamente i sovrani voleri di Vra Santità.

[1] La congrégation restreinte, convoquée pour le soir du 30 chez le card. Gerdil (pièce n° 390), se composait de cinq cardinaux : aux trois noms cités ici il faut ajouter ceux de Carafa et de Carandini.

Le rapport que nous publions ne peut être l'œuvre des card. Carandini, Consalvi et Gerdil. Il paraît appartenir au card. Albani, qui en qualité de doyen du S. Collège, aurait été spécialement chargé, comme il le dit lui-même, de « disporre tutto l'occorrente per l'esame e per l'ultimazione dell' affare. » C'est aussi l'attribution proposée par le P. Rinieri, qui a analysé ce document (p. 132) et nous en a obligeamment communiqué le texte. — D'après le style nous aurions pensé au card. Antonelli, s'il avait fait partie de cette congrégation.

Sia il primo quesito :

Chi è che concede?

Il capo della Chiesa, il vicario di Cristo, quello cui appartiene il ricondurre all'ovile, e colla voce e colla verga, le pecorelle traviate, in cui vive, e per la cui bocca parla tuttora il principe degli Apostoli, al quale fu data la prerogativa : *audire gentes verbum Evangelii, et credere*. Dunque le di lui concessioni esser debbono *in ædificationem, non in destructionem,* e non solo quanto alla sostanza, ma ben anco quanto al modo, osservar deve le regole consagrate dalla prattica costante della Chiesa, dall'esempio dei suoi predecessori, e convenienti al decoro, e alla grandezza della sua dignità. Sembra che nulla di tutto questo si ottenga col metodo col quale va ad ultimarsi la trattativa, come vedremo in appresso.

A chi concede?

Non susciterò delle lunghe e odiose questioni sulla legittimità dell'attuale governo francese, stabilito sulle ruine non solo del trono, ma ben anco della religione. Si consideri pure per legittimo, e per tale si riconosca formalmente dal capo della Chiesa. È per altro innegabile, che il Primo Console, quando anco non voglia riconoscersi per uno de' principali autori de' tanti mali sofferti dalla religione in Francia, e negli altri luoghi, dove spinsero i Francesi le loro armi e dove commisero enormi attentati contro la Chiesa e gli ecclesiastici, vi cooperò almeno per la sua parte. L'invasione degli Stati Pontifici, lo spoglio di quanto di prezioso era rimasto nel santuario di Loreto, e molti altri atti grandemente lesivi dell'ecclesiastica immunità seguirono sotto i suoi ordini. Si aggiunge ch'egli dichiarò pubblicamente in Egitto di professare il Maomettanismo, che è quanto dire in una forma la più solenne, apostata dalla religione cattolica.

Il primo ministro della Repubblica francese[1], tutti sanno essere un vescovo apostata, un sacrilego consagratore degl' intrusi, quello che diede l'ultima mano alla consumazione dello scisma. Io ignoro di qual tempra siano gli altri rappresentanti del governo, e i molti membri de' Corpi legislativi, ma non si anderà lungi dal vero, supponendo che vi sia un misto di atei, d'increduli, e di settari.

[1] Talleyrand.

Adunque il Sommo Pontefice, messi a parte tutti questi riguardi, non ha difficoltà di entrare in trattativa con tal sorta di gente, perchè il bene della religione dee preponderare a tutti gli altri riflessi; è però necessario che si cauteli, almeno nel miglior modo possibile, sì per salvare la propria dignità e il decoro della S. Sede, sì ancora per esser sicuro che il governo adempia agli obblighi che assume. Ne' trattati conchiusi dalla Sede Apostolica con principi non solo cattolici, ma ben anco pii e religiosi, si ebbero queste avvertenze, onde con tantoppiù di ragione debbono aversi nel caso presente; e qualunque rifiuto per parte del governo sarebbe un segno manifesto di mala fede, come qualunque omissione per parte della S. Sede, incontrerebbe la taccia non solo di poca avvedutezza, ma ben anco di soverchia condiscendenza e di marcata pusillanimità.

Perchè concede?

Sarebbe temerario chiunque sospettasse ancor di lontano che il S. Padre, nell'indursi a tante concessioni, miri o a procurarsi de' terreni vantaggi, o ad allontanare de' temporali disastri. Ma appunto perchè questa taccia riuscirebbe troppo ingiuriosa al capo della Chiesa, bisogna scansarla diligentissimamente, essendo noi debitori *sapientibus et insipientibus*. Deve dunque spiccare non già con mezze parole o con frasi ambigue, ma con termini chiari e luminosi, il grande scopo del bene della religione.

Se ciò si ottenga nel modo in cui vorrebbesi ultimata la trattativa, io non ardisco deciderlo. Rifletto bensì, che ci si rendono delle nude parole al confronto di fatti certissimi, e di pubblica notorietà, che le sono in opposizione.

Non si vuole messo alcun dubbio sul cattolicismo, non dirò della Francia in generale, ma del governo in particolare, quando noi sappiamo che la massa degli atei, e de' settari è formidabile; che vi sono di costoro fra i membri delle magistrature; che vi è pericolo che nel tratto successivo anche il Primo Console sia di religione diversa dalla cattolica; che mentre si riapre qualche chiesa al culto cattolico, sussistono tuttavia pubblici tempi a comodo de' settari, degl' intrusi, e de' loro seguaci. E poi come può occultarsi lo scisma pienamente consumato in Francia, e come può prescindersi dall' esigere un' atto pubblico e solenne, che ripari tanto scandalo, che faccia toccare con mano il vero

scopo propostosi dalla S. Sede nella trattativa, e che coonesti le straordinarie concessioni alle quali essa si adatta? Vi erano pur rimasti de' cattolici in Inghilterra, e ciò nonostante si confessò di buona fede che quel regno erasi abbandonato allo scisma, e si ebbe per grazia che il Papa spedisse un suo legato, per riconciliarlo con atto pubblico e solenne alla Chiesa.

Il dissimulare, e molto più l'occultare questa confessione, e l'ostinarsi a dire : « Io sono stato sempre e sono tuttavia cattolico, ma non voglio che neppur questo apparisca nel trattato », dà un argomento fortissimo a credere che si procede con inganno, e che si tenta di prenderci nella rete.

La Chiesa non si è fidata giammai di queste fallaci ed effimere conversioni. Ha voluto dagli erranti, anco nei casi particolari, abiure, professioni di fede, giuramenti, prima di riammetterli alla sua comunione. Come dunque si contenterà ora di una mezza parola, come si determinerà a profondere le sue grazie a persone, che deve dubitare con fondàmento se appartengano o no alla classe de' suoi figli? Non basta assolutamente l'indifferenza o l'equivoco. *Qui non est mecum, contra me est, et qui non colligit mecum, dispergit*: sono parole della Sapienza incarnata.

Quali cose concede?

Tali e tante, che non solo non si trova in tutto il decorso della storia della Chiesa una concessione simile a questa ; ma sarebbe inoltre difficile perfino a concepirsi una concessione più estesa. Io parlo rapporto al trattato con tutte quelle modificazioni che furono proposte, mentre se discorressi di quella maggiore indulgenza che si vorrebbe esigere, sarei costretto a dire, che si accorda interamente quanto è stato richiesto dal governo francese, e forse con una maggior estensione di quello che lo stesso governo possa attendersi. A conferma della mia assertiva, rimarco brevemente le seguenti cose :

L'articolo della religione, che si disse sempre esser la base di tutta la trattativa, rimane talmente snerbato, che si riduce di nuovo a poco più di un pezzo d'istoria.

In quello delle nomine ai vescovadi, si vuol taciuta l'essenzialissima cautela, che il Primo Console sia cattolico, quantunque Mgor Spina avverta espressamente che questo caso può darsi benissimo in appresso.

Si vorrebbe altresì che i vescovi e parrochi prestassero il giuramento, non di semplice fedeltà e obbedienza al governo, ma di fedeltà e obbedienza alle leggi, quantunque costi che nell'ultima costituzione ve ne siano delle perverse. Taluno riflette che questa difficoltà svanisce, perchè le leggi contrarie alla religione debbono essere revocate. Ma chi ci assicura che questa revoca segua realmente prima che abbia luogo il giuramento, e chi potrà mai pretendere che il governo vi comprenda anco la revoca di quella relativa all' ingiusto spoglio de' beni degli emigrati, quale fu già deciso non potersi ammettere, perchè decisamente ingiusta?

Si pretende che le fondazioni, e dotazioni a favore delle chiese debbono essere in sole rendite, esclusi i beni stabili, negando in tal guisa alla Chiesa l'incontrastabile diritto di proprietà.

L'articolo de' beni si vuole concepito in termini effrenatissimi, anco rapporto a quelli che nè sono cattolici, nè vogliono convertirsi, in guisa tale che può ancor rimaner qualche dubbio, se l'autorità Pontificia possa estendersi a tanto.

Si affaccia perfino la pretensione che il S. Padre alzi la mano generalmente sù tutti gli ecclesiastici, che o attentarono matrimonio, o rinunziarono con atti pubblici al loro carattere, senza che ciascheduno sia obbligato di ricorrere al delegato Pontificio, e si adduce per scusa che non vorranno ricorrere. Dunque il capo della Chiesa dovrebbe assolvere chi non è disposto, anzicchè neppur cerca, e forse nemmeno vuole l'assoluzione; dovrebbe prescindere dalla indispensabile riparazione dello scandalo, e dalla necessaria rinnovazione del consenso *in facie Ecclesiæ*, per la rivalidazione de' matrimoni, e dovrebbe comprendere in questa indulgenza, e le persone legate con voti solenni, e gli stessi vescovi.

(Arch. du Vatican; *App., vol. 25.*)

396 bis. — Rapport de Di Pietro.

(T. II, p. 264.) [8 mai 1801.]

Foglio letto nella congregazione del giorno 8 maggio 1801.

La prima congregazione avanti il Papa si tenne la sera dei 7 di

aprile. La seconda si tenne la sera de' 20 di aprile. La terza, la sera degli 8 maggio[1].

Due sono i Progetti di convenzione distesi per ordine di Vra Santità[2]. Il primo è quello il quale si bramerebbe che fosse abbracciato dal governo francese. Ma siccome, attesi appunto i termini con i quali sono riferiti gli articoli nel Progetto uffiziale[3], e atteso inoltre tutto ciò che il sig. cardinal segretario di stato ha rilevato dai vari e lunghi congressi che ha avuti con Mr Cacault, vi è da temere fondatamente che non sia ammesso, si è perciò disteso un secondo Progetto, nel quale sebbene siansi poste in salvo tutte quelle massime che conviene per tutti i titoli preservare, si è procurato peraltro di evitare, per quanto è stato possibile, le difficoltà che potrebbero incontrarsi per parte del governo francese.

Due pure sono le minute delle bolle, che sono state distese. Convengono nella sostanza, con questo peraltro, che in una sono riportati gli articoli secondo il primo Progetto, e nell' altra in conformità del secondo.

Si incaricherà Mgor Spina di fare con la maggior destrezza possibile le opportune scoperte, per venire in cognizione se il governo sia per ammettere il primo Progetto, e per conseguenza la prima minuta di bolla; nel qual caso non dovrà far alcun uso nè del secondo Progetto, nè della seconda minuta di bolla. Ma nel caso che, pratticate le opportune diligenze, fondatamente temer possa che non sia ammesso, potrà allora presentare il secondo Progetto, e la seconda minuta di bolla.

E siccome può darsi, che il primo Progetto incontri difficoltà sù di alcuni articoli, e in altri non si faccia difficoltà ad ammetterlo, per non perdere questo vantaggio. e perchè non abbia a farsi uso in tutta la sua estensione del secondo Progetto fuori del caso di una precisa necessità, si è preso il compenso di trascrivere anche tutti gli articoli in fogli sciolti, ed è stabilito di trasmettere anche questi a Mgor Spina, sicchè possano dal medesimo agevolmente unirsi quelli sù i quali sia d'accordo con il governo.

[1] En disant (t. II, p. 265, note 1) que la dernière réunion de la Grande Congrégation avait eu lieu le 6 mai, nous avons été trompé par une mauvaise lecture de la date, dans la circulaire de Consalvi aux nonces dont nous avons donné un extrait. Cette date doit être du 9 mai, et non du 7.

[2] Voir t. II, p. 268, note.

[3] Le projet V.

Ciò premesso, incomincio a leggere gli articoli come sono riportati nel primo Progetto di convenzione, con l'avvertenza di leggere contemporaneamente nel secondo Progetto quegli articoli, che in qualche tratto diversi siano dagli articoli riportati nel primo Progetto, essendo del tutto inutile leggere di nuovo gli articoli, che sono nella stessa maniera riportati sì nell' uno che nell' altro Progetto. Leggerò quindi le minute della bolla.

Terminata la lettura dei Progetti, prima di leggere le minute delle bolle vorrei dire così : Sebbene due siano, come si è avvertito, le minute delle bolle, pure convengono queste appuntino, eccetto quel tratto ove è riportata la sostanza della convenzione. Basterà dunque leggerne una, con l'avvertenza di leggere separatamente nell' una e nell' altra, l'inserzione della sostanza degli articoli.

(Arch. du Vatican.)

405 bis. — Le Pape à Spina.

(T. II, p. 311.) [13 mai 1801.]

Venerabili fratri Josepho, archiepiscopo Corinthi [1].

Venerabilis frater, salutem etc. È tanto grande l'amarezza che noi sperimentiamo sull' articolo della dimissione de' legittimi vescovi della Francia, che non sapendo darcene pace, abbiamo risoluto di scriverle direttamente sù quest' oggetto, quantunque sia imminente la partenza del corriere. Ella rappresenti nella maniera la più energica al Primo Console, che lo aderire in ciò alle di lui domande ci produrrebbe un dolore sì vivo, che non abbiamo termini sufficienti per esprimerlo adequatamente. Noi siamo nella ferma fiducia, che lo stesso Primo Console voglia risparmiarci tanto cordoglio; ma ad ogni pessima ipotesi desideriamo almeno, che quegli fra gli antichi vescovi legittimi della Francia, i quali non rimanessero compresi nelle nomine per le diocesi della nuova circoscrizione, continuino ad esser titolari delle loro chiese, e si nominino dal Primo Console al governo delle medesime degli amministratori. Riflettiamo, che questo soddisfa egualmente le idee del Primo Console, subito che il vescovo legittimo che egli ha per diffidente non ha il governo

[1] Cette lettre, dont nous connaissions le sens, est indiquée comme manquante dans le t. II, p. 310, note 1.

della diocesi, poco dovendogli interessare se il nominato da lui si chiami amministratore, e non titolare; e che d'altra parte, essendo il colpo men forte, si avranno meno reclami che turbino la pubblica pace e tranquillità. Noi eccitiamo tutta la di lei destrezza, zelo, ed efficacia per la felice riuscita delle nostre brame, e le diamo intanto affettuosamente la paterna benedizione.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, die 13 maii 1801; Pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. du Vatican; *Esame, P. I, n° VIII.*)

502 bis. — Consalvi à Caleppi

(T. II, p. 459.) Roma, 29 maggio 1801[1].

Per suo lume, le dico in poche righe grandi cose. Siamo in grandissimi guai. Ciò però che le scrivo resti a lei solo segretissimamente, e solo può farne uso sotto grande segreto con il generale Murat, nel caso ch' ella si accorgesse che M. Cacault gliene avesse scritto; nel qual caso è necessario fargliene la confidenza, affine di togliere qualunque sinistra impressione, e piuttosto anzi impegnarlo per noi. Ma questo lo faccia nel caso che egli ne sia informato, e che dal di lei silenzio possa venirci del danno, raccomandandogli però il segreto.

Sappia dunque che siamo al momento di una totale rottura, e di una ultima rovina. Si tardò a mandare il corriere Livio, per le difficoltà fatte da Cacault sulle variazioni qui fatte nel Progetto venuto da Parigi. Per valutarle il più che si potè, si retornò sull' esame, e si accomodarono fin dove la coscienza lo permise, e si fece partir Livio. Frattanto il Primo Console montò in furia, tanto per il ritardo, attribuendolo per sospetti insussistenti a influssi estranei, quanto per le variazioni a lui manifestate da Cacault; e spedì un corriere che giunse ieri, per di cui mezzo ha intimato, che se in cinque giorni non parte il corriere Livio (egli già partì dal dì 13), o se, essendo partito con un progetto dissimile di un solo apice dal suo, il Papa non autorizza Mgor Spina a sottoscrivere immediatamente il suo, senza un solo iota di variazione, Cacault al fine del quinto giorno si ritiri da Roma e

[1] C'est à cette dépêche que Caleppi a répondu le 2 juin (pièce n° 506).

vada al quartiere generale di Firenze, intendendosi tutto rotto, e quindi avrà luogo la invasione ostile di tutto lo stato del Papa, con altre minaccie fortissime a danno della religione, della tranquillità del Papa, di me personalmente, e dello stato medesimo [1]. Può immaginare qual sensazione ciò abbia qui fatto, e quali conseguenze ne risaltano. Il Papa dice di non poter accettare quello piano come sta, in coscienza, e non lo farà mai. Dopo avere accordato tutto nella sostanza, dopo avere anche condisceso a modi eseguibili nello stato attuale della Francia, non si aspettava che gli si contrastassero perfino poche forme di esprimere le cose, per non restare nelle proposizioni espressamente condannate dalla Chiesa. Eccoci dunque al caso del martirio, perchè come ora stanno le cose, ogni evasione si rende impossibile, e vi è da aspettarsi tutto. Questa è la seconda degli articoli di Firenze, proposti a Pio VI per la revoca dei brevi [2].

Si è risposto decisamente di non poter fare ciò che il Console esige. Si procurerà che Cacault non parta, facendogli rilevare che forse il Console sarà stato contento del progetto trasmessogli, sebbene io, posto ciò che è accaduto, non me ne lusinghi. Ma se egli partirà, come credo, e la rottura avrà luogo, saremo nelle mani di Dio, che si vede non essere placato ancora. L'interesse che deve aver il Console, che in caso di rottura il Papa non gli fugga, già forse fa essere in attività le molle atte a tal uopo. È anche da notarsi un' espressione usata dal governo francese, che in un periodo, parlando della corta di Roma, dice « la di cui esistenza temporale non è ancora decisa [3]. » Sicchè anche concludendosi gli spirituali, la stessa tempesta si aspetta nella trattativa temporale, in cui Dio sa cosa ci si prepara. Tutto ciò sia a lei di lume, ma prudentissimamente; ed in caso che convenga che Murat lo sappia, allora può aver l'aria di fargliene la confidenza in mio nome, e del Papa. Tutto il male viene da Cacault. In questo momento mi si mostra una lettera scritta da Firenze, che dice di aver scuoperto che il quartiere generale con

[1] La note de Cacault, que nous avons publiée (pièce n° 502) sous la date du 10 prairial (30 mai), est en réalité datée de la veille. Consalvi la connaissait déjà, lorsqu'il écrivait à Caleppi.

[2] Voir t. III, p. 291, note.

[3] Cette phrase se trouve dans la dépêche de Talleyrand à Cacault, du 19 mai (pièce n° 477 ; t. II, p. 419).

dieci mila Francesi deve trasferirsi a Roma, e che si cerca di ingannare lei, il quale però si schermisce nel miglior modo che può. Io temo tanto più, che vedo la qualità e la quantità della gente venuta in Roma questa settimana [1]. Ella scuopra (ma con la massima destrezza, acciò non nascano sospetti) se la nuova sia vera. In genere io sono troppo persuaso, che nel caso di rompersi, interessando troppo ad essi che il Pàpa non esca dalle loro mani, già a quest' ora sia teso ogni filo, in modo che la evasione sia impossibile. Io sono preso di mira direttamente dal Primo Console, attribuendomi mille disegni che mai mi sono venuti in capo, sul fondamento, che gli hanno supposto, che io sempre sia stato nemico dei Francesi. Torno a ripetere, che circa il comunicare l'affare al generale Murat, ella veda con tutta la saviezza di cui è ella fornita, se sia bene fatto, o nò, il farlo [2].

(Arch. du Vatican.)

522 bis. — Consalvi à Antonelli.

(T. II, p. 502.) [Firenze, 8 giugno 1801.]

...Circa il successo in Parigi, dipenderà da Dio, a cui la prego di raccomandarmi. Lo scoglio dell' affare starà in questo, che quanto è sperabile che non si ostinino in volere sostenere la pretensione della sottoscrizione senza alcuna modificazione, altrettanto si vorrà che si rivenga sù quelle già fatte, e se ne vorrà intraprendere la discussione per altre da sostituirsi, le quali potendo esser prodotte dal medesimo spirito, Dio sa se saranno ammissibili. Dio ci assisterà. Dico solamente, che già rilevo impossibile il dire che non ho alcun potere (Dio sa se desidero di non essere in questo caso), mentre già si dice, che in tale ipotesi si riconoscerebbe una grave offesa e malizia dalla nostra parte, dando la più bella vernice alla nostra condotta e la più

[1] Depuis quelque temps, Consalvi signalait à Caleppi la venue à Rome de plusieurs anciens révolutionnaires.

[2] Dans une autre lettre du même jour, Consalvi ajoutait : « Il Papa soffre molto delle vicende che si succedono, e si assicuri che lo vedo emaciarsi a occhiate, essendo egli sensibilissimo. » Le lendemain, Consalvi ne montrait pas moins d'inquiétude à Caleppi : « Io le avverto di stare attento alle sue carte e mie, in un caso che rompendosi, come temo pur troppo, non avessero da fare con lei come fecero con Massimi, a cui le tolsero... Ella avvisi me in ispecie si vi è il minimo movimento di truppa in quà. »

brutta alla loro, e correndo rischio in tale caso di metterci dalla parte del torto. Sù queste materie V. Em. rispondendomi [1], lo faccia con grande giudizio, non scrivendo in cifra, e lo usi anche con la cifra, che a lungo andare, intenderebbero. Altro non mi occorre di significare all' Em. V., a cui col più profondo ossequio e riconoscenza, bacio umilissimamente le mani.

(Arch. du Vatican; *Congr. des aff. extr.*)

522 ter. — Consalvi à Doria.

(T. II, p. 502.) Firenze, 8 giugno 1801.

Mi credo in dovere di dare di qui le nuove a V. Em., che possono pienamente tranquillizzarla. Il generale Murat non ha il minimo ordine di avanzare, nè di risguardare come nemico lo stato del Papa. Questi è sicuro, almen finora. Egli è persuaso che tutto finirà benissimo. Non ci è sorte di attenzioni di cui non mi abbia ricolmato, dandomi la guardia d' onore, l'alloggio, invitandomi a pranzo, e offerendo in servizio di Nro Signore tutto ciò che possa soddisfarlo. Io sono giunto qui in 48 ore da Roma; io parto questa mattina per Parigi, senza fermarmi. Casco dal sonno a un punto tale, che veramente non sò più reggermi.

Prego V. Em. di umiliare l'acclusa a Nro Signore, che contiene queste nuove [2]. Prego ancora V. Em. di proibire severamente tutti i foglietti manoscritti, sì di Ravigelli [3] che di ogni altro. Io

[1] Consalvi ayant reçu ses instructions des mains du card. Antonelli (t. III, p. 104, note), il était naturel qu'il lui soumît ses doutes sur la conduite à tenir à Paris.

[2] Cette lettre, dont nous avions déjà signalé l'absence (t. III, p. 147, note 2), n'a pas été retrouvée. Mais on peut maintenant y suppléer par la lettre à Doria que nous publions ici. — Par ordre de Consalvi, Mgor Caleppi se hâta d'instruire de ces nouvelles les délégats d'Ancona, Camerino, Fano, Macerata, Perugia, Spoleto et Viterbo. Il leur écrivit le 9 juin : « Ieri mattina giunse qui felicemente il sig. card. Consalvi, e fu ricevuto e trattato dal sig. generale in capo Murat colle maggiori distinzioni e cordialità. Questa mattina poi n'è partito alla volta di Parigi : onde io mi affretto di parteciparo a V. Ecc. Rma la continuazione di questo importante viaggio, nel tempo stesso che in nome dell' Emo predetto ho la soddisfazione di assicurarla. che non v'è cosa alcuna che possa turbare la tranquillità dello stato, nè per conseguenza la sua, e quella de' suoi colleghi delegati, a' quali scrivo contemporaneamente per lo stesso oggetto. »

[3] Nous ignorons quel était ce personnage, signalé ici comme auteur de pamphlets manuscrits.

li proibii, ma vedo che non fui ubbidito. Ne ho letti qui dei pessimi, attissimi a comprometterci. A che servono tante cure per i fogli stampati, quando poi siamo compromessi dai manoscritti?...

Io parto nel momento; e spero di essere a Parigi in otto giorni, o nove al più. Iddio mi assisti! Questi sono tutti i miei voti. V. Em. degni onorarmi dei suoi comandi, e sia persuaso del mio ossequio e della mia riconoscenza, ecc.

Bologna, 10 giugno 1801.

Nei momenti che mi fermo in Bologna, credo mio dovere di dare le mie nuove a V. Em. Grazie a Dio sto bene. Non posso mettere maggiore celerità nel viaggio. Dacchè ho lasciato Roma, non mi sono fermato che diciotto ore in Firenze per il generale Murat, e non ho dormito che un' ora e mezza in Firenze, e due ore qui, ma forzatamente, non avendo potuto avere la licenza dei cavalli dal comandante della Toscana [1]. Prego V. Em. di mettermi ai piedi di Nro Signore. Niuna novità posso dirle sulle nostre cose, oltre ciò che le scrissi da Firenze. Tutto, a mio credere, dipendera dall' esito della gita.

P. S. — Sono 10 ore e più, che tribolo per avere la licenza dei cavalli, non trovandosi il comandante della Etruria, che spesso se la dorme fuori di casa. Questi ritardi non mi si ascrivano a colpa.

P. S. — Sono giunto a Modena.

Torino, 12 giugno 1801.

Scrivo a V. Em. due righe da Torino, dove appena giunto ne riparto. Ho perduto ormai la speranza di veder Livio per la strada, con la risposta del nostro Progetto [2]. Questo è un chiaro segno che non è piaciuto, e che si tiene colà fissamente al loro, senza volere ammettere alcuna modificazione. Non posso pertanto far buoni presagi della amara commissione da eseguirsi : dico amara, subito che si vede non volersi ammettere mezzi di conciliazione. Basta : Dio sia quello che mi dia aiuto e buon esito! Prego V. Em. di mettermi ai piedi di Nro Signore.

[1] Cet incident, connu à Rome (t. III, p. 88), y a donné cours à des bruits malveillants (id. p. 83, 86, 93).

[2] Le courrier Livio était resté à Paris, et ne devait en repartir que le 25 juillet (t. III, p. 299).

Lione, 16 giugno 1801.

Giunto questa sera in Lione, profitto di un corriere cisalpino che passa nel momento da Parigi a Milano, e gli do una lettera per V. Em., con l'acclusa per Nro Signore, da cui V. Em. prenda quel di più, che per la fretta mi risparmio di qui ripetere. Io parto domattina per Parigi. Se mi capita una qualche altra occasione, scriverò con qualche poco più di comodo. In somma fretta ma con il più profondo ossequio, bacio ecc. [1].

(Arch. du Vatican ; *Congr. des aff. extr.*)

524 bis. — Antonelli à Consalvi.

(T. II, p. 504.) Roma, 13 giugno 1801 [2].

Nella vostra lettera da Firenze mi proponete un dubbio, ed è, che se si cede da Bonaparte, e non insiste per una sottoscrizione senza veruna modificazione, vorrà poi esaminare, e discutere le modificazioni che sono state fatte in Roma. Rispondo, che se i cambiamenti sul Progetto di Roma cadono sopra parole, che non inducono alterazione di sentimento, e non siano subdole e capziose, potete contentarlo. Ma se, all' oposto, vuole cambiare il sentimento, e più se lo trasfigurasse, allora avete l'arme della lettera del Papa a lui scritta, nella quale si protesta, che nulla vuol cambiare, e a questo solo effetto vi ha mandato a Parigi. Una discussione sopra punti di dogma e di disciplina, non si può fare da un solo ministro del Papa; ma conviene che si faccia in Roma, dal Papa medesimo, sotto i suoi occhi, col consiglio de'suoi consultori. Se non si facesse così, le decisioni del Papa si prenderebbono a giuoco, e le nostre massime della sua infallibilità anderebbono a vuoto.

State fisso, e dite : che non avete plenipotenza e istruzioni ; siete partito di volo da Roma ; l'unico oggetto della missione è il concordato ecclesiastico ; questo è già deciso dal Papa ; la sua decisione è irretrattabile ; se n' è protestato con Bonaparte

[1] L'arrivée de Consalvi à Lyon était connue à Rome le 28 juin (t. III, p. 98).

[2] Antonelli répond à la lettre que Consalvi lui avait écrite le 8 juin, de Florence (pièce n° 522 bis) — Cette réponse est mentionnée dans la dépêche chiffrée de Consalvi, du 1er juillet (t. III, p. 149).

stesso ; come dunque voi potete ora assumerne discorso? E non è vero, che in questo caso la vostra missione avrebbe una bella vernice per parte nostra, e brutta per parte de' Francesi? Quando si spedisce un primo ministro per supplicare, o per schiarire gli equivoci, se riesce di ottenere l'intento, fa buona figura tanto chi supplica quanto chi concede ; anzi questo lo fa tanto maggiore, quanto che è stato supplicato così decorosamente. Prevedo bensì che la cosa anderà alla lunga, et il tempo somministrerà a Bonaparte molti artifizi, e cercherà pretesti per tendere lacciuoli. Son sicuro che la vostra avvedutezza prevederà tutto.

Se si può convenire nel concordato ecclesiastico, io vorrei che si desse ordine a Cacault di tornare a Roma. Convien saldare questo sfregio innanzi al mondo, e togliere Roma da ogni angustia e perplessità. Tutto bisogna sperare unicamente da Dio.

Bramerei ancora, che si pubblicasse il più presto che fosse possibile l'articolo di promessa di fedeltà al governo. Voi vedrete sotto gli ochi quanti disordini vi siano per l'insorta controversia tra vescovi ed ecclesiastici, se sia lecita questa promessa.

Vi aggiungo per notizia, che l'arcivescovo di Auch ha scritto qui, dichiarandosi pronto di rinunziare al suo arcivescovato. Io son persuaso, che tutti l'imiteranno.

(Arch. du Vatican; *Cong. des aff. extr.*)

LE SIXIÈME PROJET

NÉGOCIATIONS DE CONSALVI

Supplément des parties XII, XIII et XIV
(tome III)

554 bis. — Caselli à Di Pietro.

(T. III, p. 46.) Parigi, 6 giugno 1801.

Sono persuasissimo delle sue molte fatiche ed angustie per il noto affare. *Utinam* vada almeno a buon fine, come sembra che siavi speranza; benchè peraltro l'incostanza delle cose umane è ora al sommo grado, e mentre tutto oggi si spera, tutto s'è da temer domani [1]. Sono egressi i fogli, e tutto diligentato allo scrupolo. Quanto sono io obbligato a codeste sante serve di Maria [2], che non cessano di raccomandarmi al Signore nelle fervorose loro orazioni! Da esse riconosco quei sollievi, che più d'una volta, nelle massime angustie di minacciata ed intentata rottura, ci sono sopravvenuti. Per ora, mille cordiali rispetti e ringraziamenti, che mi farà ben grazia d'estendere ai degni fratelli Sala [3], ed anche allo stimatissimo P. Toni [4]. Ossequi umillimi, se crede, alla nostra congregazione [5], ma sopra tutto poi non mi dimentichi presso gli Emi Gerdil ed Antonelli.

Abbiamo qui il re d'Etruria fino dal giorno di Pentecoste. Si diceva che non si sarebbe trattenuto che quindici giorni; ma questi ormai sono passati, ed ancora non sono incominciate le feste che gli preparano questi ministri. Tanto egli che la regina

[1] Le 6 juin, date de ce billet, était précisément le jour où un revirement allait se produire dans la négociation religieuse.

[2] Probablement des tertiaires de l'ordre des Servites. Le P. Caselli avait été général de cet ordre.

[3] Joseph-Antoine Sala, qui devait accompagner à Paris le légat Caprara en qualité de secrétaire, et qui mourut cardinal. — Son frère, l'abbé Dominique Sala. (Voir sa vie dans les *Scritti vari* de G. A. Sala, t. IV, p. 237).

[4] Un des théologiens consulteurs du Saint-Siége.

[5] Probablement la congrégation pour les aff. ecclés. de France, dont les card. Antonelli et Gerdil faisaient partie.

devono tener l'incognito, sotto il nome di conte di Livorno. Tuttavia di giorno in giorno sono trattati con tal cerimoniale, che si danno a conoscere ogni di più. Parigi è una gran città!

Grazie a Dio, di salute vi sto bene. Tuttavia non può credere caro il mio Mgor, quanto io desideri le mie camerucce di S. Marcello, e le dolci nostre trottate coll' amabilissima sua compagnia. D' uopo è darsi pazienza e rassegnarsi. Ma mi dà gran pena tutte le volte che sento qualche nuovo incidente, che fa sentire prorogato il ritorno. Sia fatta la volontà di Dio; ma intanto m'ami ella come io amo lei. non dimenticando però mai la sincera stima e rispetti, con cui di cuore le bacio le sagre mani.

(Arch. du Vatican, *Congr. des aff. extr.*)

560 bis. — Bernier à Spina.

(T. III, p. 54.) Paris, 13 juin 1801.

Je vais, je vous le proteste, redoubler de zèle et pour ce qui concerne le concile des constitutionnels [1] et le succès de nos affaires [2]. J'aurai le plaisir de vous voir dans la journée et de vous en parler. Je partage vos peines, avec d'autant plus de raison que je croyais être assuré que le gouvernement empêcherait des assemblées opposées à ses propres intérêts. Dieu le veuille! Nous aurons au moins fait ce qui sera en nous pour que la Religion et l'État n'eussent pas à se plaindre : Dieu réglera le reste.

(Arch. du Vatican, *Congr. des aff. extr.*).

[1] Préoccupé d'empêcher ce concile déjà convoqué, Spina avait rédigé, le 29 mai, un mémoire (pièce n° 537, t. III, p. 22; cf. p. 21, 44), que Bernier transmit le même jour au P. Consul, en l'appuyant de son avis (pièce n° 538). Spina aurait voulu une assurance écrite que le concile serait interdit (cf. t. III, p. 44); mais, malgré ses instances, renouvelées notamment le 16 juin (t. III, p. 70, cf. p. 148), il ne put obtenir du gouvernement la note qu'il désirait.

[2] On remarquera que ce billet de Bernier précède seulement d'un jour la remise du projet VI, qui allait ralentir la marche de la négociation.

563 bis. — Talleyrand à Bernier.

(T. III, p. 59.) Paris, le 25 prairial an IX (14 juin 1801).

Je vous transmets, citoyen, un projet de modification [1], corrigé sur celui que vous m'avez adressé et auquel il fallait indispensablement faire quelques changements. Dans la forme actuelle, il ne paraît pas qu'il soit susceptible d'une objection plausible. J'espère que Mgor Spina s'empressera d'effacer, en y souscrivant, les dernières impressions que les lenteurs et les tergiversations [2] de sa cour ont dû faire sur l'esprit du Premier Consul.

(Arch. du Vatican, *Esame*, *P. III, n° 1.*)

564 bis. — Bernier à Spina.

(T. III, p. 62.) Paris, 26 prairial an IX (15 juin 1801) [matin][3].

Je vous adresse la lettre et le projet que le ministre vient de m'adresser [4]. Je n'ai transcrit ni l'un ni l'autre, pour ne pas en retarder l'envoi.

J'avais proposé des modifications [5]: tout n'a pas été admis. Mais au moins ces mots « quel que soit leur titre » n'y sont plus. La reconnaissance de l'aliénation des biens nationaux n'est plus exigée. La formule de promesse est telle que vous l'admettez. On n'exige pas que le Souverain Pontife n'admette que des fondations « en rentes »: l'État se réserve d'en fixer la nature et les formes, ce qu'il a fait de tout temps parmi nous; mais il reconnaît le principe que les fidèles peuvent fonder, et l'Église posséder. Toutes les églises sont rendues aux catholiques; ce qui n'était pas dans l'ancien projet. La formule de démission des anciens évêques est modifiée : on ne parle que de la vacance

[1] Le projet de convention n° VI (pièce n° 564). — La date du 14 juin, que nous avons attribuée à ce projet, se trouve donc confirmée.

[2] Le mot « tergiversation » est reproduit dans la note de Spina à Bernier, du 16 juin (pièce n° 565; t. III, p. 62).

[3] Les deux lettres de Bernier, du 15 juin, sont mentionnées dans la pièce n° 565 (t. III, p. 64; cf. p. 69 if., 151), qui est la réponse de Spina.

[4] Pièces n°s 563 bis et 564.

[5] Il s'agit de modifications faites au projet V (pièce n° 222; t. I, p. 351 et 408). Bernier énumère seulement celles qui sont entrées dans le projet VI.

des nouveaux sièges ; il est d'ailleurs de fait que, si le gouvernement requérait la démission générale, le Souverain Pontife a dit qu'il y souscrirait. Les prêtres qui se sont mariés sont admis à la communion laïque; mais on n'en règle pas les conditions : ce sera l'affaire des confesseurs autorisés par le Saint-Siège. Il n'y a plus de taxe sur les églises, mais uniquement sur les fondations. L'approbation ne tombe plus sur les curés, mais sur leur nomination temporelle seulement.

Voilà ce que j'étais chargé de vous représenter. Pesez-le, Mgr, au poids du sanctuaire. Cette journée, si vous le trouvez bon, décidera de tout. Le Consul promet de vous donner toutes les assurances possibles que la religion sera protégée, libre, publique, etc. ; mais il demande de ne pas faire de ces assurances un objet de discussion pour ses ennemis et ceux de la religion, en les rendant trop publiques. Réfléchissez donc, Mgr, sur la nécessité de conclure. Notre sort, celui de la France et de l'Italie peuvent être décidés aujourd'hui. On me presse vivement : je vous laisse à vos premières réflexions ; j'irai vous voir sur les 1 heure, ou 2 au plus tard.

(Arch. du Vatican, *Esame, P. III, n° I.*)

Paris, le 26 prairial an IX (15 juin 1801), 7 heures du soir[1].

Après vous avoir expliqué de vive voix les intentions du gouvernement, je suis autorisé à vous les déclarer officiellement. Je suis chargé par le ministre de vous dire : « que les séminaires et les chapitres existeront; que le Consul professera la religion catholique, et que si le premier article du projet ne contient pas, en expressions, ce que vous désirez, il les renferme en réalité. »

Tout est en France la suite du vœu de la majorité; tout pouvoir, tout droit constitutionnel en émane, dans l'état actuel. Les Consuls ne sont tels que par ce même vœu. Reconnaitre que la religion catholique en jouit, c'est sanctionner le plus beau de ses droits politiques. Nulle protection ne peut lui être refusée, dès qu'elle est l'objet du vœu de la majorité des citoyens. Ce vœu est le fondement de la loi dans un État républicain. En reconnaissant que la religion catholique a pour elle ce vœu, on ne se

[1] L'heure ne se trouve que sur l'original de la pièce, qui est conservé dans les Arch. de la congrégation des aff. extr.

borne pas à reconnaitre un fait historique, comme on l'a prétendu, mais un fait inséparable du droit, parce qu'il en est la base et le fondement [1].

Ainsi vous voulez que la religion catholique soit la religion de l'État. — Le gouvernement vous dit : « Je ne suis pas compétent pour lui accorder ce titre : il excède mes pouvoirs. Mais je puis reconnaitre un fait, plus clair que le jour, c'est que la religion catholique est celle de la majorité. Cette majorité est le fondement des lois de l'État. Vous aurez donc, sans que j'excède mes attributions, tout ce que vous désirez. »

Vous voulez que la religion soit dominante. — Elle ne peut prendre ce titre, à la suite de tant de divisions, sans alarmer, effrayer, irriter ses ennemis et les nôtres. Faisons mieux. Qu'elle paraisse moins triomphante d'abord, pour paraitre, à l'aide de succès, dans la suite, avec plus d'éclat. Bornons-nous à reconnaitre que la majorité la veut. Nous l'aurons assurée par le vœu dominant, et ce vœu deviendra la source légale de tous ses triomphes.

Mais, dira-t-on, si tel est le principe, pourquoi donc hésiter à en tirer les conséquences? — Je réponds que le gouvernement ne veut agir qu'avec sagesse, ne rien brusquer, ménager les imaginations trop vives, et garantir, plutôt par des faits que par des expressions, le triomphe de la religion. Les faits parlent; les expressions sont commentées trop souvent d'une manière défavorable, et, pour avoir plus parlé qu'agi, on se trouve entravé. Veut-on qu'il s'explique? Il vous dit officiellement que le culte sera public, libre, entier, protégé dans ses dogmes, dans sa discipline et dans ses ministres; qu'il vous en donne la garantie la plus formelle, et vous demande uniquement de vous borner aujourd'hui à en consacrer le principe, sans en tirer des conséquences que le temps ne permet pas encore de développer. Il faut tout faire avec maturité. On perd à trop s'expliquer avant le temps. Il faut qu'en pareil cas la bonne foi des gouvernements supplée à l'insuffisance des expressions contenues dans les traités.

Le gouvernement va plus loin encore; il vous dit : « Cette conséquence que vous demandez que j'explique, le traité la ren-

[1] Voir les observations de Bernier sur le projet IV (t. I, p. 306-307).

ferme d'un bout à l'autre. » Car, que faut-il pour qu'une religion soit protégée solennellement par un gouvernement? Que ce gouvernement reconnaisse ses ministres, les nomme, les dote, leur donne des églises, des séminaires pour former des clercs, des chapitres pour perpétuer la juridiction, et les autorise à reconnaitre un chef indépendant, qui leur donne l'institution. Tout cela peut-il se faire sans un culte libre, protégé, soutenu, public et civilement reconnu? Tout cela néanmoins appartient à l'essence du nouveau concordat, et tout cela dit plus que les expressions exigées pour le premier article.

Le gouvernement ne les refuse pas, ces expressions, par défaut de volonté, mais par prudence. Il vous dit : « Je ne crois pas pouvoir les employer sagement. Elles sont dans mon cœur ; elles se retraceront dans toutes mes actions. Si vous me demandez quelle garantie je vous en donne, je vous répondrai : J'ai demandé au Souverain Pontife de ne pas reconnaitre pour évêques titulaires ceux que j'aurais exclus : il me l'a promis, en me déclarant que sa parole suffisait. Je lui donne la mienne pour l'objet dont il s'agit : pourquoi s'en méfier, quand je crois à la sienne? »

Telles sont, Mgr, les réflexions que j'ai l'ordre exprès de vous transmettre ce soir. Puissent-elles produire l'effet que le gouvernement en attend! Nos maux seraient à leur terme et nous n'aurions plus d'une manière précaire, une religion aussi pure que divine, longtemps méconnue.

(Arch. du Vatican, *Esame, P. III, n° II.*)

568bis. — Bernier à Spina.

(T. III, p. 71.) Paris, le 28 prairial [an IX] (17 juin 1801).

Je vous supplie de vouloir bien me renvoyer le projet de convention et la lettre du ministre [1]. J'en ai un besoin pressant. Je vous en délivrerai copie certifiée, si vous le désirez.

[1] Le projet VI, et la lettre de Talleyrand du 14 juin (pièces nos 564 et 563 *bis*). Bernier n'en avait pas gardé copie, comme il le dit dans le commencement de sa première lettre du 15 juin (pièce n° 564 *bis*). — Nous croyons qu'en demandant ces pièces, Bernier voulait s'en servir pour préparer le projet de convention que nous publions à la suite de son billet.



J'attends sous peu de jours, ainsi que le Consul, le cardinal secrétaire.

J'espère vous voir ce soir.

(Arch. du Vatican. *Congr. des aff. extr.*)

Projet préparé par Bernier [1].

Titre I

Art. 1. — Le gouvernement de la République française, reconnaissant que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français, déclare qu'il la met, comme telle, sous sa protection spéciale. Toute disposition contraire à celle-ci est réputée nulle et non avenue.

En marge : Point de « protection spéciale. » Il faut dire : « reconnaissant que la religion catholique est la religion de..., révoque et annule tous actes contraires à son libre exercice. »

Art. 2. — Il sera fait, de concert avec le gouvernement, par le Saint-Siège, une nouvelle circonscription des diocèses catholiques français.

Art. 3. — Sa Sainteté déclarera à tous les titulaires des évêchés français qu'elle attend d'eux avec confiance, et qu'ils doivent faire pour le bien de la paix, toute espèce de sacrifices, même celui de leurs sièges; et, d'après cette exhortation, elle

[1] En mentionnant ce projet (t. III, p. 130 note), nous avons expliqué que nous jugions inutile de le reproduire, parce que c'était une simple ébauche, dont ni Spina ni Consalvi n'avaient eu connaissance. Depuis, nous avons entendu regretter que ce texte ne fût pas livré à l'étude : nous le soumettons donc au lecteur.

Les observations marginales sont très probablement de d'Hauterive, qui les avait écrites au crayon : elles ont été rétablies à l'encre par une autre main.

En tête du projet on lit : « Joint à la lettre de M. Bernier du 27 prairial [an] 9 (16 juin) ». En recourant à cette lettre (pièce n° 566), il paraît évident que le projet n'y a pas été annexé par Bernier lui-même, mais par un commis d'ordre du ministère, et qu'ainsi rien n'empêche d'attribuer à ce projet la date du 17 ou du 18, qui est la plus vraisemblable. En effet, dès le 19 juin, Spina et le gouvernement ayant été avertis que Consalvi allait arriver à Paris d'un jour à l'autre, il convenait d'attendre que les pouvoirs et les intentions du cardinal fussent connus, avant de continuer la négociation.

pourvoira de suite au gouvernement des diocèses de la circonscription nouvelle, de la manière indiquée dans le titre suivant.

En marge : Ce mot [gouvernement des diocèses] laisse de l'indécision sur la vacance, qui doit être nettement exprimée.

Titre II

Art. 1. — Le Premier Consul Bonaparte, professant la religion catholique, nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté s'engage à conférer l'institution canonique dans les formes usitées, aussitôt que les nominations lui seront notifiées.

En marge : « Le général Bonaparte » professe la religion qu'il veut; « le Premier Consul » n'en professe point.

[L'art. 2 du titre II, et le titre III en entier sont empruntés textuellement au projet VI].

Titre IV

Art. 1. — Les évêques, de concert avec le gouvernement, feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses respectifs.

En marge : « Avec l'approbation du... [gouvernement]. »

Art. 2. — Ils nommeront à toutes les cures, et leur choix ne pourra tomber que sur des ministres qui méritent la confiance du gouvernement.

En marge : « approuvés du gouvernement. »

[Le titre V en entier est emprunté textuellement au projet VI].

Titre VI

Art. 1. — Sa Sainteté prendra les mesures convenables pour que les ecclésiastiques qui sont entrés depuis leur consécration dans les liens du mariage, ou qui, par d'autres actes, ont notoirement renoncé à leur état, puissent être admis à la communion laïque.

En marge : Rien d'éventuel sur ce point : les huit premiers mots de cet article doivent être supprimés, et, à la place de « puissent être », il faut « seront. »

[L'art. 2 de ce titre est emprunté textuellement au projet VI].

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931.)

596bis. — Caselli à Di Pietro.

(T. III, p. 110.) Parigi, 22 giugno 1801.

Ho ricevuto il pregiatissimo suo foglio delli 5 corrente, col mezzo dell' Emo segretario di stato, giunto qui la sera delli 20. Ancora non posso darle nessuna buona nuova. Posso dirle soltanto, che ieri sera 21, il detto Emo, accompagnato da Mgor Spina e Mr Bernier, in abito corto di cardinale, con calze e berrettino rosso, è stato ricevuto dal Primo Console, ed oggi passerà, nell' abito medesimo, alla visita dei ministri. Come sia stato ricevuto e trattato ancora non lo sò, come non sò precisamente quali presagi possano farsi sul grande affare. Teme, e temo assai, perchè qui sempre s' incomincia con patti larghi, e si termina poi con un qualche nuovo progetto, che niente ha di comune con il preventivo trattato che il titolo. Così avvenne nel trattato sù cui ha ella cotanto lavorato. Avrà ella veduto che progressi si sono fatti nei cinque progetti, che rincariti e resi ogn' ora più inammissibili, ci sono stati presentati. Il penultimo di essi [1], come Mgor non voleva nè sottoscriverlo nè approvarlo, gli fu intimato che se ne andasse. Chiese egli allora un passaporto per spedire un corriere, che non si volle dal ministro accordare, e non si ottenne poi, che a grande stento, dal Primo Console istesso, forse dell' altro un poco più pieghevole. In questo incontro, forse avrà detto Mgor Spina, che non poteva egli far altro che spedire e raccomandare il progetto a Sua Santità, perchè fosse, s' era possibile, adottato; e quindi forse nata sarà costì la supposizione che il detto progetto siasi qui in voce, se non altro, approvato.

Tanto io posso dire sopra questo proposito, e nulla più, per la ragione che non sono io mai intervenuto a verun congresso, nè per conseguenza ho mai potuto nè approvare nè disapprovare ciò che si trattava. L'abbate Bernier si mostrò da principio riservatissimo, e qualora veniva da Mgor, pareva che amasse che l'aria perfino (tanto era geloso) esclusa fosse dall' ascoltare i di lui discorsi. Ecco però che il P. Caselli s' allontanò, nè più ha

[1] Le projet IV (pièce n° 181; t. I, p. 279. Cf., p. 285, etc.).

saputo se non ciò che gli si è fatto sapere da Mgor Spina, che sempre ha avuti per lui i maggiori riguardi[1].

Sul rimanente della sua lettera risponderò quando l'avrò comunicata con Mgor, anche rapporto ad Evreux[2], ciò finora non essendosi potuto fare, per esser egli continuamente impiegato con S. Em.

Di salute di corpo, seguito, grazie a Dio, a star bene; ma di spirito, sto malissimo, di maniera che sospiro il momento di ritornarmene dove ella sa quanto mal volentieri ne sia partito. Mi stomaca assolutamente la condotta che si tiene con tutti, non solamente con noi, che abbiamo molti nemici e sopra tutti uno implacabile e potentissimo in Autun[3]. Scrivo con un poco di libertà, perchè credo di potermi fidare dell' occasione per cui spedisco la lettera. Sò però a chi scrivo. Mi conservi il suo amore, che tanto apprezzo, e mi creda sempre attaccatissimo alla sua degna persona, cui bacio, ecc.

(Arch. du Vatican, *Congr. des Aff. extr.*)

610bis. — Bernier à Consalvi.

(T. III, p. 132.) Paris, le 6 messidor [an IX] (25 juin 1801)[4].

Le gouvernement français ne peut qu'entrevoir avec satisfaction, dans la démarche de Sa Sainteté et la vôtre, dans la mission et les pouvoirs dont elle vous a chargé, un gage assuré de la paix et de l'heureuse harmonie qui va bientôt régner entre le Saint-Siège et la France.

Déjà depuis longtemps il nourrit cet espoir : il lui tarde qu'il soit réalisé. Il voit avec peine les obstacles et les lenteurs se prolonger. Plus nous tardons à rendre à la France la religion de ses pères, et plus nous préparons d'obstacles à son rétablissement. Terminons donc d'inutiles débats. D'accord sur le fond,

[1] Dans sa dépêche n° 90, du 16 juin 1801 (t. III, p. 70), Spina dit que Caselli « divide le mie pene. » — Pendant le séjour du cardinal Consalvi à Paris, Caselli paraît avoir été tenu un peu moins à l'écart de la négociation (t. III, p. 183, etc.).

[2] Voir t. IV, p. 520, note.

[3] L'ancien évêque d'Autun, Talleyrand.

[4] Cette note et le projet VII qui l'accompagnait (pièce n° 610) n'ont été remis par Bernier à Consalvi que le 26 juin (t. III, p. 143).

serions-nous divisés pour les mots? Serait-il [vrai] que la France sera toujours en proie aux divisions religieuses, parce que la construction de quelques phrases, la force ou la faiblesse de certaines expressions, auront déplu soit à l'une, soit à l'autre des deux autorités?

Celle que je représente croit avoir atteint, après huit mois de discussions, le dernier terme des concessions qu'elle peut faire. Elle me charge de présenter à V. Em. le projet définitif, que je joins à cette note, comme devant être la seule et unique base de ce qu'elle prétend faire.

Dépositaire des intentions de Sa Sainteté, daignez l'examiner. Pesez, avec cette sagesse qui vous caractérise, toutes les expressions, et en même temps tous les avantages qui résultent de son acceptation, et je ne doute pas que V. Em. ne s'empresse, en y souscrivant, de repondre aux vues sages et modérées du gouvernement français. Je prie V. Em. d'agréer, avec l'expression de mes désirs pour un heureux succès, l'hommage de mon profond respect.

(Arch. du Vatican, *Esame*, *P. III*, *n° IV*.)

610ter. — Contre-projet de Consalvi.

(T. III, p. 132.) [27 juin 1801.]

Projet de Convention entre S. S. le pape Pie VII et le gouvernement de la République française

Le gouvernement de la République française, reconnaissant que la religion catholique, apostolique et romaine, est celle de la grande majorité des citoyens français, et la professant en son particulier;

Le Saint-Père reconnaissant de son côté, que c'est de l'établissement et de l'exercice du culte catholique en France que la religion catholique, apostolique et romaine a retiré dans tous les temps le plus grand éclat:

Pour le bien de la paix et de la religion, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1. — L'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine sera libre et public en France. Tous les obstacles qui y sont opposés seront levés.

Art. 2. — Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le gouvernement français, une nouvelle circonscription des diocèses catholiques français : leur nombre sera réduit de manière à ce qu'il soit suffisamment pourvu aux besoins spirituels des fidèles.

Art. 3. — Sa Sainteté déclarera aux évêques titulaires des évêchés français, qu'elle attend, avec une juste et ferme confiance, de leur zèle pour le bien de la religion, toute espèce de sacrifice exigé par la paix et l'unité de l'Église, même celui de leurs sièges. D'après cette exhortation, en cas de refus à ce sacrifice commandé par le bien de l'Église (refus auquel Sa Sainteté ne s'attend pas), elle pourvoira au gouvernement des diocèses de la nouvelle circonscription, de la manière indiquée dans l'article suivant.

Art. 4. — Le Premier Consul catholique nommera aux archevêchés et évêchés de la nouvelle circonscription, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté concernant la dite circonscription.

En marge : Lisez, pour l'intelligence de cet article, le dernier.

Sa Sainteté conférera à ceux qui seront ainsi nommés, l'institution canonique, dans les formes établies dans le concordat entre Léon X et François Ier.

Art. 5. — Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite, seront également faites par le Premier Consul en conformité de l'article précédent, et l'institution sera donnée dans les mêmes formes par le Saint-Siège.

Art. 6. — Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement entre les mains du Premier Consul le serment de fidélité dans la forme suivante : « Je promets obéissance et fidélité au gouvernement et aux autorités établies par la constitution de la République française. »

Art. 7. — Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement.

Art. 8. — La formule de prière suivante sera récitée, à la fin de l'office divin, dans les églises catholiques de France :

« Domine, salva Galliae Consules »; ou : « Domine, salvam fac Galliam, etc. »; ou : « Domine, salvam fac rem Gallicanam. »

Art. 9. — Les évêques, de concert avec le gouvernement, feront une nouvelle circonscription des paroisses dans leurs diocèses respectifs, de manière qu'il soit pourvu aux besoins spirituels des fidèles.

Art. 10. — Ils nommeront à toutes les cures, et choisiront des pasteurs doués des qualités requises par les lois de l'Église, et qui n'auront pas démérité la confiance du gouvernement.

Art. 11. — Ils pourront avoir des séminaires et conserver des chapitres, sans obligation de dotation de la part du gouvernement.

Art. 12. — Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales, et autres non aliénées, seront remises à la disposition du culte catholique.

Art. 13. — Sa Sainteté, pour le bien de la paix et pour ne point retarder le rétablissement de la religion, déclare que ni lui ni ses successeurs ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés en France; et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens et les droits y attachés demeureront incommutables dans les mains desdits acquéreurs.

Art. 14. — Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques, dont les diocèses seront compris dans la nouvelle circonscription, ainsi qu'aux curés de leurs diocèses.

Art. 15. — Le gouvernement prendra également des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations assujetties aux charges de l'État.

Art. 16. — Sa Sainteté reconnaît dans le Premier Consul catholique les mêmes droits et prérogatives, dont jouissaient près d'elle les rois de France avant la révolution et le changement de gouvernement.

Dans le cas où le Premier Consul ne serait pas catholique, les droits et prérogatives mentionnés dans l'article ci-dessus, ainsi que la nomination aux évêchés, seront réglés par une nouvelle convention.

(Arch. du Vatican, *Esame, P. III, nº VI.*)

610 quater. — Consalvi à Bernier.

(T. III, p. 132.) Parigi, li 27 giugno 1801.

Il cardinal Consalvi, segretario di stato di Sua Santità, avendo ricevuto il nuovo progetto che ella gli ha rimesso oggi [1] alle ore tre dopo il mezzo giorno, pressato a dare officialmente una risposta per dimani mattina, lo ha preso in esame unitamente a mgor arcivescovo di Corinto. Ed essendosi data tutta la fretta possibile per dimostrare dal canto suo la premura, che ha di poter concludere sollecitamente una trattativa che è tanto a cuore di Sua Santità, non differisce di darle nel tempo indicatogli la ricercata risposta.

Prima di entrare nel dettaglio del nuovo progetto propostogli, egli crede indispensabile di richiamare alla di lei memoria, che Sua Santità, dopo avere maturamente esaminato il progetto, inviatogli a Roma per parte del governo della Repubblica francese da mgor arcivescovo di Corinto, nell'avere accordato nella sostanza tutto quello che le è stato richiesto, ha però giudicato che le leggi della Chiesa e i doveri della sua coscienza le vietassero insuperabilmente alcune forme e espressioni, che quel progetto racchiudeva; e ne ha sostituite alcune altre, più conformi alle disposizioni ecclesiastiche, dichiarando al tempo stesso, con una sua lettera al Primo Console, che con le concessioni che aveva fatte, e con le maniere per mezzo delle quali le aveva annunziate, era giunto fin dove le permetteva la sua coscienza, nè poteva andare più innanzi.

Il sottoscritto deve richiamare egualmente alla di lei memoria, che all' occasione che Sua Santità gli ordinò di venire a Parigi ad oggetto di dissipare qualunque dubbio dall'animo del Primo Console, per il sospetto che gli era nato in mente che la ritardata trasmissione della sua risposta al progetto di Parigi, e la necessità in cui si era trovato il S. Padre di non poter sottoscrivere il suddetto progetto senza alcuna modificazione, fossero effetto di poco desiderio di concludere questo grande affare, non che di estere influenze, — Sua Santità, benchè fosse persuasa che

[1] On a vu précédemment (p. 58, note 4) que le projet VII avait été remis à Consalvi dans la journée du 26 juin. Si Consalvi dit qu'il l'a reçu « oggi », dans une note datée du 27, c'est que cette note, comme il l'explique plus loin, a été rédigée dans la nuit du 26 au 27.

il progetto rimesso al governo francese in quegli stessi giorni dovesse avere incontrata tutta la sua soddisfazione, e che perciò si trovasse già l'affare concluso, pure prevedendo anche il caso che ciò non fosse accaduto, e volendo sempre più dimostrare al governo francese il suo vivo desiderio di conciliare l'affare per quanto gli fosse possibile, ordinò al sottoscritto, che se si fosse trovata nel progetto già rimesso a Parigi una qualche espressione, o frase, che si riconoscesse soggetta a gravi difficoltà per essere ammessa, potesse spiegarla, o cambiarla, purchè però non alterasse punto la sostanza del progetto già rimesso, come il sottoscritto ebbe l'onore di dirlo lealmente fino dal primo giorno al Primo Console e al ministro delle relazioni esteriori, quando seppe da loro, che quel progetto non era piaciuto, appunto per le espressioni e forme, e che si desiderava che egli si prestasse a dei cambiamenti.

Il sottoscritto, avendo ora ricevuto un nuovo progetto, e dovendo dichiarare se è in caso di accettarlo onde sia segnato immediatamente, si crede in dovere di esibire, al n° I, il breve di Sua Santità [1], con cui gli si comunicano le limitate facoltà delle quali ha parlato di sopra. Si vedrà chiaramente dalla lettura del medesimo, come Sua Santità gli prescriva di prestarsi solamente a quei cambiamenti, che in nessuna maniera alterino la sostanza del progetto. Si vedrà ancora, che trattandosi di materie di dottrina della Chiesa, il di cui giudizio appartiene personalmente a Sua Santità, gli ordina che anche nel caso che il sottoscritto credesse di potersi prestare a qualche cambiamento, come non toccante la sostanza del suo progetto, nell'autorizzarlo in tale ipotesi a convenire nelle variazioni propostegli, la convenzione però non debba divulgarsi, nè aver forza, finchè Sua Santità non abbia conosciuto il tenore dei cambiamenti che il sottoscritto avesse ammessi, per così giudicare se meritassero la sue approvazione. Si vedrà finalmente dal tenore del detto breve, che il sottoscritto non ha altra facoltà che di ammettere qualche variazione (non sostanziale) negli stessi articoli del progetto rimesso da Sua Santità, e non di ammettere progetti nuovi : conseguenza necessaria non meno dell'aver già il S. Padre portato la sua amorosa condiscendenza fin al punto estremo, che le

[1] Pièce n° 516 (t. II, p. 484).

era permesso (come si espresse nella sua lettera al Primo Console), ma ancora dell'impossibilità, che dopo tale condiscendenza potessero aver luogo nuovi progetti [1], e non piuttosto tutto al più qualche variazione nella redazione degli articoli già discussi.

Posto il sottoscritto in queste circostanze, e assoggettato a queste leggi, dalle quali il suo dovere non gli permette di potersi punto allontanare, ha rilevato con suo dolore dall'esame intrapreso del nuovo progetto rimessogli, che viene in esso totalmente alterata coi cambiamenti fatti la sostanza del progetto rimesso da Sua Santità a Parigi ; che gli è assolutamente vietato dalla legge impostagli il poterlo ammettere tal quale gli si propone. È però così vivo il suo desiderio, conformemente a quello di Sua Santità, di poter concludere questo grande affare di buon accordo col governo francese, che sebbene stretto dal tempo e dall' angustie, ha vegliato tutta la notte ; e nel formare questa memoria, che dimostrerà le ragioni per le quali a tenore della legge prescrittagli gli si rende impossibile l'ammettere tal quale il nuovo progetto trasmessogli, ha procurato di formare dal canto suo un nuovo foglio, n° II, contenente il progetto medesimo [1], ma con quelle variazioni e cambiamenti, che salva la sostanza può egli ammettere secondo l' ordine di Sua Santità. Per l'estensione di detto foglio, il sottoscritto, astretto dalla legge impostagli, ha dovuto modellarsi sul progetto del Santo Padre : cioè adattare e trasferire agli articoli di quello, ciò che nel nuovo progetto è stato esposto con qualche diversità di metodo. Il sottoscritto esporrà ora sopra ogni articolo del suo nuovo foglio le ragioni, che lo hanno impedito dall' ammettere alcuni dei cambiamenti propostigli, perchè alteranti la sostanza del progetto di Sua Santità ; ed esporrà insieme le ragioni dei cambiamenti, che egli adotta e propone. Quando questo nuovo foglio sia per avere la sorte di essere gradito dal governo francese, come il sottoscritto ha tutto il fondamento di sperare, egli dichiara, che

[1] Consalvi, attaché, au moins dans ce premier moment, à la lettre de ses pouvoirs, donne à dessein le nom de « nuovo foglio » à son contre-projet, qu'il présente non comme une œuvre personnelle, mais comme une simple modification du contre-projet romain — De même lorsque, au début des négociations, Spina avait remis à Bernier une rédaction d'ensemble, il n'avait pas voulu convenir que ce fût un contre-projet (t. III, p. 665, note), et depuis, il s'était tenu encore plus étroitement à la règle de n'en proposer aucun.



venendo accettato come si trova esposto, è pronto a segnarlo, con la sola riserva comandata nel breve di Sua Santità.

Proemio del nuovo progetto rimesso al sottoscritto. — Nel nuovo progetto trasmesso al sottoscritto, l'articolo I, che è quello che sta tanto a cuore di Sua Santità, come radice e causa produttrice di tutto il resto, è convertito in un proemio. Paragonando questo proemio con l'art. 2 di Sua Santità, il sottoscritto vi ritrova totalmente alterata la sostanza.

Si sono tralasciate in tal proemio le parole che : « il governo professa la religione cattolica. » Il Santo Padre espressamente mise nel suo articolo la dichiarazione che il governo professa la religione cattolica, come cosa assolutamente indispensabile, non solo ad effetto di giustificare tutte le concessioni che fa il S. Padre negli articoli seguenti (della importanza dei quali non vi è esempio in tutta la storia ecclesiastica), ma come base e fondamento, perchè lo stesso governo possa godere di varie prerogative presso la S. Sede, delle quali, senza essere cattolico, non protrebbe essere suscettibile. — Inoltre, nel proemio si tralascia l'espressione « protégera la liberté et la publicité de son culte », che è il guadagno che procura il S. Padre che faccia la religione, in correspettività delle di lui concessioni. Questa omissione non è certamente compensata dalle parole del proemio « de mettre fin aux divisions politiques et religieuses, qui ont interrompu jusqu'à ce jour le libre et légitime exercice du culte romain. » Oltrecchè queste parole sono più una enunciativa delle intenzioni del governo, che una promessa consagrata con un articolo, riflette il sottoscritto, che l'esercizio « legittimo » del culto non equivale al « pubblico », potendo essere legittimo anche facendolo esercitare privatamente. — Riflette ancora, che tutte le espressioni di quel periodo non potrebbero essere soddisfacenti per il Santo Padre. Le parole « les gouvernements » non sembrano proprie, giacchè il Santo Padre in questo affare non agisce come governo, ma come capo della religione. — Le parole « divisioni politiche e religiose » non converrebbero al Papa : da lui non sono procedute, ma bensì dalle circostanze della rivoluzione. Molto meno ci entrerebbe la parola « politiques », perchè non è di politica che si tratta nel presente concordato. —

Finalmente non pare, che Sua Santità potrebbe dal canto suo caratterizzare tutto quello che è accaduto in Francia nel tempo della rivoluzione, come un semplice interrompimento del libero culto. — Nello stesso proemio si sono pure omesse le parole, che risguardano il conservare la religione in tutta la purezza dei suoi dogmi, e nell'esercizio della sua disciplina. — Finalmente si sono omesse le parole:« Les lois et décrets contraires à la pureté de ses dogmes et au libre exercice de la religion seront annulés. »

Non vi è bisogno di dimostrare, che tutte queste così essenziali omissióni alterano la sostanza dell'articolo di Sua Santità, che le racchiudeva. Dunque il sottoscritto è impedito di accettarle, secondo la legge impostagli.

Egli non si metterà ad esporre le ragioni che mossero Sua Santità a mettere quelle cose nel suo articolo. Tali ragioni si trovano esposte nel foglio intitolato « Ragioni tendenti a dimostrare [1]», che fu a lei comunicato da mgor arcivescovo di Corinto, insieme al progetto di Sua Santità.

Non potendo il sottoscritto convenire nel proemio del nuovo progetto, ha procurato di accostarsi, nel suo foglio nº II, più che ha potuto allo spirito di esso, unitamente però alle viste di Sua Santità, e secondo le ragioni, esposte nel foglio, di parlare della religione del governo. Adottando il sottoscritto l'idea di fare un proemio, ha esposto questa circostanza con una somma semplicità nelle parole « et la professant en son particulier. » Questa espressione salva tutto; perchè nel tempo stesso che soddisfa il desiderio di Sua Santità, non urta il governo in alcun senso, perchè le parole « en son particulier » escludono che s'intende forzato a professarla per costituzione. Inoltre non è una dichiarazione che si esiga dal governo attuale; ma egli enuncia un fatto esistente, nel modo stesso che enuncia che la religione cattolica è quella della maggior parte della nazione. Non può avere difficoltà di dirlo, subito che lo dice della nazione stessa, cioè della sua maggior parte, e subito che la cosa è vera in sè stessa. E finalmente, se da una parte è necessario che ciò si sappia, appunto perchè è un governo dove non vi è un tale obbligo di professarla, dall'altra è annunziato colla massima semplicità e decenza.

[1] Pièce nº 401 (t. II, p. 275).

Si è inserito nel proemio ideato dal sottoscritto, il periodo relativo al Papa, come il governo in sostanza lo ha desiderato. In luogo di inserire nel proemio, ciò che in fondo promette di fare il governo per la religione, e che forma la reciprocità delle concessioni del S. Padre, si è posto nel primo articolo, per la ragione indispensabile che si è accennata di sopra.

Art. 1. — In tale articolo si è aderito al desiderio del governo francese, tralasciando in esso la promessa di conservare la religione in tutta la purezza dei suoi dogmi, e nell'esercizio della sua disciplina.

A due sole cose si restringe in detto articolo la promessa del governo. La prima è, che l'esercizio della religione sarà libero e pubblico in Francia, ciò che è precisamente l'intenzione del governo non meno che del S. Padre. La seconda è, che « tous les obstacles qui s'y opposent seront levés. » Nella necessità di dire qualche cosa che soddisfi il S. Padre, in luogo della revoca delle leggi e decreti contrari alla purità dei suoi dogmi e al libero esercizio sulla disciplina, per le forti ragioni che già Sua Santità espose, si osservi che non si poteva dir niente di più semplice, e non soggetto a qualunque opposizione. Si lusinga il sottoscritto, che queste riflessioni convinceranno il governo, che il proemio ed il primo articolo così concepito non possono ammettere ulteriori difficoltà.

Art. 2. — E évidente la ragionevolezza di una leggerissima mutazione nell' articolo 2. Non può il S. Padre non dimostrare nella convenzione un desiderio, che la riduzione delle diocesi non sia eccessivamente scarsa a fronte del numero dei fedeli : ma dovendo le cose andare di concerto col governo, non ci può essere la minima difficoltà.

Art. 3. — Le variazioni dell'articolo 3, come sta nel nuovo progetto, alterano la sostanza del progetto di Sua Santità, oltre essere sommamente dure all'orecchio dei vescovi da deporsi. Le ragioni di Sua Santità sono esposte nel foglio intitolato « Ragioni tendenti... », che fu rimesso da mgor arcivescovo di Corinto insieme col progetto. Si vuole in oggi, che si dica che « d'après cette exhortation les sièges seront réputés vacants. » Quando ciò si disse con una certa oscurità nel progetto di Sua Santità cioè con le parole « prendra les mesures convenables » (oscurità voluta dal Papa espressamente per addolcire almeno ai ve-

scovi l'amaro dell'espressione, oltre l'amaro del gran colpo che loro si dà), poteva, anzi doveva omettersi il dire chiaro, che sarebbero deposti dopo il rifiutarsi all'esortazione del Papa (ciò che però Sua Santità espresse ben chiaramente nel foglio delle Ragioni, e nella lettera al Primo Console, le quali facevano parte del progetto, rilevando anzi che ci bisognava appunto il rifiuto per costituirli rei, onde poter procedere alla privazione). Ma se ora si deve parlare più chiaro, l'esprimere le parole « dopo il rifiuto » si rende indispensabile. Il sottoscritto ha dunque posto, che « in caso di rifiuto, il S. Padre provvederà le diocesi della nuova circoscrizione nella maniera indicata nell'articolo seguente », cioè con le nomine che farà il Primo Console; che è lo stesso che dire che li deporrà. Questa forma di esprimersi si è presa quasi del tutto dall'antico progetto uffiziale. Che se per un caso impossibile (ciò che non può credersi) non paresse sufficiente, non si avrà difficoltà di dare una nota ufficiale separatamente, in cui si dirà, che in caso di rifiuto saranno dichiarati vacanti.

Si desidera di essere assicurati, che sotto le parole « les évêques titulaires » non s'intendano gl'intrusi. Così potrà il sottoscritto indursi senz' alcun timore a sopprimere le parole « légitimes » ovvero « anciens », che furono messe nel progetto per le ragioni esposte [1].

Qualche altra parola di questo articolo, che è un poco variato, non è che un affare di un certo addolcimento delle pillole che si fa tranguggiare, e tendendo a diminuire l'urto degli spiriti non può dispiacere al Primo Console, che tanto saggiamente ama di sopire le dissenzioni.

Art. 4. — Si è aggiunta la parola « catholique » al « Premier Consul », per potergli dare legittimamente il diritto delle nomine ai vescovadi. Non si fa questo per il Primo Console d'oggi, ma per i successori, giacchè il concordato è perpetuo. Basta ricordarsi, che il governo stesso sostiene che non è cattolico per costituzione : dunque può esservi un Console non cattolico. Le parole del proemio, in cui si dirà che il governo professa la religione cattolica nel suo particolare, non sono sufficienti per questo caso, mentre là si parla del solo governo attuale, e qui si

[1] Voir t. III, p. 136. Cf. p. 167.

parla anche del futuro. Nondimeno, perchè non si creda che il governo si dichiari cattolico costituzionalmente, (ciò che si fa intendere non volersi fare), si è aggiunto nell' ultimo articolo, un periodo, che indica, che in caso che il Primo Console non fosse cattolico, si farà allora sù tali cose un reciproco accomodamento.

Quanto al richiamarsi il concordato di Leone X, intorno all'istituzione da darsi da Sua Santità ai vescovi nominati, la sola ragione è stata per garantire Sua Santità dal non dovere ammettere la nomina in caso che si nominasse un indegno, ma in tal caso possa farla cambiare, come dice il concordato suddetto, e come si fa con tutti i Principi cattolici che hanno il diritto delle nomine. Le espressioni « dans les formes usitées » non sono sufficienti, potendo riferirsi alle formalità del concistoro, della spedizione delle bolle, e cose simili. Senza queste due avvertenze, l'articolo sarebbe alterato nella sostanza da quello del S. Padre ; onde il sottoscritto non avrebbe la facoltà di ammetterlo.

Art. 5. — Per le stesse ragioni, si è qui fatta una piccolissima aggiunta intorno all' istituzione dei nuovi vescovi in futuro.

Art. 6. — La variazione della formola del giuramento altera assolutamente la sostanza di quella del S. Padre ; onde non è in facoltà dello scrivente di ammetterla. Le ragioni di Sua Santità si trovano esposte nel già detto foglio intitolato « Ragioni. » Si è dunque piuttosto adottata dal sottoscritto la formola coll'aggiunta « et aux autorités constituées. » Non può dubitarsi di trovare difficoltà, subito che fu già proposta a mgor arcivescovo di Corinto dallo stesso Primo Console, e recentemente anche nella sua ultima nota [1] dal sig. abbate Bernier per parte del governo a mgor arcivescovo di Corinto, poco prima dell'arrivo a Parigi del sottoscritto.

Art. 9. — Le ragioni della piccola variazione, non sostanziale, di questo articolo si trovano già esposte da Sua Santità nel foglio intitolato « Ragioni. »

Art. 10. — Lo stesso dicasi di questo articolo. La prima variazione, cioè di dovere i vescovi nominare alle cure parrochi, « dotati delle qualità ricercate dalle leggi della Chiesa, » è indi-

[1] Pièce n° 564 bis. — Voir l'art. 1 du tit. III, dans le projet VI (t. III, p. 60).

spensabile nella bocca del Papa, acciò non paia che parlando della sola qualità di non essere nella diffidenza del governo, egli non si occupi che di questo solo requisito. — Quanto poi alla seconda variazione, cioè al sostituire le parole « qui n'auront pas démérité la confiance du gouvernement » ; nel tempo stesso che sono esse indispensabili, acciò con le altre parole « les nominations seront soumises à l'approbation du gouvernement » non si contradica alla disciplina costante della Chiesa, assicurano egualmente il governo, come dimostrò il S. Padre nel foglio intitolato « Ragioni. »

Art. 11. — Si è aggiunto l'articolo dei seminari e dei capitoli, per le ragioni addotte dal S. Padre nel foglio intitolato « Ragioni », e perchè fu già ammesso dal governo : onde non deve trovarsi difficoltà.

Art. 13. — Questo articolo è pure cambiato nella sostanza : onde l'ammetterlo, come si propone oggi, non entrerebbe nelle facoltà del sottoscritto.

Il S. Padre, facendo un sì gran sacrificio di tutti i beni del clero, non può fare a meno di dire che lo fa per una grande ragione che lo giustifichi, cioè il non ritardare il ristabilimento della religione. Essendo il Papa solo che parla in questo articolo, non deve trovare difficoltà il governo, tanto più quando ottiene il suo pieno intento. Il S. Padre avrebbe certamente voluto marcare una differenza fra i cattolici e i non cattolici, così nelle espressioni che nelle concessioni. Nondimeno, per non turbare la pace della Francia e per il gran bene di ristabilire la religione, passa sopra a grandi riguardi. Le leggi della Chiesa gli vietano di ammettere certe frasi ; ma giacchè il governo non sembra pienamente pago della promessa, in suo nome e dei successori, di « non inquietare » alcuno, non si farà dificoltà di aggiungere, con una più aperta dichiarazione, che « in conseguenza » di ciò le proprietà, e i diritti sù i detti beni, resteranno immutabili nelle mani dei possessori.

Art. 15. — Questo articolo nel nuovo progetto è alterato nella sostanza ; onde non sarebbe nelle facoltà del sottoscritto di ammetterlo tale quale. Non può obbligarsi il S. Padre a limitare lui stesso le fondazioni dei cattolici « en rentes sur l'État », perchè offenderebbe la massima che la Chiesa può possedere beni fondi. Il S. Padre può però dispensare dai privilegi dell' immunità

ecclesiastica, e dichiarare le fondazioni « assujetties aux charges de l'État »; e il sottoscritto torna per onestà a rimettere questo articolo, come lo richiese il governo francese, senza profittare della combinazione, che nel nuovo progetto questa circostanza è omessa, forse per dimenticanza.

L'articolo che riguarda l'ammettere alla comunione dei laici gli ecclesiastici ammogliati, o che in altro modo hanno rinunciato al loro stato, non si pensa dal S. Padre di doversi mettere nel concordato, perchè la natura del concordato porta in sostanza un contratto, o sia un patto fra i due che lo celebrano. Ora, in un affare che risguarda puramente la coscienza, il S. Padre non può procedere per via di concordato e di patto. Inoltre, per essere ammesso alla comunione dei laici, oltre l'essere sempre necessarie, secondo le regole inalterabili della Chiesa, alcune condizioni, e atto preventivo, Sua Santità riflette, che hanno per tale oggetto i vescovi stessi le necessarie facoltà; onde non vuole turbarne loro l'esercizio ; e così di fatto ha proceduto, rimettendo sempre ai vescovi simili affari.

Art. 16. — Una difficoltà altera qui la sostanza del progetto di Sua Santità. Quando nel primo articolo di detto progetto, vi era che il governo francese professava la religione cattolica, si potevano accordare al governo i diritti e privilegi, dei quali qui si parla, senza la specifica parola di « catholique » ; poichè s'intendeva bene, che si parlava di un governo dichiarato cattolico fin dal primo articolo. Ora però che ciò è tolto, per necessità si deve qui mettere, in luogo del governo, le parole « le Premier Consul catholique », come nell' articolo delle nomine dei vescovi. Questi diritti e privilegi, che sono niente meno che l'esclusiva nei conclavi, la nomina al cardinalato ecc., è notissimo che competono ai soli governi costituzionalmente cattolici, e che non ne sono suscettibili i governi, benchè potentissimi, che non sono costituzionalmente tali. Acciocchè però appunto non si creda, che si pretenda di dichiarare dover essere il governo costituzionalmente cattolico, si è qui espresso il caso, che il Primo Console non lo fosse : nella quale circostanza si dice, che si prenderanno altre misure fra la S. Sede e la Francia.

Queste sono le modificazioni, con le quali il sottoscritto crede di poter convenire nel progetto presentatogli, salva sempre la sua sottomissione al giudizio supremo di Sua Santità, a tenore

del suo breve, e sotto la sicurezza da darglisi dal governo di non pubblicare la convenzione; ciò che sarà fatto sollecitamente, proponendosi il sottoscritto, per il vivo desiderio che ha di vedere pienamente ultimato l'affare come brama il governo, di andare egli stesso in Roma con la maggiore speditezza. Egli non dubita che la saviezza e la discrezione del governo francese, facendosi carico della di lui posizione e della legge che lo astringe, e gustando la ragionevolezza delle riflessioni prodotte, sia per riconoscere in lui una vera brama di terminare nel miglior modo che ha potuto un affare, che ha un sì importante oggetto, quale è quello del ristabilimento della cattolica religione in Francia; per il quale avvenimento non meno da Sua Santità che dal sottoscritto non si cessa di innalzare al Cielo i più fervidi voti.

(Arch. du Vatican; *Esame, P. III, n° V.*)

618 bis. — Bernier à Consalvi.

(T. III, p. 150.) Paris, le 12 messidor an IX (1er juillet 1801)[1].

J'ai communiqué au Premier Consul, par l'organe du ministre des relations extérieures, votre note explicative et le projet de convention qui y était joint[2]. Le ministre a répondu à l'un et à l'autre, avant son départ[3]. Il me charge de dire à V. Ém. qu'il n'a entrevu, dans cette note et les observations qui la forment, qu'une marche rétrograde par rapport aux négociations déjà entamées.

Le gouvernement, assuré des bonnes intentions de Sa Sainteté, a de la peine à se persuader qu'elle veuille tenir aussi fortement à quelques expressions, quand la substance est accordée.

Il ne voit rien dans ce projet qui blesse les lois ou les droits de l'Église : il lui parait conforme, en tout, à ce que les circonstances exigent pour ménager tout à la fois et l'Église qui réclame, et les esprits qu'il faut calmer.

Le gouvernement a fait d'ailleurs des concessions marquantes

[1] La remise de cette note, suspendue par une audience donnée à Consalvi par le P. Consul, n'a été faite que le matin du 3 juillet (t. III, p. 182. Cf. p. 154, 157, 160).

[2] Pièces nos 610 *ter* et 610 *quater*.

[3] Pièce n° 612 (t. III, p. 140).



et des changements exigés. Il s'est rapproché autant qu'il a pu des intentions du Pape, et n'a rejeté de ses expressions que celles qui peuvent offusquer dans le moment actuel.

Fort de cette conviction et appuyé de ces faits, il déclare qu'il persévère dans le projet que déjà je vous ai présenté le 7 du courant (26 juin)[1]. Il vous l'offre comme la dernière expression de ses volontés ; il m'enjoint de terminer de suite une négociation déjà trop longue.

Hâtez-vous donc, Éminence, de combler nos vœux par votre acceptation, et ne souffrez pas que, par une mésintelligence qu'occasionnent des mots, le salut de la religion en France et dans une foule d'autres pays, périclite. La postérité ferait un éternel reproche à ceux qui, pour des querelles de formes, auraient compromis des intérêts aussi précieux. La France attend autre chose de vous, et se persuade qu'en déférant aux désirs du gouvernement vous sauverez les églises de Rome, de France et d'Italie, des dangers qui les menacent. — C'est dans cet espoir, que je me plais à renouveller à V. Em. l'hommage de mon profond respect.

(Arch. du Vatican ; *Esame, P. IV, n° I*)

620 bis. — Deuxième contre-projet de Consalvi.

(T. III, p. 161.) [Paris, 3 juillet 1801.][2]

Convention entre S. S., le pape Pie VII, et le gouvernement français.

Le gouvernement de la République française reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français.

Sa Sainteté reconnaît également que c'est de l'établissement du culte catholique en France, et de la profession particulière

[1] Le projet VII (pièce n° 610).

[2] Notre intitulé « Deuxième contre-projet de Consalvi » n'est pas rigoureusement exact, car Consalvi a pris soin de faire présenter cette pièce au P. Consul, par Bernier, comme une œuvre commune ; il l'appelle : « la redazione nuovamente fatta d'accordo con noi » (t. III, p. 158). — Ce deuxième contre-projet, dont les lignes ont été arrêtées le 3 juillet, dans une conférence avec Bernier, n'a été remis que le 4, parce qu'il fallait à Consalvi le temps de rédiger une note à l'appui.

qu'en fait le gouvernement actuel, que cette même religion a retiré et attend encore en ce moment le plus grand bien et le plus grand éclat.

En conséquence, et d'après cette reconnaissance mutuelle, pour le bien de la religion et le maintien de la paix intérieure, ils sont convenus de ce qui suit :

Titre I.

Art. 1. — La religion catholique, apostolique et romaine sera librement et publiquement exercée en France par ceux qui la professent.

Sa Sainteté et le gouvernement, chacun en ce qui les concerne, concourront également à lever les obstacles qui peuvent s'y opposer.

Art. 2. — Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français.

Art. 3. — Sa Sainteté déclarera aux titulaires des évêchés français qu'elle attend d'eux avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifice, même celui de leurs sièges.

D'après cette exhortation, s'ils se refusaient à ce sacrifice commandé par le bien de l'Église (refus néanmoins auquel Sa Sainteté ne s'attend pas), elle pourvoira par de nouveaux titulaires au gouvernement des évêchés de la circonscription nouvelle, de la manière suivante :

Titre II.

Art. 1. — Le Premier Consul de la République nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté conférera l'institution canonique dans les formes établies par l'ancien concordat, lorsque les nominations lui seront notifiées.

Art. 2. — Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite seront également faites par le Premier Consul, et l'institution canonique donnée par le Saint-Siège en conformité de l'article précédent.

Titre III.

Art. 1. — Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront

directement entre les mains du Premier Consul le serment de fidélité dans la forme suivante :

« Je promets obéissance et fidélité au gouvernement et aux autorités établies par la constitution de la République française. »

Art. 2. — Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles, désignées par le gouvernement.

Art. 3. — La formule de prière suivante sera récitée à la fin de l'office divin dans toutes les églises catholiques de France :

Domine, salva Galliæ Consules, etc.

ou : Domine, salvam fac Galliam, etc.

Titre IV.

Art. 1. — Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses respectifs, qui n'aura d'effet que d'après le consentement obtenu du gouvernement.

Art. 2. — Ils nommeront à toutes les cures, et ils ne choisiront les pasteurs qu'après s'être assurés qu'ils sont doués des qualités requises par les lois de l'Église, et qu'ils jouissent de la confiance du gouvernement.

Art. 3. — Ils pourront avoir des séminaires et conserver des chapitres, sans obligation de dotation de la part du gouvernement.

Titre V.

Art. 1. — Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, seront remises à la disposition du culte catholique.

Art. 2. — Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion, déclare que ni elle, ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés en France, et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains.

Art. 3. — Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques dont les diocèses seront compris dans la circonscription nouvelle, ainsi qu'aux curés de leurs diocèses.

Art. 4. — Le gouvernement prendra également des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire

en faveur des églises, des fondations, dont il se réserve de régler les formes.

Titre VI.

Art. 1. — Sa Sainteté reconnaît dans le gouvernement français, en la personne du Premier Consul, les mêmes droits et prérogatives dont jouissaient près d'elle les rois de France avant la Révolution et le changement du gouvernement.

Art. 2. — Il est convenu entre les parties contractantes que, dans le cas où quelqu'un des successeurs du Premier Consul actuel ne serait pas catholique, les droits et prérogatives mentionnés dans l'article ci-dessus, et la nomination aux évêchés seront réglés par une nouvelle convention[1].

(Arch. du Vatican ; *Esame, P. IV, n° III.*)

620 ter. — Consalvi à Bernier.

(T. III, p. 161.) Paris, 4 juillet 1801.

Le cardinal Consalvi a reçu votre note officielle du 1er juillet[2], par laquelle vous lui annoncez que, malgré son mémoire du

[1] Quelques jours plus tard, dans ses notes du 7 et du 11 juillet, et dans un entretien du 11 avec Bernier, Consalvi a consenti à modifier son deuxième contre-projet, de la manière suivante :

Préambule. — Après les mots : « le gouvernement actuel » il a ajouté : « en la personne des Consuls auxquels il est confié. »

Tit. I, art. 1. — Il a remanié cet article, qui a été rédigé ainsi : « La religion catholique, apostolique, romaine sera librement exercée en France. Le gouvernement lèvera tous les obstacles qui peuvent s'y opposer. Son culte sera public, en se conformant, vu les circonstances, aux règlements de police qui seront jugés nécessaires. »

Tit. II, art. 1. — Il a remplacé les mots : « dans les formes établies par l'ancien concordat », par ceux-ci : « suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement du gouvernement. »

Titre III, art. 1. — Il a admis en principe le serment que les évêques prêtaient autrefois au roi, Bernier se chargeant de rechercher la formule la plus récente.

Ainsi modifié, le deuxième contre-projet de Consalvi est devenu le troisième, qui, mis au net et recopié par Bernier, a été adressé par lui, le 12 juillet, directement au P. Consul. — Nous croyons inutile de recomposer ici le texte intégral de ce troisième contre-projet : il pourra être suppléé sans peine par les lecteurs. Il diffère, d'ailleurs, très peu de la reconstitution (t. III, p. 184, note) que nous avions tentée avant de connaître le texte du deuxième contre-projet.

[2] Pièce n° 618 *bis*.

27 juin[1] tendant à démontrer l'impossibilité dans laquelle il se trouve d'admettre et signer le projet que vous lui avez fait passer avec votre note du 25 juin[2], nonobstant aussi la nouvelle rédaction d'un projet qu'il y avait joint[3], le gouvernement français persiste à demander que son projet, joint à ladite note, soit admis, et le propose de nouveau comme l'*ultimatum* et exige qu'il soit signé sans délai. Le soussigné ne peut exprimer la douleur qu'il éprouve en voyant que les raisons, exposées dans son mémoire, n'ont pu convaincre le gouvernement, qu'il lui est impossible de signer ledit projet, attendu que, la substance du projet remis par Sa Sainteté étant essentiellement altérée, il n'a pas le pouvoir de le signer, comme on aura pu s'en convaincre par la lecture du bref de Sa Sainteté, dont il vous a remis copie.

L'omission de certaines choses existantes dans les articles du projet remis par Sa Sainteté et regardées comme essentielles par le Saint-Père, l'insertion de quelques autres qui, selon lui, sont contraires aux lois de l'Église, enfin certaines expressions qu'[il] n'a pas cru pouvoir admettre, voilà ce qui altère essentiellement le projet du Saint-Père; voilà, par conséquence, ce qu'il est défendu au soussigné d'admettre, et ce qu'il ne pourrait signer sans se rendre coupable de désobéissance et de prévarication. Et il observe de plus que sa signature ne servirait de rien, attendu que, comme le Saint-Père l'a marqué dans sa lettre au Premier Consul, sa conscience lui défend d'admettre ou d'omettre les susdites choses, [et] il ne pourrait pas les ratifier.

Mais dans la dure nécessité où se trouve le soussigné de répéter que le projet, qu'on lui propose de nouveau comme l'*ultimatum* de sa négociation, est inadmissible à cause des raisons déjà exposées, désirant cependant avec la plus vive ardeur, comme il ne se lassera jamais de répéter, de mettre fin à une négociation qui doit produire le bien de la religion et assurer toujours davantage la tranquillité et la paix intérieure de la France, il s'est mis l'esprit à la torture pour rédiger un projet tel qu'il puisse croire

[1] Pièce n° 610 *quater*.
[2] Note de Bernier (pièce n° 610 *bis*), accompagnant le projet VII (pièce n° 610).
[3] Le premier contre-projet de Consalvi, joint à sa note du 27 juin (pièce n° 610 *ter*).

ne pas altérer la substance de celui du Saint-Père, et se concilier le plus possible avec les vues manifestées par le gouvernement.

La nouvelle rédaction du projet que le soussigné joint à la note, est le fruit des conférences qu'il a eues avec vous dans les derniers jours. Il a donc toute raison d'espérer que le gouvernement en sera satisfait, puisque vous l'avez été vous-même.

Le soussigné déclare qu'il est prêt à le signer sans délai, et vous invite à demander les pouvoirs nécessaires pour le même objet. Il se flatte que le Saint-Père voudra bien y mettre le sceau de son approbation et de sa ratification.

Le soussigné déclare aussi qu'ayant usé de tous ses pouvoirs dans la rédaction des articles du projet ci-joint, qu'il vous transmet, il lui serait absolument impossible d'aller plus loin. Le soussigné ne saurait se dispenser de faire observer ici tout ce qu'il a fait pour réduire le projet au point où il se trouve, et pour adhérer aux vues du gouvernement, sans altérer la substance du projet remis par le Saint-Père.

Préambule. — Le soussigné, dans l'impossibilité d'omettre entièrement l'expression regardée comme indispensable par lui dans son article 1er : « Le gouvernement de la République française professant la religion catholique », pour les raisons déjà exposées dans l'écrit intitulé « Ragioni », et rappelées par le soussigné dans sa note du 27 juin, a imaginé que la qualité de catholique dans le gouvernement actuel ne soit pas énoncée par le gouvernement même, comme si c'était un aveu ou une déclaration qu'on exigeât de lui; mais par le Saint-Père, qui, par les expressions qu'il emploie, [la] dénonce comme un fait qu'il suppose existant, et par manière d'un éloge très honorable, reconnaissant qu'il en revient à la religion le plus grand bien et le plus grand éclat. Le soussigné ne saurait imaginer que le gouvernement actuel n'agréât pas un éloge si illustre dans la bouche de Sa Sainteté. Les mots « profession particulière », et l'article 2, titre VI : ne permettent pas de supposer que l'on entend parler d'un gouvernement constitutionnellement catholique.

Titre Ier, art. 1er. — Le Saint-Père, dans l'écrit[1] envoyé avec le projet, a déjà produit les raisons pour lesquelles il ne pouvait pas

[1] Les « Ragioni » (pièce n° 401).

absolument ne pas exiger la publicité du culte en France (et le soussigné les a rappelées dans sa note du 27 juin). L'omission de la publicité altérait donc la substance du projet transmis par le Saint-Père, comme il est plus qu'évident, surtout le soussigné ayant consenti à supprimer d'autres choses qu'il y avait dans cet article. Le soussigné voyant que le gouvernement fait difficulté sur l'expression que l'exercice sera « libre et public » en France, y a substitué celle-ci : « La religion catholique, apostolique, romaine, sera librement et publiquement exercée en France par ceux qui la professent. » Ces derniers mots « par ceux qui la professent » montrent assez qu'on n'entend pas de la prescrire à tout le monde. Outre cela, la nouvelle formule ne donne pas lieu à en pouvoir déduire les conséquences que le gouvernement craint qu'on puisse en déduire de l'autre, comme vous en avez convenu dans la conférence que nous avons eue ensemble.

Art. [3]. — Dans la nouvelle rédaction, on s'est rendu au désir du gouvernement en ajoutant à l'article de Sa Sainteté les mots « même celui de leurs sièges », et en ajoutant encore « par de nouveaux titulaires » après les mots « elle pourvoira. »

On aurait désiré de conserver les mots « de leur zèle pour la religion », qui serviraient non seulement à adoucir l'expression de cet article et la force de sa substance, mais qui engageraient encore davantage les évêques à faire de bon gré le sacrifice exigé, en s'entendant dire par le Pape qu'il reconnait dans leur zèle même un titre pour le faire. Le Saint-Père parlant lui-même dans cet article, il semblerait que le gouvernement ne devrait y trouver aucune difficulté, et qu'il devrait au contraire agréer qu'on rendît plus facile et plus paisible l'exécution de ses vues. C'est pour cela que le soussigné désire de conserver ces mots; mais, si l'on refuse d'y consentir, il n'entend point altérer la rédaction qui ne les contient [pas].

Titre II, art. 1er. — On a consenti à supprimer le mot « catholique », le 2e article du titre VI ayant pourvu à l'objet que s'est proposé Sa Sainteté.

On s'est encore prêté au désir du gouvernement, en disant « ancien concordat » au lieu du « concordat entre Léon X et François Ier ».

Titre III, art. 1er. — Dans la formule du serment que l'on doit prêter, on a adopté celle que vous avez proposée officiellement

dans la note du 26 prairial (15 juin)[1], nommant la constitution et ajoutant, outre le gouvernement, les autorités établies par elle.

Titre IV, art. 1er. — On a admis que la nouvelle circonscription des paroisses, que devront faire les évêques, n'aura son effet qu'après le consentement obtenu du gouvernement.

Art. 2. — On a cherché à rassurer davantage le gouvernement, en disant que les évêques qui nommeront à toutes les cures, ne choisiront les pasteurs qu'après s'être assurés qu'ils sont doués des qualités requises par les lois de l'Église et qu'ils jouissent de la confiance du gouvernement.

Titre V, art. 2. — On a encore ajouté dans cet article la déclaration de Sa Sainteté que la propriété des biens aliénés, les droits et les rentes y attachés, resteront incommutables dans les mains des acquéreurs.

Art 4. — On a ajouté que le gouvernement « se réserve d'en régler les formes. »

Pour ce qui regarde l'art. 1er du titre VI du projet transmis avec la note du 25 juin, le soussigné se réfère à ce qu'il a déjà dit dans la note du 27 juin, et à une autre note particulière[2] qu'il joint à la présente.

Toutes les susdites nouvelles expressions et formes, que le soussigné croit ne pas altérer la substance des articles remis par le Saint-Père, sont une nouvelle preuve de l'intérêt qu'il prend à la prompte conclusion de la négociation. Puisque vous avez vous-même approuvé ces formes et expressions, et que vous avez été convaincu qu'elles sont absolument tout ce qui peut être compris dans les bornes du pouvoir du soussigné, il ne reste plus qu'à terminer la négociation en signant tous les deux le projet ci-joint, sous la réserve toutefois, exigée par le bref de Sa Sainteté, de le soumettre à son approbation et ratification, et de ne pas le publier auparavant, comme le soussigné l'a demandé dans sa note du 27 juin.

Note A.

Paris, le 4 juillet 1801.

Je vous ai déjà marqué, par ma note officielle du 27 juin, les raisons pour lesquelles Sa Sainteté, quoique disposée à faire jouir

[1] Pièce n° 564 *bis*.
[2] La note A, qui suit.



de tous les effets de sa paternelle indulgence les ecclésiastiques qui ont notoirement renoncé à leur état, ou qui sont entrés dans les liens du mariage, a cru ne devoir pas en faire un article de la convention avec le gouvernement français. Permettez, Mr, que je vous parle maintenant, non comme à un négociateur qui jouit de la confiance du gouvernement, mais comme à un ministre du sanctuaire, qui a toujours soutenu et qui soutient toujours par tant de vertus la dignité de son auguste caractère.

Vous n'ignorez pas qu'il y a longtemps que l'Église gémit sur le sort des malheureux ecclésiastiques qui, ayant oublié la sainteté de leurs engagements, ont été victimes de la faiblesse humaine; et je puis vous assurer que Sa Sainteté n'a rien de plus à cœur que de contribuer à leur salut par tous les moyens de douceur et de charité qui sont en son pouvoir. Mais vous n'ignorez pas non plus que ces moyens ont des bornes, et sont soumis à certaines formes, que Sa Sainteté peut bien adoucir autant qu'il est possible, mais qu'elle ne peut pas faire entièrement oublier.

Remarquez aussi que, quoique malheureusement le nombre des infortunés ecclésiastiques dont il s'agit ne soit pas petit, cependant on ne le connaît pas dans toute son étendue. Or, en insérant dans la convention l'article dont il est ici question, non seulement on ferait croire qu'il a fallu un traité solennel pour engager Sa Sainteté à faire usage de son indulgence envers les dits ecclésiastiques, ce qui répugne à la vérité ; mais, ce qui serait encore plus fâcheux, c'est que l'on redoublerait le scandale en donnant occasion, par un acte si éclatant, de croire le nombre de ces ecclésiastiques plus grand encore qu'il n'est, et de s'entretenir de leurs égarements, sur lesquels il faudrait, s'il était possible, jeter un voile impénétrable.

Vous êtes enfin trop instruit des canons de l'Église sur ces matières pour ne pas convenir que — ou les ecclésiastiques qui ont notoirement renoncé à leur état ou qui sont entrés dans les liens du mariage, désirent de rentrer dans leur devoir et d'être de nouveau placés parmi les ministres du sanctuaire ; et il y a, dans ce cas, certaines règles déterminées à suivre ; — ou lesdits ecclésiastiques veulent seulement être admis à la communion laïque ; et vous n'ignorez pas qu'il y a des règles déterminées pour les cas différents et suivant les diverses circonstances, par lesquelles les mêmes cas peuvent exiger différentes mesures. Il

suit de tout cela qu'il est très difficile de pouvoir placer, dans le concordat, un article par lequel il soit pourvu aux différents besoins de tous les ecclésiastiques, et qu'il est absolument impossible d'adopter l'article tel qu'il est dans le projet qui a été présenté. Il n'est donc que trop nécessaire d'écarter de la convention un tel article.

La sainteté du sacerdoce, le respect que nous devons à notre caractère, les règles enfin de l'Église nous le demandent. Assurez le Premier Consul, et je suis prêt à le faire par une note officielle si on le veut, que Sa Sainteté, dans le même temps qu'elle enverra la ratification, donnera un bref, par lequel elle prendra à l'égard desdits prêtres toutes les mesures les plus convenables à son indulgence paternelle, et qui dans des cas pareils ont été prises par le Saint-Siège.

J'aime à me flatter que vous voudrez bien éclairer la religion du Premier Consul sur cet objet, qui est de la plus grande importance, et que vous contribuerez, par votre zèle connu, à l'accomplissement des vues de Sa Sainteté.

Note B.

Paris, le 4 juillet 1801.

D'après toutes nos conférences et les notes[1] que je vous ai adressées, vous aurez compris que Sa Sainteté, prête à faire tout ce qui est en son pouvoir pour seconder les désirs du Premier Consul, à l'égard de la déclaration à faire aux évêques légitimes par rapport au sacrifice, qu'elle attend de leur zèle pour la religion, de se démettre même de leurs sièges épiscopaux, elle ne peut suivre la même marche vis-à-vis des évêques constitutionnels. L'on a désiré que, dans la convention, le mot de « légitimes, » appliqué aux évêques que Sa Sainteté invitera, pour le bien de la paix et de l'unité de l'Église, à donner leur démission, soit changé en « titulaires. » Vous m'avez assuré, de vive voix, que le gouvernement ne regarde comme évêques titulaires que les évêques légitimes, puisque véritablement les constitutionnels

[1] Voir la note du 27 juin (pièce n° 610 *quater*). — Consalvi y demandait déjà une explication officielle sur le sens du mot « titulaires. » Son insistance pour l'obtenir était justifiée par la protection qui entourait le concile des constitutionnels, ouvert depuis le 29 juin (t. III, p. 148), et par des propos encore plus récents du Premier Consul (t. III, p. 156 if.).

n'ont aucun titre canonique aux sièges sur lesquels ils se sont placés d'eux-mêmes. D'après cette assurance, je me suis rendu, comme le gouvernement l'a désiré, à substituer dans la convention le mot « titulaires » au mot « légitimes. »

Pour tranquilliser cependant Sa Sainteté sur cet article, et pour l'assurer que, d'après non seulement la juste interprétation que l'on doit donner au mot « titulaires », mais que, par l'interprétation donnée à ce mot par le gouvernement, il n'entend en aucune manière comprendre les évêques constitutionnels parmi ces titulaires et que, par conséquent, par le changement de cette rédaction, je ne me suis pas écarté de la substance de ses intentions, je vous engage à me donner une assurance officielle que le gouvernement, dans ces mots « évêques titulaires », n'entend pas y comprendre les constitutionnels. Je me flatte que vous ne trouverez pas mauvais que, voulant être fidèle dans l'exécution des ordres de Sa Sainteté, je pousse ma délicatesse jusqu'à ce point.

(Arch. du Vatican ; *Esame, P. IV, n° 11.*)

628 bis. — Bernier à Consalvi.

(T. III, p. 180.) Paris, 18 messidor an IX (7 juillet 1801[1]).

J'ai communiqué au Premier Consul, aujourd'hui 18 messidor (7 juillet), votre note officielle du 15 (4 juillet) et le projet y joint. Il me charge de faire à V. Em. de nouvelles observations[2]. Elles seront courtes, et n'auront de rapport qu'au légitime exercice de son pouvoir, qu'il craint d'excéder, comme V. Em. redoute également d'aller au delà des siens.

Il est né catholique ; il veut vivre et mourir dans cette religion. Il consent à signer un traité dans lequel Sa Sainteté reconnaîtra son catholicisme ; mais il ne peut pas souscrire, au nom de tous les membres qui forment le gouvernement, cette déclaration essentiellement personnelle. Il désire donc qu'après les mots « la profession qu'en fait » on substitue, dans le préambule,

[1] La note de Bernier n'a été remise que le 8 juillet (t. III, p. 183).

[2] Les observations du P. Consul se réfèrent au 2e contre-projet de Consalvi. Elles portent sur le préambule, l'art. 1 du titre I, l'art. 1 du titre III, et l'article 1 du titre II. (Cf. t. III, p. 183 et 225)

ceux-ci : « le Premier Consul actuel. » Ce changement doit vous paraître indifférent, puisqu'il est incontestable que, dans tous les traités, le Premier Consul représente le gouvernement.

Il désire aussi que le mot « publiquement », inséré dans le 1er article, reçoive quelque modification. Il pourrait se faire qu'on y attachât l'extension indéfinie du culte extérieur; condition qu'il ne peut admettre, parce qu'il est des lieux dans lesquels, soit l'irréligion, soit la diversité d'opinion a été telle qu'il serait impossible d'y exercer de suite, au dehors, les cérémonies de l'Église, sans y être insulté. Le Consul veut donc, dans ce cas, ne rien précipiter, faire tout avec mesure et précaution, sans qu'on puisse l'accuser de ne pas tenir à ses engagements. Il vous invite, en conséquence, à prendre en considération la première des notes explicatives, qu'il a dictées en ma présence à son secrétaire, et que je vous communique même en original, pour vous assurer davantage de ses intentions.

Il désirerait aussi qu'à la formule du serment proposé on substituât l'ancien serment des évêques français, comme le plus expressif, en retranchant dans tous les cas ces mots « autorités constituées », et le modifiant ainsi qu'il est expliqué dans la seconde note que je vous ai confiée.

Il lui paraît encore que les mots « par l'ancien concordat », qui rappellent une convention qui, quoique utile, a été mal vue par beaucoup de Français, devraient être remplacés par ceux-ci : « suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement du gouvernement » ; ce qui revient au même.

Je suis persuadé que V. Em. souscrira sans peine à ces nouveaux changements, sans lesquels le gouvernement, quelque désireux qu'il soit de seconder les vues de Sa Sainteté pour la religion, ne pourrait souscrire au traité, sans promettre au delà de ce qu'il peut et doit exécuter. Je saisis avec plaisir cette occasion pour renouveler à V. Em. l'hommage de mon profond respect.

Première note explicative du Premier Consul [1].

La religion catholique, apostolique et romaine sera exercée dans les églises publiques destinées par le gouvernement à son culte, dans lesquelles elle jouira de toute la liberté, publicité et sûreté convenable.

Il sera expressément défendu d'exercer dans des oratoires, chapelles particulières, ou autres lieux privés, sauf les exceptions qui étaient d'usage, et avec le concours de l'autorité administrative.

Formule du serment à substituer.

« Vous jurez et promettez à Dieu, sur les saints Évangiles, de garder fidélité et obéissance au gouvernement établi par la constitution française, de n'avoir jamais aucune intelligence, soit dedans, soit dehors avec aucun prince étranger, de n'entretenir et fomenter aucune ligue avec les ennemis du gouvernement, et si, dans le ressort de votre diocèse ou ailleurs, vous entendez qu'il se trame quelque chose à son préjudice, vous serez tenu et obligé d'en donner avis en toute diligence. Vous le jurez et promettez ainsi à Dieu et au Premier Consul. »

(Arch. du Vatican; *Esame, P. IV, n° v.*)

628 ter. — Consalvi à Bernier.

(T. III, p. 180.) Paris, 7 juillet 1801 [2].

Le cardinal Consalvi a reçu, Mr, votre note d'aujourd'hui, qui renferme les nouvelles observations que le Premier Consul vous a ordonné de lui présenter, relativement à des articles de la dernière rédaction du projet joint à sa note officielle du 4 juillet.

Le soussigné s'était flatté que cette rédaction, qu'il avait concertée avec vous, aurait été entièrement agréée par le Premier Consul, et que rien n'aurait plus retardé la signature, qui est

[1] (Cf. t. III, p. 238 if., 240.)

[2] La note de Bernier, datée du 7 juillet, n'ayant été remise que le 8, il est évident que la réponse de Consalvi n'a pu être rédigée et remise plus tôt. En adoptant la date du 7, Consalvi a voulu probablement établir par un signe matériel que sa réponse était, en réalité, du même jour que la note de Bernier.

l'objet des désirs communs. Il ose encore se flatter, que par le moyen des éclaircissements qu'il va donner sur les observations qui lui ont été faites, et par les facilités qu'il va proposer (facilités qui, dans les bornes de ses pouvoirs, sont tout ce que sait lui suggérer l'ardent désir de terminer cette négociation), il parviendra à éloigner tous les obstacles qui s'y opposent encore.

Vous observez au soussigné qu'on a de la difficulté de souscrire à la reconnaissance, que fait Sa Sainteté dans le préambule, du catholicisme de tous les membres du gouvernement. Vous avez remarqué, de plus, que le mot « gouvernement » pourrait être considéré comme comprenant toutes les autorités constituées, dont on ne pourrait peut-être pas dire avec vérité que toutes professent la religion catholique, et le Premier Consul ne pourrait le stipuler pour elles.

Le soussigné vous prie d'observer qu'au titre IV de la constitution, il est établi que sous le mot « gouvernement » on n'entend que les trois Consuls de la République : ce mot ne peut donc s'entendre que d'eux, et Sa Sainteté n'entend pas l'étendre à d'autres. Les deux autres Consuls, selon vous, ne trouvent, non plus que le Premier, aucune difficulté à ce que le Pape reconnaisse leur catholicisme, et qu'il exalte les avantages et le lustre qui en reviendront à la religion. Il semble donc qu'il ne peut y avoir aucun obstacle à conserver le mot « gouvernement » que Sa Sainteté a employé; et le soussigné ne se croirait pas autorisé à le changer, sur le motif surtout que le Saint-Père a désiré que la reconnaissance du catholicisme tombât sur l'union en cette profession du gouvernement français, avec lequel on stipule le traité. Néanmoins, pour ôter tout doute que le mot « gouvernement » puisse être entendu à plusieurs classes de personnes, le soussigné propose d'employer cette expression : « le gouvernement en la personne des Consuls » ; et ainsi le mot « gouvernement » recevra, d'une manière plus claire et plus précise, la seule interprétation que lui donne la constitution.

Votre seconde observation tombe sur les modifications que vous proposez au mot « publiquement », relatif à l'exercice du culte, que l'on voudrait borner pour le présent à l'intérieur des églises.

Le soussigné vous prie de faire observer au Premier Consul, que Sa Sainteté, en correspondance de toutes les concessions

qu'elle fait dans le traité, a demandé la publicité de l'exercice de la religion catholique, sans restriction. Si le soussigné en admettait quelqu'une, il altérerait, comme cela est évident, la substance du projet de Sa Sainteté; ce qui outrepasserait ses pouvoirs, comme on peut s'en convaincre par la lecture du bref qu'il a communiqué au gouvernement. Il se trouve donc dans l'impossibilité d'admettre l'article restrictif; tel qu'on le propose. Sa signature deviendrait par là-même inutile; et il se rendrait coupable d'une faute grave, surtout après avoir retranché tant d'autres choses de l'article de Sa Sainteté. Le soussigné ne laisse pas cependant que d'entrer dans les vues du gouvernement, et de goûter les motifs qui, dans les circonstances actuelles, peuvent lui faire désirer de ne pas donner, sitôt et pour tous les lieux, une étendue indéfinie à l'exercice des cérémonies religieuses hors de l'enceinte des églises; et cela pour l'avantage et l'honneur même de la religion, afin qu'elle ne soit pas exposée à des insultes, et que la tranquillité publique ne soit pas compromise. En conservant l'article tel qu'il est, le soussigné s'engage à faire valoir auprès de Sa Sainteté ces raisons et ces motifs, et à les lui exposer avec cette énergie qui puisse correspondre aux désirs du gouvernement; et il ne doute point que le Saint-Père, sans retard et dans une forme ostensible au besoin, s'accordera avec le gouvernement afin que de telles mesures, commandées pour le présent par la nécessité, aient leur effet.

Votre troisième observation est relative au serment. Vous dites qu'à la formule proposée officiellement par le gouvernement français et approuvée par Sa Sainteté, on voudrait substituer celle du serment de fidélité que les évêques prêtaient au roi, en l'adaptant aux circonstances présentes, et qu'on n'y parle point des « autorités constituées », mais seulement du Premier Consul. A la suppression des mots « autorités constituées » le soussigné n'oppose aucune difficulté. Mais quant au changement de formule, il observe que, quelque bonne raison qu'on puisse avoir pour en proposer une nouvelle, il est toujours vrai de dire, que la formule examinée et approuvée par Sa Sainteté, est celle qui est dans le projet; formule proposée par le gouvernement lui-même dans plusieurs notes officielles, et notamment encore dans votre note du 2 [6] prairial (15 juin)[1]. Le soussigné

[1] Pièce n° 564 bis.

ne saurait donc prendre sur lui, dans une matière si délicate, de substituer une formule que le Saint-Père n'a pas encore vue.

Il observe encore que ladite formule n'était pas commune aux curés, dont on exige aujourd'hui le serment. Raison de plus pour le soussigné de ne rien arbitrer sur cette matière.

En employant cependant dans le traité la formule proposée par le gouvernement et approuvée par Sa Sainteté, le soussigné non seulement s'engage à faire connaître au Saint-Père le désir, qu'aurait le Premier Consul, de substituer l'ancienne formule avec les changements adaptés au nouveau gouvernement, mais il contribuera de tout son pouvoir pour que son désir soit satisfait.

L'on observe enfin au soussigné, que l'on désire substituer aux mots « l'ancien concordat » ceux-ci : « suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement du gouvernement. » Le soussigné ne croyant pas qu'un tel changement altère la substance, n'a aucune difficulté de l'admettre.

Les choses étant réduites à ce point, le soussigné, animé du désir de mettre fin à une négociation qui doit également contribuer au bien de la religion et au maintien de la paix intérieure de la France, vous engage à obtenir du Premier Consul les pouvoirs nécessaires pour en hâter la conclusion définitive.

(Arch. du Vatican, *Esame, P. IV, n° VI.*)

630 bis. — Bernier à Consalvi.

(T. III, p. 184.) Paris, 20 messidor an IX (9 juillet 1801).

Vous désirez une explication[1] sur le sens du mot « titulaires », adapté à ceux que le Saint-Père doit inviter à se démettre de leurs sièges.

Je suis autorisé à vous dire que le mot « titulaires » ne renferme que ceux qui sont canoniquement institués. Il est le même sous ce rapport que le mot « légitimes » ; et, si l'on supprime celui-ci, c'est qu'on ne veut pas réveiller d'anciens souvenirs en cherchant à les éteindre

Le gouvernement n'a jamais prétendu obliger Sa Sainteté à mettre sur la même ligne les évêques qu'elle reconnaît et ceux

[1] Bernier répond à la note B, qui lui a été remise par Consalvi le 4 juillet (pièce n° 620 ter).

qu'elle rejette. Ainsi a-t-il consenti à supprimer les mots « à quel titre que ce soit [1]. » Néanmoins il verrait avec plaisir, que, sans réputer titulaires ceux qui ne le sont pas, Sa Sainteté trouvât un moyen d'inviter, au moins indirectement, les évêques dits constitutionnels à souscrire à l'abandon de leurs fonctions. Cette condescendance paternelle, faite sans aigreur, pourrait produire un bon effet. Fussent-ils les brebis les plus égarées, la voix du pasteur peut frapper leurs oreilles, sans que la dignité du pasteur soit compromise. Le gouvernement s'en rapporte sur cet objet à la prudence du Saint-Siège, comme il désire qu'il soit sans inquiétude sur le remplacement du mot « légitimes » par celui de « titulaires. » Ce dernier est le seul fondement de l'autre: ainsi ce n'est qu'un changement de la conséquence au principe.

(Arch. du Vatican, *Esame*, *P. IV*, n° *XVIII*.)

630[ter]. — Bernier à Consalvi

(T. III, p. 184.) Paris, le 22 messidor [an IX] (11 juillet 1801).

J'ai communiqué au Premier Consul et à ses deux collègues réunis votre dernier projet de convention. Ils ont vu, avec une égale surprise, je dirai plutôt avec un mécontentement vivement exprimé, qu'on voulût de nouveau les astreindre, par une convention, à une publicité de culte indéfinie: en sorte que chacun de ceux qui jouiraient d'un culte très étendu au dehors, l'envisagerait comme la conséquence d'une obligation, et non pas un bienfait; ceux au contraire qui ne pourraient, vu les circonstances, exercer le culte aussi publiquement, seraient portés à croire que le gouvernement ne remplit pas à leur égard des obligations déjà contractées. Il résulterait de cet état de choses, que les plus favorisés ne lui conserveraient aucune reconnaissance, et que les restreints l'accuseraient d'infidélité dans ses promesses. Je vous laisse à penser si cette position peut et doit lui paraître admissible.

En vain ai-je offert un bref explicatif rempli d'éloges pour le gouvernement de la part de Sa Sainteté. Le Premier Consul m'a

[1] Ces mots, qui se trouvaient dans le Projet V (pièce n° 222; t. I, p. 352 et 408) et dans ses Variantes (t. II, p. 59), avaient été remplacés par le mot « titulaires » déjà dans le Projet VI (pièce n° 564; t. III, p. 60).

répondu : qu'il attachait le plus grand prix à l'estime du chef de la religion, qu'il en donnait en ce moment la preuve en concourant avec lui au retour de la religion ; mais que, comme chef d'un gouvernement qui par le vœu du peuple succédait à l'ancien, il ne pouvait ni ne devait faire dépendre d'un bref émané de la puissance spirituelle les droits que la police temporelle pouvait exercer, et dont les monarques français avaient usé dans tous les temps.

En conséquence de ces observations, il m'a déclaré qu'il consentait à l'insertion du mot « publiquement » dans le premier article ; mais qu'il voulait expressément qu'on y ajoutât les suivants : « en se conformant aux règlements de police, que le gouvernement jugera nécessaire de faire. »

Je suis chargé en même temps d'ajouter que, par cette clause, le gouvernement ne prétend pas s'attribuer un nouveau droit, ni enchaîner l'exercice extérieur de la religion qu'il professe lui-même ; il veut seulement céder aux circonstances ce que la nécessité lui prescrit, et ne pas s'obliger indéfiniment au delà de ce qu'il peut faire. Si des temps plus heureux, si des circonstances moins pénibles lui permettent de donner à la religion, dans tous les lieux, la splendeur et l'éclat qu'elle mérite, il saisira cette occasion avec empressement. Ces mesures de police ne sont que des moyens dictés par la prudence : s'il les oubliait, il trahirait ses devoirs et compromettrait par là-même le succès de la négociation. Ce n'est pas à la suite d'une longue et terrible révolution, que l'on peut calmer tout, pour tous les hommes, dans le même instant et relativement à tous les pays. Il faut que les moyens que l'on prend pour y parvenir soient réglés d'après l'état actuel des choses, sans prétendre faire, des mesures dictées pour le moment, une obligation pour l'avenir. A mesure que la religion reprendra son empire en épurant les mœurs, le gouvernement, qui la protège, ne lui offrira plus le lien cruel des circonstances, mais l'amour et la liberté qu'elle garantit à tous. En un mot, il veut pouvoir faire, sans contradiction, ce que les circonstances nécessitent ; mais il déclare qu'il ne se servira jamais de ces mêmes circonstances, pour imposer à l'Église un nouveau joug et s'attribuer un nouveau droit, lorsqu'elles seront sagement écartées. Ces réflexions vous prouvent et la pureté de ses vues et la nécessité d'une condescendance de votre

part, dont tous les motifs éclatent en ce moment sous vos yeux.

Il désire encore qu'on écarte toutes les formules de soumission proposées, adoptées, et commentées, pour s'en tenir à ce que l'Église romaine a, tacitement au moins, reconnu jusqu'à ce jour. Il est de fait que les évêques français prêtaient un serment de fidélité : il n'en veut pas d'autre, pour qu'on ne lui reproche pas d'avoir innové. Ce serment ne subira que de légers changements, suites inévitables de la Révolution et de l'abolition des droits féodaux, qui sous ce rapport sont purement temporels. Quand le gouvernement consent à se réduire à la forme d'un serment reconnu légitime avant lui, qui pourrait l'attaquer ? Et quand il étend cette même promesse aux autres ecclésiastiques, qui oserait dire que ce qui est légitime dans cette matière pour un évêque, ne l'est pas pour un prêtre ?

Daignez donc, Éminence, accéder dans le plus court délai à ces deux conditions, sans lesquelles j'ai l'ordre exprès de ne présenter aucun nouveau projet; et avec elles j'ai l'espoir de voir ma patrie heureuse et catholique. Vous êtes le premier ministre du chef de la religion, du successeur de Pierre, vous pouvez à ces deux conditions sauver l'Église de France et assurer le repos de Rome et de l'Italie : pourriez-vous hésiter? C'est en concevant l'heureux espoir du succès de ces demandes, que je me plais à répéter combien est grand le respect que je vous ai voué.

(Arch. du Vatican; *Esame, P. IV, n° VII.*)

630quater. — Consalvi à Bernier

(T. III, p. 184.) Paris, 11 juillet 1801.

Le cardinal Consalvi, Mr., reçoit dans le moment votre note officielle en date de ce jour : il se hâte d'y répondre de suite.

Le soussigné voit que la difficulté de la conclusion de la négociation se réduit à deux points seulement, savoir à l'addition que le gouvernement propose de faire au premier article relativement à la publicité du culte, et à la substitution de la formule du serment que prêtaient les évêques avant le changement du gouvernement (en l'adaptant à la forme du nouveau), à celle proposée officiellement encore dans votre note du 2[6] prairial (15 juin) et déjà approuvée par Sa Sainteté.

Le soussigné a déjà déclaré, dans sa dernière note du 7 juillet,

que, quant au premier article, la seule considération réfléchie de la nature de ses pouvoirs l'a persuadé qu'il ne pouvait signer le premier article tel qu'on le proposait, et l'avait engagé à offrir plutôt un bref de Sa Sainteté analogue aux vues du gouvernement. Ce ne fut aussi que la considération que le Saint-Père ne connaissait pas la nouvelle formule, que l'on propose aujourd'hui de substituer à celle qui a été examinée par Sa Sainteté, qui fit craindre au soussigné de prendre sur lui d'adopter un changement; offrant plutôt de conserver pour le moment la formule convenue, et de faire connaître au Saint-Père le désir du Premier Consul et d'en solliciter l'accomplissement.

Le soussigné voit par votre note que, quant au premier article, le gouvernement n'adhère pas au projet du bref, mais qu'il propose plutôt une nouvelle rédaction de ce même article. Cette circonstance, et la déclaration officielle que vous faites, dans votre note, du véritable objet que se propose le gouvernement, et du sens qu'il prétend donner aux paroles à ajouter à la suite de celles-ci : « son culte sera public », auquel « culte » on n'entend point mettre une restriction générale et perpétuelle, mais on veut que, pour l'exercer publiquement, on se conforme aux règlements de police que les circonstances actuelles peuvent rendre nécessaires ; — toutes ces considérations, dis-je, tranquillisent le soussigné, et le font adhérer aux désirs du gouvernement, en admettant, dans le projet, la rédaction du premier article dans les termes exprimés dans la note ci-jointe.

Quant au second point, savoir la substitution de la formule de l'ancien serment des évêques, le soussigné, voyant qu'il tient tant à cœur au Premier Consul qui ne croit pas devoir adopter le tempérament proposé dans la note du 7 juillet, a imaginé que la délicatesse qu'il avait de ne pas admettre une formule qui n'aurait pas encore été proposée à Sa Sainteté, peut cependant le tranquilliser, en réfléchissant qu'une formule usitée par les évêques sous l'ancien régime ne peut être inconnue au Saint-Siège. Et comme la substance de ce serment est la même que celle que présente la formule examinée par le Saint-Père, le soussigné ne croit pas devoir craindre que Sa Sainteté la désapprouve. Ainsi, pour ne plus retarder la conclusion de la négociation, il consent à admettre la substitution désirée par le Premier Consul, l'étendant même aux curés, le Saint-Père ayant déjà

consenti qu'ils prêtent le même serment que les évêques. Le soussigné convient donc dans la rédaction de l'article tel qu'il est exprimé dans la note ci-jointe, où l'ancienne formule est adaptée à la nature du nouveau gouvernement.

Ainsi donc les désirs du gouvernement relativement à ces deux articles étant pleinement remplis, à quoi se réduisaient vos finales exceptions, il ne reste plus qu'à terminer la négociation, et à la signer respectivement[1] : le soussigné déclarant, tant en son nom qu'en celui de Mgor l'archevêque de Corinthe, qu'ils sont prêts à le faire de leur côté, sous la réserve de l'approbation et ratification de Sa Sainteté, et que la teneur de la convention ne soit pas publiée avant qu'elles soient effectuées, comme il est ordonné au soussigné par le bref de Sa Sainteté.

(Arch. du Vatican; *Esame, P. IV, n° VIII*).

640 bis. — Bernier à Consalvi.

(T. III, p. 204.) Paris, le 13 juillet 1801 [vers 8 heures du matin].

L'arrêté concernant la signature de la convention a été pris hier par les Consuls[2]. Je suis autorisé à signer avec deux conseillers d'État : ces conseillers sont Joseph Bonaparte et Cretet.

Toutes les pièces n'étaient pas encore copiées à une heure, cette nuit.

Je retourne ce matin, à neuf heures et demie, chez Caillard; de là chez Joseph, puis chez vous. En attendant, M. de Chateau-Thierry[3] vous portera le livre relatif aux formes du

[1] Voir ce que nous avons dit (p 76, note) sur la 3e et dernière version du contre-projet de Consalvi.

[2] Pièce n° 633 (t. III, p. 196).

[3] Amable de Château-Thierry, né à Séez, en septembre 1737, émigra en 1791, se rendit à l'armée des Princes et revint, en 1793, prendre part aux troubles de l'Ouest. Bernier en fit un de ses hommes de confiance. En 1799, l'abbé le donna comme compagnon au chevalier de la Garde, envoyé par lui à Pétersbourg et à Mitau pour les affaires de la Vendée. Au mois de juin 1800, il le fit sortir du Temple, sollicita plusieurs fois pour lui une radiation, et ne l'obtint que le 20 avril 1802 en s'adressant directement au Premier Consul. M. de Château-Thierry servit de secrétaire à Bernier pendant la négociation religieuse : il l'avoua lui-même au préfet de police, au mois de février 1804. « Je suis bien persuadé, dit-il alors, qu'il (Bernier) s'emploiera pour moi auprès du P. Consul. J'ai travaillé avec lui pendant dix-huit mois, lorsqu'il s'est occupé du concordat. J'ai donné des gages certains de mon attachement au gouvernement et de mon respect pour son chef... »

serment, si comme je l'espère, il se trouve à la Bibliothèque[1].

Recevez, Éminence, mes félicitations sur le terme de vos travaux, et l'hommage de mon profond respect.

(Arch. du Vatican, *Esame, P. IV, nº IX*).

642 bis. — Bernier à Consalvi.

(T. III, p. 205.) 13 juillet [5 heures du soir][2].

Je vous préviens que la conférence aura lieu chez le cit. Joseph Bonaparte, ce soir à huit heures.

J'irai vous prendre à sept. Voici ce qu'on vous proposera d'abord : lisez-le bien; examinez tout; ne désespérez de rien.

Je viens d'avoir une longue conférence avec Joseph et Cretet. Vous avez à faire à des hommes justes et raisonnables. Tout finira bien ce soir.

Je vous offre mon profond respect.

Réponse du cardinal Consalvi.

Paris, le 13 juillet 1801.

Rien, Mr, rien n'égale notre surprise en lisant le brouillon que vous venez de m'envoyer. Je ne sais pas concevoir comment,

[1] M. de Château-Thierry a dû apporter au cardinal le serment prêté par l'archevêque d'Embrun en 1720 (cf. t. III, p. 193, note 2), tel qu'il était reproduit par Durand de Maillane, puisque ce texte forme l'annexe nº 16 de la dépêche et des éclaircissements de Consalvi du 16 juillet, et est imprimé dans l'*Esame* (P. IV, nº XVI) dans les termes suivants :

« Serment des évêques,

« Je jure le très saint et sacré nom de Dieu, Sire, et promets à Votre Majesté que je lui serai, tant que je vivrai, fidèle sujet et serviteur; que je procurerai son service et le bien de son État, de tout mon pouvoir; que je ne me trouverai en aucun conseil, dessein ni entreprise au préjudice d'iceux, et, s'il en vient quelque chose à ma connaissance, je le ferai savoir à Votre Majesté. Ainsi me soit Dieu en aide, et ses saints Évangiles. »

Il est probable que le temps avait manqué pour trouver une formule plus récente. Car déjà Bernier avait inséré, à la fin de sa note du 7 juillet, le serment de 1720, avec des modifications adaptées aux circonstances présentes. C'est la formule ainsi modifiée, du 7 juillet, qui a servi pour le projet arrêté par les plénipotentiaires le 14 juillet (pièce nº 643), pour le dernier projet du P. Consul (pièce nº 644), et enfin pour le texte définitif du concordat.

[2] Cette heure peut se justifier par deux raisons : 1º Bernier n'a pu notifier le moment de la conférence qu'après que ce moment a été fixé; or il paraît

après que nous sommes convenus en tous les articles, on puisse présenter, le jour même de la signature, une rédaction aussi différente de celle qui avait déjà été arrêtée, comme vous le savez si bien. Vous savez aussi que tous les mots ont été si étudiés, qu'ils ne peuvent recevoir aucun changement. Je suis navré de douleur en pensant qu'au lieu de nous réunir pour signer, je sois appelé à une nouvelle discussion. Mes pouvoirs ne me permettant d'autre changement, je réclamerai l'exécution de ce qui avait déjà été convenu et admis, et je vous prie de porter avec vous la note, que vous ne m'avez pas encore donnée, savoir celle que vous avez lue avant-hier, et que vous ne deviez que copier [1]. Si la copie n'est pas faite, n'importe, je serai content du brouillon, et la copie se fera après. Je suis bien triste, je vous l'avoue. Agréez les assurances de mon estime, etc.

(Arch. du Vatican, *Esame, P. IV, n° X*).

643bis. — Article additionnel au projet arrêté par les plénipotentiaires.

(T. III, p. 210.) [Paris, 14 juillet 1801.]

Les plénipotentiaires de Sa Sainteté promettent et s'engagent de faire tout ce qui dépendra d'eux pour que, dans l'intervalle de la ratification du Saint-Siège et avant celle du gouvernement, le Saint-Père consente à étendre les dispositions de l'article 13 aux biens ecclésiastiques non encore aliénés [2].

(Arch. du Vatican, *Esame, P. IV, n° XIII.*)

ne l'avoir été qu'après la signature des pouvoirs des plénipotentiaires français, qui a eu lieu vers cinq heures du soir (pièce n° 641). 2° Le billet de Bernier dit : « J'irai vous prendre à sept [heures] » Or, en rendant compte de ce billet dans une dépêche (t. III, p. 228), Consalvi dit que l'abbé « mi avvisava che fra due ore mi doveva condurre alla casa di Giuseppe Bonaparte. »

[1] Selon toute apparence, cette « note » consignait les modifications que Consalvi avait consenties à son 2e contre-projet pendant la journée du 11 juillet, d'abord dans un écrit officiel (pièce n° 630 *quater*), puis dans un dernier entretien avec Bernier. Il est probable que, dans cet entretien, c'était Bernier qui avait tenu la plume, et que la note était de sa main. En tout cas, après l'avoir relue devant Consalvi, il l'avait emportée, puisqu'il s'était chargé de mettre au net les corrections convenues, et d'adresser copie du tout au Premier Consul sous la forme plus claire d'un 3e contre-projet. Consalvi s'était prêté à cette marche, qui avait à ses yeux l'avantage de constater son accord complet avec Bernier. Mais, par contre, il se trouvait démuni de la « note », et comme il entendait s'en servir pour discuter avec les plénipotentiaires, il demandait à Bernier de lui en remettre au moins le brouillon.

[2] Voir t. III, p. 231, 250).

651 bis. — Consalvi à Doria.

(T. III, p. 262.) Parigi, 16 luglio 1801 [1].

Prego V. Em. con questa lettera di umiliare l'acclusa al S. Padre [2], in cui gli partecipo la nuova della conclusione del trattato. La prego ancora di fare avere con sicurezza l'acclusa a M. Alquier, a Napoli, con la prima occasione. Ringrazio l'Em. V. delle tante sue attenzioni e bontà a mio riguardo. Qui V. Em. è in benedizione universale; ciò che fa un vero piacere ai suoi fedeli servitori.

La prego dei miei ossequii all' Emo suo fratello [3], e con profonda venerazione le bacio...

(Arch. du Vatican, *Congr. des Aff extr.*)

659 bis. — Cobenzl à Colloredo.

(T. III, p. 270.) Paris, le 20 juillet 1801.

..J'espère que mes dépêches du 8 [4] et 9 de ce mois seront parvenues à V. Exc. Elle y aura vu l'état où était alors la négociation avec le cardinal Consalvi. En dernier résultat, le Premier Consul a nommé, comme plénipotentiaires dans cette affaire, Joseph Bonaparte, le conseiller d'état Cretet, et l'abbé Bernier, un des plus fameux Vendéens, qui, depuis sa réconciliation avec le gouvernement français, a toujours été employé dans la négociation tant avec le nonce Spina qu'avec le cardinal lui-même, auprès desquels il a constamment été l'organe des intentions du Premier Consul.

L'avant-dernière conférence chez Joseph Bonaparte a duré,

[1] Cette dépêche ne porte pas de numéro.
Les dépêches numérotées de Consalvi sont au nombre de vingt-deux. La première est datée de Paris, le 21 juin 1801 (pièce n° 595); la vingt-deuxième est celle qui est datée de Florence, le 4 août (pièce n° 717), et dont l'original, retrouvé dernièrement dans les arch. de la congrégation des aff. extr., porte en effet ce numéro. Comme il est vraisemblable que la dépêche précédente, datée aussi de Florence (pièce n° 715), était la vingt et unième, il ne manque, dans la série numérotée, que la dépêche n° 17 (Cf., t. III, p. 300).

[2] La lettre au Pape n'a pas été retrouvée. Nous supposons qu'elle était très courte et avait simplement le caractère d'un acte de déférence.

[3] Le card. Antoine Doria Pamphili.

[4] Pièce n° 629 (t. III, p. 180).

sans interruption, depuis quatre heures de l'après dîner jusqu'au lendemain à une heure après midi, sans qu'on ait pu s'accorder. Le Premier Consul était si persuadé, que, pour ce jour qui tombait précisément au 14 juillet, tout serait terminé, qu'il l'avait déjà fait annoncer dans le *Moniteur*, lorsque son frère vint lui rendre compte des difficultés qui existaient encore. Il en résulta des reproches très vifs, faits au cardinal en ma présence, lorsque nous nous trouvâmes ensemble à dîner chez le Premier Consul. Interpellé par celui-ci, je cherchai, autant qu'il dépendait de moi, à les rapprocher l'un de l'autre, et à concourir ainsi à un arrangement qui rétablit le culte catholique dans toute la France, et prévient de nombreux malheurs en Italie. La difficulté consistait surtout dans la manière d'exprimer ce rétablissement. Le Consul insistait à ce qu'il fût spécifié que le culte serait soumis à l'inspection de la police; le cardinal alléguant de son côté, que, dans tous les pays catholiques, rien ne se faisait à cet égard que conformément aux intentions du gouvernement, mais que cependant le Pape, qui de fait n'y mettait pas le moindre obstacle, ne pouvait pas se relâcher de ses droits par les expressions dont on se servirait, soit dans la convention, soit dans la bulle. Il voulait, en conséquence, que la suprématie du gouvernement fût passée sous silence[1]. Enfin, à la suite d'une nouvelle conférence qui eut lieu le 15, on tomba d'accord, moyennant l'expression « en se conformant aux règlements de police nécessaires à la tranquillité publique »; et la convention fut signée, de la part du Pape par le cardinal Consalvi, Mgor Spina et le Père Caselli; et, de la part de la France, par les trois plénipotentiaires susmentionnés[2]. La préséance du Pape a été observée dans les deux exemplaires de la convention, de manière que tous les plénipotentiaires ont signé dans la même colonne : en premier lieu le cardinal, ensuite Joseph Bonaparte, puis Mgor Spina, le conseiller d'état Cretet, le Père Caselli et enfin l'abbé Bernier[3]. Le cardinal n'ayant pas

[1] Cf. le récit de Consalvi, dans sa dépêche du 16 juillet 1801 (t. III, p. 243).

[2] Le 12 juin 1802, lorsque L. de Cobenzl, revenu à Vienne, y reçut du nonce, Mgor Severoli, la communication officielle de la publication du concordat «quanto a sè, disse, di rallegrarsene moltissimo, tanto più che non lo pareva vero che l' Emo Consalvi avesse potuto ottener tutto ciò che aveva ottenuto, non ostanti gli ostacoli che esistevano a Parigi nel tempo della sua negoziazione » (Journal de Severoli).

[3] Voir t. III, p. 219.

cru pouvoir me donner copie de l'acte avant qu'il n'ait été ratifié, je dois me borner à en joindre ici l'extrait, que j'ai fait de mémoire sur des notions qui me sont parvenues par des voies tout à fait indirectes. Le cardinal n'attendra pas ici l'arrivée des ratifications, sa charge de secrétaire d'État exigeant sa présence à Rome. Il laissera ici Mgor Spina pour y soigner les intérêts du Saint-Siège. Le rétablissement du culte catholique en France produira sans doute un fort bon effet pour le gouvernement actuel, le gros de la nation étant dans le fond du cœur attaché à la religion, et les contradicteurs se bornant aux soi-disant philosophes, presque tous concentrés dans la capitale..

Le 14 juillet, anniversaire de la Révolution, a été destiné à célébrer en même temps le rétablissement de la paix entre Sa Majesté et la République française. Le Premier Consul, entièrement rétabli de son indisposition, était venu quelques jours d'avance s'établir aux Tuileries, où il est encore. Je l'avais vu au spectacle dans sa loge, où par grand extraordinaire il m'avait fait conduire par son frère, mais sans qu'il y ait été question d'affaires. Au 14 juillet, il y eut grande parade, et après cela audience chez le Premier Consul pour le corps diplomatique. Bonaparte, en faisant mention de l'objet de la fête, en prit occasion pour me témoigner sa vive satisfaction sur le rétablissement de la paix, et son ardent désir d'entretenir la meilleure intelligence entre les deux gouvernements; à quoi je répondis, au nom de notre auguste Maître, par des assurances entièrement réciproques... Il y eut ensuite un grand dîner chez le Premier Consul, de deux cent quarante couverts, auquel furent invités tout le corps diplomatique et les étrangers de distinction. Le soir, toute la ville et les Champs-Élysées furent illuminés; il y eut grand feu d'artifice, et toutes sortes de divertissements pour le peuple. La veille, les spectacles de Paris avaient été donnés *gratis*. Tout s'est passé avec l'ordre le plus parfait, quelle qu'ait été l'affluence. Depuis l'heure de sept heures, les voitures avaient été interdites. Je me suis promené longtemps à pied, avec Joseph Bonaparte et quelques autres membres du gouvernement; et, quoique nous ne pussions pas être reconnus, nous n'avons éprouvé aucun embarras de la foule. Le premier Consul avait été au spectacle *gratis* de l'Opéra, où on l'a fort applaudi; mais il n'a pas paru à la fête du soir...

P. S. — L'ami[1] de qui je tiens les notions sur la convention conclue entre les plénipotentiaires de Sa Sainteté et le gouvernement français, m'a très instamment prié de ne point les divulguer, d'autant plus qu'on en tient ici le plus grand secret vis-à-vis du corps diplomatique. Je supplie donc V. Exc. de veiller à ce que, suivant l'engagement formel que j'ai contracté à cet égard, ces notions, que j'ai l'honneur de lui transmettre, ne soient connues de personne avant la publication de la dite convention.

(Arch. de Vienne.)

684 bis. — Bernier à Consalvi.

(T. III, p. 311.) Paris, 28 juillet 1801.

Je profite d'un courrier qui porte au général Murat le brevet de général en chef de l'armée d'Italie[2], pour vous exprimer la vive reconnaissance dont votre lettre d'adieu et le cadeau qui y était joint[3], m'ont pénétré. Soyez certain, Eminence, que tous les jours de ma vie je me rappellerai les instants heureux que j'ai passés avec vous, et qu'ils seront éternellement présents à ma mémoire.

Le gouvernement désire que vous accélériez autant que possible l'échange des ratifications. L'Assomption est, depuis le vœu de Louis XIII, la fête des Français : il convient que, ce jour-là, la France soit déclarée catholique. Tel est le vœu du Consul : faites l'impossible pour le seconder. Je lui ai parlé de nouveau du légat. Il incline toujours pour Caprara.

Le duc Braschi a ce qu'il désire : je le présente demain au Consul.

Souvenez-vous des prêtres constitutionnels ; adoucissez leur sort le plus possible. Il n'y a que ce moyen d'éteindre un schisme dangereux. Ce moyen est dans le cœur de Sa Sainteté et dans le vôtre : je n'ai pas le besoin de vous le suggérer. Je ferai, de mon côté, tout ce qui sera en moi.

Je souhaite à V. Em. le plus heureux voyage. Puisse-t-elle recueillir à Rome les bénédictions que Paris lui donne en ce

[1] Probablement Joseph Bonaparte.
[2] Voir t. III, p. 309.
[3] Voir la pièce n° 672 (t. III, p. 300), qui parle aussi du duc Braschi et du paquet venu de Londres.

moment ! Agréez, Éminence, l'expression de ma reconnaissance et celle de mon profond respect[1].

P.-S. — Je vous adresse un paquet que j'ai reçu de Londres pour vous, par la voie du cit. Otto.

(Arch. du Vatican, *Cong. des Aff. extr.*)

687 bis. — Rapport de Bernier.

(T. III, p. 318.) Paris, le 13 thermidor an IX (1er août 1801).

Rapport au ministre des relations extérieures sur la nouvelle circonscription des évêchés et archevêchés à conserver en France[2].

Votre désir était qu'il n'existât en France que cinquante, tant évêchés qu'archevêchés. Cette base de la division a servi de principe à la commission.

Mais, sur d'autres objets, les sentiments ont été différents. J'avais pris, dans mon premier travail, pour base de distribution, les départements réunis en divisions militaires : on a jugé que cette règle était vicieuse ; que les divisions militaires étaient inégales, proportionnées aux temps, susceptibles d'une grande réforme et n'ayant rien de commun avec la distribution ecclésiastique. On a pensé qu'il valait mieux suivre la division des tribunaux d'appel, parce qu'elle était plus législative et plus parfaite que l'autre ; qu'elle était fondée sur les relations de commerce et la facilité des communications, et qu'enfin l'Église rentrant dans l'État, ce serait plutôt les tribunaux que les militaires qui prendraient connaissance des querelles élevées à son occasion. On a ajouté, de plus, que la distribution des justices de paix servirait de règle à celle des paroisses, et qu'ainsi tout dépendrait des mêmes tribunaux et suivrait la même jurisprudence.

[1] La lettre de Bernier a été reçue par Consalvi à Florence, le 4 août (t. III, p. 355).

[2] Ce rapport, qui est l'original écrit de la main de Bernier, n'était pas destiné à la cour de Rome. Il a été remis hâtivement au courrier parti de Paris le 3 août, sans que Talleyrand ait pris le temps de faire donner à cette pièce une autre forme, ni même de la faire recopier (voir t. III, p. 326 note, et p. 499-500).

Cette base une fois adoptée, la France a été divisée en dix archevêchés ou métropoles : dont une pour les neuf Départements Réunis, à Malines; la seconde pour la rive du Rhin à Besançon ; la troisième à Lyon ; la quatrième à Aix pour les côtes de la Méditerranée; la cinquième à Toulouse pour celles d'Espagne; la sixième à Bordeaux pour les côtes de l'Océan ; la septième pour les départements de l'ouest à Tours, où elle était précédemment; la huitième pour les côtes de la Manche, à Rouen. Les deux autres sont dans l'intérieur, savoir Paris et Bourges. Quarante évêchés dépendront de ces métropoles. Nous les avons placés dans les endroits les plus centraux, les plus peuplés, les plus favorisés par d'autres établissements, et les plus fréquentés.

Aucun tribunal d'appel ne sera partagé, d'une métropole à l'autre, et tout ce qui sera soumis à cette même métropole ressortira des mêmes tribunaux.

Nous avons désigné moins d'évêchés dans certaines parties moins peuplées de l'intérieur, et dans celles du midi où la diversité des opinions diminue le nombre des catholiques. Nous les avons au contraire multipliés dans l'ouest et la ci-devant Normandie, parce que la population y est très nombreuse, les sentiments y sont uniformes, et que c'est là surtout que la religion doit agir avec plus de force pour réunir tous les esprits.

Chaque évêché est désigné par un cercle, autour de la ville où il est placé, et chaque métropole par un cercle double. L'arrondissement, tant des uns que des autres, est désigné par des bandes de même couleur sur la carte qui le représente.

Tels sont, cit. ministre, les travaux de la commission et les motifs qui l'ont dirigée. Si vous jugez que quelques changements soient indispensables, je vous prie de les indiquer; je les ferai rétablir sur la carte, pour l'adresser à Rome avec célérité.

(Arch. du Vatican, *App.*, *vol.* 25).

LA RATIFICATION DU PAPE
LA BULLE DE CIRCONSCRIPTION

Supplément des parties XV, XVI, XVII et XIX
(tomes III et IV)

706bis. — Doria à Antonelli

(T. III, p. 342.) Di casa, 28 luglio 1801.

Un corriere straordinario proveniente da Parigi, e giunto quà la sera de' 25 corrente, recò dispacci dell' Emo sig. cardinale Consalvi col risultato della trattativa ecclesiastica fra la S. Sede e il governo francese. Nel termine di quaranta giorni deve seguire il cambio delle ratifiche del trattato, ed è quindi indispensabile, che il corriere parta di quà al più tardi li 15 o 16 del prossimo agosto. Non avendo avuto effetto il progetto di convenzione spedito da Roma, è necessario di esaminare maturamente quello combinato a Parigi, e sottoscritto dai rispettivi plenipotenziari. Vuole quindi il S. Padre, che per agevolare l' esame medesimo, lo prendano frattanto in considerazione tre Emi sig. cardinali, cioè l' Em. V., e gli Emi Gerdil e Carandini, e che il patriarca di Gerusalemme adempia all' incombenza di segretario di questa ristretta congregazione [1], la quale adunerassi per la prima volta la sera di giovedì prossimo [2] alle ore 24, nelle camere del sig. cardinal Gerdil, dandosene fin da ora avviso a V. Em., senza che abbia a spedirsi altro intimo. Dovrà osservarsi, come si fece in addietro, il segreto del S. Uffizio, tale essendo la mente espressa di Sua Santità [3]...

(Arch. du Vatican, *Congr. des aff. extr.*)

[1] En marge : « Decano [Albani] e Giuseppe Doria furono aggiunti, per quieto vivere. » (Cf. t. III, p. 345 et 349.) La congrégation restreinte, chargée de préparer le travail, a donc été composée de cinq cardinaux (Albani, Antonelli, Carandini, G. Doria, Gerdil). Cf. t. III, p. 406. — Si on compare ces noms à ceux de la congrégation restreinte qui avait travaillé le 30 avril (pièce nº 390 *ter*), on voit que G. Doria avait remplacé tout naturellement Consalvi absent, et qu'Antonelli avait été substitué à Carafa.

[2] Le 30 juillet.

[3] En transmettant cette lettre, Mgor Di Pietro ajoutait : « Il Patriarca

720bis. — Consalvi à Caleppi

(T. III, p. 358.) Roma, 7 agosto 1801.

La ringrazio della sua lettera, inviatami con un corriere francese. Circa le mie nuove, che con tanta bontà mi dimanda, sappia che sono assai cattive : le gambe mi si sono gonfiate all' estremo, ed è effetto del viaggio, non della stancatura.

Mi sono adoprato al possibile per la spedizione della ratifica a Parigi pei 15 di agosto ; ma siccome il sig. cardinal Doria aveva creduto utile all' affare di aspettarmi, perchè la cosa seguisse più corrente, così si trovano ora i votanti ancora a digiuno della cosa, onde il Papa ha giudicato essere impossibile, e poco prudente di fare una stretta, che sarebbe assai censurata, e molti si asterrebbero dal votare, dicendo che non hanno il tempo sufficiente. Lo dica al sig. general Murat, aggiungendo che fra sei o sette giorni tutto sarà pronto. Addio.

(Arch. du Vatican.)

722bis. — Di Pietro au Pape

(T. III, p. 360.) Li 9 agosto 1801.

Domando umilmente perdono alla Santità Vostra se mi avvanzo ad infastidirla con questo mio rispettosissimo foglio. Il grande affare, di cui deve trattarsi martedì prossimo [1] innanzi a Vostra Santità, forma da più giorni l'oggetto delle mie assidue meditazioni. Vede il mio corto intendimento de' pericolosissimi scogli tanto per l'affermativa della ratifica, quanto per la negativa. Ho messo quindi il mio cervello alla tortura, per cercare un mezzo di plausibile conciliazione. Se non m' inganno, parmi di averlo

scrivente acchiude all' Em. V. le copie, non meno della convenzione firmata a Parigi, che dei progetti spediti precedentemente di quà a Mgor arcivescovo di Corinto come l' ultimato per parte della S. Sede, e vi aggiunge un foglio di notizie istruttive. Dentro il giorno di domani, farà tenere a V. Em. la copia degli Schiarimenti trasmessi dal sig. cardinal Consalvi sul progetto da lui sottoscritto. »

[1] Le 11 août. — Lorsque Di Pietro écrivait cette lettre, Consalvi était de retour, et il avait été convenu avec lui que la question de la ratification serait soumise, non à une congrégation particulière, même nombreuse, mais à tous ceux des membres du S. Collège qui étaient présents à Rome.

trovato, e sarebbe la modula di ratifica espressa nell' annesso foglio. Essa mentre nulla pregiudica al pieno effetto della convenzione, e non avrebbe quindi ad incontrare ostacolo per parte del governo francese, mette ad un tempo in salvo la massima, e pone un freno alle critiche de' censori severi, e alla malignità de' nemici della S. Sede, che probabilmente non mancheranno di aguzzare le loro penne per fare le glosse le più sanguinose agli articoli ammessi dalla Santità Vostra. D'altronde è facilissimo che fra i sig. cardinali vi siano de' dispareri, opinando alcuni per la ratifica, opponendovisi altri, e altri finalmente rimanendo indecisi. Il temperamento da me proposto è atto, per quanto sembra, a quietar tutti. Non mancherà al certo a Vostra Santità il lume del Divino Spirito per abbracciare quella determinazione che sia di maggior gloria di Dio, e di maggior vantaggio della Chiesa; ma poichè saviamente non vuol trascurare que' mezzi, che furono sempre adoprati da' gloriosi suoi predecessori prima di decidere gli affari ecclesiastici di qualche importanza, io, che mi riputo per l' infimo, e pel più ignorante fra tutti, mi sono ciononostante fatto coraggio di manifestarle questo mio qualunque siasi sentimento. Se alla Santità Vostra non piace, non ne farò più parola; ma se lo giudica meritevole di qualche considerazione, si potrebbe comunicare ai sig. cardinali; affinchè vi riflettano sopra, per discorrerne in congregazione; e a tal scopo io ne manderei copia a ciaschedun' Emo colla possibile celerità; in luogo di aspettare martedì sera, essendo impossibile che in affare di tanto peso si reciti, per così dire, all' improvviso, senza un preventivo esame. Supplico dunque umilissimamente Vostra Santità a volermi partecipare le sovrane sue determinazioni, mentre io uniformeromevi alle medesime col dovuto ossequio : e nel chiederle di nuovo scusa del mio ardire, prostrato a' suoi santissimi piedi ecc.

Ratifichiamo la presente convenzione, non intendendo peraltro derogare alle massime inconcusse di nostra santa Religione circa l' indipendenza *ministerii ecclesiastici a sæculari dominatione*, per ciò che concerne il determinare il pubblico culto, e circa il dirito competente soltanto alla Chiesa di alienare i beni ecclesiastici.

(Arch. du Vatican.)

722 ter. — Di Pietro aux membres du S. Collège

(T. III, p. 360.) Di casa, 10 agosto 1801.

Avendo il patriarca di Gerusalemme umiliato a Nro Signore una modula di ratifica, che nel caso di disparere sembri atta a conciliare le diverse opinioni, e che servendo alla piena conferma della convenzione fra la S. Sede e il governo francese, metta in salvo la massima, è piaciuto alla Santità Sua ordinare allo scrivente di comunicarla a tutto il Sagro Collegio [1]. Eseguisce pertanto i Pontifici comandi, acchiudendone copia all' Em. V., onde ella possa farvi sopra i suoi savi riflessi, per averne ragione nella congregazione di domani sera ; e profitta lo scrivente medesimo di questo incontro, per rinnovare a V. Em. le proteste della più rispettosa stima, ed ossequio.

Præsentem conventionem ac omnia et singula in ea contenta approbamus, ratificamus et acceptamus; quin tamen ulla ex parte derogatum esse intelligatur (*a*) inconcussis catholicæ religionis dogmatibus quoad independentiam ministerii ecclesiastici a sæculari potestate in decernendo publico religionis cultu, itemque quoad jus soli Ecclesiæ competens alienandi bona ecclesiastica (*b*).

(*a*) Ovvero : ad præcavendum tamen periculum cujusvis pravæ interpretationis, declaramus nihil per eamdem conventionem derogatum esse inconcussis...

(*b*) Ovvero : libere disponendi de bonis ecclesiasticis.

(Arch. du Vatican)

725 bis. — Votes du S. Collège

(T. III, p. 362) (Séance du 11 août 1801.)

Registro de' voti esternati dagli Emi sig. cardinali, che intervennero alla congregazione di tutto il Sagro Collegio tenuta alla presenza della Santità di N. S., la sera degli 11 agosto 1801, per decidere se possa ratificarsi il trattato di convenzione fra la S. Sede e il governo francese.., restringendo l' esame ai soli due articoli 1° et 13°.

[1] Une note indique que cette circulaire a été adressée à vingt-neuf cardinaux, dont la liste est jointe.

[Votes favorables purement et simplement sur les deux articles[1].]

Albani	Firrao	Ruffo
Busca	Livizzani	Somaglia (della)
Carandini	Mattei	Valenti
Consalvi	Pignatelli	Vincenti.
J. Doria	Porta (della)	

[Votes favorables, avec addition, sur l'art. 1; favorables purement et simplement, sur l'art. 13].

Carafa di Belvedere. — Art. 1° : crede che si possa ratificare colle parole soltanto « habita ratione. » — Art. 13° : crede che possa ratificarsi pure et simpliciter.

Roverella. — Art. 1° : « attentis gravissimis extraordinariis circumstantiis », crede che possa ratificarsi. — Art. 13° : crede che possa ratificarsi.

Mantica. — Art. 1° : crede che possa ratificarsi coll' aggiunta « attentis... », come il card. Roverella. — Art. 13° : crede che possa ratificarsi.

[Vote favorable purement et simplement sur l'art. 1 ; défavorable sur l'art. 13].

Gabrielli[2]. — Art. 1° : crede che possa ratificarsi pure et simpliciter. — Art. 13° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter.

[Votes favorables sur l'art. 13; défavorables sur l'art. 1.]

Antonelli. — Art. 1° : crede che non possa ratificarsi. — Art. 13° : crede che possa ratificarsi.

[1] Par exception, la nature de ce document permettait de n'en pas suivre littéralement le texte. Nous avons donc disposé dans un ordre plus commode le relevé des votes. — Le cahier ne mentionne que vingt-huit votants, quoique Consalvi en compte vingt-neuf (t. III, p. 408). Le cardinal omis doit être Braschi-Onesti, dont le nom figure sur la liste des cardinaux à qui Di Pietro a écrit le 10 août (pièce n° 722 *ter*). Ce prélat doit vraisemblablement être rangé parmi les opposants.

[2] En ajoutant Gabrielli aux noms qui précèdent, nous retrouvons les dix-huit cardinaux dont Consalvi parle comme ayant admis la ratification sur l'art. 1 (t. III, p. 408). Les onze opposants sur cet article sont ceux dont les noms suivent, auxquels il faut sans doute ajouter Braschi-Onesti. Parmi ces onze opposants, cinq cardinaux (Antonelli, Borgia, Braschi, Gerdil, Lorenzana) avaient fait partie de la grande Congrégation, au mois d'avril. (Cf. t. II, p. 183.)

Borgia. — Art. 1° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter. — Art. 13° : crede che possa ratificarsi.

Brancadoro. — Art. 1° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter. — Art. 13° : crede che possa ratificarsi pure et simpliciter.

Carafa-Trajetto. — Art. 1° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter. — Art. 13° : crede che possa ratificarsi.

[Votes défavorables sur les deux articles]

Gerdil. — Art. 1° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter, ma con la riserva. — Art. 13° : crede che possa ratificarsi coll' avvertenza di aggiungere qualche cosa per preservare i diritti, restringendoli ai diritti temporali [1].

Lorenzana. — Art. 1° : crede che non possa ratificarsi. — Art. 13° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter, ma debba ridursi ai termini nei quali era prima.

Mastrozzi. — Art. 1° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter. — Art. 13° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter.

Rinuccini. — art. 1° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter. — Art. 13° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter.

Saluzzo. — Art. 1° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter. — Art. 13° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter.

Scotti. — Art. 1° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter. — Art 13° : crede che non possa ratificarsi pure et simpliciter.

Sua Santità circa il 1° articolo ha deciso, che possa ratificarsi salva una qualche riserva, o nella bolla, o nella ratifica. Circa il 13° articolo ha deciso, che possa ratificarsi [2].

(Arch. du Vatican.)

---

[1] L'opposition du card. Gerdil ne ressort pas clairement de ce résumé, assez vague, de son vote; mais Consalvi dit positivement que cette opposition a été persévérante sur les deux articles (t. III, p 406-408).

[2] Les votes écrits des cardinaux, sauf celui de Braschi, sont conservés aux Arch. du Vatican (*App.*, *vol. 25*) : on en trouvera de longs extraits dans l'ouvrage du P. Rinieri (p. 276 à 294). Nous publions, à titre d'exemple, le

Vote d'Albani.

Per la limitazione del tempo, mi contenterò di riferire le difficoltà, che da alcuni de' miei Emi colleghi furono fatte nell' ultima ristretta congregazione, e nelle quali convenni.

Quanto al 1° articolo, due furono la difficoltà eccitate : l'una per le omissioni, l'altra per la massima che in quello si stabilisce. — Per la prima, fu rilevato, che nell' articolo si era affatto omesso, che si toglievano gl' ostacoli che si potevano frapporre per il « libero » esercizio del culto cattolico, quale espressione poteva comprendere l' abolizione delle leggi empie, fatte negli anni scorsi contro la nostra santa religione. Ma in questa difficoltà non convenni, perchè tali leggi sono col fatto abrogate, e di più perchè nell' articolo si dice, che « Religio catholica apostolica romana libere exercebitur » : dunque se vi fossero ostacoli,

vote du cardinal Albani, parce que ce prélat parle des discussions de la Congrégation restreinte, réunie le 30 juillet; nous omettons les autres votes, remis le 11 août, parce que les arguments qu'on y rencontre, sous des formes diverses et personnelles, peuvent se résumer de la manière suivante :

Sur l'art. 1. — Les adversaires de la ratification objectent que l'Église a reçu de Jésus-Christ le droit de régler sa discipline. Elle ne peut consentir à une abdication, même partielle, de ce droit, nécessaire à son indépendance; et surtout dans une convention écrite, qui servirait de prétexte aux exigences des autres États.

Les partisans examinent la phrase : « Son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique »; ils en scrutent et en commentent chaque mot. D'après eux : 1° Le dogme ici n'est pas en cause, mais seulement la discipline, qui est variable. 2° Le gouvernement, par l'organe de Bernier, a annoncé que ses règlements porteront uniquement sur le culte en dehors des édifices religieux, et qu'ils seront liés aux circonstances présentes. 3° En tout cas, ces règlements sont stipulés comme de simples mesures « de police », ayant pour objet « la tranquillité publique » : à ce titre, il pourra même arriver qu'ils protègent les ecclésiastiques. 4° L'Église n'est pas tenue d'approuver ces règlements, mais simplement de « s'y conformer » (distinction qui avait été souvent répétée pendant les discussions sur la Promesse de fidélité).

Sur l'art. 13. — Les adversaires objectent que le Pape parait reconnaître, contrairement aux canons, le droit qu'aurait eu la nation française d'aliéner les biens ecclésiastiques.

Les partisans répondent que le Pape, en déclarant qu'il ne « troublera pas » les acquéreurs, se borne à tolérer les aliénations, sans en reconnaître la légitimité.

Enfin, par un argument commun aux deux articles ou plutôt à la convention tout entière, les partisans de la ratification considèrent que les concessions du Saint-Siège sont toutes compensées par le rétablissement en France de la religion catholique, avec la primauté du Pape et la hiérarchie légitime.

s' intendono affatto tolti colla segnata espressione del trattato. — La seconda proposta difficoltà, che riguarda la massima stabilita, fu creduta molto più grave, perchè nell' articolo espresso si sottopone l' esercizio del culto della nostra santa religione al capriccio del governo. Fu risposto, che molti ancora principi cattolici si regolano ne' loro stati con questa massima, e particolarmente Giuseppe II fece tante strane e particolari leggi e disposizioni sopra l' esercizio del culto religioso cattolico. Ma simile risposta, invece di togliere la difficoltà, la rendeva più forte, perchè i Sommi Pontefici, i buoni vescovi si erano sempre opposti per quanto potevano a simili attentati, e la Sa : Mem : di Pio VI si azzardò ad intraprendere il disastroso viaggio di Vienna per persuadere l' Imperatore a desistere da tante perniciose novità. Che se si troverà segnato l' articolo in questione, e ratificato dalla Santità di N. S., si chiuderà con questo pretesto la bocca a tanti zelanti pastori, e la S. Sede si troverà disarmata per poter fare in simili casi le solite giustissime rappresentanze.

Art. 13. — L' altro articolo sul quale e Mgor segretario e due cardinali [1] ebbero gran difficoltà, fu il 13°. Ivi Nro Signore promette, per sè e per i suoi successori, di non molestare quei che hanno acquistato i beni della Chiesa. Poi, per conseguenza, si soggiunge, che presso i detentori di detti beni sarà « ferma la proprietà » et « jura ipsis inhærentia », e gli acquisti fatti « incommutabili », ch' è lo stesso che dire, che il S. Padre li tiene per legittimi acquisti, e nella loro durazione, e nelle vendite, e nelle compre, quando l' ingiustizia è palese a tutti, e la proposizione condannata ne' Concili generali.

Di questo articolo fu parlato negl' altri miei voti, ed ora mi restringo a dire, che temo che Nro Signore abbia per questo a soffrire molte amarezze.

Contuttociò è da riflettersi, che si tratta di cosa fatta, e che il trattato è di già segnato dai plenipotenziari di Sua Santità. Onde, quando si possa in qualche modo salvare la sostanza, siamo quasi in necessità di sostenere il fatto. Il sig. cardinal segretario di stato asserisce di avere facoltà di poter ampliare nella estensione della bolla, e dare qualche ulteriore spiegazione agl' articoli. La nota ministeriale data in Parigi dall' abbate Bernier, segnata

[1] Gerdil, et Albani lui-même, qui se laissa ensuite persuader et ramener par Consalvi (t. III, p. 408).

nº [VII][1], quanto al primo articolo presenta il modo di dare qualche necessaria spiegazione, restringendo l'influenza del governo alle presenti circostanze. Così nel secondo articolo[2] di beni della Chiesa, facendo chiaramente conoscere, che l'indulgenza di Nro Signore, nella promessa per sè e per i suoi successori di non molestare i detentori, è il titolo principale del loro possesso. Tuttociò si potrebbe facilmente ridurre nella estensione della bolla da Mgor segretario, e sarebbe la salvaguardia per i nostri nemici.

(Arch. du Vatican; *App.*, *vol. 25*)

728 bis. — Vote d'Antonelli.

(T. III, p. 365.) 14 agosto 1801.

Riduciamo la questione[3] ai precisi e netti suoi termini. Si tratta se Sua Santità debba ratificare il trattato segnato a Parigi dai suoi plenipotenziari e da quei del governo francese.

Questo è un atto solenne, che sarà confermato e autenticato con una bolla. Porta dunque l'impronta di tutta la Pontificia autorità; è irrevocabile, perchè è un contratto stipolato tra due potenze; è una legge convenuta tra il Sacerdozio e l'Impero, da cui non potranno preterire un apice o cattolici, o vescovi, o altro qualunque siasi ecclesiastico; un modello, da cui prenderanno norma tutti i principi per regolare il culto cattolico a loro arbitrio.

Ciò premesso, bisogna anche convenire in tre punti. Il primo, che tutto quello, che si ratifica e si sanziona solennemente, sia

[1] Pièce nº 630 *ter*.

[2] C'est-à-dire l'art. 13 du concordat, qui était le second des deux articles soumis à l'examen du S. Collège.

[3] Après avoir réuni le 11 août le S. Collège pour le consulter sur le principe de la ratification, le Pape revint, dès le lendemain, à l'ancien système d'une congrégation de douze cardinaux (t. III, p. 365). Cette congrégation, qui siégea les 12 et 14 août, dut s'occuper d'abord de la formule de la ratification. Antonelli, sans s'arrêter aux limitations mises à la discussion, qui ne devait porter que sur les articles 1 et 13, remit, le 14 août, un long mémoire qui embrassait la question de la ratification sous tous ses aspects.

Comme ce mémoire pourra être consulté avec fruit, notamment pour la question des règlements de police et par suite pour celle des articles organiques, nous croyons devoir le reproduire, sauf quelques passages qui ont paru pouvoir être omis.

chiaro e limpido, e non soggetto a fallaci interpretazioni; altrimenti si tradisce la verità. Non basta, che non vi sia un' eresia: il Papa non può approvare neppure proposizione falsa ed ambigua... Il secondo, che per qualunque, anche massimo, o spirituale o temporale vantaggio, non può il Papa approvare una proposizione, che non sia vera in tutti i sensi... Il terzo, che si può tacere qualche volta la verità, che si può tollerare un male di fatto, cui sarebbe inutile, anzi perniciosa una manifesta contradizione; ma non si può mai dissimulare la verità, quando uno per debito del suo carattere è obbligato a manifestarla; nè la tacita tolleranza di un fatto empio e scandaloso si dee mai convertire in un' espressa approvazione. Dopo questi preliminari inconcussi, veniamo ad esaminare, se nella convenzione da ratificarsi da Sua Santità, vi sia qualche proposizione, che nel suo ovvio senso suoni male, onde se non direttamente, almeno indirettamente, venga ad approvarsi una dottrina non sana, e non consentanea alle massime della Chiesa.

Questa convenzione è composta di un preambolo, e sedici articoli con un settimodecimo addizionale. Alcuni di questi articoli sono uniformi al 2° progetto, mandato a Mgor Spina a Parigi, ed è superfluo muover dubbi sù di essi, come che approvati da Sua Santità. Tali sono gli articoli 5, 11, 12, 14, 15, 16. Il 7°, che riguarda la formola del giuramento, mi pare anche migliorato, adottandosene una, che sia sempre usata in Francia in tempo della monarchia. Negli altri si è fatto qualche cambiamento; ma non vi è tempo, nè è prezzo dell' opera di esaminarne uno per uno. Il sig. cardinal Consalvi era munito di facoltà dal Santo Padre di variare qualche parola, purchè non si alterasse la sostanza degli articoli proposti nel suo 2° progetto. Sua Eminenza è stato costretto a fare anche qualche variazione sostanziale: ma sarebbe facile di dimostrare, che in questi cambiamenti nulla vi è, che alteri il dogma, o la disciplina, e che in vista delle circostanze necessitanti, in cui si è trovato, del pericolo di estinguer per sempre la religione in Francia, di vederne trionfanti i suoi nemici, di dichiarare una guerra aperta al Papa, e al cattolicismo, d'introdurre l'empietà e lo scisma in Italia, di mettere in combustione il Sacerdozio e l'Impero, ha fatto benissimo di cedere un poco ad una inopportuna severità, colla speranza che il tempo e più Iddio forniscano occasioni più favorevoli.

Mi pare inoltre, che ogni sacrifizio, ogni facilità, ogni condiscendenza, purchè ristretta sia ne' giusti confini della verità e del dovere, sia ben compensata dai tre inestimabili preziosissimi vantaggi : di restituire alla Francia l'esercizio libero della religione cattolica; di riconoscere il primato di giurisdizione del Papa, e mantenere l'osservanza della presente disciplina di istituire i vescovi, e di circoscrivere i limiti delle diocesi; e di ricomporre e ripristinare l'ecclesiastica gerarchia di vescovi, e di pastori del secondo ordine...

Quattro sono i punti, che a mio debole intendimento possono cadere sotto esame : il preambolo, l'articolo 1 sulla religione, l'articolo 4 de' vescovi titolari, l'articolo 13 de' beni ecclesiastici.

Dell' articolo 1 parlerò in ultimo luogo, perchè mi sembra quello che abbia bisogno di maggior indagine.

Incominciando dunque dal preambolo, sebbene diversifichi del primo articolo del progetto di Sua Santità, cionostante io l'approvo, essendosi in sostanza ottenuto quel che bramavasi, che il governo si professasse cattolico. È vero che non vi è espressamente adottata la parola « gouvernement »; ma essendosi sostituite le altre « la profession particulière qu'en font les Consuls de la République », sono queste in qualche modo equivalenti, perchè in sostanza, secondo l'attuale costituzione della Francia, risiede presso i Consoli, e più encora presso il Primo, tutta l'autorità del governo. Ed essendosi provveduto coll' articolo 17 addizionale al caso che i Consoli non fossero cattolici, mi sembra che sia dileguata ogni ombra di difficoltà.

Sull' articolo 3, che riguarda la rinunzia de' vescovi, e nel caso della loro ripugnanza a rinunziare, della provvista delle chiese che farà Sua Santità, lo che si è voluto espressamente inserire nel concordato invece dell' altra più moderata « il prendra des mesures », a me sembra una questione di parole. È certo, che in quelle « misure », che Sua Santità voleva prendere, quando i vescovi fossero stati restii alla sua esortazione di rinunziare, vi si comprendeva di privarli del vescovato, e provvedere le chiese di altro pastore di concerto col governo. Questo era un concerto già convenuto col governo medesimo. Oggi si dice quello, che implicitamente s'intendeva nella generalità delle misure da prendersi. Non vi è male di dire con lealtà quello, che si vuol fare

risolutamente. Trovo poi un vantaggio in questo linguaggio franco ed aperto, ed è quello di dare un gran colpo alle Libertà gallicane. Ognun sà quanto i Francesi fossero gelosi, che le cause de' vescovi non si vedessero, e giudicassero a Roma, in virtù dei pretesi loro privilegi. Ora il Papa, di sua sola suprema autorità, depone cinquanta o sessanta vescovi dalle loro sedi, e non ne adduce altra ragione che quella del bene della Chiesa. Quest' atto di suprema autorità Pontificia è sanzionato dal governo medesimo; se ne fa un articolo espresso del concordato, e quindi in avvenire non si disputerà più, se il Papa possa deporre un vescovo francese per il bene della Chiesa. Resterà solo a vedere, se, facendolo, la sua sentenza sarà eseguita; ma questa è controversia di fatto, e non di diritto. Resterebbe ad esaminare, se questa deposizione di cinquanta o sessanta vescovi sia giusta o nò, e se l'utilità della Chiesa esigga questo taglio ferale di tanti prelati, confessori della fede cattolica. Ma questo è un punto deciso da Sua Santità, giusta il parere della pluralità de' voti degli Emi consultati nelle precedenti congregazioni, ed è temerità di metterlo un' altra volta in disputa. Dirò solamente, che nel breve di esortazione, che Sua Santità scriverà ai vescovi per insinuar loro la rinunzia, dopo le più dolci e amorose preghiere per indurli a farlo spontaneamente, io vi aggiungerei anche il comando, e direi « in virtute sanctæ obedientiæ præcipiendo, mandamus », mentre chi volesse trasgredire questo precetto, si farebbe reo di una grave disubbidienza, e meriterebbe di esser deposto.

Passo all' articolo 13 sulle alienazioni de' beni ecclesiastici. Due eccezioni potrebbono opporsi alla nuova forma, che si è data a questo articolo nel concordato. La prima, che non si fa distinzione tra i beni acquistati dai cattolici, e dai non cattolici. Ma questa distinzione era stata già omessa nel 2° progetto, mandato a Parigi a Mgor Spina. Vi era già dunque il consenso di Sua Santità, che si potesse omettere.

La seconda, che nella predetta nuova forma siasi autenticata la proprietà degli acquirenti, mediante le parole « la propriété... et les revenus demeureront incommutables. » Ma io rispondo, che questa incommutabilità di proprietà, che viene così espressamente autenticata nel concordato sottoscritto, era già implicitamente ammessa anche nell' anteriore 2° progetto. Domando a

qual fine ivi si diceva, che non avrebbe Sua Santità inquietati gli acquirenti nel possesso de' beni acquistati? Questo fine è indicato dalle parole antecedenti: « pour coopérer à la tranquillité de la France, qui serait entièrement troublée par la répétition des biens ecclésiastiques. » Il Papa dunque ha inteso, che dal suo silenzio, e dalla sua acquiescenza ne venisse l'effetto, che i beni venduti non potessero più ripetersi. Se dunque i legittimi antichi possessori hanno perduto ogni diritto di ripetere e rivendicare i loro beni, ne viene in conseguenza, che è legittima la proprietà degli acquirenti... Più.: il Papa ha ancor detto « que les acquéreurs ne seront pas inquiétés dans leur possession desdits biens, ni par lui, ni par ses successeurs. » Cosa vuol dire questo? Vuol dire, che chi non può essere inquietato nel possesso de' suoi fondi, ne ha una verissima proprietà. I soli antichi possessori ecclesiastici potevano aver diritto di molestare gli acquirenti: il Papa ha potuto ed ha voluto togliere ad essi questo diritto, dunque il Papa ha voluto confermare la proprietà nei possessori. E se non fosse così, come si sarebbe conseguito il fine bramato da ambedue le Potenze contraenti, di « coopérer à la tranquillité de la France..., de ne point retarder le rétablissement de la religion? » Tostocchè gli attuali possessori avessero una qualche apprensione di essere spogliati dei beni acquistati, ecco le inquietudini, il perturbamento della tranquillità, il ritardo del ristabilimento della religione, ecco non conseguito il fine voluto dal Papa e dal governo francese. — Finalmente, nei fogli d'istruzione spediti a Mgor Spina col 2e progetto, leggo : « Seguitando Sua Santità le traccie de' suoi predecessori, non si ricusa di dare le convenienti disposizioni, affinchè si tranquillizino le coscienze, e ciascuno rimanga al possesso de' beni suddetti [1]. » Cosa può esservi di più espresso per assicurare la proprietà degli acquirenti illegittimi? L'alienazione de' beni ecclesiastici è proibita con legge ecclesiastica, ed è un illegittimo possessore chi compra questi beni senza il consenso del capo della Chiesa : ma se accede questo consenso, la compra è legittima. Ora quel consenso, che non vi fu nella prima vendita, sopravviene oggi per la ritenzione, e in conseguenza il vizioso possesso è purgato, e legittimato.

[1] Voir t. II, p. 286 sf.

Taluno potrebbe anche opporre, che colle parole « la propriété des biens, revenus, droits, demeurera incommutable », si và a stabilire la massima, che il principe laico ha la potestà di alienare i beni della Chiesa. Io non veggo, che da quelle parole ne derivi questa conseguenza : anzi mi pare di vedervi tutto l'opposto. Si dice nel principio dell' articolo, che nè il Papa, nè i suoi successori « troubleront les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés. » Si confessa dunque, e si riconosce dall' istesso governo francese, che il Papa potrebbe contrastare, e mettere in dubbio la sicurezza de' contratti de' beni alienati : in seguito Sua Santità promette per sè, e suoi successori, che gli acquirenti non saranno mai turbati dal loro possesso. Poi si aggiunge « qu'en conséquence la propriété demeurera incommutable. » Quella parola « en conséquence » è connessa colle antecedenti « que ni le Pape, ni ses successeurs troubleront les acquéreurs. » Dall' acquiescenza del Papa deriva « en conséquence », che gli acquirenti assicurano il pieno dominio, e la proprietà dei loro acquisti. Non è dunque la potestà laica, che legittima la proprietà ; ma è anzi la potestà del Papa, per via negativa di non voler disturbare i possessi, che mette in salvo i possessori. E questa confessione in bocca de' Francesi è un argomento per consolidare la massima, che i beni della Chiesa non possono alienarsi senza la Pontifica autorità.

Mi resta a far qualche indagine sull' articolo 1, che ho riservato all' ultimo luogo. Imperocchè quanto ne' precedenti articoli sono stato facile ad ammettere tutti i cambiamenti fatti dai plenipotenziari di Sua Santità, e che furon loro quasi forzosamente estorti dalla lugubre vista de' mali incalcolabili, a cui andavano ad esporsi, tanto mi sento in coscienza obbligato di confessare, che quest' articolo 1 nel suo ovvio senso, non si può ratificare dal Santo Padre. Qui mi si presentano i preliminari, che a principio premisi, e dico che quelle parole « en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique », sono inammissibili.

Noi non trattiamo qui di prerogative, di privilegi, di beni temporali; parliamo di religione e di culto, e perciò di materie, che appartengono al deposito della fede. Stà bene che si dica « la religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France » ; ma le parole anzidette « en se confor-

mant etc. », che vengono immediatamente appresso, corrompono tutto il buono degli accennati due membri dell' articolo. Dico, che li corrompono ambedue, perchè nel testo francese la separazione de' due membri è distinta con due punti ; onde potrebbe sospettarsi, che la conformità ai regolamenti di polizia si applicasse tanto alla libertà dell' esercizio della religione, quanto alla pubblicità del culto.

Ma abbandoniamo questa trista apprensione, e fissiamo pure, che la sola pubblicità del culto dee conformarsi, ecc... Tra questi segni sensibili del culto esteriore, altri ve ne sono di precetto divino, come l'osservanza della domenica, i sagramenti, ecc.; altri di tradizione apostolica, come il digiuno quaresimale, la liturgia, i riti nell' amministrazione de' sagramenti, ecc.; altri finalmente di legge ecclesiastica, come l'osservanza delle tali e tali feste, l'astinenza del venerdì e sabbato, il digiuno in quei giorni determinati, udir la messa, la comunione pasquale, ecc. Nell' articolo che esaminiamo non si fa veruna distinzione. Tutta la pubblicità del culto in genere si soggetta alle leggi di polizia, che saranno emanate dal governo : questo è l'ovvio senso delle parole; e in questo senso la proposizione è soggetta a censura teologica, onde il Papa non può ratificarla.

Per togliere alla proposizione la mostruosità del senso, che appresenta a prima vista, si portano due scuse. La prima, che nell' articolo non si parla dell' esteriorità del culto, ma della pubblicità, e che per la pubblicità non si vuol neppure intendere quella, che si usa nel recinto delle chiese, ove il culto esteriore sarà permesso in tutta la sua ampiezza, e sarà esente da ogni legge di laica polizia. La seconda, che l'ispezione del governo è ristretta alle sole cose di polizia, e ne' soli casi, in cui si possa perturbare la tranquillità civile della città. Ma queste dichiarazioni io non le veggo espresse nell' articolo da approvarsi del Papa. Egli segna l'articolo *prout jacet*...

Questa è una risposta generica; ma veniamo ancora ad esaminare se, per via d'induzione, di concessione, di necessaria conseguenza, si possano dare all' articolo le spiegazioni accennate. Io non vi sò ravvisare la prima. È vero, che l'esteriorità è qualche cosa di più appartenente alla religione, che la pubblicità. Ammetto, che nell' articolo non si soggettino alle leggi del governo gli atti esteriori di culto, che si praticono privatamente;

ma non ammetto, che ne sieno esenti ancora quelli, che si fanno nelle chiese. Leggiamo l'articolo : « Le culte sera public, en se conformant... » Ma non è forse pubblico il culto, che si esercita nelle chiese alla presenza di più migliaia di fedeli? Potrà dunque il governo, in forza del pattuito articolo, metter mano per ragione di polizia alle cerimonie, alle preci, alle liturgie, alle solennità, che si celebrano nelle chiese... Se dunque sono santissimi i riti, e le cerimonie, che ha stabilite la Chiesa, e fanno una parte del suo culto esteriore e pubblico; se queste cerimonie sotto pena dell' anatema non possono trascurarsi; e se finalmente l'uso di queste cerimonie per lo più si esercita nelle chiese, uopo è di conchiudere : 1° che questa esteriorità e pubblicità di culto senza l'autorità della Chiesa è immutabile; 2° che non può esser soggetta alla potestà regolativa della civile polizia; 3° che una proposizione, ancorchè dubbia ed ambigua, da cui s'inferisca, che il Papa dà il permesso al governo di polizia di meschiarvisi, è almeno scandalosa, e indecente a chi ha il supremo magistero nella Chiesa.

Io però voglio per falsa ipotesi concedere, che non vi sia nell' articolo nè dubbio nè ambiguità, e che tutto il culto esteriore, che si eserciterà nel recinto delle chiese, sarà libero, e dipendente unicamente dalla potestà dei vescovi. Trovo però, che vi sono de' riti, leggi, osservanze da pratticarsi dai fedeli fuori dei sacri tempi, nelle quali la potestà laica non può metter mano. La santificazione delle feste quasi abolita in Francia colla sostituzione del Decadario, la cessazione dalle opere servili, la chiusura delle botteghe, l'obbligo di ascoltar messa, l'associazione de' cadaveri, il santo viatico agl' infermi, l'estrema unzione, i proclami de' matrimoni, il suono delle campane, la dedicazione de' nuovi tempi, le processioni del Corpus Domini, delle Rogazioni, e altre simili funzioni, sono di privativa giurisdizione dei vescovi, e se la potestà laica ne desse loro impedimento, si offenderebbe la libertà del sacro loro ministero.

Ma sento rispondermi, che tal sorta d'impedimenti, legami e vincoli, si soffrono pur troppo in tanti regni e provincie, e il Papa non ne fa querela. Vi passa gran differenza tra il silenzio e l'approvazione, tra la tolleranza e il consenso, tra il dissimulare un male che non può emendarsi, e il riconoscerlo per diritto e competenza di un' illegittima autorità. Nel silenzio e nell' acquie-

scenza si tollera un male per non andare incontro a un male maggiore; ma nell' approvazione diretta ed esplicita di un male, si manca ai doveri della giustizia e della verità. E questo è il grande obietto, che dee avere in veduta Sua Santità : se non può ottener tutto dal governo francese, prenda quel poco che le si vuol dare, e speri per l'avvenire; se è d'uopo conceder delle grazie, le conceda secondo la giusta misura; se non vogliono correggere tutti gli abusi, taccia e dissimuli. Ma non proceda mai a ratificarli, a sanzionarli colla sua autorità. Sarebbe questa una ferita fatta alla libertà della Chiesa, non solamente in Francir, ma in tutto il mondo, e sarebbe un esempio perniciosissimo, che canonizerebbe tutte le novità di que' principi, che hanno attentato in questi ultimi anni di violare la libertà dell' esterior polizia della Chiesa...

Osservo ancora, che nell' articolo di cui parliamo, non si dice « la publicité du culte se conformera », mentre allora potrebbe forse darglisi quella benigna interpretazione, che la sola pubblicità esteriore, quella cioè ch' è la più solenne, la più vistosa, la più esternata agli occhi del popolo, si dovesse conformare ai regolamenti della polizia civile. Si dice « le culte sera public en se conformant, etc. » Questa condizione « en se conformant » tanto cade sulla parola « culto », quanto sull' altra « pubblico », e quindi per conseguenza ne viene, che ogni culto pubblico dee dipendere dalla polizia. Il culto che si prattica nelle chiese è pubblico, dunque la polizia avrà diritto di regolare anche il culto nelle chiese. Dalle chiese potrebbe estendersi anche agli oratorii domestici, alle stesse case private, non per massima del governo, ma per denunzia di que' satrapi, che accusarono Daniele al re Dario di adorare il suo Dio tenendo aperte le finestre della sua camera...

Nè si dica, che le parole « en se conformant » debbano intendersi per un solo concerto amichevole, intento unicamente a impedire sconcerti e disordini perturbativi della società. Nei dizionari francesi il « se conformer » è sinonimo del « s'assujettir. » Importa dunque un' obbidienza, una soggezione assoluta...

Neppure mi sembra bastante ad ammorbidire l'espressione « en se conformant », interpetrandola per una concessione, per una condiscendenza temporanea, e comandata dalle circostanze

attuali, e non durevoli della Francia, come se n'è dichiarato il sig. abbate Bernier nella sua nota ufficiale. Tutto questo è un bel artifizio di parole; ma in sostanza non ha fondamento di fatto, nè autenticità di diritto. Io non veggo nell' articolo 1 veruna sillaba, che indichi grazia e concessione; neppur ve n'è una, che denoti limitazione di tempo, e molto meno che faccia concepire idea, che dalle sole attuali circostanze siasi indotta Sua Santità a segnare quell' articolo. Il sig. cardinal Consalvi, colla perspicacia del suo intendimento, comprese la necessità di farvi un' aggiunta, che limitasse al tempo e alle circostanze quell' ampio significato delle parole « en se conformant », e perciò propose di aggiungervi « vu les circonstances actuelles »; ma non si volle per verun conto acconsentirvi. Da ciò dunque più chiaramente si manifesta la mente del governo francese, e l'illimitato senso di quell' articolo, in cui si vuole, che la pubblicità del culto debba esser dipendente e inceppata dai regolamenti del magistrato di polizia. Se n'è voluto formare un patto reciprocamente obbligatorio, si è stipolato in un concordato, e la promessa della pubblicità del culto in tanto è ammessa dal governo francese, in quanto che il Papa la confessa, e la riconosce, non per via di un' indulgenza temporaria, ma per sua intrinseca essenza, soggetta ai regolamenti della civile polizia.

Vengo ora alla nota dell' abbate Bernier. In un concordato que' soli patti hanno vigore, i quali si sono espressamente promessi, oppure che vi sono menzionati con relazione a qualche altra carta più diffusa, o più dichiarante la mente de' contraenti; e una tal carta deve far parte del protocollo, o sia degli atti del medesimo concordato. Nel nostro concordato, non si fa mai motto di carte correlative, o esplicative del senso degli articoli. Il primo, di cui disputiamo, è preciso, netto, e così si è voluto dai ministri francesi, non ostanti le replicate istanze dei ministri pontifici di inserirvi una qualche spiegazione. Si ottenne solamente quella dichiarazione, che l'abbate Bernier asserì di fare in nome del Primo Console, la quale sarebbe in qualche maniera correttiva del pravo senso di quelle parole « en se conformant », se fosse enunciata nell' articolo, o almeno se dai plenipotenziari di ambe le parti fosse stata o sottoscritta, o riunita al concordato stesso. Di note, di fogli, e di dichiarazioni se ne sono scambiate molte tra una parte e l'altra nel lungo corso di questo trattato;

ma di niuna si è fatto conto, niuna è stata creduta meritevole di esser inserita nella convenzione. Non potremo dunque noi appellarci mai a questa nota per applicare all' articolo un senso diverso da quello, che presentono a colpo d'occhio le sue parole...

Ho sentito, che taluni prendono motivo per iscusare quelle parole « en se conformant », dalle precedenti « la religion sera librement exercée; le culte sera public. » Dicono dunque, che stabilita la massima del libero esercizio di religione, e della pubblica professione del culto, non vi è da temere, che venga l'uno, e l'altra, ristretto e limitato dai regolamenti della polizia civile : altrimenti si caderebbe in contradizione, accordandosi nella prima parte dell' articolo una cosa, che verrebbe rivocata nella seconda; e se ciò si facesse, avrebbe il Papa il diritto di querelarsene, come di una manifesta contravenzione del concordato. Io non mi prenderò l'assunto di difendere l'articolo dell' assurdità di una contradizione : vi sarà, e sarà questo uno di que' lacci, a cui siamo stati strascinati dai Giansenisti, nostri nemici... Ma il vero è, che questa pretesa contradizione può facilmente conciliarsi. Nella prima parte dell' articolo si concede la libertà dell' esercizio della religione, e la pubblicità del suo culto; ma nella seconda si limita e si circoscrive, se non la libertà della religione, certamente la pubblicità del culto, protestandosi in massima ambedue le parti contraenti, che debba esser soggetta ai regolamenti della civile polizia. La generalità della prima proposizione viene ristretta da una posterior condizione; nel che nulla vi è di contradittorio. Ma siasi quel che si voglia. Pretendono alcuni Principi, che sia una grazia, e non un dovere, il permettere l'esercizio della religione cattolica nei loro stati, perchè la Chiesa e nella Repubblica, e non la Repubblica nella Chiesa. Ma questa è massima de' Principi eterodossi. Pretendono altri, che si dicono più moderati (e oggidì sono tutti di accordo in questa pessima moderazione), che quantunque non sia loro lecito di bandire il culto cattolico dai loro domini, possono però limitarne e restringerne l'esterior esercizio. Se diamo fomento a questo moderantismo, se diamo causa a propagar questa massima, e nel ristabilimento della religione in Francia noi stessi facciamo un articolo di convenzione, in cui confessiamo che la pubblicità del culto dee soggettarsi ai regolamenti di un governo laico repubblicano, la libertà della Chiesa, la sua disciplina este-

riore, le pratiche di religione saranno poco a poco manomesse e distratte con danno indicibile delle coscienze, e la Chiesa di Gesù Cristo non sarà più libera, ma la schiava; non più la dominante, ma l'ancella.

Mi resta di rispondere alla seconda scusa, con cui si vuol rettificare il senso di questo articolo. Ella sà che l'ispezione del governo è ristretta unicamente ad oggetti di mera polizia; e la « police » in Francia non si occupa se non di ciò, che ha rapporto alla civile società, e invigila affinchè non si turbi la quiete, e la tranquillità pubblica. Io non voglio far qui l'analisi del termine « police. » Consulto il dizionario, e mi spiega, che per « police » s'intende « l'ordre qu'on donne pour la sûreté et l'entretien d'une ville » ; consulto Cicerone, il quale definisce la polizia « principatus, et consuetudo rerum secundum quam unumquemque vivere et conversari decet. » Nell' una e nell' altra definizione è uno spazioso campo per dilatare la giurisdizione degl' ispettori di polizia. Ma qualunque siasi lo stretto significato di questo vocabolo, noi nell' articolo in questione non accordiamo a subalterne magistrature, destinate all' ispezione di polizia, la facoltà di regolare quella, che può aver relazione al pubblico culto della religione cattolica. Questa facoltà se la riserva, e se l'attribuisce il governo, che riconcentra in sè tutti i rami di giurisdizione, e può estenderla ovunque vuole. Questo governo generalmente preso, non è cattolico, nè vuol dichiararsi d'esserlo. I suoi Consoli si professano cattolici; ma possono mutarsi, e surrogarsene altri che non lo saranno. La pubblicità dunque del culto cattolico resta soggetta alle leggi e ai regolamenti non solamente di un governo laico, ma anche non cattolico. — Mi si replica : saranno sempre ristretti cotesti regolamenti nella classe di mere provvidenze di polizia. Che importa? La potestà del governo non è limitata da leggi, e ad ogni caso esso, che delle leggi è autore, ed interprete, dà alle leggi quell' ampiezza che vuole. Non si crederà egli mai, che sia circoscritta la sua autorità dal vocabolo di polizia, nè si farà una legge di limitarsi a quei soli oggetti, che sotto questo vocabolo si comprendono; e per polizia intenderà di proibire al cattolico ogni culto esteriore, perocchè questa esteriorità perturba la quiete pubblica. — Ma sarà questa una violenza di fatto, e una usurpazione di diritto. Nò, risponderanno i governanti; noi siamo generalmente

convenuti col capo della Chiesa cattolica, che in tanto sarà permesso il culto pubblico de' cattolici, in quanto « se conformera aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. »

E neppure si crederà il governo legato ai soli casi del pericolo di turbare la pubblica tranquillità, sulla qual circostanza molto si appoggiano i difensori del più volte mentovato articolo, affin di dimostrare, che non è illimitata la giurisdizione che allo stesso governo è stata accordata. Ma vogliamo noi di buona fede lusingarci, che questo governo, composto di persone quasi tutte non cattoliche, serberà tanta sobrietà e moderazione? Supponiamolo per un momento. Chi non vede però quanto vasto campo presenti l'ispezione sulla pubblica tranquillità. Nulla vi è di esterno, che non possa esserne in qualche modo dipendente : un nastro, un cappello, una divisa, un gesto, una parola, tutto può servir di pretesto per alzar querela, che il pubblico, la società ne sia inquietata. Questo anzi è stato il sistema, che ha servito di fondamento ai Protestanti per togliere alla Chiesa ogni esterior potestà. Ma vi risponde bene il non sospetto Bossuet [1], che se la pubblica temporal quiete, e felicità fornisce ai Principi una ragione di vegliare sulla esteriore polizia della Chiesa, la Chiesa potrà per egual motivo appropriarsi il diritto di sopraintendere alle cose politiche e temporali, ad effetto di mettere in sicuro la felicità spirituale ed eterna de' popoli. Cade dunque e rovina questo fondamento, assurdo per sè stesso, e per gl'inconvenienti che ne derivano; e quindi non dovevasi mai adottare, e farsene un articolo di concordato tra la Santa Sede e il governo francese, accreditando questo suo pretesto della comune tranquillità, per darsi ansa a metter mano sulla pubblicità del culto cattolico...

E, oh Dio! chi sono mai coloro, che presiedono a questo governo,e quali saranno i loro successori? I rammentati imperatori Costantino, Valentiniano, Teodosio, e dopo di loro il più intraprendente Giustiniano, oltrepassarono talvolta i limiti di quella protezione, che ben volentieri la Chiesa riconosce ne' Principi suoi figli, e suoi avvocati. Che farà un governo, il quale dopo aver bandito dalle sue provincie la cattolica religione, dopo averla perseguitato con editti scandalosissimi, e dopo essersi mac-

[1] Difesa della Dichiarazione; Part. I. lib. I. sez. 2. cap. 34.

chiato del sangue di tanti martiri, le riapre ora l'adito nel suo seno, non come religion dominante, ma qual' opinione religiosa della maggior parte del popolo; non per amore, ma per timore; non per ossequio, ma per politica? Intanto la vuole spogliata e nuda, scarsa di ministri, ministri salariati, ministri nominati dall' istesso governo, ministri che nel passato tempo apprestarono esca all' incendio, ministri che si voglion passare per cattolici, quantunque autori dello scisma, nè colla penitenza riconciliati; e all' opposto i pastori legittimi, i confessori della fede di Gesù Cristo esuli dalla patria, e quel che è più, (nè posso dirlo senza lagrime) colla stessa spada di Pietro tagliati fuora e separati dalle loro greggie; claustrali sterminati da ogni angolo di sì vasto impero, sacre vergini senza asilo; capitoli e seminari senza sostentamento; tempi, quali ne avanzano dalla passata profanazione, luridi e squallidi; fondazioni, legati, opere pie, prerogative, immunità abrogate, e distrutte; uno scheletro in somma senza spirito, senza sangue, spolpato, inseechito, questa è la larva di religione, che si ristabilisce in Francia, e coloro che hanno delineati un sì lugubre disegno, hanno il coraggio di farne pompa, e di usurparsi il titolo di esserne i ristoratori? E noi accettiamo questo scheletro, noi ci fidiamo di questi ristoratori, noi facciamo sacrifici i più dolorosi, noi sanzioniamo convenzioni e patti quasichè trattassimo con un Costantino, con un Carlo Magno, con un Francesco I, con un Carlo V, con una regina Maria, con un Arrigo IV, col re Augusto di Polonia? Principi tutti, coi quali se la Sede Apostolica fu liberale e condiscendente, avea la caparra di riportarne un copioso frutto dalla loro vera pietà, e costantissimo impegno per sostenere la religione. Si doni nondimeno tutto anche a chi non ha impegno eguale, e si ceda all' infelicissima condizione de' nostri tempi; ma non si donino, non si prostituiscano le massime, affinchè la potestà secolare non estenda sugli oggetti non suoi quell' autorità, che le si è data da Dio pel solo governo temporale de' popoli. Si tolleri tutto, ma non vi si presti consenso; si taccia, se il parlare è infruttuoso; ma, se si parla, si dica la verità; perchè questa sola dee star in bocca del sacerdote, e la costanza in difenderla e sostenerla impetra la protezione di quello che « habitat in coelis, irridebit, et subsannabit eos qui convenerunt in unum adversus Dominum et adversus Christum eius. »

Sottopongo questo qualunque siasi mio debolissimo sentimento all' altrui più illuminata mente, e al sovrano giudizio della Santità Sua.

(Arch. du Vatican, *App.*, *vol. 25.*)

728 ter. — Rapport de Di Pietro

(T. III, p. 363.) [14 août 1801.]

Congregazione avanti alla Santità di Nro Signore, tenuta la mattina de' 14 agosto 1801, e intimata la matina stessa.

Sulle istanze avvanzate rapporto agl' intrusi[1], si fanno li seguenti brevi riflessi :

La S. Sede si è ben guardata di scrivere a tal sorta di gente, perchè non avesse a sospettarsi neppur di lontano, che fosse in comunione con loro. Questo fu il sistema tenuto costantemente nel pontificato della Sa : Me : di Pio VI; e continuato anco da Vostra Santità, non essendosi giammai risposto alle lettere degl' intrusi. Qualche esempio non molto recente di lettere dei Papi ai vescovi scismatici, non è applicabile al caso nostro, mentre a quelli non mancava, come a questi, il titolo della consagrazione. Tutta volta, si potrà forse estendere a quest' atto la paterna carità del S. Padre, e si potrà salvare coll' esempio, che Gesù Cristo venne al mondo a cercare egli stesso i peccatori.

Scrivendo però Sua Santità agl' intrusi, convien decidere in qual modo abbia a farlo.

Pare che non possa prescindere dal chiamarli col titolo, che ad essi compete. Giova riferire a questo proposito che avendo, l'anno 1791, scritto alla Sa : Me : di Pio VI certo Nicolo Filiberto, annunziando di non aver potuto opporsi ai voti del popolo, che avevalo eletto vescovo di una nuova diocesi formata collo

[1] La congrégation qui siégea le 12 août aborda aussi la question du clergé constitutionnel. Plusieurs pièces venaient d'arriver de Paris sur cette matière épineuse, et entre autres un mémoire de Spina (pièce n° 1278; t. V, p. 623) qui fut confié à l'examen d'un consulteur, le P. Soldati, « segretario dell' Indice. » Di Pietro, bien que surchargé de travail et disant de lui-même « non si ha più testa », dut préparer en toute hâte les mesures relatives aux constitutionnels pour la seconde réunion de la congrégation, qui, comme on l'a vu, se tint le 14.

smembramento di quella di Reims e di altre, e protestando insieme tutto l' ossequio, e ubbedienza al capo della Chiesa, Sua Santità gli fece rispondere, per organo dell' Emo Zelada, per disapprovare la di lui condotta, e per eccitarlo al ravvedimento; e il titolo della lettera fu questo: « Nicolao Philiberto, in episcopum illegitime electo. »

Sembra dunque che il titolo del breve ai vescovi, e ai parrochi intrusi (dico ai parrochi, non essendo bene di trascurare questi secondi, che fanno causa comune coi primi), debba portare il seguente titolo, o altro equivalente : « Universis ecclesiasticis viris, in episcopos vel parochos in Gallia illegitime electis vel assumptis », ovvero « Illegitimis Galliarum episcopis vel parochis[1] ». Ciò si rende tantoppiù necessario, quantocchè nel breve per la dimissione de' vescovi titolari, non si è fatto uso della parola « legittimi. »

Circa i sentimenti del breve, toccherà al S. Padre il determinarli. Lodevole è sempre la carità, e la mansuetudine; ma la mano pietosa del medico non si trattiene dal far sentire all' infermo l'amaro di quella medicina che servir deve a curarlo Se l'infermo la ricusa, è tutta sua colpa. Il Samaritano evangelico infuse nelle ferite insieme coll' olio anco il vino. Gesù Cristo sgridò i Farisei, e disse loro in pubblico delle cose molto aspre, quantunque non possa dubitarsi, che bramasse di guadagnarli.

Vi è da riflettere di più nella presente circostanza a due cose. La prima è la combinazione di scriversi contemporaneamente ai vescovi legittimi, e l'enorme divario che passar deve fra essi, e

[1] Cet intitulé n'a pas été admis. — Comme nous l'avons dit (t. III, p. 381, note), le bref « Post multos », relatif aux évêques constitutionnels, a été rédigé en plusieurs variantes, dont une, que nous n'avions pas signalée, vient d'être reproduite par le P. Rinieri (p. 341) Chaque variante a été imprimée séparément à Rome, afin que celle qui serait choisie par Spina pût être utilisée immédiatement par lui. On a vu néanmoins (t. IV, p. 124, note) que le texte adressé par Spina aux évêques constitutionnels, a été réimprimé à Paris, sans doute parce qu'il combinait ensemble plusieurs des variantes envoyées de Rome.

Nous avons rapporté (t. IV, p. 124, note) que le texte « direct », supprimé par Spina, avait été retrouvé en 1810 par Grégoire dans un registre « Epistolæ ad principes », transporté de Rome à Paris. Le bref « direct » n'est pas copié sur ce registre, qui est rentré depuis au Vatican; mais, en 1810, il pouvait s'y trouver encarté, comme feuille imprimée.

gl' intrusi. La seconda è il linguaggio usato rapporto a costoro dalla Sa : Me : di Pio VI, che dopo averli esortati con gravi parole al ravvedimento, li ammonì severamente, ed intimò ad essi i fulmini della Chiesa. Tutti i brevi relativi a tale oggetto furono ricevuti con applauso, e con venerazione da tutto il cattolicismo.

Quanto alle condizioni da esigersi da essi indispensabilmente, è facile il persuadersi, che non bastano delle mezze parole, nè de' termini equivoci, qual' e quello..., per profittare del benefizio della riconciliazione; tantoppiù che sappiamo appartener tutti alla setta de' Giansenisti, fecondissima di sutterfugi. Vi vuole un atto di ritrattazione chiara, e lampante, e di sommissione assoluta ai decreti della S. Sede, e vi vuole inoltre la reale dimissione delle chiese usurpate. Si tratta di pubblicissimi peccatori, di fautori e consumatori dello scisma, di delinquenti ostinatissimi, i quali hanno sprezzato tutte le ammonizioni della S. Sede, e che nell' atto della trattativa hanno eretto sfacciatamente un contraltare, e seguitano tuttavia le loro indegne conventicole. Dagli eretici, e dagli scismatici ravveduti, e che si sono spontaneamente umiliati confessando l'errore, e domandando perdono de' loro falli, ha voluto ciò non ostante la Santa Sede esigere professioni di fede, ritrattazioni solenni, e sottoscrizioni di ben concepiti formolari. Nè poteva farsi altrimenti, per la necessità di reparar lo scandalo, la quale nasce dal gius naturale, e divino, e che per conseguenza non può dispensarsi nemmeno dal Sommo Pontefice. Se ne possono bensì assegnare le regole; ma sempre proporzionate alla gravita de' delitti, onde Iddio e la Chiesa ne rimangano soddisfatti convenientemente. Vi è da fare un' altra serissima riflessione sù questo importante negozio, ed è, che si corre rischio, trattando gl' intrusi troppo benignamente, e contentandosi di un qualche atto equivoco cui non faranno difficoltà di aderire, che il governo prenda l'appiglio di dire, che essendosi riconciliati colla Chiesa, sono anco degni di essere eletti alle sedi della nuova circoscrizione.

Per l'assoluzione degl' intrusi se si vogliono seguir le traccie segnate dall' immediato glorioso predecessore di Vostra Santità, nel breve « Ubi Lutetiam » dei 13 giugno 1792, uopo è dai medesimi esigere quanto segue : « Et ne absolutiones hujusmodi

(cioè agli intrusi), inconsulto concedantur, aut sint inter se difformes, inhœrentes nos Concilio Nicæno et benigniori (notisi bene queste parole) Ecclesiæ disciplinæ, jubemus intrusorum absolvi neminem, nisi prius scripto ejuraverit Civicum sacramentum, illosque errores qui Civili constitutioni cleri gallicani continentur, et nisi declaraverit speciatim sacrilegas esse ordinationes ab intrusis sive receptas sive peractas, irritam esse collatam ab iis auctoritatem, injustamque et nullam esse intrusionem, una cum actibus inde consecutis, et nisi jurejurando promiserit se Apostolicæ huic Sedi, legitimisque episcopis obtemperaturum, et nisi denique parochiam ejusve partem reapse abdicaverit, eorumque ejuratio atque abdicatio publica fuerit, perinde ac crimen quoque publicum fuit, injunctis eorum singulis quantum spiritus et prudentia suggesserit, ut aiunt Tridentini Patres, pro qualitate criminum et pœnitentium facultate, salutaribus et convenientibus satisfactionibus. »

Ecco quel che richiese Pio VI per l'assoluzione degli intrusi, protestandosi di seguire « benigniorem Ecclesiæ disciplinam »; e lo richiese nella circonstanza nella quale dai medesimi si facesse istanza per l'assoluzione. Niuna istanza ora si fa a Vostra Santità dagli intrusi medesimi (circostanza sommamente rilevante, giacchè ci fa conoscere quali siano i loro sentimenti circa l'assoluzione da ricevere); e dalle notizie comunicatemi dal sig. cardinal segretario di stato, non vi ha luogo neppure a richiedere per parte di Vostra Santità l'osservanza di ciò che prescrisse Pio VI per l'assoluzione dei medesimi : sì grande è l'impegno, che ha il governo dei medesimi, e sì strane sono le idee, e totalmente opposte alle massime di nostra religione circa l'assoluzione degl' intrusi medesimi.

Resta dunque a vedere se possa combinarsi una formola di ritrattazione, la quale non disgusti il palato di chi neppur pensa a richiederla, e che salvi nello stesso tempo le massime costantemente tenute dalla Sede Apostolica in affari consimili.

Non troverei difficoltà che si proponesse una formola di ritrattazione, nella quale ai medesimi si richiedesse che si conformino alle decisioni emanate dalla Sede Apostolica circa gli affari ecclesiastici di Francia, lo che dicano di fare per profittare del beneficio di riconciliazione offerto da Sua Santità nel felice ristabilimento della cattolica religione in Francia, al quale ha

aperto l'adito con somma sua lode il governo francese, oppure il Primo Console, « et eorum conscientiæ consulant. »

(Arch. du Vatican).

732 bis. — Bref spécial pour les évêques d'Allemagne.

(T. III, p. 381). [15 août 1801 [1].]

Pius P. P. VII

Venerabiles fratres, salutem et apostolicam benedictionem.

Le dolorose circostanze dei tempi come hanno tenuto in molta sollecitudine, e hanno recato grave amarezza ai ven. nostri fratelli vescovi della Francia e di altri luoghi, così ben sappiamo, che voi pure, ven. fratelli, chi in maggiore, e chi in minor parte, siete stati soggetti a partecipare di simili disastri; e avendo voi in tali congiunture fatte vie meglio apparire le vostre virtù, vi siete resi assai benemeriti della cattolica religione, e vi siete giustamente procacciate le nostre e le comuni lodi.

Quel molto però, che avete fatto fino ad ora. ven. fratelli, non è tutto quello, che dalla vostra virtù e dal vostro zelo esige il bene della cattolica religione. Ciascuno di voi non può non conoscere perfettamente fino a qual segno dobbiamo interessarci per la conservazione dell' unita di Santa Chiesa : e appunto questa esige ora da voi una nuova pruova della grandezza e virtù del vostro animo, con cui dimostriate al mondo intero, che il vostro impegno e i vostri desideri sono unicamente diretti al bene della Chiesa.

Un nuovo sagrifizio richiede presentamente da voi la religione, e la Chiesa; e noi vogliamo tenerci sicuri, che voi, o ven. fratelli, ad ottenerci il libero esercizio dell' una, e mantenere l'unità dell' altra, sarete prontissimi ad offerirlo, per contribuirvi quanto dovete dal canto vostro; e a questo noi per les viscere del N. S. Gesù Cristo vi esortiamo, vi preghiamo, vi scongiuriamo.

Quelle parti delle vostre chiese e diocesi, le quali ora appartengono al temporale dominio della Francia, si hanno spontaneamente e liberamente a dimettere da voi nelle nostre mani,

[1] En tête de cette pièce on lit : « Per quei vescovi di Germania, i quali dovranno cedere parte delle loro diocesi. » — Nous avons signalé (t. IV, p. 318, note 2) l'absence de ce bref. Pour toute cette matière nous renvoyons à la « Table analytique du Concordat » (t. V, p. 691.)

per esserne da noi medesimi data in avvenire la cura spirituale ad altri vescovi.

Ben conosciamo quanto all' amoroso cuor vostro sarà per dispiacere l'abbandonare quella porzione del vostro gregge, che avete avuta sempre carissima, e per la di cui salute avete continuamente impiegate infinite cure, e pensieri. Ma quantò più sarà ciò sensibile al vostro animo, e quanto più volentieri lo eseguirete, tanto maggiormente sarà accetto a Dio, e tanto maggiore compenso dovrete aspettare.

Vi servirà certamente di stimolo, ven. fratelli, l'illustre esempio di vari altri vescovi, i quali scordandosi quasi delle proprie loro persone, dopo avere sofferti innumerabili travagli, non hanno avuta la menoma difficoltà di spogliarsi interamente, e liberamente dimettere le loro chiese, in vista soltanto dell' oggetto interessantissimo della conservazione dell' unità di S. Chiesa, e della ripristinazione del libero esercizio del culto della cattolica religione.

La opinione, che sempre abbiamo avuto della religione e virtù non meno vostra, che dei vostri insigni Capitoli, non ci fa punto dubitare, che ciascuno non sia per uniformarsi prontamente con ogni docilità a queste nostre esortazioni e preghiere, di modo che fin d'adesso ci rallegriamo, che ne conseguirete quella immortal gloria derivante di natura sua da un atto sì virtuoso, il quale farà senza meno tacere le bugiarde lingue de' maledici, che inventano calunnie di fasto, di superbia, e d'interesse ne' ministri del santuario.

Quantunque però siamo certi della pronta vostra rassegnazione nell' eseguire questi nostri consigli, nulladimeno per la circostanza dei tempi siamo, o ven. fratelli, nella necessità di notificarvi essere assolutamente indispensabile, che oltre al dare subito un autentico documento della ricevuta di queste nostre lettere a chi ve le avrà esibite, dovrete, nel termine almeno di dieci giorni, consegnare altresì la risposta in iscritto, contenente l'espresso consenso vostro, e dei vostri Capitoli, alla spontanea libera cessione di tutte quelle parti delle vostre chiese e diocesi, che attualmente si trovano soggette al governo francese. Vi avvertiamo ad un tempo esigersi dalle anzidette gravi cagioni, che tali risposte, e consensi vostri e dei vostri Capitoli siano assoluti, non dilatori nè condizionati, cosicchè se nel mento-

vato termine di dieci giorni o non avrete consegnati gli assoluti consensi, o gli avrete dati con qualche condizione, o avrete risposto in termini dilatori, ci trovaressimo forzati a considerare voi, e i vostri Capitoli, come se ricusaste di prestarvi alle nostre domande. Questo peraltro speriamo, che non sarà mai per accadere, massime chè nel presente stato delle cose non potete voi, ven. fratelli, ignorare gli efficaci desideri della podestà secolare, e non potete insieme ricusarvi dal contribuire alla conciliazione della pace della Chiesa, e alla conservazione della religione cattolica. E ci lusinghiamo all' incontro, che voi medesimi, coi vostri illustri Capitoli, ci darete tutta la mano per ottenere tutto quel bene, a cui sono dirette le nostre mire : non potendo specialmente isfuggire alla vostra saviezza, che in caso di renuenza saressimo, nostro malgrado, costretti ad usare di ogni mezzo, che abbisognasse a togliere qualsisia impedimento per conseguire un bene di tanta importanza.

Giudichiamo che voi, o ven. fratelli, siate così persuasi della nostra benevolenza, ed impegno che abbiamo sempre nudrito per voi, e per le vostre chiese, e Capitoli, da non esservi bisogno, che vi accenniamo con molte parole, niente esser stato tralasciato da noi per procurare di risparmiarvi simili amarezze; ma che le circostanze dei tempi, a cui siamo stati obbligati di rassegnarci, nel rendere inutili tutti i nostri sforzi, ci hanno insieme reso manifesta la necessità delle accennate vostre cessioni. E stimaressimo di fare ingiuria alla religione, e virtù vostra, e dei vostri Capitoli, se sospettassimo, che alcuno fosse per preferire la conservazione de' suoi diritti all' utilità della Chiesa e dei cattolici.

Non dubitando pertanto, che colla conosciuta saviezza voi, unitamente ai vostri Capitoli, provvederete senz' indugio nella sovraccennata forma al bene della Chiesa, e al vantaggio spirituale de' fedeli, pregando il Signore Iddio, che confermi la virtù vostra, vi compartiamo, in pegno della nostra amantissima benevolenza, l'apostolica benedizione.

Datum etc., die 15 augusti 1801, Pontificatus etc.

(Arch. du Vatican, *App.*, *vol.* 25.)

739 bis. — Consalvi à Caleppi.

(T. III, p. 421.) Roma, 16 agosto 1801.

Il corriere Livio, che porta a Parigi la ratifica, le recherà questa lettera. Appena ho il tempo di accusarglielo e darlene la nuova. La prego delle accluse. Io posso assicurarla che in questi giorni non ho avuto tempo nè di mangiare, nè di dormire. Oh! che vita è questa! Ma il peggio sono le angustie. Con la posta le scriverò con comodo sù questo grande affare: adesso è impossibilissimo. Mgor mio, mi voglia bene. Le scriverò per la posta anche sù di lei. Resto, in sommissima fretta, suo amico vero.

(Arch. du Vatican.)

769 bis. — Les membres du Concile au P. Consul.

(T. III, p. 467.) Paris, 21 août 1801.

L'an de Jésus-Christ 1801, 21 du mois d'août, dans une réunion où se sont rencontrés les RR. évêques de Blois, d'Amiens, de Saint-Claude, de Rennes, de Besançon, de Bordeaux, de Bourges, de Rouen, de Clermont, de Grenoble, d'Agen, de Tarbes, de Rodez et de Troyes, plusieurs évêques ont rendu compte du vœu émis par leurs métropoles respectives sur la marche à suivre dans les circonstances. Toutes désiraient l'établissement d'un bureau central, chargé de correspondre avec les diverses métropoles, de prescrire, de distribuer et d'adopter définitivement la rédaction des écrits qui lui paraîtraient urgents. Partagées de sentiment sur la composition de ce bureau, les unes souhaitaient que les RR. évêques de Blois et d'Amiens, nommés par le Concile pour former la commission intermédiaire, s'adjoignissent eux-mêmes quelques évêques, en nombre qu'ils jugeraient convenable; les autres étaient d'avis que le choix des membres fût laissé aux métropoles, dont ils seraient les représentants. La discussion s'étant engagée sur cette matière, il a été arrêté qu'aux RR. évêques de Blois et d'Amiens seraient associés six évêques, dont un serait choisi par les métropoles de Paris et de Reims réunies, un par les métropoles de Lyon et d'Aix, un par celles de Besançon et de Bourges, un par celles de

Rennes et de Bordeaux, un par la métropole de Rouen, et un par celle de Toulouse [1].

Tous ensuite ont fait au R. Grégoire, évêque de Blois, les plus vives instances pour qu'il se transportât chez le Premier Consul. Sacrifiant sa répugnance au vœu général et à l'amour du bien, cet évêque a promis d'envoyer au Premier Consul une lettre avec les observations des évêques, et de lui offrir des renseignements ultérieurs, donnés de vive-voix, s'il le désirait. En conséquence, on s'est occupé des observations à présenter au Premier Consul, et elles ont été rédigées et adoptées ainsi qu'il suit :

« Cit. Premier Consul,

« Malgré les infirmités de l'âge, la pénurie des ressources, l'éloignement des lieux, la difficulté du voyage et les menaces de la malveillance, le désir sincère de concourir à la pacification religieuse avait réuni, sous vos auspices, quarante-trois évêques et plusieurs prêtres en Concile national. Leurs premières séances avaient été consacrées à donner l'exemple, à intimer le devoir et à développer l'étendue de la fidélité au gouvernement. Nous osons le dire, un caractère de sagesse et de dignité présidait à leurs opérations ; des travaux utiles et mûrement réfléchis allaient paraître au moment où cette réunion de pasteurs, constamment dévoués depuis douze ans à la religion et à la patrie, a été invitée à cesser ses fonctions.

« Nous ne vous dissimulons pas, cit. Consul, combien nous avons été sensibles à une séparation qui a été annoncée par les dissidents, aux extrémités de la République, avant qu'elle ait été opérée : peut-être vous savez combien ils en triomphent. Mais nous n'avons su qu'obéir, et nous n'avons pas voulu même nous permettre de représenter que la cour de Rome n'aurait pu solliciter cette dissolution du Concile, que dans la vue de porter atteinte aux précieuses libertés de l'église gallicane. Qu'elle s'en

[1] Cette élection de six membres, qui aurait été très difficile dans les circonstances, ne paraît pas avoir été essayée. En fait, Grégoire et Des Bois continuèrent à travailler avec Wandelaincourt, qu'ils s'étaient associé depuis au moins un an, et s'adjoignirent Demandre et Moyse jusqu'au moment des démissions (t. IV, p. 130, note — *Annales*, t. XIII, p. 576). Jusqu'à la dernière heure, ils gardèrent le titre d' « Évêques réunis. »



applaudisse ! C'est pour nous un sacrifice douloureux; mais c'était un devoir de ne pas laisser suspecter un instant notre soumission au gouvernement et notre désir de la paix.

« Cette soumission cependant, que vous ne pouvez voir avec indifférence, donne lieu à nos adversaires de publier que nous avons encouru votre disgrâce, et que nous ne pouvons plus compter sur la protection du gouvernement. Notre destinée politique est-elle donc de ne pouvoir multiplier les gages de notre attachement à la religion et à la patrie, sans être abreuvés de nouvelles amertumes, et sans être en butte à des autorités subalternes, ennemies du nouvel ordre? S'il nous est permis d'en croire nos collaborateurs, qui partagent nos sentiments et nos malheurs, ils nous annoncent qu'on répand l'inquiétude dans les campagnes, qu'on agite les peuples et qu'on leur ôte toute espérance de paix, en ranimant parmi eux les fureurs du fanatisme. Peut-elle être plus critique, la situation de ces évêques et prêtres, que les vues les plus pures ont conduits dans cette cité, à travers tous les dangers, pour y former une assemblée, qui a été honorée de la haine constante des ennemis de la religion et du gouvernement? Après leur séparation subite, retourneront-ils dans leurs diocèses, s'ils n'ont pas la satisfaction de pouvoir y annoncer la paix religieuse qu'ils avaient fait espérer? Triste perspective, que le gouvernement seul peut leur dérober[1] ! »

(Pap. de Grégoire[2].)

[1] Cette lettre fut signée par Le Coz, en qualité de président du Concile. Le ministre de l'intérieur, Chaptal, d'après les ordres du P. Consul (pièce n° 770; t. III, p. 467), y fit la réponse suivante : « Paris, 11 fructidor an IX (29 août 1801.) — Le P. Consul m'a transmis, cit., la lettre que vous lui avez adressée pour lui annoncer le terme de votre session, et le motif qui en avait suspendu les travaux. Le gouvernement a vu avec satisfaction, cit., que, ministres d'un Dieu de paix, vous n'en avez pas démenti le caractère. Il a vu avec intérêt que vos vœux et tous vos efforts ne tendent qu'à seconder ses intentions bienfaisantes, et que, d'un commun accord, vous travaillez à éteindre les haines, rétablir partout l'harmonie et assurer le bonheur de tous. » — En publiant cette lettre, le rédacteur des *Annales* (t. XIII, p. 432) la faisait précéder par les réflexions suivantes : « Les détails de la séparation du Concile appartiennent à l'histoire, et les motifs les mieux assurés de reconnaissance et de sensibilité pour la bienveillance du gouvernement ne cesseront d'animer les membres de cette assemblée. Nous pourrions en présenter les preuves; nous nous contenterons de citer la lettre suivante du ministre de l'intérieur. »

[2] Nous devons la communication de cette pièce à l'obligeance de M. Gazier.



862 bis. — Consalvi à Caleppi

(T. IV, p. 14.) Roma, 4 settembre 1801.

Io le scrivo due righe sulle cose nostre, riserbandomi farlo meglio domani sera con la posta di Genova. Le dico dunque che il cardinal Caprara parte dimani : si tratterrà in Firenze due o tre giorni. Mgor mio, la di lui compagnia[1] mi tiene inquieto. Egli ha seco dei franconi, che il mio carattere aborisce. Saranno buona gente, ma sono intriganti per natura. Il canonico Sala mi fa tremere : il di lui fratello Domenico saprà tutto da vero. Anche Ducci e Mazio sono troppo franchi, in specie il primo. Avviso lei di queste cose, acciò a costoro nulla dica : meno sapranno e meglio è.

(Arch. du Vatican.)

881 bis. — Consalvi à Caleppi

(T. IV, p. 53.) Roma, 25 settembre 1801.

Angelucci è in Viterbo col fratello. Vivaldi è encora qui[2]. Non sono pochi gli altri patriotti che rientrano. Le corrispondenze e

[1] La liste complète des personnes composant la légation de Caprara à Paris, se trouve t. V, p. 448. — Sur Giuseppe-Antonio Sala, voir plus haut, p. 49. — Vincenzo Ducci, après avoir été pendant douze ans archiprêtre de Castel-Gandolfo (dioc. d'Albano), puis curé d'une paroisse à Orvieto, avait obtenu avant la révolution la « propositura » de Bolsena. — Dans une note de Consalvi, écrite à ce moment, on lit : « L'Emo Caprara fissò già fin dal principio, a suo genio, le poche persone del suo seguito. »

On a vu (pièce n° 870 ; t. IV, p. 37) que « l'elenco delle facoltà », préparé pour Caprara, ne lui fut envoyé que le 13 septembre. Ces facultés, bien que consignées dans des brefs portant les dates des 24, 25 et 29 août (t. IV, p. 24, 24 note, 27), furent revisées par la congrégation restreinte, qui avait déjà été réunie le 28 juillet (Albani, Antonelli, Carandini, J. Doria, Gerdil), et à laquelle Consalvi s'adjoignit. Di Pietro écrivit, en effet, le 12 septembre, à chacun des membres de cette congrégation : « Determinatasi la Santità di N. S. a comunicare al sig. card. Caprara, legato a latere, tutte quelle facoltà che possono assegnargli per vantaggio spirituale dei cattolici della Francia, ha ordinato al patriarca di Gerusalemme di formarne i due elenchi che acchiude all' Em. V., supplicandola di esaminarli e correggerli, per indi sollecitamente passarli nelle mani degli altri, di contro notati, Emi suoi colleghi, l'ultimo dei quali degnerassi di tornarli allo scrivente... »

[2] Angelucci et Vivaldi avaient figuré dans la République romaine, le premier dans le Consulat. — Sur les menées des patriotes italiens, voir t. V, p. 12, etc.

le loro cattive intenzioni sono sicure. Essi odiano noi, e i Francesi, che non sono quali essi vorrebbero. Non temo la loro forza; ma un tradimento possono farlo. È bene di invigilarli fuori e qui, come si procura certo di fare. Se ella ha nuove sù di loro, non me le defraudi.

Non credo vero, o almeno fedele quel discorso, che lei mi la inviato di Bonaparte ai vescovi costituzionali[1]. Certo quel periodo : « J'ai pris des renseignements avec les évêques français, qui sont chez l'étranger, et je me suis assuré de leur fidélité », non può esser così come è scritto; ma ciò resti fra noi.

Ella sarà incaricata di presentare un breve del Papa[2] ai vescovi Francesi e Corsi che possano essere in Toscana, che credo due o tre in tutto. Avrà tutte le istruzioni sul modo; onde per ora resti in lei l' avviso.

Quanto a Pesaro, finalmente il general Suire ha scritto da Rimini a mgor Cacciapiatti, che vada, o mandi a prenderne la consegna. Egli vi ha mandato due deputati, e poi li seguirà. Tutto sta che non esiggano la dichiarazione *a forma* del trattato di Tolentino, che non si avrà certamente da fare, e che potrebbe portare imbarazzo. Sentiremo, e ne sto in ansietà molta.

Domenica, io do gran pranzo ministeriale a M. Cacault per la ratifica venuta da Parigi, e la piena concordia sull' affare della religione ben assicurata. Ci saranno i dodici cardinali della congregazione di Francia, e il corpo diplomatico, prelati ecc. Lunedì, ci sarà il concistoro con tre cardinali già riservati in petto, cioè Zondadari, Litta, e il P. Lucchi : si pubblicano in segno di letizia per la ratifica cambiata.

Circa i passaggi delle truppe, mi riporto a ciò che le ne dico in altre mie due contemporanee.

[1] Le texte de ce discours supposé se trouve t. III, p. 459, note 2.

[2] Le bref « Tam multa ». — Quelques jours plus tard, le 14 octobre, Consalvi écrivait à Caleppi : « Sappia per suo lume, che tutti i vescovi legittimi che sono in Francia hanno già accettato il breve « Tam multa »: e di più sappia che mi scrive Mgor Spina, che lo hanno accettato anche quelli d'Inghilterra. Lo hanno pure accettato questi che sono nello stato del Papa, ed ho tutto il fondamento di attendere lo stesso dal vescovo di Vence in Venezia, e da quel di S. Flour in Palermo. Ci faranno una bella figura i pochi renuenti. Non sarebbe male, che ella facesse ciò giungere alle orecchie di codesti due in Toscana. »

Vengo a M. Agar[1], ma in somma segretezza. Il suo viaggio mi ha molto afflitto. Sà ella perchè è venuto? Per farci rinunziare al rimborso delle forniture di fruttidoro, cioè a cento e più mila lire. Si è tenuto fermo, e si è detto che non si voleva uscire dalla linea tracciata da Bonaparte, che ha detto che le avremo dalle mani di M. Cacault. — Egli dice che Murat deve fare il fondo a Cacault, e che non lo farà, perchè non l' ha. Si è risposto : pazienza. — Egli dice che Murat non l'ha, perchè lo ha consumato, non facendo pagare dal Papa il soldo Ancona, oltre le sussistenze, come fino al 1° fruttidoro ha sempre creduto il governo francese. Io ho dovuto prescindere dall' esame di quest' asserzione, e ho sempre risposto che il Papa non poteva uscir dalla linea, segnata da Bonaparte, mettendo da banda Cacault, con dirgli, che ci siamo aggiustati con Murat, come Agar ha proposto, dicendo che a Cacault gli si faccia il più alto segreto. In somma si è resistito, con di lui sommo scontentimento. Siccome mi ha recata una lettera pressantissima sù tale oggetto del general Murat (il quale ci è dentro piedi poi) così nel dirgli questo nò, che gli sarà amarissimo, gli si è detto che non potendo concorrere al suo sollievo per questa via, sì per non metter da banda Cacault, sì per non aver forze di sagrificar tanta somma, concorreremo al suo sollievo, benchè in assai minor somma, in altra maniera che si possa senza altrui offesa. Sicchè gli si farà un qualche non miserissimo regalo. Ma tuttociò sarà gettato, perchè sebbene fatto per mostrargli che la buona volontà non mancherebbe, pure egli non sarà soddisfatto sicuramente. Ma tutte queste cose sono un segreto altissimo, che niuno deve sapere, e solo le scrivo a lei acciò gli siano di lume, non mai però mostrando di averle sapute. Io però ho detto ad Agar, che già Michaud ne aveva dato a lei dei cenni senza mistero, e che lei me le aveva scritte. Il Papa ha voluto che glielo dica, acciò non imputasse a noi di averle palesate, ed anche per avere una ragione di più per la negativa, non volendo egli che si dicesse a Cacault. Egli ne è rimasto sorpreso. Si è intanto regalata a lui una scatola di mosaica, di 60 scutini, per addolcire il suo malcontento. A Murat si penserà presto. Ma zitti per carità, essendo materie sì delicate.

[1] Secrétaire intime de Murat (cf t. II, p. 377, note 2). — Sur la négociation secrète qu'il venait essayer avec Consalvi, voir t. IV, p. 42, 43, 51, etc.

Quanto poi alle forniture, improvvisamente Agar ha portato l'ordine a Solignac che un fornitore francese penserà a tutto, facendo gli affitti e le compre; e così Benincasa resterà fornitore per i soli viveri dei passaggi per le altre città, e per le vetture, trasporti ecc., sì nelle città che in Ancona; e le vetture per dentro e fuori, intendono che restiano a nostro carico non rimborsabili. Ci opporremo a questo, e ce la intenderemo con M. Cacault. Ma quanto ai viveri di Ancona, si è creduto di convenire nel dargli il danaro, cioè 11 mila scudi per settimana, ciò che si fisserà meglio, e li metteremo poi nella nota decadaria, che Cacault deve visare, e rimborsarsi poi dalla Francia ogni mese. In fondo però la truppa di Ancona, che si trovava assai ben servita da Benincasa, è assai malcontenta del cambiamento, che si crede un giro di guadagno. Tuttociò *tibi soli*, per suo lume e regola nei discorsi; ma non si apra con nessuno...

P. S. — Io ho avuta in dono una scatola contornata di brillanti, e così Spina e Caselli.

(Arch. du Vatican.)

887 bis. — Mémoire pour Spina sur la Circonscription

(T. IV, p. 62.) [Rome, 30 septembre 1801.]

Desideroso[1] sempre il Santo Padre di secondare in tutta quella estensione, che gli è possibile, le speciali premure del go-

[1] Le mémoire de Bernier sur la circonscription, du 5 septembre 1801 (pièce n° 794) avait été remis le 19 septembre à Consalvi (t. IV, p. 42). Ce cardinal écrivit aussitôt à Di Pietro :

« Ricevo al momento da M. Cacault le annesse carte, relative alla nuova circoscrizione delle diocesi, giunte oggi con un corriere francese. In una simile giornata di posta, nemmeno ho il tempo di leggerle. Siccome M. Cacault viene a parlarmi dimattina, così sul dubbio che vi sia qualche cosa che esiga che io sia prevenuto, mi rivolgo a lei, come ad altare di refugio, acciò, pieno di sufferenza come è, dia una occhiata sulle carte, e se veda non essere necessario che io per il discorso con M. Cacault sia prevenuto di cosa alcuna, mi rimandi le carte senza far altro : se poi trova cosa da farmi avvertire, bastano poche righe sù quella cosa che esige la prevenzione... »

L'affaire étant très pressante (cf. t. IV, p. 45, 52, 55, etc.), fut soumise à la congrégation des aff. ecclésiastiques de France, qui se réunit vers le 27 septembre (t. IV, p. 61). C'est d'après l'avis de cette congrégation que furent rédigés les deux mémoires que nous publions ici. Ils furent annexés à une dépêche de Consalvi à Spina, du 30 septembre, qui n'a pas été retrouvée, et qui parvint à Paris vers le 23 octobre (cf. t. IV, p. 183.)

verno francese, commette a Mgor Spina di far sentire al Primo Console essere Sua Santità disposta a conferire sin da ora quegli arcivescovadi e vescovadi attualmente vacanti nella Francia per morte dei rispettivi arcivescovi e vescovi, accordando l'istituzione canonica a quegli idonei soggetti, che gli saranno nominati dal Primo Console, con eseguir ciò in tutto, e per tutto, in conformità del articolo 4 della convenzione di già ratificata. Siccome però le provviste di tali chiese arcivescovili e vescovili non potranno adesso farsi, se non a seconda dell' antica circoscrizione di ciascuna diocesi, così la Santità Sua, per provvedere convenientemente al bene spirituale dei cattolici limitrofi, i quali fossero rimasti privi di legittimo superiore ecclesiastico, darà insieme a tali novelli arcivescovi e vescovi l'opportuna amministrazione di tali chiese limitrofe.

Qualora poi simili disposizioni del Santo Padre non bastassero a rendere, come egli brama, contento il lodato Primo Console, potrà Mgor Spina fargli conoscere altresì, che ad oggetto di ottenere al più presto possibile il ripristinamento del libero esercizio della cattolica religione in Francia, Sua Santità indurrassi inoltre ad accordare una bolla, con cui, a seconda delle premure del governo francese, venga dichiarato, che in tutto il dominio della Repubblica stabilirà egli 10 chiese arcivescovili, e 40 chiese vescovili, affinchè da un tal preciso numero di arcivescovi e vescovi venga interamente amministrato il governo spirituale di tutti i cattolici esistenti nella stessa Repubblica : con riserbarsi la Santità Sua ad erigere in appresso, col mezzo di altrettante bolle separate, ciascuna sede arcivescovile e vescovile in quei termini, che appariranno adattati al bisogno.

E giacchè, a potersi effettuare la nuova bramata circoscrizione delle chiese arcivescovili e vescovili, è indispensabile lo avere prima le dimissioni de' legittimi vescovi tuttora superstiti, come lo aver pure i consensi di quei vescovi e capitoli, le cui chiese hanno a soffrire una maggiore o minore dismembrazione; e giacchè parimenti è indispensabile di conoscere con ogni distinzione i limiti delle rispettive diocesi, da enunciarsi con precisione nelle bolle apostoliche pel conveniente ristabilimento di ciascuna di esse, perciò Sua Santità, ricevuti che abbia gli autentici documenti delle accennate dimissioni e consensi, quando mancassero dettagliate notizie per la determinazione del

titolo di qualunque chiesa arcivescovile o vescovile, per lo stabilimento del numero delle dignità e canonici, che avranno a comporre i rispettivi capitoli di tali chiese arcivescovili e vescovili, per la fissazione di un numero di parrocchie corrispondente al bisogno delle rispettive popolazioni, e per la dettagliata enunciazione dei limiti di ogni diocesi, non farà difficoltà ad accordare le apostoliche bolle di erezioni di simili chiese arcivescovili e vescovili, commettendone la esecuzione al cardinale Legato, il quale dovrà allora aver cura di tutto precisare con chiarezza ne' suoi decreti esecutoriali.

[Autre mémoire.]

Rincresce sommamente al Santo Padre non essere in istato di poter accordare la bolla di una nuova circoscrizione delle diocesi della Francia con quella sollecitudine, che il governo francese mostra desiderare. La desidera egualmente Sua Santità, ma se ne vede con dispiacere impedito dalla natura istessa dell' affare. Varie sono le necessarie cagioni di simile ritardo, tra le quali debbono principalmente annoverarsi le seguenti.

Comprende ognuno facilissimamente, che a potersi dalla Santa Sede procedere all' erezione delle chiese arcivescovili e vescovili secondo la nuova circoscrizione, bisogna indispensabilmente premettere la soppressione delle antiche sedi, stabilite prima dentro e fuori della Francia, e tutt'ora sussistenti, e bisogna premettere altresì le dismembrazioni di varie porzioni di diocesi esistenti nella Germania, o altrove.

Per venire a tali soppressioni e dismembrazioni, forza è prima domandare ed ottenere le rispettive dimissioni libere degli antichi vescovi della Francia, e i consensi dei vescovi e capitoli degli altri luoghi. Conviene quindi interpellarci tutti, e prescrivendo ad essi il più breve possibile termine, aspettare le risposte : mentre nel solo caso, che alcuno di essi contradicesse irragionevolmente, potrà in seguito farsi luogo all' esercizio dell' assoluta autorità del capo della Chiesa, o per privarli, o per derogare ai loro consensi.

È parimenti necessario il conoscere se nei territori spettanti adesso alla Repubblica francese, vi siano abbazie, ed altre giurisdizioni ecclesiastiche *nullius*, le quali abbiano contemporaneamente a sopprimersi, dovendosi in tal caso pratticare per le

medesime quello stesso che si prattica per i vescovati, e dovendosi di esse pure fare menzione espressa nella bolla.

Sù questi riflessi, appunto nell' art. 2 della convenzione fu saggiamente stabilito, che tale circoscrizione farassi dalla Sede Apostolica di concerto col governo francese; poichè senza un preventivo maturo esame, e una preventiva intelligenza sù tutti i punti, è moralmente impossibile il formare una bolla di tanto grande importanza, dovendo il Papa, nell' usare tutta la condiscendenza al governo francese, fare insieme conoscere di provvedere convenientemente al bisogno di una buona parte del mondo cattolico, nè potendo trascurare alcuna benchè piccola porzione di diocesi, la quale venisse a restare senza il suo superiore ecclesiastico.

E quantunque Sua Santità dal piano presentatole di detta nuova circoscrizione rilevi, non senza qualche amarezza del suo animo, essere assai ristretto il numero delle sedi arcivescovili e vescovili, assai ampia la loro estensione, assai numeroso il gregge da assegnarsi specialmente ad alcuni dei vescovi ed arcivescovi, comprendendo la sola sede arcivescovile di Parigi una popolazione di un milione e settecento mila anime, e assai lontana la residenza di alcuni altri perchè possano i cattolici ricorrere ad essi comodamente, ciò non ostante la Santità Sua si dichiara fin da ora disposta a secondare in ciò le brame del lodato governo francese.

Ad istabilire peraltro le nuove sedi, è necessario erigere in ciascuna la chiesa metropolitana, o cattedrale, sotto l'invocazione del rispettivo Santo titolare, erigendovi insieme il suo Capitolo con un determinato numero di dignità, e canonici, non potendo esservi chiesa nè arcivescovile, nè vescovile senza Capitolo, e dovendosi ciò esprimere specificatamente nella bolla, nè potendo nascer dubbio rispetto all' erezione de' capitoli, essendo cosa già fissata nell' art. 11 della convenzione. Deve altresì enunciarsi nella bolla il territorio, che al vescovo si assegna col clero, e colle parrocchie in esso esistenti : qual territorio non può prescriversi assolutamente nei progettati termini generali, ma deve fissarsi in termini particolari, individuando tutti i luoghi almeno principali del suo circondario, entro i cui stabili limiti abbia facoltà il vescovo di esercitare la sua spirituale giurisdizione.

E a persuadersi della necessità di esprimere individualmente

tutte le cose anzidette nella pontificia bolla della nuova circoscrizione, basta dare un' occhiata a tutte le bolle emanate dalla Santa Sede in simili casi di soppressioni, dismembrazioni, ed erezioni di chiese arcivescovili, o vescovili, per conoscere tale appunto essere stato sempre il costante stile invariabile, pratticato dai Sommi Pontefici.

Tutto il più che potesse permettersi dall' indulgenza del Santo Padre sarebbe, che venuti in sue mani tutti gli accennati indispensabili documenti, e le notizie sommentovate, qualora non gli fosse stato notificato il preciso numero delle dignità e canonici da stabilirsi in ciascun Capitolo, e non gli fossero stati individuati i precisi luoghi del circondario di ciascuna diocesi, permettesse la spedizione della bolla, in forma commissoria, all' Emo Legato a latere, colla facoltà al Legato medesimo di esprimere nell' atto dell' esecuzione risguardante ciascuna chiesa, tanto il numero delle dignità e canonici, che avranno a comporre la chiesa stessa, quanto i luoghi, entro de' quali avranno a determinarsi i limiti della sua diocesi.

Se tra le chiese attualmente vacanti nella Francia per morte dei legittimi vescovi ve ne fosse qualcuna, la quale avesse a rimanere nel preciso stato, ed estensione, in cui era stabilita dapprima, potrebbesi fin d'adesso dal Primo Console venire alla nomina del vescovo novello, e servata la consueta forma canonica, procedersi dal Santo Padre alla conferma, e spedizione delle bolle in favore del soggetto nominato. Ma comecchè dalle carte trasmesse chiaramente apparisce non dover restare simili vacanti chiese nella precisa situazione in cui erano, forza è differire la provvista anco di queste dopo aver fatto i nuovi bramati stabilimenti.

Avendo poi Sua Santità rimarcato, che nella nuova circoscrizione rimane compreso lo stato di Avignone e Contado Venaisino, e avendo pure osservato, che in detto stato, e Contado, non conservavansi nè l'arcivescovato, nè i tre vescovati, che per lo innanzi vi erano, benchè avesse avuta buona ragione di lusingarsi, che a ciò sarebbe preceduto un amichevole concerto ad indennizzazione della perdita dei diritti spirituali e temporali della Santa Sede, della quale la stessa Assemblea costituzionale ne riconobbe la giustizia formandone pubblica dichiarazione, e di cui ricevette anco una sicurezza il suo predecessore Pio VI., —

nulladimeno la Santità Sua, non volendo frapporre alcun ritardo, nè volendo lasciare gli abitanti cattolici di Avignone, e del Contado senza il governo di un legittimo vescovo, consentirà, che anco tali diocesi siano comprese nella nuova circoscrizione. Riposa peraltro il Santo Padre nella giustizia del Primo Console, il quale avendo in tanti modi manifestate le rette sue generose intenzioni d'indennizzare quei Principi, cui le passate vicende hanno imposta la necessità di perdere i loro stati, non lascierà certamente di risarcire in special maniera lē perdite fatte dalla Sede Apostolica, massimecchè lo stesso Santo Padre, nella sua propria condotta verso la Repubblica francese, ritrova un titolo da concepire una speranza anco più fondata degli altri Principi sopra indicati.

(Arch. du Vatican; *impr. pour la congr. du 21 nov.*).

974 bis. — Bernier à Caprara

(T. IV, p. 261.) [Paris, 30 octobre 1801 [1].]

Le gouvernement désire de savoir :

1° Si la circonscription des diocèses français, telle qu'elle a été proposée par le gouvernement, sera admise à Rome par le Souverain Pontife ?

2° Si, en conséquence de cette admission, le gouvernement peut, dans le moment, annoncer qu'il n'y aura que cinquante évêchés en France; sur lesquels dix archevêchés formeront les arrondissements métropolitains, et quarante évêchés en dépendront comme suffragants?

3° Peut-il également annoncer que les sièges des archevêchés et évêchés, ainsi que les suffragants desdits archevêchés, seront ceux que le gouvernement a désignés?

4° S. Em. peut-elle, dans ce moment, conférer la juridiction aux nouveaux évêques qui seraient nommés par le Consul, de manière qu'ils puissent être sacrés dans le plus bref délai après leur nomination?

[1] Voir ce que nous disons sur le sens et la portée de cette pièce, t. IV, p. 263, note 2. — La dépêche de Caprara n° 14 (pièce 976) qui la mentionne et qui même l'a contenue comme annexe (t. IV, p. 272), a dû être commencée le 31 octobre, bien qu'elle soit datée du 1er novembre.



5° Dans le cas contraire, S. Em. pourrait-elle au moins garantir que l'institution canonique sera donnée par le Souverain Pontife aux évêques désignés par le Premier Consul, quand bien même plusieurs auraient été ci-devant évêques constitutionnels ?

(Arch. du Vatican; *impr. pour la congr. du 24 nov.*).

988 bis. — Mémoire pour la Congrégation des XII

(T. IV, p. 298.) [Rome, 20 novembre 1801.]

Memoria intorno agli oggetti sù i quali il Santo Padre chiede parere alla particolare congregazione dei sig. cardinali.

Il corriere straordinario spedito da Parigi dall' Emo Caprara alla segreteria di stato, e l'altro spedito dal governo francese al ministro Cacault, che recano le notizie di ciò che si richiede decisamente dal Primo Console[1], forniscono la materia sù di cui si domanda da Sua Santità ai dodici sig. Emi cardinali della congregazione di Francia[2] il loro parere.

Tostocchè fu dalla Santità Sua ratificata la nota convenzione stabilita col governo francese, affrettossi Sua Santità a scrivere un breve, del quale si annette un esemplare, diretto ai legittimi vescovi[3], per eccitarli amorosamente a mandare senza indugio, dentro il prescritto termine di dieci giorni, il documento delle loro rispettive libere dimissioni.

Questo breve, che era in sostanza la esecuzione di uno degli articoli del concordato, non poteva trasmettersi a tutti i vescovi fino a che non si fossero stati accertati, che fosse ratificato il con-

[1] Les courriers envoyés par Caprara et par Talleyrand étaient partis de Paris le même jour, 4 novembre 1801 : le premier était arrivé à Rome le 17 novembre, et le second, le lendemain (t. IV, p. 291, 293, 340). Ils apportaient : 1° La note de Portalis à Cacault du 3 novembre (pièce n° 982), et la copie de la note de Portalis à Caprara, de même date (*ibid.*) ; — 2° les lettres de Portalis et de Bernier à Consalvi, du 3 novembre (pièces n°s 983 et 984); — 3° la dépêche de Caprara n° 15, du 2 novembre, avec le mémoire qui y était annexé sur la bulle de circonscription (pièce n° 979); la dépêche de Caprara n° 17, du 4 novembre (pièce n° 985), et sa lettre particulière du même jour (pièce n° 980); enfin les duplicata de ses dépêches n°s 13 et 14, du 1er novembre (pièces n°s 975 et 976), avec une copie de la note de Bernier du 31 octobre (pièce n° 974 bis).

[2] Ils furent convoqués le 21 novembre, pour se réunir le 24 (pièce n° 989).

[3] Le bref « Tam multa », du 15 août 1801 (pièce n° 732).

cordato anco dal Primo Console; lo che si era reso dubbioso per i cambiamenti, che egli allora esigette nella bolla di tal concordato, sotto minaccia di non ratificarlo non ottenendoli, come di fatti non li ottenne se non che modificatamente [1], come è noto alle EE. LL., che intervennero alla congregazione la quale per tale oggetto adunossi avanti Sua Santità.

Ciò non ostante, per affrettarne la spedizione, in quelle parti almeno dove si rendeva pratticabile, se ne inviarono rari esemplari, contemporaneamente alla ratifica di Sua Santità, a Mgor arcivescovo di Corinto per quei vescovi, che si trovavano in Francia e in Inghilterra, acciocchè il detto prelato, profittando della circostanza di essere presente in Parigi, dove dal Primo Console doveva farsi la ratifica del concordato, potesse, quando ciò accadesse, inviare subito per la via più breve di Calais gli esemplari a Londra, e distribuire quelli destinati per la Francia; come egli fece di fatti, usando anco una diligenza di più col mandarne altri in Spagna, li quali dall' Emo nunzio Casoni furono subito inviati ai vescovi dispersi nei domini Spagnuoli senza neppure aspettarne l'ordine diretto da Roma.

Appena poi giunse quà la nuova della seguita ratifica del Primo Console, furono spediti ai nunzi col corriere di Germania, che si combinò in quell' epoca, gli esemplari per i vescovi francesi dispersi nella Germania, incaricando i suddetti nunzi di farli pervenire anco con spedizioni straordinarie ai medesimi vescovi, secondo che venissero in cognizione dei luoghi della loro rispettiva dimora.

E parimenti furono subito spediti gli esemplari anco ai vescovi francesi dispersi nelle varie città dell' Italia.

Ventisei vescovi [2] hanno prontamente aderito alle insinuazioni del capo della Chiesa, e hanno già mandate le dimissioni.

Gli altri vescovi però non si sà, che abbiano ancora eseguito un tal atto, conoscendosi anzi la renitenza di alcuni di essi, conforme non ancora sono venuti i consensi richiesti a diversi vescovi della Germania, le cui diocesi debbono parzialmente dismembrarsi, ai quali si erano pure inviati i necessari brevi per ottenerli.

Voleva il governo francese, che subito dopo ratificata la

[1] Cf. t. III, p. 397 et s.
[2] Cf. t. III, p. 314 et 318, note 2.

convenzione Sua Santità facesse spedire la bolla di una nuova circoscrizione delle diocesi della Francia, le quali in tutta l'estensione dell' attuale dominio di quella Repubblica debbono restringersi al solo numero di dieci arcivescovadi, e quaranta vescovadi, e voleva ancora venire subito alla nomina dei nuovi vescovi, ai quali si dasse senza menomo indugio dalla Santa Sede la canonica istituzione.

Non essendo però in grado Nostro Signore nè di poter subito accordare una tal bolla, per la necessità di dovere aspettare le risposte dei vescovi, le cui diocesi avevano da sopprimersi o da dismembrarsi, nè di subito dichiarare dimessi dalle loro sedi i suddetti vescovi, la qual dichiarazione da farsi per autorità della Santa Sede era, secondo il tenore del concordato, riserbata al caso in cui essi si ricusassero all' esortazione di Sua Santità, lo che induceva la necessità di lasciar passare il termine prescritto nel breve, che fu approvato dal medesimo governo francese, per dimostrare ciò non ostante il Santo Padre la sua buona disposizione di prestarsi ai desideri del governo francese sin dove poteva, fece mandare dalla segreteria di stato sù tal proposito a Mgor arcivescovo di Corinto, due memorie[1], che parimenti si annettono.

I progetti esposti nelle suddette memorie, e concretati in una particolare congregazione tenuta in casa dell' Emo sig. cardinal Gerdil, non hanno soddisfatto il governo francese.

Dalle diverse lettere, che parimenti si annettono, spedite dall' Emo Legato, si raccoglie quanto grande sia l'insistenza di quel governo per avere, senza menomo ulteriore indugio, e senza aspettare le dimissioni e consensi di tutti i vescovi, la mentovata bolla di nuova circoscrizione; sul proposito della qual bolla lo stesso sig. cardinal Legato ha trasmesso un promemoria[2], che ugualmente si annette.

Da tali dispacci del sig. cardinal Legato rilevasi altresì, che il governo francese vuole nella festa del prossimo Santo Natale pubblicare la richiesta bolla, e che nell' atto stesso di simile pubblicazione siano istituiti i nuovi arcivescovi e vescovi nel governo di quelle chiese, la quale idea non è conforme

[1] Mémoires du [30 septembre 1801], pièces n° 887 bis.
[2] T. IV, p. 274.

all' art. 4 della convenzione, in cui si stabilisce : « Il Primo Console, entro i tre mesi dalla pubblicazione della bolla di Sua Santità, nominerà agli arcivescovadi e vescovadi, e che la Santità Sua conferirà l'istituzione canonica secondo le forme usate per la Francia innanzi al cambiamento del governo »; vale a dire, che dopo la nomina, dovrà provarsi l'idoneità dei soggetti nominati, mediante i soliti processi da compilarsi dall' Emo Legato, e da trasmettersi a Sua Santità, per indi procedere alla conferma con concistoro e colla successiva spedizione delle bolle.

Un' altra pretensione, assai più significante, si annunzia nei più risoluti termini dal governo francese, come scrive nei citati dispacci l'Emo Legato, quella cioè di volere nominare alle chiese arcivescovili della novella circoscrizione un buon numero dei vescovi intrusi, che soglionsi chiamare vescovi costituzionali.

Quando Sua Santità ratificò la convenzione, e promise di eccitare i vescovi leggittimi a dimettere le loro sedi, scrisse ad un tempo a Mgor Spina arcivescovo di Corinto un breve[1], di cui si unisce un esemplare, e del quale il prelato si avesse a servire per richiamare al buon sentiero gli anzidetti vescovi intrusi; e in tal breve prescrisse ciò che dovevano essi fare per ritornare nel grembo della Chiesa cattolica.

Questo breve, mostrato da Mgor Spina innanzi di farne uso, incontrò la piena approvazione e gradimento di quel governo.

Ma i vescovi intrusi, ben lontani dall' uniformarsi al prescritto nel breve, si sono limitati a fare la dimissione delle sedi, che avevano occupate, e a farla in que' termini che appariscono dagli esemplari delle loro lettere indiritte al Sommo Pontefice, che ugualmente si annettono[2].

Nulladimeno, il predetto governo francese insiste gagliardemente per nominare diversi di tali soggetti alle nuove sedi, come si è detto di sopra, e come anco più estesamente rilevasi dalla nota, data all' Emo Legato dal consigliere Portalis, e da una lettera scritta dal medesimo a questo sig. ministro Cacault, delle quali pure si unisce un esemplare.

In questo stato di cose, la Santità di Nostro Signore domanda ai sig. cardinali della congregazione deputata, il savio loro

[1] Le bref « Post multos », du 15 août 1801 (pièce n° 733).
[2] Pièces n° 924.

parere circa lo aversi, o il non aversi da aderire alle mentovate istanze del governo francese, a quella cioè di accordare sin d'adesso la bolla di nuova circoscrizione, e d'inviare anche le bolle particolari, per dare, appena nominati, l'istituzione a quelli che nominerà il Primo Console, come si pretende che si faccia, e all' altra di ammettere le nomine ad arcivescovadi, o vescovadi, che il Primo Console facesse in favore di alcuni dei vescovi intrusi.

E qualora si giudicasse, che potesse aver luogo il consentire alla prima di dette istanze, si unisce, e si sottopone al prudente discernimento, e alla correzione della lodata congregazione un progetto abbozzatto in somma fretta della bolla, che avrebbe a formarsene dopo che Sua Santità si fosse degnata di approvarla, aggiungendosi insieme al progetto un foglio di Riflessioni per meglio dilucidare simile materia.

I. — Progetto di bolla per la nuova circoscrizione delle diocesi della Francia [1].

Deve il vicario di Gesù Cristo essere con gelosa premura attento a profittare di ogni opportunità che gli si presenti, di ricondurre i fedeli nel seno di Santa Chiesa, e ad evitare qualunque temuto pericolo, che, perduta una favorevole occasione, si perda insieme la speranza di più fare in appresso un vantaggioso acquisto alla cattolica religione.

Questi sono stati i motivi, che ci hanno indotti, nei mesi addietro, a conchiudere e ratificare una convenzione col Primo Console della Repubblica francese : e questi stessi ci obbligano adesso a prendere quegli ulteriori provvedimenti, la dilazione dei quali produrrebbe il gravissimo danno di fare svanire ad un tratto le belle speranze giustamente concepite della conservazione della unità della S. Chiesa, e del ripristinamento della religione cattolica nella Francia.

Avevamo avuto ragione di credere, che nel secondare i disegni del governo francese con istabilire in tutta la estensione del suo

[1] Bien que ce texte ne soit pas rédigé en latin et qu'il ait pu être un peu modifié par la Congrégation des affaires de France, nous croyons qu'il supplée suffisamment le projet de bulle de circonscription, envoyé de Rome le 2 décembre 1801, projet dont nous avons signalé la lacune (t. IV, p. 307, note).

attuale dominio dieci chiese metropolitane, e quaranta chiese vescovili, a ciascuna delle quali possano dal lodato Primo Console, nei tre mesi consecutivi alla pubblicazione della nostra bolla, nominarsi detti soggetti ecclesiastici, per indi da noi darsi loro lo canonica istituzione nelle forme usate in addietro, ci saressimo potuti dispensare dal vederci obbligati a derogare ai consensi di quei legittimi pastori, che erano prima deputati al governo delle rispettive chiese e diocesi, le quali avranno tutte a variarsi a seconda di una nuova circoscrizione, e tutte avranno a provvedersi di nuovo pastore; poichè nudrivamo ferma fiducia, che tutti gli antichi pastori legittimi, da noi amorosamente eccitati, si sarebbero affrettati ad eseguire senza menomo indugio il richiesto sagrifizio delle loro sedi, e mandarci le libere loro dimissioni.

Ma poichè di presente ci troviamo nella dolorosissima circostanza che per una parte, sebbene ci siano giunte le libere dimissioni di molti vescovi, di molti però ancora non ci sono arrivate le risposte, e da alcuni ci sono state mandate lettere con le quali cercano mezzi e pretesti per differire a prestarsi ai nostri voleri; e per altra parte ci viene esposto dal governo francese, che qualunque ulteriore ritardo rovescerà tutto ciò, che si è ben disposto, e renderà infruttuose tutte le cure da noi dirette ad ottenere il bene spirituale della Francia, esige il dovere dell' apostolico nostro ministero, che anteponendo a qualunque altro, benche forte motivo, l'interessantissimo oggetto di non perdere l'inestimabile vantaggio della conservazione dell' unità di Santa Chiesa, e del ripristinamento della religione cattolica in tutta l'estensione del dominio della Repubblica francese, ci determiniamo subito a mettere in prattica quei mezzi, che sono necessari a condurre al suo termine un' opera così pregevole, e così interessante per la Chiesa di Gesù Cristo.

Noi quindi, sentito il parere di una speciale congregazione dei venerabili nostri fratelli cardinali della Santa Romana Chiesa, deroghiamo espressamente a qualunque consenso dei legittimi arcivescovi, vescovi, e capitoli delle rispettive chiese, o di qualunque altro ordinario, e interdiciamo perpetuamente ai medesimi ogni ulteriore esercizio di qualsisia ecclesiastica giurisdizione, dichiarando nullo qualunque atto si ardisse tentare da alcuno di loro : cosicchè le stesse chiese e le rispettive intere

diocesi, o parte delle medesime a seconda della nuova circoscrizione si considerino, e divengano affatto libere per poterne da noi esser disposto nella forma, che indicheremo sussequentemente.

Avendo pertanto come espresso, e interamente inserito il tenore di tutto ciò, che fosse necessario da esprimersi nelle presenti nostre lettere, sopprimiamo, annulliamo, e perpetuamente estinguiamo lo stato delle seguenti chiese arcivescovili e vescovili, coi rispettivi loro capitoli, diritti, privilegi, e prerogative di qualsisia specie; cioè la chiesa arcivescovile di Parigi colle vescovili sue suffraganee di Chartres, di Meaux, di Orléans, di Blois; — l'arcivescovile di Reims, e le suffraganee di Soissons, di Châlons-sur-Marne, di Senlis, di Beauvais, di Laon, di Amiens, di Noyon, di Boulogne; — l'arcivescovile di Bourges, e le suffraganee di Clermont, di Limoges, di Le Puy, di Tulle e di Saint-Flour; — l'arcivescovile di Lyon, e le suffraganee di Autun, di Langres, di Mâcon, di Chalon-sur-Saône e di Dijon; — l'arcivescovile di Rouen, e le suffraganee di Bayeux, di Avranches, di Evreux, di Séez, di Lisieux et di Coutances; — l'arcivescovile di Sens, e le suffraganee di Troyes, di Auxerre, e di Nevers; — l'arcivescovile di Tours, e le suffraganee di Mans, di Angers, di Rennes, di Nantes, di Quimper, di Vannes, di Léon, di Tréguier, di Saint-Brieux, di Saint-Malo, e di Dol; — l'arcivescovile di Albi, e le suffraganee di Rodès, di Castres, di Cahors, di Vabres, e di Mende; — l'arcivescovile di Bordeaux, e le suffraganee di Agen, di Angoulême, di Saintes, di Poitiers, di Périgueux, di Condom, di Sarlat, di La Rochelle, e di Luçon; — l'arcivescovile di Auch, e le suffraganee di Acqs, di Lectoure, di Cominges, di Couserans, di Aire, di Bazas, di Tarbes, di Oléron, di Lescar, e di Bayonne; — l'arcivescovile di Narbonne, e le suffraganee di Béziers, di Agde, di Nîmes, di Carcassonne, di Montpellier, di Lodève, di Uzès, di Saint-Pons, di Alet, e di Alais; — l'arcivescovile di Toulouse, e le suffraganee di Montauban, di Mirepoix, di Lavaur, di Rieux, di Lombez, di Saint-Papoul, di Pamiers; — l'arcivescovile di Arles, e le suffraganee di Marseille, di Saint-Paul-trois-Châteaux, e di Toulon; — l'arcivescovile di Aix, e le suffraganee di Apt, di Riez, di Fréjus, di Gap, e di Sisteron; — l'arcivescovile di Vienne, e le suffraganee di Grenoble, di Valence, e di Die; — l'arcivescovile di Embrun, e le

suffraganee di Digne, di Grasse, di Vence, di Glandève, e di Senez; — l'arcivescovile di Cambrai, e le suffraganee di Arras, e di Saint-Omer; — l'arcivescovile di Besançon, et le suffraganee di Strasbourg, di Dijon[1], di Nancy, di Metz, di Toul, di Verdun, di Belley, di Orange, di Perpignan, di Saint-Claude, e di Diez; — e similmente l'arcivescovado di Avignone, e i vescovadi di Carpentrasso, di Vaison, e di Cavaillon; — l'arcivescovado di Malines, il vescovado di Liege, e i vescovadi di Tournay, di Ypre, di Gand, di Anvers, di Namur, di Ruremonde, e di Bruges; — e l'arcivescovado di Tarantaise, e i vescovadi di S. Giovanni di Maurienne, di Ginevra, di Chambéry, di Nizza, e di Mariana ed Acci, di Sagona, di Ajaccio, di Nebbio, e di Aleria; cosicchè tutti gli anzidetti arcivescovadi e vescovadi, colle abbazie che vi si trovassero, debbano riputarsi all' avvenire come non più esistenti nel primiero loro stato, perchè o affatto estinti, o ripristinati in forma diversa.

Deroghiamo parimenti ad ogni consenso di quegli arcivescovi, vescovi e capitoli, o altri ordinari, le cui chiese e diocesi trovandosi parzialmente comprese nella citata estensione del dominio francese, dovranno intendersi fin da ora perpetuamente distaccate, e separate da qualunque giurisdizione, diritto, e prerogativa di detti arcivescovi, vescovi, capitoli o altri ordinari, ad oggetto di essere nelle rispettive loro parti applicate, unite, ed incorporate alle chiese e diocesi da erigersi conforme appresso con una nuova circoscrizione.

Volendo ora mandare ad effetto il necessario stabilimento dell' ecclesiastico governo dei cattolici sudditi della Repubblica francese, secondo ancora il desiderio manifestatoci dal Primo Console, con queste nostre lettere apostoliche, nuovamente determiniamo, ed erigiamo dieci chiese metropolitane, e quaranta chiese vescovili per altrettanti arcivescovi e vescovi, cioè la chiesa arcivescovile di Parigi, e le chiese vescovili di Amiens, di Arras, di Cambray, di Soissons, e di Troyes, le quali assegniamo ad essa per sue suffraganee; — la chiesa arcivescovile di Bourges, colle chiese vescovili di Limoges, di Clermont, e di Saint-Flour, che le assegniamo per suffraganee; — la chiesa arcivescovile di

[1] Dijon a déjà été mentionné comme dépendant de Lyon. Il y a du reste, en cet endroit, quelque confusion dans la suffragance des évêchés.

Lyon, e le chiese vescovili di Bourg en Bresse, di Grenoble, e di Valence, le quali assegniamo ad essa per suffraganee; — la chiesa arcivescovile di Rouen, colle chiese vescovili di Evreux, di Sées, di Bayeux, e di Coutances, che le assegniamo per suffraganee; — la chiesa arcivescovile di Tours, e le vescovili di Le Mans, di Angers, di Rennes, di Nantes, di Quimper, di Vannes, e di Saint-Brieux, le quali assegniamo ad essa per suffraganee; — l'arcivescovile di Bordeaux, colle vescovili di Angoulême, di Poitiers, e di La Rochelle, che le assegniamo per suffraganee; — l'arcivescovile di Toulouse, e le vescovili di Agen, di Carcassonne, di Montpellier, e di Bayonne, che alla medesima assegniamo per suffraganee; — l'arcivescovile di Aix colle vescovili di Nîmes, di Florac, e di Ajaccio, che le assegniamo per suffraganee; — l'arcivescovile di Besançon, e le vescovili di Strasbourg, di Dijon, di Nancy, e di Metz, le quali assegniamo ad essa per suffraganee; — l'arcivescovile di Malines, colle vescovili di Tournay, di Namur, di Aix-la-Chapelle, e di Trèves, che le assegniamo per suffraganee[1].

Commettiamo per ciò al diletto nostro figlio Giambattista, della Santa Romana Chiesa cardinale Caprara, nostro, e della Sede Apostolica legato a latere in Francia, che a seconda di simili erezioni da noi fatte di dette chiese arcivescovili e vescovili, proceda allo stabilimento delle medesime, con determinare i Santi titolari di ciascheduna chiesa metropolitana, e cattedrale, il numero delle dignità, e canonici di ciascun capitolo, e il circondario di ciascuna diocesi, esprimendo tutto con opportuna chiarezza, ed esatta precisione nei rispettivi decreti, che da lui si emaneranno nell' eseguire tutti gli atti, che concernano distintamente ogni una delle mentovate dieci chiese arcivescovili, e quaranta vescovili, compartendogli a tale effetto tutte le più ampie facoltà necessarie, ed opportune anco per rimuovere qualunque ostacolo, e per decidere qualunque questione, che potesse mai incontrarsi nella piena esecuzione delle presenti nostre lettere apostoliche, e per procurare che resti prontamente, e opportunamente provveduto ai bisogni spirituali di tutti i catto-

[1] Cette circonscription est celle que Bernier avait envoyée le 5 septembre (pièce n° 794; t. III, p. 501), sauf que Consalvi a réparé l'omission relative à Carcassonne (t. III, p. 511, note), et qu'il a substitué Florac à Mende (t. IV, p. 32 note).

lici, mediante ancora lo stabilimento delle necessarie parrocchie.

E siccome, ad unico oggetto di terminare sì grande affare colla bramata, e indispensabile sollecitudine, comunichiamo al detto cardinal Legato le accennate facoltà di procedere egli alla determinazione di tutto l'occorrente per lo stabilimento delle accennate chiese arcivescovili, e vescovili, in luogo di stabilirsi prima tutto determinatamente dalla Sede Apostolica, conforme al solito suo costume, — così ingiungiamo allo stesso cardinal Legato di trasmetterci di mano in mano gli autentici esemplari di tutti gli atti, che da lui saranno formati sù tal proposito.

Confidiamo poi nella dottrina, prudenza, e saviezza del cardinal Legato, che egli, secondando le giuste nostre mire, studiarassi di tutto compiere nella miglior maniera possibile, onde abbia ad ottenersi il gran bene, che ci siamo proposti, e che ci teniamo certi di conseguire a vantaggio della nostra santa religione; e affinchè il lodato Primo Console della Repubblica francese possa a tenore della convenzione nominarci altrettanti degni ecclesiastici, da istituirsi da noi nelle consuete forme canoniche alle predette dieci chiese arcivescovili, e quaranta chiese vescovili, conforme già concordemente fu fissato nella citata convenzione.

(Qui dovranno seguire le solite clausole.)

II. — Riflessioni sù l'annesso progetto di bolla per la nuova circoscrizione delle diocesi del dominio francese.

Ha cercato fin ora il Santo Padre di adoperare tutti i possibili mezzi per ottenere, conforme desiderava, l'intento di procedere nelle cose ecclesiastiche della Francia, non meno a seconda delle leggi canoniche, che a seconda della prattica costante della Sede Apostolica; e perciò ha richiesto efficacemente le dimissioni, e rispettivi consensi degli arcivescovi, e vescovi, i quali erano necessari per abolire l'attuale stato di quelle chiese, e per venire al nuovo stabilimento, e circoscrizione di dieci arcivescovadi, e di quaranta vescovadi, quanti appunto, e non più sono quelli, che dalla Repubblica francese vogliono permettersi nella presente totale estensione del suo dominio.

Tali cure però del Santo Padre non hanno potuto avere sino ad ora il bramato effetto corrispondente, poichè mancano tuttavia le dimissioni di un gran numero di vescovi, che debbono cedere

le loro sedi, e mancano tutti i consensi di quegli altri vescovi, che senza perdere interamente le proprie sedi, debbono cedere delle porzioni, chi maggiori, e chi minori delle loro chiese, e diocesi.

Avrebbe Sua Santità voluto aspettare le risposte ai brevi da lui inviati a ciascuno dei prelati anzidetti, per continuare le traccie, che si era prefisse uniformi alla prattica della Santa Sede nei casi di simile natura. Ma con gravissimo, ed inesplicabile rammarico, si vede ora la Santità Sua dalle forti istanze del governo francese posta, suo malgrado, in un bivio assai difficile, e disastroso, quale è quello di avere ad accordare senza menomo ritardo la bramata bolla di nuova circoscrizione, o di avere a perdere in un sol tratto tutta l'opera premurosamente impiegata, e tutta la speranza giustamente concepita di ottenere il gran bene della conservazione dell' unità di S. Chiesa, e del ripristinamento della cattolica religione nella Francia.

In questo straordinario stato di cose, ognun vede facilmente, che il Supremo capo della Chiesa è obbligato sopra ogn'altro oggetto, a riguardare il maggior vantaggio della Chiesa istessa, e a non tralasciare qualunque buona opportunità di conseguirlo; di maniera che se l'affare sia conciliabile in qualche guisa, non debba ritenersi dal compierlo per quegli impedimenti, che vi si trovino frapposti, e che senza discostarsi dalle giuste massime possano superarsi dalla di lui autorità.

La gravissima importanza di ricondurre tanti popoli nel retto sentiero, e di somministrarne ad essi la opportunità col libero esercizio della cattolica religione, e colla vigilante opera de' sagri ministri, indusse il Santo Padre a dichiarare apertamente nei citati brevi, che qualora i vescovi fossero renitenti a fare le chieste dimissioni, o a prestare i rispettivi consensi, avrebbe egli fatto ciò, che avesse esatto il bisogno, per togliere qualunque impedimento: colle quali espressioni la Santità Sua ha voluto denotare, che quando vi fosse stato astretto dalla necessità, non avrebbe omesso di procedere anco ad assoluti decreti di privazione.

Considerando peraltro, che a fine di venire a simile privazione dei legittimi vescovi, occorrerebbe quello spazio di tempo, che bisogna alle interpellazioni, e alla formazione degli atti secondo la sostanza delle canoniche disposizioni, e che questo

tempo manca onninamente nelle presenti circostanze, si è pensato a prendere l'espediente di lasciare in sospeso ciò che riguarda le persone dei vescovi, sulle quali Sua Santità deciderà in appresso ciò che giudicherà più conveniente, e di suggerire una minuta di bolla, colla quale derogando il Santo Padre ai consensi di chiunque possa avervi interesse, e inibendo a tutti gli antichi legittimi ordinari ogni ulteriore esercizio di qualsisia ecclesiastica giurisdizione, venga a farsi adito a fissare con detta bolla le nuove chiese, e diocesi del dominio francese; deputando in esecutore della bolla medesima l'Emo Legato a latere, affinchè non potendosi per mancanza di notizie riferire nella bolla anzidetta tutte quelle particolari cose, che sogliono inserirsi in simili casi, abbia campo lo stesso sig. cardinal Legato di tutto esprimere opportunamente nei rispettivi suoi decreti esecutoriali.

Resterà ora pertanto a decidersi se in vista di tutte le cose esposte di sopra, si giudichi espediente il consigliare Sua Santità alla concessione della bolla summentovata.

III. — Riflessioni sù le altre due istanze del governo francese.

Rispetto alle domande del governo perchè vengano nell' atto stesso della pubblicazione di detta bolla non solo pubblicati, ma pur anco istituiti canonicamente i rispettivi soggetti, che il Primo Console nominerà ai 10 nuovi arcivescovadi, e 40 vescovadi, compresi anche alcuni degli intrusi, è necessario riflettere, che quantunque ne' primi secoli della Chiesa i metropolitani fossero soliti di esercitare l'autorità di confermare i loro suffraganei, autorità sempre subordinata alla suprema autorità dei Romani Pontefici (qual subordinazione è articolo di dogma, che non soggiace a variazione di circostanze e di tempi), nulladimeno, riconosciutasi la necessità di togliere i gravissimi inconvenienti, che solevano derivarne, fu dopo vari cambiamenti, con nuove regole di disciplina ecclesiastica, confermata anche dai Concili generali, riservata unicamente al Sommo Pontefice la generica assoluta facoltà di dare la canonica istituzione agli arcivescovi e vescovi.

Se per qualunque ragione, e circostanza volesse recedersi da un tale sistema, e delegarsi dal Papa ad altro soggetto benchè

cardinale, e legato a latere della Santa Sede, l'assoluta facoltà d'istituire canonicamente alle chiese arcivescovili e vescovili quegli ecclesiastici, che giudicassero idonei a conseguirle, potrebbe facilmente temersi, che con maggior forza di prima, ed anco con maggiore pericolo, si suscitassero nuovamente le pretensioni affacciate più volte dai sovrani temporali, e da loro minacciate anco in tempo della Sa: Me: di Pio VI, che cioè abbiano i metropolitani a riassumere il diritto di dare l'istituzione ai loro suffraganei.

L'esempio dei vescovi dell' Alemagna, che cita il governo francese, secondo che ne' mentovati dispacci riferisce il sig. cardinal Legato, non sussiste per nessun patto nella forma enunciata. Questi vescovi e insieme principi territoriali, i quali per indulti apostolici si eleggono dai rispettivi capitoli, non hanno rigorosamente alcuna facoltà di mescolarsi nè nello spirituale, nè nel temporale innanzi di averne ottenuta la pontificia conferma.

Tanto è ciò vero, che sino a' nostri tempi, simili vescovi principi dopo la loro elezione chiedevano, ed impetravano un pontificio breve per essere abilitati ad amministrare la sola temporalità spettante alle loro chiese. In seguito forse del famoso congresso di Ems, hanno essi lasciato in questi ultimi anni di domandare tali brevi, e dopo eletti dai capitoli, hanno di loro autorità incominciato ad esercitare il diritto temporale; ma non si sà, che abbiano assunta mai la giurisdizione spirituale, se non dopo ottenuta la conferma apostolica; cosicchè ognuno vede non potersi valutare in conto alcuno ciò che citasi per esempio dal governo francese.

Dandosi il caso che il Santo Padre s'inducesse alla mentovata richiesta, ed autorizzasse il sig. cardinal Legato ad istituire egli i 10 arcivescovi e 40 vescovi della Francia, non sarebbe improbabile, che in breve spazio di tempo venissero eccitate dagli altri sovrani cattolici nuove pretensioni sù tal proposito.

Quindi semmai l' EE. LL. giudicassero, che nelle presenti circostanze di un caso veramente singolare, non mai occorso, e probabilmente da non occorrere mai più nella Chiesa cattolica, avesse Sua Santità ad usare anco questa straordinaria indulgenza, sembrerebbe che almeno per fare apparire anche al pubblico, che la istituzione de' nuovi vescovi procede immediatamente da Sua Santità, si avessero a mandare 50 bolle di provvista

delle rispettive chiese metropolitane e suffraganee, lasciando in ciascuna il nome in bianco, da riempirsi dall' Emo Legato in virtù di espressa facoltà da comunicarglisi con schedola sottoscritta dal Santo Padre, ingiungendo poi al medesimo, che s'intende autorizzato a prevalersi di tali bolle in favore soltanto dei soggetti nominati dal Primo Console, che siano riusciti degni anco mediante la preventiva compilazione de' soliti processi informativi, e proibendogli espressamente ad un tempo di servirsene a favore di alcun soggetto indegno, e specialmente di quegli intrusi, che non vogliono adempire ciò che loro è stato prescritto nell' accennato breve, o adempito anche che l'abbiano, si riconoscano, per altri sodi motivi, indegni del vescovado [1].

(Arch. du Vatican; *impr. pour la congr du 24 nov.*)

[1] Les trois questions soumises le 24 novembre à la Congrégation ont été résolues, en principe, dans le sens proposé par Di Pietro. Cependant, le 26 novembre, ce prélat se plaignait des obstacles que rencontrait son travail : « Il patriarca di Gerusalemme, écrivait-il à Consalvi ha provato sensibile rammarico, non tanto per vedere la costante inclinazione del card. Antonelli a mortificarlo, sia a torto, sia a ragione, quanto per conoscere che in simil guisa non potrà terminarsi la faccenda colla bramata sollecitudine... Questa sera chi scrive porterassi, secondo il concertato coll'Em. V., ai piedi del S. Padre. Quando S. Santità, e V. Em. avranno deciso ciò che precisamente abbia a farsi, non mancherà certamente lo scrivente della dovuta premura per la esatta e sollecita esecuzione... »

Les pièces étaient prêtes avant le 28 novembre. Elles ont été envoyées de Rome le 2 décembre, et sont arrivées à Paris dans la nuit du 12 au 13 décembre (t. IV, p. 345, 453, 490).

Parmi ces pièces, qui étaient nombreuses, se trouvait un « Rescritto pontificio di ampliazione di alcune facoltà » (t. IV, p. 337, note). Dans un billet, adressé le 21 décembre par Di Pietro à Consalvi, nous trouvons sur ce document les renseignements suivants : « Ricorderassi probabilmente l'Em. V., che in seguito della lettera con cui Mgor Spina espose a V. Em. il preciso bisogno di accordarsi amplissime e generiche facoltà al sig. card. Legato [t. IV, p. 267], aveva il patriarca di Gerusalemme abbozzato una supplica da munirsi poi con corrispondente rescritto, nella quale imploravasi per ciascun caso di vero bisogno il permesso di usare generalmente di qualunque apostolica facoltà. Si oppose a questa ampiezza di concessione il sig. card. Antonelli; e l'Em. V., adattosi al sentimento del porporato. Cosicchè dovette riformarsi la supplica, escludendo le anzidette espressioni di generalità, e limitandola ad ampliazioni ed interpetrazioni di facoltà particolari; conforme di fatti venne spedita col mezzo del corriere straordinario unitamente alla bolla di nuova circoscrizione... »

1000 [bis]. — Consalvi à Caprara.

(T. IV, p. 337.) Roma, 2 décembre 1801 (en chiffres).

Si è avuto un ritratto dettagliato delle qualità di tutti i vescovi costituzionali, qual ritratto fa paura. Sul momento che parte il corriere, non se ne può trasmettere all' Em. V. una copia. Questo stesso peraltro dovrà renderla avvertita a star bene in guardia, onde, per quanto è possibile, non sieno i medesimi fatti vescovi, se non nel caso in cui adempiano esattamente ciò che si prescrive nella istruzione [1], e che concorrano in essi gli altri necessari requisiti, espressi nella istruzione medesima.

(Arch. du Vatican : *App. 25.*)

[1] Pièce n° 999.

RETARD DE LA PROMULGATION

(Supplément des tomes IV et V)

1013 bis. — Le Coz à Moulland.

(T. IV, p. 363.) Paris, 13 novembre 1801.

... Notre bonhomme de Versailles [1] a lancé dans le public « au nom du clergé tenant le concile suspendu », un écrit réclamatif contre tout ce que nous avons fait pour la paix. Jamais je ne vis un zèle plus indiscret. Bonaparte et Portalis, à qui il n'a point manqué de notifier sa réclamation au nom de nous tous, ne savaient qu'en penser, et déjà ils montraient de l'humeur : nous venons, M. de Rodez [2] et moi, de parer au mal. Et j'ose croire que cet incident même, dont je cherche le premier provocateur, tournera au profit de la chose. Je vis avant-hier M. Portalis, et j'en fus très content. Les choses vont lentement, mais, je pense, solidement. Je compte le revoir aujourd'hui, et lui remettre notre désaveu du méchant pamphlet.

Il y a aujourd'hui huit jours, Bonaparte, dans une audience publique [3], pendant plus d'une heure de suite, parla en faveur de la religion, signala en bons termes les évêques et prêtres assermentés, et déclara que la Convention nationale s'était couverte d'infamie par sa conduite à notre égard. Ayant demandé à un député qui revenait de la Bretagne comment s'y conduisaient les dissidents : « Il y en a, dit M. le député, de trois classes. Les uns arrivent d'Espagne : ceux-là sont assez modérés. D'autres reviennent d'Angleterre : ce sont tous des boutefeux. Les

[1] L'évêque constitutionnel Clément. L'âge avait troublé ses facultés. — Le prêtre Moulland, auquel la lettre est adressée, était curé constitutionnel « à la cathédrale de Bayeux. »

[2] M. Debertier, évêque constitutionnel de Rodez.

[3] Probablement le 15 brumaire (6 novembre), après l'audience ordinaire, donnée aux ambassadeurs.

troisièmes ne sont point sortis de France : ceux-là sont presque tous des scélérats. » — « Je sais, répliqua le Consul, qu'il n'y a de tranquillité et de vrai patriotisme que là où se trouvent nos assermentés. »

Voilà, mon bon ami, où nous en sommes des espérances, et en même temps des lenteurs affligeantes.

J'ai aussi parlé à M. Portalis de l'impolitique [mesure de][1] réduire à soixante les sièges épiscopaux. Il m'a répondu : «[Construi] sons d'abord; nous perfectionnerons après. Évitons, dans ce moment, de donner aux philosophistes aboyeurs un sujet de crier que nous couvrons la France d'évêques et de prêtres. Les départements feront, dans la suite, des représentations, et l'on y aura égard... »

(Coll. particulière.)

1024 bis. — Koch à Portalis.

(T. IV, p. 409.) Strasbourg, 4 frimaire an X (25 novembre 1801[2]).

Je suis chargé de vous transmettre, cit., le projet de règlement ci-joint[3], concernant le nouveau Plan d'organisation qui vient d'être consenti par les églises de la confession d'Augsbourg de cette ville. Il est précédé des Principes qui lui ont servi de base, et qui sont les mêmes que j'ai déjà eu l'honneur de vous adresser en date du 23 vendémiaire dernier (15 octobre)[4].

Comme nous ignorions si c'est dans les vues du gouvernement d'étendre indifféremment à tous les ministres de notre culte les nominations du Premier Consul annoncées dans l'arrêté consulaire du 15 vendémiaire dernier (7 octobre)[5], nous avons laissé subsister, dans le nouveau Plan d'organisation, les élections de nos ministres dans la forme usitée jusqu'à présent chez nous.

[1] Déchirures dans le texte.
[2] Cette pièce est celle que nous avons mentionnée t. IV, p. 401, note. — Les signes extérieurs qu'elle porte prouvent qu'elle a appartenu à l'ancien ministère des Cultes.
[3] Pièce n° 1024 (t. IV, p. 401).
[4] Déclaration (t. IV, p. 192). — La date grégorienne de la Déclaration est le 15, et non le 13 octobre.
[5] Pièce n° 912 (t. IV, p. 137).

Mais, pénétrés de respect et de vénération pour le Premier Consul, et désirant concilier, autant qu'il dépend de nous, nos intérêts religieux avec les principes actuels du gouvernement, les membres de notre commission d'organisation ont arrêté, par forme de supplément au projet d'organisation, les trois articles ci-joints, qui présentent un mode de nomination combiné avec l'élection, lequel, s'il venait à être approuvé par le Premier Consul, nous paraîtrait propre à mettre encore un meilleur discernement dans le choix des sujets qui seraient proposés à sa nomination.

Notre commission espère que vous prendrez, cit. conseiller d'État, en considération le projet de règlement qu'elle prend la liberté de vous soumettre. Il a été profondément médité, et s'il est en tout conforme à nos principes religieux et à nos vœux, nous osons aussi nous flatter qu'il ne s'accordera pas moins avec les maximes d'un gouvernement juste et éclairé.

Permettez, cit., que j'ajoute, en mon particulier, quelques réflexions tant sur le projet d'organisation que je viens de vous adresser, que sur nos intérêts religieux en général.

Un moyen de simplifier beaucoup la nouvelle organisation de nos églises serait peut-être de n'établir, pour tout le département du Bas-Rhin, qu'un seul et même consistoire, composé de neuf membres, dont le pouvoir, à l'instar des consistoires proposés dans notre Plan, serait tempéré de manière qu'il ne puisse jamais dégénérer en une domination abusive, ni porter préjudice soit à la liberté des églises particulières, soit à celle de l'opinion religieuse, si précieuse à tous les Protestants. — En admettant un consistoire unique pour tout le département, ce serait à ce consistoire qu'il appartiendrait de nommer trois commissaires, deux séculiers et un ecclésiastique, pour chaque arrondissement communal, à l'effet de surveiller les églises et écoles de l'arrondissement, de donner leurs avis sur tout ce qui concerne ces églises, comme aussi de soigner l'exécution des règlements du consistoire. — Le siège de ce consistoire unique serait naturellement à Strasbourg, où il y aurait aussi le plus de ressources pour tout ce qui tient à l'instruction religieuse. — Quant à l'élection et au renouvellement des membres de ce consistoire, les députés des églises, indiqués dans l'art. 20 du titre II du Plan d'organisation, se réuniraient chaque fois dans le chef-lieu de leur arrondissement, et y désigneraient six de leurs membres pour se rendre

dans le lieu où siégera le consistoire, afin d'y procéder à cette élection ou renouvellement.

Nous croyons aussi pouvoir attendre de l'équité du gouvernement qu'en agréant un commissaire pour le consistoire, conformément à l'art. 28 du titre I du Projet d'organisation, il admettra en principe de donner la préférence à quelque sujet distingué de notre communion.

Comme on parle beaucoup, dans le monde actuel, de distinctions et de grades à accorder à nos ministres du culte, je ne dois pas laisser de remarquer qu'on répugne chez nous à tout ce qui ressemblerait à une haute Eglise, la parfaite égalité entre les ministres du culte ayant été constamment dans nos principes. Il nous paraît d'ailleurs qu'il suffirait, à tous égards, du consistoire, comme intermédiaire entre nos églises et le gouvernement. Cependant s'il s'agissait, en effet, d'introduire de ces grades, nous préférerions encore le titre de surintendant à celui d'évêque, et nous désirerions beaucoup que le pouvoir de ces surintendants fût tellement limité par le règlement, qu'il ne puisse nuire ni à la liberté de nos églises, ni à celle de l'opinion religieuse. C'est cette considération qui m'engage à joindre à ma lettre une idée succincte sur les surintendances [1], d'après les principes du droit ecclésiastique des Protestants de la confession d'Augsbourg.

On croit aussi généralement qu'il est dans l'intention du gouvernement de salarier nos ministres sur le même pied que ceux du culte catholique. J'observerai à ce sujet que tous nos ministres sont mariés, et chargés, pour la plupart, de nombreuses familles. Le plus grand nombre parmi eux a subsisté jusqu'à présent par des traitements légers, des jardins et de petits fonds de terre qui leur étaient assignés sur le bien des fabriques, et qui fournissaient aux besoins les plus essentiels de leurs économies rustiques. Il n'y a proprement que ceux des villes, qui étaient entretenus par quelques fondations ou par des contributions volontaires de citoyens.

On soutient ici qu'en salariant nos ministres, le gouvernement se propose de retirer au Domaine les fondations des Protestants et les biens de leurs fabriques, qui leur ont été confirmés par les lois de l'Assemblée constituante des 17 août et 1er décembre 1790 [2].

[1] Ce mémoire n'a pas été retrouvé.

[2] Le décret du 17-24 août 1790 confirme les Protestants d'Alsace dans les

Personne cependant n'ignore que le paiement des ministres n'est pas la seule et unique charge qui résulte d'un culte extérieur; que l'entretien et la réparation des bâtiments d'église, que l'état florissant de l'instruction religieuse en exigent pareillement; et je ne crains point d'avancer qu'en retirant aujourd'hui ces biens, aussi peu considérables qu'ils soient, le dépérissement de notre culte en serait une suite immanquable. Nos sociétés religieuses, privées de ces biens, qu'elles envisagent à juste titre comme leur vraie propriété, ne seraient plus tentées de faire de nouvelles fondations, et l'enseignement de cette morale pure, qui fait le but principal de notre culte, en souffrirait essentiellement.

Je vous demande pardon, cit. conseiller d'État, des détails dans lesquels je me suis permis d'entrer avec vous. Je regarderais comme une faveur toute particulière, si vous daigniez me demander des éclaircissements sur les objets qui vous paraîtront en avoir besoin. Mes commettants qui, j'ose le dire, attachent la plus haute importance à tout ce qui concerne leurs intérêts religieux, en partageraient la sincère reconnaissance avec moi.

Supplément au projet de règlement pour un nouveau Plan d'organisation des églises de la confession d'Augsbourg.

Aux art. 9 et 10 du titre II, relatif au mode des élections, pourront être substitués les trois articles suivants :

Art. 9. — Les citoyens votants éliront chaque fois trois sujets de la liste des candidats éligibles.

Art. 10. — Le procès-verbal d'élection sera aussitôt envoyé au consistoire, qui portera à la connaissance du conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes, les noms des candidats élus, pour les présenter à la nomination du Premier Consul. Le consistoire rendra en même temps compte de la différente aptitude des élus aux fonctions ecclésiastiques qui leur seront destinées.

Art. 11. — Le candidat nommé par le Premier Consul sera installé par un commissaire ecclésiastique du consistoire, conformément au rite des églises de la confession d'Augsbourg.

Strasbourg, le 2 frimaire an X (23 novembre 1801).

droits dont ils ont joui. — Celui du 1er-10 décembre 1790 excepte leurs biens de la vente des biens nationaux, etc.

Les membres de la commission chargée de la rédaction du nouveau Plan d'organisation [1].

(Bibl. protestante.)

1052 bis. — Pétrus à Talleyrand.

(T. IV, p. 505.) Hambourg, 27 novembre 1801. — N° 90.

Il y a, comme j'ai déjà eu occasion de vous le mander, une correspondance très active entre plusieurs des évêques français qui sont en Allemagne et plusieurs de ceux qui sont en Angleterre. Des rapprochements de société, d'anciens rapports, le désir même qu'avaient eu quelques-uns d'entre eux de consigner leurs opinions dans un journal écrit en français, désir auquel il ne m'a pas paru prudent de me prêter [2], toutes ces circonstances m'ont mis à même de puiser aux sources ce que je puis vous écrire à cet égard.

Les deux évêques d'Allemagne qui ont eu le plus d'influence en faveur de la mesure conciliatrice et des démissions, sont certainement ceux de Pamiers et de Langres. Ce sont eux qui ont déterminé leurs collègues au *mezzo-termine* [3], adopté au lieu du refus formel à l'exemple des quatorze de Londres.

[1] Suivent les mêmes signatures que sur le Plan d'organisation.

[2] Cet agent officieux, dont nous n'avions pas retrouvé le vrai nom (t. IV, p. 259, note 2), était M. Baudus. Il débuta par être avocat du roi au présidial de Cahors; en 1789 il exerça les fonctions de maire de Cahors et successivement celles de président de l'assemblée électorale du Lot, et de procureur syndic. En août 1792, « je dus, dit-il, me retirer en Hollande, où je restai jusqu'au commencement de 1795. Je me rendis alors à Hambourg : c'est là que j'ai publié pendant six ans le *Spectateur du Nord*... Jusqu'au 18 brumaire il fut européen; dès cette dernière époque il devint tout à fait français... Ce fut aussi à l'esprit dans lequel était rédigé le *Spectateur du Nord*, que je reçus l'ordre, qui me fut donné en 1800 par le ministre des rel. ext., de lui rendre compte, par des lettres fréquentes, de ce qui se passait dans le Nord. J'ai fait ce travail pendant les dix-huit mois qui ont précédé ma rentrée en France. » — M. Baudus fut chargé, d'août 1802 à juin 1803, d'une mission d'observation à Ratisbonne, fut attaché en 1806 par Talleyrand au département des rel. ext., puis alla à Naples, où il demeura pendant six ans comme sous-gouverneur des fils du roi.

[3] Le 26 octobre, M. Baudus, complétant sa dépêche n° 77, du 19 octobre (pièce n° 973, t, IV, p. 259), avait écrit à Talleyrand : « Dans ma dépêche n° 77 je vous ai fait connaître les dispositions des év. de France résidant dans le cercle de Basse-Saxe, relativement à la demande du Pape. L'év. de

C'est précisément en lisant les opinions et les lettres confidentielles que se sont écrites les évêques ou archevêques de Bourges, d'Aix, de Langres et de Pamiers [1], qu'il m'a été possible de voir clairement l'opinion et les dispositions du corps et des principaux membres.

Je suis convaincu qu'il y a une grande facilité, si le gouvernement français y met du prix, non seulement à les rendre tous extrêmement traitables, mais même à obtenir de l'universalité ces hommages éclatants, auxquels on pouvait croire que l'esprit de parti, se colorant de spécieux prétextes, se refuserait obstinément; ces demarches enfin qui sont des gages même contre toute arrière-pensée de regret et de retour.

Il paraît d'abord sûr que deux, et tout au plus trois, ceux d'Arras, de S[t]-Pol et peut-être de Sisteron (ancien grand vicaire d'Arras) sont là-dessus en communication avec les Princes, et leur font hommage de leur inutile et solitaire résistance. Vous savez peut-être déjà très bien quelle est l'opinion de l'épiscopat en général sur ces prélats. L'évêque d'Arras est universellement méprisé et même haï. L'évêque de S[t]-Pol, à qui on accorde des vertus ecclésiastiques, est regardé comme le plus borné et le plus entêté des hommes.

Les trois prélats, dont l'opinion unanime ne manquera pas de devenir celle de tous ceux d'Allemagne, sont l'évêque de Boulogne, l'archevêque de Reims et l'évêque de Langres. Malgré les préventions qu'on a pu justement concevoir contre l'évêque de Boulogne, on ne doit pas perdre de vue qu'à cause de la réputation de l'homme le plus religieux, il se trouve précisément au

Pamiers s'était flatté d'avoir décidé M. l'archev. de Reims et M. l'archev. de Bourges à donner leur démission. Mais il paraît que l'év. de Boulogne a repris sur eux son ascendant, et qu'il a été secondé par l'év. d'Auxerre, arrivé à Wolfenbüttel le jour même où celui de Pamiers en était parti. D'après une lettre écrite à ce dernier le 19 octobre par M. l'archev. de Reims, les quatre prélats réunis à Wolfenbüttel ont adopté un *mezzo-termine*, et arrêté entre eux un modèle de réponse à faire au Pape. Ils ne refusent ni ne donnent leur démission, mais font au S[t]-Père des remontrances dilatoires, insignifiantes, et même assez mal rédigées. L'év. de Pamiers persiste dans sa première résolution, et a envoyé à M. l'archev. de Reims un précis des raisons par lesquelles il avait combattu les objections de l'év. de Boulogne. La lettre du Pape demandant la démission n'est pas encore parvenue à aucun de ces cinq évêques. » (Dép. n° 80).

[1] M. Baudus, en sa double qualité d'émigré et de journaliste, avait été en relations avec l'Émigration.

premier rang de ceux qui disent que, dès qu'il faut abandonner l'une des deux causes, du catholicisme ou de la royauté des Bourbons, on ne peut hésiter sans crime, et qu'on ne doit plus être qu'évêque : je vous parle de ses discours actuels et de ses écrits. Ces prélats ont observé qu'avant la démission de l'évêque de Blois[1] (dont je vous ai déjà annoncé le bon effet), ce n'étaient pas les plus forts et les plus considérés qui l'avaient donnée. On sent d'abord qu'ils regardent ceux qui sont en France comme obligés à plus de complaisance. Ils comptent qu'il n'y a de marquant dans l'épiscopat, parmi les démissionnaires de Londres, que l'archevêque d'Aix, qu'ils regardent encore comme plus distingué par l'esprit que par le caractère. Vous savez au surplus que les démissionnaires de Londres professent le principe de l'obligation d'accepter le siège quelconque auquel on les renommerait. Les deux d'Allemagne les plus près d'arriver à cette opinion, comme les plus portés aussi à la démission pure et simple, sont, sans contredit, ceux de Langres et de Pamiers.

Mais voici ce qui m'a paru plus digne de vous être transmis; et il s'agit ici, non de l'opinion d'un individu, mais d'un résultat de correspondances, qui paraîtraient bien évidemment garantir la presque unanimité des évêques d'Allemagne et d'Angleterre. Le gouvernement français met-il quelque importance à avoir dans ses mains les démissions unanimes, à entendre l'ancien épiscopat tout entier reconnaître l'abolition de ses anciens titres et droits à tel siège, et déclarer que ceux qui seront renommés doivent accepter un autre siège quelconque? Veut-on voir même devenir chefs de cette opinion et y ramener les autres, les hommes les plus marquants, comme l'archevêque de Reims (qui s'en est expliqué formellement), l'évêque de Boulogne, l'évêque de Langres, l'archevêque de Bourges, etc.? Veut-on quelque chose de plus, les amener très facilement à devenir, eux-mêmes et eux seuls, les instruments de l'exclusion des prélats odieux au gouvernement français (on suppose qu'il n'y en aurait que quatre ou cinq), et se charger de leur faire sentir qu'ils ne peuvent pas rentrer? Voici ce qu'ils désirent pour tout cela, et ce que le gouvernement français peut faire, s'il le juge convenable, avec toute assurance de succès.

[1] Sur la réponse, d'abord équivoque, puis négative de l'év. de Blois, voir t. IV, p. 318 note, 335, 353, etc.

Ces évêques voudraient qu'on leur indiquât un lieu de réunion; ils désireraient que ce fût une très petite ville sur l'extrême frontière de France; que ce même lieu fût aussi indiqué aux évêques français qui se trouvent dans le reste de l'Europe; que là il arrivât des commissaires du gouvernement français et un envoyé du Pape, revêtus de caractères quelconques; qu'on leur montrât le désir de tout abréger, par la confiance et la conviction que la démonstration seule de ce sentiment doit les amener à tout ce qu'on désire, parce qu'on ne désire que ce qui est nécessaire et convenable. Ils disent que, dans la première séance, toutes les démissions seraient données, pourvu que l'on montrât aussi, par suite de ces mêmes démonstrations d'égards, le dessein de prendre en général le nouvel épiscopat dans le corps de l'ancien. Ils observent que la circulaire, écrite par le nonce ou par tout autre, ne manquant pas d'indiquer l'envoi des passeports nominaux, le gouvernement resterait, par là, le maître de n'en envoyer ni à l'évêque d'Arras, ni même à l'évêque de S[t] Pol. Ils croient au surplus être bien sûrs, quant à ce dernier, qu'ils l'ameneraient, par cet esprit d'influence de corps et de pouvoir de la majorité, à donner aussi sa démission; ce qui pourrait être comme le coup de mort des exagérés, le parti de l'évêque d'Arras se trouvant par là réduit à ce prélat tout seul. On comprend que le siège de S[t]-Pol étant sans doute supprimé, il ne serait renommé nulle part.

Pour achever de développer les suites de ce plan, ces évêques disent qu'il n'y a rien que ce système d'égards et de prévenances ne fît réussir à l'instant même. Toutes les démissions étant données, nul doute que près de la moitié des évêques ne montrât l'intention de vivre désormais dans la retraite, et de ne plus se charger de l'épiscopat. Parmi ceux-là on prendrait au mot les hommes dont on ne se soucie pas, et au contraire on ferait des instances à ceux que l'on mettrait du prix à conserver.

Nul doute encore que cinq ou six évêques constitutionnels, réconciliés avec le S[t]-Siège, ne fussent très facilement admis, c'est-à-dire (car le droit de nomination du Premier Consul serait plein et entier) qu'on ne montrerait aucune répugnance à devenir leurs collègues.

J'ai cru devoir vous transmettre ce que j'avais su par hasard,

de la manière la plus précise et la plus authentique [1]. J'ai cru qu'il était possible que vous missiez quelque prix à ces renseignements, et que le gouvernement en mît peut-être lui-même à savoir que, sans prendre sur lui ni faire prendre au Pape aucune mesure d'insistance rigoureuse, il pourrait finir en quelque sorte l'ancien épiscopat français, et recevrait, de la volonté libre de ce corps même, le moyen de composer le nouveau par une espèce de fusion insensible, de manière que les préjugés, l'esprit de parti, l'entêtement et la mauvaise foi ne pussent jamais en méconnaître ni attaquer la légitimité.

Hambourg, 21 décembre 1801. — N° 93.

Les évêques français résidant dans le cercle de Basse-Saxe ont enfin reçu le bref du Pape du 15 août dernier. La lettre d'envoi, que le cardinal Caprara y avait jointe, était de très ancienne date. Ceux des prelats qui habitent Wolfenbuttel et Hildesheim, c'est-à-dire les archevêques de Reims et de Bourges et l'évêque de Boulogne, ont fait la réponse arrêtée depuis longtemps entre eux, et dont j'ai joint une copie à mon n° 88. L'évêque de Pamiers a offert sa démission d'une manière plus claire, ne demandant, pour la donner, que la communication du concordat. Il paraît avoir eu l'intention de suivre la même ligne que M. l'archevêque de Paris, et on peut regarder sa démission comme sûre.

L'article de la Gazette d'Augsbourg [2] où MM. l'archevêque de Paris et l'évêque de Valence contredisent ce qui a été dit de leur démission dans le Moniteur, a été, vendredi dernier, répété par le Correspondant de Hambourg et a fait une sensation désagréable. Il se serait peut-être élevé quelque doute, si cet article n'eût été confirmé par les lettres de Wolfenbuttel. Pour en détruire ou du moins pour en atténuer le mauvais effet, je viens de remettre au rédacteur du Correspondant un article, sous la date de Francfort, conçu en ces termes : « Des personnes très bien instruites assurent que, si M. l'archevêque de Paris n'a pas donné sa démission, il a au moins offert de l'envoyer dès que le nouveau concordat lui aurait été communiqué. Cette condition

[1] Cette manière de voir paraît avoir été personnelle à l'év. de Pamiers; en tout cas, on ne doit pas la généraliser comme le fait ici M. Baudus.

[2] Voir t. IV, p. 510.

dépendant du gouvernement français, il a pu regarder la démission comme donnée; et c'est ce qui explique l'article du Moniteur qui l'a annoncée. Il en est de même de la démission de M. l'évêque de Valence. » Le rédacteur du Correspondant m'a promis de traduire cet article et de l'insérer dans la feuille de demain. Je ferai en sorte qu'il soit placé aussi dans la gazette française.

(Aff. étr., *Hambourg*, vol. 116.)

1076 bis. — Caprara a di Pietro.

(T. IV, p. 556.) Parigi, 16 gennaro 1802.

... Non posso non esser persuaso del costante di lei impegno in favorirmi, avendomene ella fornito fin'a questo punto le più convincenti ripruove. Aspetto quindi le risposte alle varie memorie di cui mi parla, e desidero siano conformi, non dirò alle mie brame, ma al preciso bisogno che m'indusse a fare tali rappresentanze[1]. Comprendo quale fosse il sentimento di Nostro Signore, e spiacemi che non abbia avuto il suo effetto, perchè conoscendo ella meglio di ogni altro quanto ha rapporto a questi affari ecclesiastici, se si fosse aderito alle di lei insinuazioni, si era certi di andare al sicuro, e di risparmiare quel reciproco imbarrazzo nel quale dobbiamo necessariamente trovarci per tante cose non prevedute, e sulle quali è forza d'interloquire. Gli affari si moltiplicheranno dopo la pubblicazione del concordato, e bisogna persuadersi, che per molti di quelli, cui non arrivino le facoltà, non vi sarà tempo di aspettare le risposte da Roma. Io venererò sempre quella decisione qualunque che verrà data, ma semmai per somma disavventura nascesse qualche inconveniente per non esservi valutate le rappresentanze da me fatte, non potrà certo attribuirmi a colpa.

Sull' articolo dell' amministrazione delle diocesi, nulla mi resta ad aggiungere, dopo quel molto, che ne scrissi più volte; e una delle principali ragioni che regolarono la mia condotta,

[1] Avant de recevoir l'extension très restreinte de facultés, qui a été envoyée de Rome par le courrier du 2 décembre 1801 (voir p. 156, note), Caprara avait adressé à sa cour un mémoire du 21 novembre (t. IV, p. 381, note 2), pour solliciter des facultés plus amples que celles qu'il avait reçues en septembre (voir p. 134, note 1). Nous avons parlé (t. V, p. 28, note) de la réponse faite à ce mémoire du 21 novembre.

fu quella appunto di non fare in ciò cosa che incontrar potesse opposizione o disgusto.

Niuna sanazione o conferma, per quanto a me sembra, è necessaria sugli atti da me emanati nel porre termine alle questioni insorte nel Belgio in seguito del noto giuramento, perchè mi tenni scrupolosamente alla sostanza degli ordini Pontifici [1]. Ella però sarà in grado di giudicarne assai meglio di me, quando si compiaccia esaminare la mia lettera, e decreto, di cui le trasmisi copia...

(Arch. du Vatican.)

1121 bis. — Consalvi aux Nonces.

(T. V, p. 68.) Roma, 23 gennaro 1802.

Confidentissimamente, e solo per sua istruzione, se l'uso e le circostanze lo esigeranno, comunico a V. E. quanto siegue. Una grande amarezza ha provato Nro Signore per una svista commessa a Parigi. Convien sapere, che il vicario di Nro Signore in Imola (il qual vescovado ha ritenuto) essendo stato invitato da Milano, per andare come gli altri al congresso di Lione, o mandarvi un deputato, ed avendo egli sù di ciò scritto a Nro Signore, questi che non voleva in conto alcuno avere alcuna parte a ciò che colà si facesse, prese il partito di farmi rispondere al detto vicario una lettera assai breve, ed ostensible, in cui si diceva che essendo giunta al S. Padre la lettera al 1° di decembre, ed essendo il congresso intimato agli 11, Sua Santità, vedendo essere fuori di tempo, credeva inutile di occuparsi dell' affare.

Questa risposta, inviata dal vicario al governo di Milano, persuase; e tutto andò benissimo. Intanto se ne diede di qui notizia contemporanea al cardinal Legato, perchè se mai gliene parlassero, si regolasse sullo stesso tenore; e se non gliene parlassero, non ne facesse parola. Egli rispose, che ancora non gliene avevano parlato; e che se lo facessero in seguito, avrebbe esattamente eseguite le istruzioni. Quand' ecco che, con la lettera da lui scritta ai 2 gennaro e qui ricevuta ieri l'altro, si sente con dolore infinito, che in una udienza datagli dal

[1] Voir t. IV, p. 25.

Primo Console, questo sul fine gli parlò della mancanza della rappresentanza della chiesa d'Imola al congresso di Lione, non essendovi andato il vicario di Nro Signore; al che avendo il cardinal Legato risposto come si era da me scritto al vicario, il Primo Console si tacque, e finì l'udienza.

E per vero dire, qualunque segno di dispiacere potesse avere il cardinal Legato scorto in tal silenzio, sempre era da rimanerne soddisfatto, per quanto la natura della cosa portava, non potendosi pretendere che egli dicesse : « ha fatto bene »; e non essendo poco di esserne usciti senza che o facesse querela, o anche dicesse espressamente di scrivere a Roma che si destinasse qualcuno, essendoci ancora un certo tempo. Subito che il Primo Console aveva avuto il riguardo e la delicatezza di nulla dire, pareva che la cosa fosse andata in fondo non male. Ma il cardinal Legato scrive che tornato a casa, e pensando fra sè che gli pareva di non essere in ciò stato felice (sono le sue parole), si risolvè a far sapere al Primo Console il rincrescimento che ne provava, e a chiedergli il permesso di autorizzare in nome di Nro Signore il cardinal Bellisomi a colà rappresentarlo; al che il Primo Console avendo assai applaudito, egli scrisse subito al cardinal predetto, autorizzandolo a ciò[1]; e, quel che è più, disse nella lettera di averne avuto l'espresso comando da Nro Signore, ben conoscendo forse che le sue facoltà di Legato non si estendevano a ciò, che non aveva a che fare con le cose ecclesiastiche di Francia.

Egli trasmette la copia di questa lettera, ed implora di tutto questo l'approvazione pontificia. Io non so dire abbastanza quanto questo fatto abbia trafitto il Papa, che vede la difficoltà, e dirò anche l'impossibilità di *le désavouer*, e vede insieme le conseguenze che seco porta. Lascio andare la difficoltà minore, (che pure è grandissima), qual' è quella di non essere del nostro interesse lo screditare in Parigi stesso, non che altrove, il Legato, sopra di un simile arbitrio che si è preso. Dico solamente, come si può andare incontro ad un irritamento terribilissimo del Primo Console, col procedere a manifestargli tale disapprovazione, anche in privato? E che sarebbe poi, facendola in modo che la conoscesse il pubblico coi cattivi effetti proce-

[1] V. t. IV, p. 530.

denti da una tal rappresentanza del Papa in Lione (benchè come vescovo d'Imola)? Una pronta disapprovazione a nulla gioverebbe. Questi, ed altri riflessi che tralascio, dimostrano la difficoltà, e forse la impossibilità di far nulla in contrario.

Dall' altro canto, quali conseguenze seco non porta una tal rappresentanza in Lione? Senza parlare di cose ecclesiastiche (questo è da credersi, che i vescovi colà non si presteranno a cose che offendessero gli interessi della religione, nè lo permetterà lo stesso Primo Console), io parlo delle viste temporali, cioè della approvazione della costituzione Cisalpina, e della comprensione nel territorio Cisalpino delle Legazioni, per cui ecco che si pretenderà d'inferirne, che il Papa presente abbia con ciò fatto un atto positivo, analogo al trattato di Tolentino, dopo tanto studio e fatiche fatte finora per astenersene, e dopo il coraggio mio, ed il rischio di avere sù di ciò parlato lealmente e francamente allo stesso Primo Console, e dettogli alla sua presenza in sì delicato tasto, che il Papa non intendeva di stare a quel trattato, rotto almeno dagli stessi Francesi, e che mai farebbe atto, o direbbe parola, che ne portasse l'approvazione, anzi si condurrebbe sempre nel contrario senso, sperando anche nella di lui magnanimità, ecc[1].

Nell' imbarazzo e nel dolore, in cui si trova il Papa in questo momento, mi ordina però di informarne V. E. in gran segretezza, perchè possa tale notizia servirle di lume, onde con prudenza regolarsi nei casi che si dessero, per evitare ogni danno che ne venisse alla S. Sede dalla opinione che ci fosse stata veramente l'autorizzazione di qui, sebbene la sua gran bontà non inferirebbe forse di reclamare[2].

(Arch. du Vatican.)

1137 bis. — Le Pape au P. Consul.

(T. V, p. 98.) Roma, 6 marzo 1802.

Carissime in Christo fili noster, salutem et apostolicam benedictionem.

Nelle gravissime angustie a cui siamo, carissimo in Cristo

[1] Cf. t. III, p. 259, etc.

[2] Nous empruntons au P. Rinieri le texte de cette circulaire, ainsi que celui de la pièce semblable n° 1144 *bis*.



figlio nostro, per i molti pericoli che minacciano la religion cattolica in Germania, non troviamo maggior conforto di quello di rivolgerci a voi, che mentre avete il merito e l'immortal gloria di esserne il ristoratore in Francia, non potete non compiacervi di divenirne pur anche il protettore nella Germania. Questo glorioso titolo ci preghiamo vivissimamente, carissimo in Cristo figlio nostro, di volervi assumere ora, col far uso della vostra autorità e del vostro potere in favore della religione di una parte sì vasta d'Europa.

Voi certamente non ignorate, che l'affare delle indennizzazioni de' principi d'Alemagna va a dipendere dalle determinazioni che prenderà la Deputazione dell' Impero, la qual si crede autorizzata a disporre di tutti i beni e diritti di quelle chiese; e non ignorate che il re di Prussia, l'elettor di Baviera, il landgravia d'Hassia e il duca di Virtemberga, sono nel più fermo proposito di far servire alle indennizzazioni dei principi i beni delle chiese, e le sovranità de' vescovi di Germania[1].

Questo passaggio dalle mani de' pastori della greggia del Signore in quelle di principi, per la maggior parte eterodossi e nemici della Chiesa cattolica, trafigge amarissimamente il nostro cuore per le funestissime conseguenze che porta alla religione. L'esperienza de' passati secoli ha fatto conoscere a tutto il mondo i gravissimi danni che la religione ha sempre sofferti in simili cambiamenti; e la storia ci somministra esempi troppo luminosi che a preservarla non giovano i più solenni trattati, le più speciali garanzie, le più sacrosante promesse. Fin tantocchè l'avidità di nuovi domini ne' principi acattolici ha creduto di aver un mezzo efficace pel conseguimento de' medesimi nel far trattati, e promesse solenni, non si è avuta difficoltà di abbondare, e far pompa di promettere di conservar la religione, e di lasciare ai cattolici tutte le loro prerogative, e

[1] L'art. 7 du traité de Lunéville portait : « que, en conformité des principes formellement établis au Congrès de Rastatt, l'Empire sera tenu de donner aux princes héréditaires qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin, un dédommagement, qui sera pris dans le sein dudit Empire, suivant les arrangements qui, d'après ces bases, seront ultérieurement déterminés. » Le Pape savait, depuis un an (t. II, p. 28), que la base des indemnités serait la sécularisation de principautés ecclésiastiques; mais jusqu'ici il n'avait pas jugé opportun de faire à cet égard un appel direct au P. Consul (cf. t. II, p. 50).

la piena libertà del culto. Ma appena si sono essi veduti in possesso degli oggetti del loro desiderio, i beni ecclesiastici sono divenuti la prima preda del nuovo padrone, e subito è stata imposta una durissima servitù, e un giogo ferreo alla giurisdizione de' vescovi, e si è sempre suscitata una continua e sorda guerra contro i medesimi, a cagione della necessaria loro comunicazione col capo visibile della Chiesa, a separarli del quale non si è mai lasciato intentato alcun mezzo. Da queste cause principalmente son nate, carissimo in Cristo figlio nostro, le dolorosissime perdite che ha fatte la religion cattolica in Germania negli stati acquistati da principi eterodossi; e queste stesse cause andranno ora a svilupparsi con tanto maggior energia e furore, quanto è più esteso il piano che vorrebbe realizzarsi, di toglier tutto alle chiese e ai vescovi, per passarlo in mano di principi che non sono nell' ovile del Signore, anzi per la loro professione ne sono nemici.

Non v' ha bisogno, che noi rappresentiamo all' alta vostra penetrazione, carissimo in Cristo figlio nostro, l'immenso danno che in conseguenza ne verrebbe alla nostra santa religione, di cui avete la gloria di essere il ristoratore in Francia, nè occorre che vi trattenghiamo a farvi riflettere sull' eterna perdita di un infinito numero di anime, che la divina Provvidenza ha specialmente commesse alla pastorale nostra sollecitudine e vigilanza. Ma quel che vi preghiamo a voler riflettere, carissimo in Cristo figlio nostro, è il tremendo peso che l'apostolico ministero, di cui senza alcun nostro merito siamo rivestiti, ci impone, di fare quanto per noi si può per allontanare dalla Sposa del nostro divino Redentore ogni pericolo e danno, e di condurre all' eterna salute quel maggior numero di anime che per noi si possa. Voi altresì vedete, che a corrispondere a un così stretto obbligo, non abbiamo altri mezzi che quelli di parlare, di pregare, di scrivere. Al contrario il Signore ha posto in mano vostra un'autorità e un potere, da cui più che da qualunque altro la sua diletta Sposa può essere preservata dagli imminenti danni e pericoli. Vi preghiamo dunque, carissimo in Cristo figlio nostro, e vi scongiuriamo per le viscere della misericordia del Signore Dio nostro, a voler proteggere la religione, pur troppo pericolante nella Germania, col non lasciare che i beni di quelle chiese, e le sovranità di quei vescovi passino nelle mani de'

nemici del cattolicismo. Più grave ferita di questa non può ricevere la santa religione in quelle parti, se tal piano va ad eseguirsi; e noi vediamo con estremo inesprimibile dolore, che questo è il fatal colpo che va a reciderla ed a schiantarla interamente, attese le occulte gravissime persecuzioni, dalle quali ivi più che altrove è avvilita, combattuta, calpestata dai più insidiosi e feroci nemici suoi.

Credete voi, carissimo in Cristo figlio nostro, che essi non sospirino un tal momento, come quello che è il più sicuro mezzo di pervenire alla meta degli empi e pravi loro desideri? Essi si sono invaghiti tanto più del perfido loro disegno di destruggere la religione, quanto hanno veduto che voi, fornito di tanto potere, ve ne siete dichiarato il ristoratore e il sostenitore in Francia. A voi hanno essi dichiarata sordamente la guerra, ed usano tutti gli artifizi, e tutti gli sforzi per togliervi l'immortal gloria di difensore del cattolicismo. Vogliono essi che tutto il mondo veda, che sono essi più potenti ad abbatterlo che voi a sostenerlo; vogliono che tutto il mondo abbia a conoscere, che se il Primo Console della nazion francese è invitto al campo, e tra il ferro e il fuoco, si vince però facilmente coi raggiri, colle astuzie, colla malizia nella causa della religione; vogliono perfine che l'impegno vostro di sostenerla, col farlo rimanere privo d'effetto, abbia a comparire agli occhi di tutta l'Europa un sogno, per quindi rovinare col cattolicismo la vostra estimazione, il vostro onore, la vostra dignità. A questi enormi progetti, carissimo in Cristo figlio nostro, voi dovete opporre l'autorevol peso della vostra protezione e possanza, e noi ve ne scongiuriamo con tutto il fervore del nostro spirito.

Che se, per fatal disgrazia, nemmeno a voi potesse riuscire di toglier dalle fauci degli affamati lupi che invadono la greggia del Signore, i domini e le sovranità de' vescovi della Germania, vi preghiamo a estendere almeno la vostra protezione a difendere le prerogative delle chiese, a conservarne le diocesi, a patrocinare la religione, a sostenere i diritti della Santa Sede, e preservare i cattolici da ogni oppressione ed aggravio, se passar dovessero sotto la dominazione di principi eterodossi. La gloria che vi siete acquistata, carissimo in Cristo figlio nostro, coll' esservi dichiarato ristoratore e sostenitore della santa religione cattolica, giungerà al suo più sublime grado, se non tralascerete

alcuna occasione nè alcun mezzo di soccorrerla in qualunque tempo e in qualunque parte essa abbia bisogno di esser soccorsa. La Germania presenta in questo momento un vastissimo campo al vostro zelo, al vostro impegno, al vostro desiderio. Noi vi supplichiamo a voler coglierne l'occasione, e non tralasceremo d'implorarvi dall' Altissimo colle umili nostre orazioni i più felici successi, e la pienezza di tutti i beni spirituali e temporali, e in pegno del nostro vivissimo desiderio vi diamo, colla massima tenerezza del nostro paterno cuore, l'apostolica benedizione.

(Arch. du Vatican.)

1144 bis. — Consalvi aux Nonces.

(T. V, p. 116.) Roma, 20 marzo 1802 (en chiffres).

Eccomi a ragguagliare in breve l'E. V. del tenore delle risoluzioni, prese da Nro Signore in seguito d'una segretissima congregazione di sig. cardinali[1], che si è tenuta relativamente agli affari della Repubblica Italica, con farle conoscere a Parigi per mezzo dell' aiutante di campo Lebrun, che parte dimani[2]. Prego però V. E. a tenere tali cose segretissime, servendosene solo per lume nei casi che le si possono dare; mentre ben vede quanto sia rischioso l'aggiungere, di faccia al Primo Console, qualche cagione di mal umore, per la pubblicazione del tenore delle nostre risposte, per un sopra più alla impressione che possa fargli il tenore stesso delle medesime, che V. E. può bene immaginare essersi procurato di vestire della più onesta e delicata forma.

Alla petizione adunque risguardante le leggi organiche sul

[1] Cf. t. V, p. 82, note. — En ce qui concerne les résultats de la Consulte de Lyon, la congrégation avait discuté : « ... 2. Quali cose non ammissibili dalla S. Sede contengansi nelle leggi organiche sul clero, trasmesse dai vescovi della Cisalpina; ed in quai termini convengasi sia risposto dal S. Padre alla lettera di tali vescovi. — 3. Se si giudichi necessario il farsi carico dei due articoli contenuti nella costituzione, e risguardanti l'uno l'alienazione de' beni ecclesiastici, e l'altro la libertà di tutti i culti. — 4. In quai termini convenga che Sua Santità replichi a ciascun capo della lettera confidenziale del P. Console, e qual partito sembri espediente di usare intorno alle nomine già da lui fatte. — 5. Del card. Caprara ad arcivescovo di Milano; di mgor Codronchi ad arcivescovo di Bologna; di mgor Oppizoni ad arcivescovo di Ravenna, e del suddetto mgor Condronchi al cardinalato. » (Arch. du Vatican; dans Rinieri II, 143, note.)

[2] Voir t. V, p. 117.

clero, e anche la costituzione di ciò che risguarda la religione, si è fatto conoscere la soddisfazione di Nro Signore per la solenne dichiarazione, che la religione cattolica è la religione dello Stato; ed anche per gli altri vantaggi, che risultano alla Chiesa in conformità della situazione in cui si trovavano ridotte. Non si è lasciato però di rilevare quali cose restano ancora da implorare, a compimento dell' opera; quali, da chi, e dove, che si modifichino. Così con dolcezza, ma insieme con aperta significazione si è procurato di far conoscere, che così si è soddisfatti sì delle cose asserite ed omesse, che di varie cose che vi si trovano stabilite.

Alla nomina del cardinal Caprara per la chiesa di Milano, non si è fatto difficoltà nelle debite forme. A quella per la chiesa di Bologna, e Ravenna, non si è fatta difficoltà sopra i soggetti, ma bensì sulle nomine stesse, dicendo delicatamente ma apertamente, che nella speranza di ottenere dalla magnanimità del Primo Console la restituzione delle Legazioni, Sua Santità si lusinga di non essere obbligata a fare atti, che possano in qualche modo pregiudicare agli interessi della Santa Sede. E quanto alla nomina di mgor Codronchi al cardinalato, si è risposto che se intende di farsi come Primo Console di Francia a tenore del concordato, non ci è difficoltà, e si realizzerà alla occasione della promozione delle Corti; se poi s'intende diversamente, si è detto che Nro Signore, per soddisfare un desiderio del Primo Console, non avrà difficoltà di farlo (dopo vacati i cappelli necessari alle Corti); ma che conviene ritirare la nomina, che al Preside della Repubblica Italica non compete[1]. Mi astengo dal dettaglio delle altre proposte e risposte, che meno possono interessare il generale degli affari.

Quanto alle risposte ai vescovi, in sè stesse delicatissime, per evitare non meno lo scoglio che si urti il Primo Console (quasi che si eccitino i vescovi a non conformarsi alle massime e ordinazioni del governo che le regole della Chiesa non permettono, potendo tutto al più Nro Signore soffrire alcune cose, ma non sanzionarle), si è tenuto anco di questo lo stesso linguaggio, che ho accennato essersi tenuto nello scrivere a Parigi, usando tutta la cautela, e delicatezza, e saviezza possibile[2].

[1] Voir la pièce n° 1139 (t. V, p. 101).
[2] Voir la pièce n° 1144 (t. V, p. 115).

Creda però V. E., che si è continuamente nelle più grandi angustie di spirito, e che incontrando come suol dirsi ad ogni passo un sasso, anzi per lo più un monte insalibile, il minor male che ne ridonda è una angosciosa continua contenzione dello spirito, che logora la vita, mentre si vede sempre l'assai maggior rischio della rovina, che da un'alterazione di buona armonia può ridondare alla çausa della Religione, non che dello Stato; alterazione assai rischiosa con chi crede anzi di dovere essere lodato e ringraziato per quel bene che fa, e che essendo solo a farlo, a traverso anche d'infiniti ostacoli, ha ben anche un diritto di così credere. E qui ripeterò, che chi vorrà rettamente giudicare del concordato, quando si conoscerà, dovrà arguire qual difficoltà ci sia stata in farlo, quando tanta ne prova di pubblicarlo, quello stesso che pare che abbia tutta la fama.

(Arch. du Vatican.)

1225 bis. — Relations de la réception du Légat.

(T. V, p. 448.) [Paris, 9 avril 1802.]

I. Journal d'Erskine.

The next day, the 9th, cardinal Caprara, Legate *a latere*, paid his first public visit to the government. He left his house, rue Plumet, hôtel de Montmorin, about half-past one. The carriages of the three Consuls came to fetch him, which with his own made ten carriages. One carriage led the way with cross-bearer and chaplain and the cross inside, and a detachment of gendarmes, trumpeter, and officers at the head. The carriage of the First Consul came next, containing the Legate, myself[1], and a Prefect of the palace, with mounted officers riding beside the windows, and at the back of the carriage. Then came the carriages of the second and third Consuls, and of the cardinal, all containing the suite. Gendarmes on every side; and lastly another detachment of gendarmes followed by two detachments of dragoons, each a hundred in number.

The route was by the boulevard des Invalides, rue de Grenelle,

[1] Cf. t. V, p. 442, note 1; 448. — Mgor Erskine était à Paris depuis le 18 décembre (t. IV, p. 525, note 2.)

the palace of the Corps législatif (*olim* Bourbon), the bridge and quay of the Revolution and the Grand Carrousel to the great gate of the Tuileries. The Legate, on arrival, found the cross-bearer already standing with the cross raised. At the entrance and along the staircase were grenadiers and officers lining the way and presenting arms. The cross preceded as far as the door of the council chamber on the first landing, and the Legate passed to the second landing place, with the same Prefect of the palace ever on his left. At the outer door of the apartment, a general met the Legate, and there was still the same accompaniment of grenadiers, presenting arms, with beating of tambours. The Legate was met at the second door by general Duroc, commandant of the palace, and at the third by the Prefect of the palace on duty. The fourth door was shut. The Prefect passed in through it, and closed it behind him. Then, on a sudden, the door was thrown wide open, and we entered the audience chamber.

At the end of this chamber were three chairs with four aides-de-camp behind them, and the three Consuls stood in front. At the sides stood the ministers of State, prefects and councillors. On the entrance of the Legate, the First Consul advanced to the middle of the room to meet him. Here the Legate interchanged compliments in french with the First Consul. Then a chair was brought and placed opposite to the chairs of the Consuls, but no one sat down. Then the Legate read in latin a formula of oath, the reading of which had all the air of a surprise. In fact, half-an-hour before the Legate left his house, Portalis went to him on this subject. Although the Legate had told me that an agreement had been made that no oath was to be read, Portalis brought a formula, which the Legate could not approve. Portalis then departed, but returned at the very moment when the Legate should have mounted his carriage, and Portalis and the Legate were together some minutes in private.

After the reading of the oath, the First Consul talked with the Legate on common matters, and asked the names of those with him. He asked me after my health. He then asked the Legate if he had brought theologians. The Legate pointed out one theologian, whom the First Consul addressed, telling him

to hold fast to sound doctrine and the true spirit of the Gospel, which meant peace and charity. To this the theologian replied : « *Maxima sana.* »

Those accompanying cardinal Caprara and by him presented in this public audience, were : « mgor Erskine, uditore SS.; mgor Sala, secretary of legation, and sig. Mazio, canonist; sig. Walsh, canon of St-Peter's and maestro di camera to Caprara; abbé Vadorini, private secretary; MM. Jarry, Le Surre and Lecotte the french secretaries; abbé Ducci, secretary for ecclesiastical affairs; and the abbé Rubbi, theologian.

The Legate then went to see Madame Bonaparte, who was sitting in a room and was near the fireplace. They rose when the Legate entered and when he left. They sat and talked some time. The seat of the Legate was half turned to the side of that of Madame. The procession on returning from the palace and the route were the same as in coming.

(M. Brady, *Anglo-roman Papers*, p. 183.)

II. Relazione della visita pubblica e presentazione dell' Emo Legato al Primo Console.

Fissato per la visita pubblica del cardinal Legato al Primo Console il giorno 9 aprile, all' un' ora circa dopo il mezzogiorno fu inviato al palazzo del Legato medesimo un distaccamento ben numeroso di cavalleria della guardia consolare, giandarmi, per servire di scorta e guardia d'onore all' Eminenza Sua. Furono mandate dai tre Consoli sette carrozze tirate a due cavalli, in una delle quali venne il Prefetto del palazzo a prendere l'Eminenza Sua, con altri due uffiziali.

Montò l'Eminenza Sua nella carrozza più nobile spettante al Primo Console, e il Prefetto del palazzo prese luogo nella medesima a sinistra del Legato, restando vuoti gli altri due posti. Dietro di essa carrozza vi erano due servitori del Primo Console medesimo, e due del cardinale, che ebbero dai primi la mano. Nella seconda carrozza spettante al secondo Console Cambaceres, prese luogo mgor Erskine, uditor santissimo, che volle unirsi al corteggio di Sua Eminenza, e i mgori Sala e Mazio, ed il sig. conte Walsh, canonico di S. Pietro di Roma, che fece

la figura di maestro di camera, tutti coi loro respettivi abiti lunghi, convenienti al loro rango. Nelle altre carrozze presero luogo altri ecclesiastici in numero di cinque, parimenti in abito lungo, e in fine gli aiutanti di camera dell' Eminenza Sua, divisi parte nelle carrozze de' Consoli, e parte in quelle dell' Eminenza Sua, che erano in numero di tre.

L'ordine tenuto fu questo. Precedevano i trombetti della cavalleria; seguiva una carrozza di Consoli con entro il crocifero di Sua Eminenza, vestito in sottana pavonazza e mantello nero, con la croce piegata, insieme con altro ecclesiastico del seguito di Sua Eminenza, accompagnati da un maestro di cerimonie del Consolato. Subito dopo la medesima veniva un distaccamento di cavalleria, appresso alla quale la carrozza del Primo Console, in cui era il Legato, circondata da altra cavalleria, che chiudeva egualmente tutto il seguito delle carrozze da tutti i lati. Le carrozze de' Consoli precedevano tutte unite, una appresso l'altra, ed era guarnita ciascuna dai servitori come de' Consoli così del Legato. I cocchieri e servitori di questo portavano tutti le livree di gala.

Si sortì, precedendo il suono delle trombette, dall' hôtel Montmorin, passando per il boulevard detto degl' Invalidi, ed entrando nella rue de Varenne per la piazza del Corpo legislativo, altra volta detto di Condé; si passò il ponte della Concordia o sia di Luigi XVI, e prendendo per il quai contiguo al giardino delle Tuillerie, entrando per la piazza di Carrousel, si giunse nel gran recinto del palazzo ove risiede il Primo Console.

Il crocifero, che aveva preceduto l'Eminenza Sua, si trovò colla croce (velata, secondo il rito, di un setino pavonazzo guarnito d'oro) inalberata sulla soglia della porta del palazzo, ove smontò l'Eminenza Sua, e lo precedette per le scale. Salì Sua Eminenza, vestito com'era in sottana, rocchetto, mozzetta, e croce pettorale scoperta, con tutto il suo corteggio, avendo alle spalle a sinistra il Prefetto del palazzo. Salito un capo di scale, il maestro di cerimonie che conduceva il crocifisso, lo fece fermare alla porta della sala del Consiglio di Stato. Sua Eminenza salì l'altro capo di scale, che mette all' appartamento del Primo Console. Nel salire il cardinale, battè sempre la cassa e per le scale e per le camere, guarnite tutte della guardia consolare dei granatieri. Per le scale e per tutte le camere ebbe gradatamente

Sua Eminenza diversi incontri di uffiziali e ministri a ciò destinati, di vari ranghi.

Giunto alla camera precedente a quella di udienza, fu chiusa la porta, e Sua Eminenza si fermò in mezzo ad essa anticamera pochi istanti. Venne quindi fuori a riceverlo un ministro che l'introdusse, e allora il caudatario lasciò la coda di Sua Eminenza, che entrata nella camera d'udienza, fece al Console le tre riverenze. Il Primo Console, che si trovava in mezzo agli altri due, e circondato da ministri e generali, si spiccò dal suo posto, e venne fino al mezzo della camera. Sua Eminenza recitò il complimento francese, cui rispose brevemente il Console in questo concetto : « che ben persuaso del sentimento del S. Padre e dell' Eminenza Sua, l'aveva perciò richiesto per Legato in Francia; che sperava avrebbe egli rimessa l'armonia e la concordia fra tutti i preti » ; e cose simili. Il complimento, e la risposta fu fatta restando il cardinale ed il Console ambedue in piedi, a capo scoperto.

Non fu fatta in quel punto la consegna de' brevi, avendoli anticipatamente ritirati il consigliere Portalis.

Il Console si ritirò al suo posto, in mezzo agli altri due Consoli avanti le loro sedie di appoggio, e ne fu portata immediatamente un' altra simile al cardinal Legato, incontro quelle de' Consoli medesimi, il quale però non ne profittò, continuando a stare in piedi esso, non meno che i tre Consoli. Quindi Sua Eminenza recitò la formola in latino del giuramento, che dopo letta consegnò al consigliere Portalis, che per quest' atto entrò nella camera, stando a sinistra di Sua Eminenza, e il consigliere gli passò l'arreté de' Consoli relativo all' esercizio delle sue facoltà.

Entrarono quindi in discorsi familiari italiani, e Sua Eminenza presentò mgor Erskine, e i mgori Sala e Mazio, ed altri della legazione. Fattisi scambievoli uffizi, partì il cardinale, ed il Console lo accompagnò fino alla meta della camera. Il cardinale fece le tre riverenze come nell' ingresso, e fu accompagnato col medesimo ordine nel partire da tutte le persone che lo avevano incontrato. Al luogo ove avea lasciata la croce la riprese, e fu da essa preceduto fino alla carrozza, ove montato passò, alla fine del cortile, alle camere di Madama Bonaparte. Madama lo ricevette, alzandosi in piedi dal suo canapé, e diede da sedere al Legato in una sedia di appoggio lateralmente verso la di lei

sinistra. Dopo breve complimento si licenziò l'Eminenza Sua, e Madama si alzò in piedi, restando ferma al suo posto. Sua Eminenza partì, e fu col medesimo corteggio dal Prefetto del palazzo e dagli altri due sopradetti accompagnato fino alla sua casa, e nelle proprie camere.

(Arch. du Vatican, *App*, *vol. 25)*[1].

1271 bis. — Consalvi aux Nonces.

(T. V, p. 582.) Roma, 8 maggio 1802[2].

Prosieguo a dar conto a V. S. Illma del doloroso affare delle concomitanze della pubblicazione del concordato. Sono finalmente giunte le tanto aspettate, e tanto temute lettere del sig. cardinal Legato, posteriori alle ultime dei 10 aprile, delle quali già diedi conto a V. S. Illma. Esse sono in data dei 18, giorno di Pasqua[3], ma non riferiscono che l'accaduto a tutto il sabato santo, e sono anteriori alla funzione e pubblicazione che doveva seguire nel dì 18 indicato, sù di che promette Sua Eminenza dar conto l'ordinario prossimo.

Il contenuto però nel detto dispaccio dell'accaduto fino al sabato santo non poteva riuscire più doloroso. A dir tutto in breve, tre amarissime notizie vi si contengono. Una è la effettuazione della venuta dei 10 intrusi, già annunziata precedentemente, la qual cosa sebbene si temesse al segno di non doverne dubitare, pure si aveva sempre un raggio di lusinga che i continui uffici, e reclami, e passi che si sono fatti fare a tal' uopo, potessero farne deporre il pensiero. Detta nomina in 32 vescovi, nominati fino a tutto il sabato santo, erasi verificata in 9 costituzionali; onde uno solo ne mancherebbe, sebbene chi osa assicurarsi, che per andare ai 60 non si faccia uscir fuori qualche intruso di più? — La seconda amarissima notizia è, che alcuni (non tutti) dei detti 9 intrusi sono assolutamente riconosciuti dal pubblico per indegni di essere dati per pastori, per la

[1] Cette pièce ne porte ni date ni signature. Elle a été reproduite par le P. Rinieri (p. 454).
[2] Le texte de cette circulaire a été aussi publié par le P. Rinieri (p. 576); mais il a été emprunté à une source différente de la nôtre et est moins correct.
[3] Pièces n°s 1243 et 1248 — Ses dépêches précédentes, du 10 avril, se trouvent sous les n°s 1237 et 1239.

loro condotta e qualità, a parte anche dell' essere costituzionali. — La terza finalmente è, che contro ogni aspettazione e contro tutte le assicurazioni avute, che si sarebbero obbligati a fare esattamente ciò che si era, per condizione *sine qua non*, esatto da Nro Signore, essi non hanno voluto farlo, e in ciò sono stati sostenuti, e si è decisamente voluto che il cardinal Legato si contentasse di una formola, che essi ed il governo hanno preteso essere equivalente alla voluta da Nro Signore, ed implicitamente comprensiva di tutto. E il sig. cardinal Legato, dopo la più forte resistenza protratta fino al venerdì santo, sentendosi intimare che era stata già ordinata la sospensione della pubblicazione del concordato, e che il sabato mattina si sarebbe intimata la partenza, dopo molti dibattimenti, e preghiere, e pianti, aveva finalmente ceduto, e data ai detti nominati la canonica istituzione, accettando la lettera con la formola da essi offerta, e solo esigendo (ciò che ottenne), che nel decreto *in forma gratiosa* della assoluzione dalle censure e irregolarità, si esprimesse ciò che Nro Signore aveva ordinato che da essi si facesse, e che esso decreto fatto in tal modo si accettasse da essi; i quali, benchè non lo sottoscrivessero, consentirono però che l'abbate Bernier, nuovo vescovo di Orléans, incaricato dal cardinal Legato di loro recarlo, e di non consegnarlo se essi non ne accettassero le condizioni, consentirono, dico, che esso Bernier facesse *in calce* del decreto una fede da lui sottoscritta, in cui attesta che, prima di loro consegnarlo, essi ne udirono ed accettarono le condizioni, e fecero espressamente ciò che le medesime importavano.

Così è andata questa dolorosa faccenda, scrivendo il cardinal Legato, che egli veduto tutto al punto di un totale rovescio, e di fare o tornare la Francia ad esser cattolica, o divenir di nuovo atea, e tutto rovesciare negli oggetti di religione non solo nella Francia stessa, ma anche in Italia e forse in Europa, aveva creduto in coscienza di doversi regolare così, contentandosi di quello che si è potuto ottenere quanto agli atti di sommissione, e rimettendo a Dio la conversione interna futura dei loro animi, e gli effetti dello scandalo, che da tale atto potrà concepire l'orbe cattolico.

Ben intende V. S. Illma, che ora non si deve andare cercando fino a quanti gradi si potesse verificare il timore del totale rovesciamento significato al sig. cardinal Legato, ma bensì si deve vedere se ciò che si trova fatto sia di tal natura, che asso-

lutamente debbasi dal S. Padre *désavouer* (il che intende V. S. Illma a che catastrofe di cose possa aprire la via), ovvero se sia dal S. Padre ammissibile. Questo è quello sù cui ora caderà l'esame, che insieme con la congregazione dei 12 cardinali sopra gli affari di Francia, implorato il divino aiuto, si farà in questi stessi giorni dalla Santità Sua, unitamente ancora all'affare delle leggi organiche, le quali, supposta anche la dimostrazione che in qualche modo riuscirà di fare a sufficienza non essere niente comuni al concordato, nè opera di Roma in alcun conto, deve però sempre necessariamente vedersi se contengono espressamente errori di tale natura, che costituita la chiesa di Francia sopra le dette leggi per volontà del governo, si sia non già nel caso di dolentemente tollerare, ed implorare da Dio emenda e cambiamento in meglio, ma piuttosto nel caso di non potere in nessun modo tollerare nemmeno passivamente, come sarebbe se vi fosse l'eresia, e l'errore espressamente condannato dalla Chiesa.

Si farà dunque anche questo esame, e così pure si esaminerà l'affare del giuramento esatto dal sig. cardinal Legato, a cui, dopo convenuto che non si sarebbe esatto che un complimento in francese, già concertato prima, una sola ora avanti la funzione fu presentato un giuramento, o sia promessa latina, che conteneva il doversi conformare alle leggi ed usi della Francia, ed alle libertà gallicane, le quali due cose si erano di qui espressamente ricusate, e si era sù di ciò ottenuto l'intento. Tale promessa latina portata al cardinal Legato, come ho detto, era una esecuzione del decreto dei Consoli che la comandava, e che non fu noto al cardinal Legato, se non dopo finita la funzione. Tale promessa.però, che il cardinal Legato non volle nè sottoscrivere, nè sigillare, ma solo recitare, e che non era in tutto conforme al decreto, perchè conteneva la promessa di conformarsi alle leggi, ma non si parlava delle libertà gallicane, si è trovata poi non solo registrata negli atti, ma anche nel Monitore, ed altri fogli; ed è alterata, contenendo anche la osservanza delle libertà gallicane, che, come ho detto, non sussiste. Vero è però che sussista la parte della osservanza delle leggi, in cui dovrà osservarsi se possa aver luogo una qualche benigna interpretazione [1].

[1] Voir t. V, p. 581, note 1.



Tornando all'affare degli intrusi, dirò a V. S. Ill[ma], che ciò che, nel pessimo fatal caso di non poter scansare che fossero nominati (sù di che si è sempre travagliato *totis viribus*), aveva esatto Nro Signore, in sostanza si riduce a questo, cioè che dichiarassero di accettare e sottomettersi con animo sincero, e pienamente, ai giudizi emanati dalla S. Sede sugli affari ecclesiastici di Francia, di espressamente confessare ed abiurare il loro errore, e di espressamente ritrattare l'adesione ai pseudo-sinodi, sì pieni di errori e di tanto scandalo al cattolicismo. Ora tutto questo nella lettera da essi scritta al Papa non se n' è voluto far niente, e si è sostituito questo solo che essi abbandonano con sincero cuore la Costituzione civile del clero, aderendo al concordato fra la S. Sede e la Francia, e professando vera ubbidienza e sommissione al Sommo Pontefice, che pregano di loro accordare la canonica istituzione [1].

Pretendono essi, che l'abbandonare la Costituzione civile del clero equivalga all' accettare i giudizi della S. Sede che l'hanno condannata, ed equivalga all' abiura dell' errore, che è implicita, dicono essi, nell'abbandono di ciò che hanno finora seguito. Ed essendosi loro opposto, che essi non dicono di abbandonarla perchè cattiva, e che intanto l'abbandonano perchè l' ha abbandonata anche il governo, replicano, che la Chiesa non giudica dell' interno, e che se non dicono essi di abbandonarla perchè cattiva, non dicono nemmeno di abbandonarla perchè abbandonata dal governo. Nel decreto poi, come ho accennato di sopra, dice il cardinal Legato, che, avendo essi abbandonato la Costituzione civile del clero, accettato i giudizi emanati dalla Santa Sede sulle cose ecclesiastiche di Francia, e dato segni di resipiscenza, egli li assolve dalle censure ecc. Ed in calce del decreto dice il vescovo Bernier, che, dato a lui un tal decreto del cardinal Legato, acciò ad essi lo recasse, con legge di non consegnarlo, se non adempite da essi le condizioni e il tenore del medesimo, essi a ciò pienamente alla sua presenza adempirono, per il chè egli loro lo consegnò, ed essi lo riceverono con la riverenza dovuta. Giova far osservare a V. S. Ill[ma], che questo decreto è di quelli di Penitenziaria *in forma gratiosa*.

Eccola informata dello stato di questo doloroso affare. Ella

[1] Voir t. IV, p. 333.

nel parlarne si regolerà con la sua conosciuta prudenza. Può dire a tutti apertissimamente, che le leggi organiche non entrano nel concordato; e che nè il Papa, nè i suoi plenipotenziari ci hanno avuta la minima parte; e che sono fatte adesso senza la minima saputa di Roma dal solo governo francese, come Giuseppe secondo, e altri Principi di proprio moto pur troppo fecero anch'essi le loro. Roma soffre ciò che non ha modo d'impedire, ma non acconsente, nè approva.

Può ancora dire, se sente criticare il giuramento del Legato, che non è cosi; e che è stato sostanzialmente alterato nei fogli; e che si deve aspettare cosa si pubblicherà anche in Roma, per giudicare.

E sugli intrusi dica pure, che il Papa ha fatto il possibile per impedire che si nominassero, e che questa pretensione è di molto posteriore al concordato, nel qual tempo si ebbe anzi tutto il luogo a oramai non dover temere di questo. Dica ancora, che il cardinal Legato si è opposto quanto ha potuto; e che alla fine, per non veder tutto rovesciare in un punto, ha accettato la loro sommissione, di cui ha informato Sua Santità dopo il fatto, giacchè prima non ha potuto eseguirlo.

Ella può dire queste cose con franchezza, perchè son vere, e basta che solo si astenga da termini offensivi; e non occorrerà che mostri di avere ordini di dirle, ma le dica pure come cosa che sa con certezza. Bisogna procurare di smentire, per quanto si può, questa falsa opinione della concorrenza di Roma alle leggi organiche, sì universalmente disseminata. Si può anche fare inserire questa particolarità (con giudizio) in qualche gazzetta, aspettando per tutto il resto la pubblicazione che farà Roma. Altro rimedio non sarebbe prudente, nè opportuno. Ciò che ho detto sull' esame da farsi qui, non è bene di dirlo, finchè io non le scriva che siasi effettuato.

(Arch. du Vatican; *Polonia*, t. 345.)

ANNEXES

I

Esame del trattato di convenzione tra la S. Sede ed il governo francese, sottoscritto a Parigi dai respettivi plenipotenziari, li 15 luglio 1801.

PREAMBOLO

Non può essere nè più grave, nè più interessante l'affare di cui si tratta in questi fogli. Il ristabilimento della cattolica religione in Francia, come formò da tanto tempo l'oggetto delle sollecitudini della S. Sede Apostolica, e del desiderio di tutti i buoni. così forma in singolar modo, da circa un anno a questa parte, lo scopo principalissimo delle paterne cure della Santità di N. S. La missione di mgor arcivescovo di Corinto a Parigi in unione del P. ex-generale Caselli, i lunghi carteggi, i replicati diligentissimi esami, le congregazioni adunate più volte anco alla presenza di Sua Santità, lo avere il S. Padre distaccato perfino da suoi fianchi il suo primo ministro per inviarlo a Parigi, sono altrettante luminosissime riprove del singolare impegno, col quale Sua Santità ha messo in prattica tutt' i mezzi possibili per secondare le saggie viste del Primo Console della Repubblica francese, da cui fu aperto l'adito ad assumere la trattativa, e per ottenere un fine sì bello, sì santo, e sì degno del vicario di Gesù Cristo, di riconciliare cioè pienamente colla Chiesa una nazione potente e bellicosa, e di provvedere in tal modo non solo alla spirituale salvezza di tanti milioni di anime, ma di contribuire altresì all' interna pace e tranquillità della Francia.

Il tessere quì una storia esatta di quanto è accaduto dal principio fino al termine della trattativa fra la S. Sede ed il governo francese, e il corredarla di tutti i documenti che le appartengono, sarebbe opra troppo lunga e laboriosa; nè le angustie del tempo consentono lo accingersi a simile lavoro.

Passando quindi sotto silenzio tutto ciò, che con sommo studio, attenzione ed industria, venne operato da mgor arcivescovo di Corinto ne' primi mesi della di lui dimora in Parigi, e molto ancora di quello

che fu fatto in Roma per agevolare la strada alla felice conchiusione dell' affare, ci limitaremo alle cose più essenziali, per dare una sufficiente idea de' principi e de' progressi della trattativa, dividendo il presente lavoro in varie Parti per servir meglio all' ordine e alla chiarezza; e nello spedirci brevemente dalle prime epoche della trattativa, ci diffonderemo alquanto di più nel riferirne l'ultima, cioè dall' arrivo del sig. cardinal Consalvi a Parigi fino al giorno, in cui dai plenipotenziari della S. Sede e del governo francese venne sottoscritta la convenzione.

Interessa troppo il conoscere per quali gradi si giunse al punto di combinare e di firmare il trattato, nè può abbastanza comprendersi quali ardue vie abbia dovuto calcare l'Emza Sua, se non si abbiano sott' occhio tutti li documenti relativi alla di lui negoziazione. La lettura de' medesimi, come per una parte manifesterà quali e quanti furono i travagli sostenuti da Sua Emza (entrando a parte della fatica e del merito anco li due summentovati soggetti, mgor Spina e P. Caselli), quale la rettitudine de' sue intenzioni, lo studio, e l'impegno nel cercar tutt' i mezzi per condurre a lieto termine l'affare, quale finalmente lo sforzo di corpo e di spirito pel tanto scrivere ed agire nel breve spazio di venti sette giorni; così per l'altra parte servirà a formare una giusta idea della situazione attuale delle cose, per quindi meglio eseguire l'esame, che debb'ora intraprendersi a norma dei Pontifici comandi.

Avrebbe potuto il S. Padre decidersi da per sè stesso sul punto della ratifica che si richiede, come l'atto da cui dipende l'esecuzione, e il vigore del trattato; ma per effetto della sua singolare modestia, e per non dipartirsi dai plausibili esempi de' gloriosi suoi predecessori, che negli affari ecclesiastici di maggiore importanza furono soliti di procedere con grande maturità di consiglio, ha voluto richiedere il parere degli Emi signori cardinali, che sono i consiglieri nati del Sommo Pontefice.

Tocca dunque all' Emze Loro lo applicarsi seriamente all' esame, che dee intraprendersi, e il far uso della loro dottrina, perspicacia, e saviezza, per esaurire la materia, affrettandosi ad esternare in seguito il proprio parere, onde Sua Santità, raccolti e ben ponderati li voti, colla scorta del lume del Divino Spirito, la di cui speciale assistenza non può mancarle, si determini a quella decisione, che giudicherà più conducente alla gloria di Dio, ai vantaggi della cattolica religione, e alla salute spirituale de' fedeli.

Parte prima

Prima di discendere a parlare della convenzione della S Sede col governo francese sottoscritta a Parigi li 15 luglio 1801, sarà espediente il riferire succintamente quanto accadde dal principio della trattativa sino a quell' epoca, e il produrre i documenti relativi a questo interessantissimo affare.

Tostocchè il Primo Console della Repubblica francese manifestò il suo desiderio di sistemare gli affari ecclesiastici in Francia, sollecita la Santità di N. S. di contribuire dal canto suo con tutto l'impegno al bene della religione cattolica, e allo spirituale vantaggio de' fedeli, spedì di quà mgor Spina, arcivescovo di Corinto, il quale recatosi dapprima a Vercelli, trasferissi poco dopo a Parigi, e diede quindi principio alla trattativa.

In seguito di molte discussioni e note reciproche, venne finalmente presentato al medesimo arcivescovo dal ministro delle relazioni estere della Repubblica francese un progetto ufficiale di convenzione, che si riporta al num. I. Si voleva dal governo francese che mgor Spina sottoscrivesse detto progetto; al che egli ricusossi costantemente, e ottenne di spedirlo a Roma con un corriere, per sottoporlo all' esame di Sua Santità.

Giunti a Roma i dispacci verso la metà dello scorso marzo, s'intraprese per ordine di N. S. l'esame del progetto ufficiale, e si tennero alla presenza della Santità Sua tre congregazioni, composte di dodici Emi signori cardinali. Il risultato delle medesime, e degli oracoli di Sua Santità furono li due progetti che si esibiscono ai num. II e III, e gli articoli marcati num. IV.

La notte de' 13 maggio vennero spedite l'accennate carte a Parigi con corriere straordinario, e vi fu aggiunto uno scritto, che si riferisce al num. V, tendente a dimostrare le ragioni de' cambiamenti fatti al progetto officiale, riconosciuto inamissibile. Nelle istruzioni date a mgor Spina fu avvertito, che il primo di due progetti era quello che Sua Santità desiderava venisse ammesso senza alcun cambiamento; ma che in caso di opposizione poteva prodursi il secondo progetto, e incontrandosi renitenza insormontabile sugli articoli 1, 4 e 7, veniva autorizzato mgor arcivescovo di Corinto a cambiarli secondo le module riportate al num. IV.

Fu munito mgor Spina di breve di plenipotenza, che si dà al num. VI, e le di cui espressioni, sebbene amplissime secondo il costume, venivano però coartate dalle istruzioni suddette.

Degnossi il S. Padre scrivere di proprio pugno a mgor arcivescovo

di Corinto la lettera che si unisce al num. VII, rimarcando che il solo desiderio di veder rifiorire in Francia la cattolica religione lo aveva determinato a spingere la apostolica condiscendenza al punto, a cui forse niuno mai pervenne de' suoi predecessori ne' tempi più luttuosi della Chiesa, soggiungendo, che non potrebbe in qualunque evento estendersi più oltre, a costo di qualsiasi perdita temporale, e della vita stessa.

Vi aggiunse Sua Santità una seconda lettera, la quale si dà al num. VIII, per rilevare l'amarezza inesprimibile, che sperimentava sull' articolo della dimissione de' vescovi legittimi, e per esporre, che ad ogni pessima ipotesi avrebbe desiderato almeno, che si destinassero degli amministratori al governo di quelle chiese, li di cui vescovi non sarebbero compresi nelle nomine per le diocesi della nuova circoscrizione.

Scrisse inoltre Sua Santità una lunga ed affettuosissima lettera al Primo Console, ripetendo all' incirca i sentimenti già manifestati a mgor Spina, e adoperando le più dolci ed insieme le più efficaci maniere per determinarlo a ridonare alla religione cattolica in Francia tutto l'antico splendore, ristabilendola nel grado di religione dominante; per indurlo a desistere dall' idea della dimissione generale de' vescovi, e per racomandargli molti altri oggetti interessanti la religione stessa ed il clero; terminando colla dichiarazione di avere il S. Padre estesa la sua apostolica condiscendenza a tutto ciò a cui poteva mai estendersi, e di avere accordato tutto quello, che la coscienza potevagli mai permettere di accordare; e protestando insieme, che ad onta di qualsivoglia perdita non potrebbe assolutamente accordare di più. Questa lettera si annesse al num. IX.

In unione dei mentovati progetti fu mandata a Parigi la minuta di una bolla, che servir dovesse alla solenne conferma del trattato, per dimostrare la prontezza colla qualle il S. Padre avrebbe messo nelle forme più autentiche il sigillo dell' apostolica sua autorità alla convenzione, tostocchè il governo francese avesse accettato e sottoscritto il progetto da presentarglisi da mgor arcivescovo di Corinto.

N° I. — Progetto ufficiale di convenzione trasmesso da Parigi [en français].

Doc. n° **222**; t. I, p. 351. Cf. t. III, p. 773. — En marge de ce Progetto se trouvent les deux modifications au texte qui sont indiquées au commencement du n° 267; t. I, p. 408.

N° II. — Primo progetto di convenzione approvato da Sua Santità e trasmesso a Parigi.

Doc. n° **400**; t. II. p. 268.

N° III. — Secondo progetto di convenzione approvato da Sua Santità, e inviato a Parigi per surrogarsi al primo in caso di bisogno.

Doc. n° 400; t. II, p. 268 et s., en note.

N° IV. — Cambiamenti inviati a Parigi per potersi fare in un caso estremo ad alcuni articoli della convenzione.

Doc. n° 400; t. II, p. 274 et s., en note.

N° V. — Fogli mandati a Parigi di ragioni tendenti a dimostrare, che il Santo Padre non ha potuto condiscendere interamente agli articoli del progetto di convenzione esibito dal governo francese, e per giustificare i cambiamenti fattivi.

Doc. n° 401; t. II, p. 275[1].

N° VI. — Breve di plenipotenza a monsignor Spina per la sottoscrizione del trattato.

Doc. t. III, p. 62, en note.

N° VII. — Prima lettera confidenziale scritta dal S. Padre a monsignor Spina, arcivescovo di Corinto.

Doc. n° 405; t. II, p. 308.

N° VIII. — Seconda lettera scritta da Sua Santità allo stesso monsignor Spina.

Doc. n° 405 (*bis*); t. VI, p. 41.

N° IX. — Lettera scritta da Sua Santità al Primo Console.

Doc. n° 402; t. II, p. 289 (traduction). Voir un fragment du texte italien, dans t. V, p. 613, note 1[2].

Parte II

Seguita la partenza del corriere straordinario, che recar doveva a Parigi tutte le carte relative alla conchiusione della trattativa ecclesiastica, giunse di colà a Roma, li 28 maggio, altro corriere con dispacci di quel governo a questo suo ministro, Mr Cacault, e di mgor Spina alla segreteria di stato. Il contenuto di essi dispacci consisteva nel manifestare il dispiacere di detto governo sul ritardo delle decisioni di Roma, e nel riferire le determinazioni del Primo Console, esposte in una nota ministeriale, che Mr Cacault diresse al sig. cardinal segretario di stato li 27 maggio, e che si esibisce al num. I.

Sebbene la Santità di N. S., ferma nel partito già preso dopo tanti esami, non esitasse un momento a decidere, che non vi poteva esser

[1] P. 276, ligne 10, au lieu de « se per una parte de' Francesi », lire : « se per una parte, la grande maggiorità de' Francesi. »

[2] Dans cette note et la suivante les renvois ont été faits, par inadvertance, au t. III, au lieu du t. II.

luogo a nuove discussioni, e molto meno a ulteriori condiscendenze, e nudrisse la più ferma fiducia, che al giungere del nostro corriere a Parigi si sarebbero dissipati tutti i sospetti, e si sarebbe felicemente conchiusa la trattativa, pure per allontanare qualsivoglia disgusto che nascer potesse da una mala intelligenza, e per meglio convincere il governo francese della rettitudine di sue intenzioni, mostrossi disposto a staccarsi dal fianco lo stesso suo primo ministro, per inviarlo a Parigi.

Piacque alla Santità Sua interpellare sù di ciò tutto il Sagro Collegio, che radunò a tal' oggetto avanti di sè la sera de' 2 giugno. Li signori cardinali applaudirono alle pontificie determinazioni.

Fu spedita una risposta alla nota del ministro francese, nei termini riportati al num. II; accompagnandola il sig. card. Consalvi con un biglietto num. III, cui il ministro replicò con altro foglio num. IV. Non riuscì per altro di ottenere che detto ministro sospendesse il suo allontanamento da Roma, donde partì la notte de' 5, venendo li 6 giugno, in compagnia del sig. card. segretario di stato.

Ferma la Santità Sua nel non uscire dai limiti dei progetti inviati a Parigi, ma propensa nel tempo stesso ad esaurire tutti i mezzi per conchiudere felicemente un affare di tanta importanza, giudicò opportuno di far stendere un breve pel sig. card. Consalvi, onde se mai al di lui arrivo non fosse per anco chiusa la trattativa, e s'incontrasse ostacolo per qualcha espressione, la quale però non alterasse la sostanza, venisse l'Emza Sua autorizzata a combinare sù tali cambiamenti. Detto breve si riporta al num V.

Mentre l'Emza Sua era in viaggio, giunsero quà dispacci colli quali mgor Spina accusava la ricevuta delle carte, e tutto quello ch' egli aveva fatto per la conchiusione della trattativa. Parve, che tanto il Primo, quanto gli altri due Consoli si mostrassero soddisfatti del primo progetto, e che riuscisse di appianare qualche difficoltà insorta. Tutto per altro rimase in sospeso, piacendo al governo di attendere le risposte, che darebbe Mr Cacault dopo l'intimo fatto quì di ammettere in cinque giorni il progetto uffiziale senz' alcuna modificazione.

Frattanto i nemici della religione raddoppiarono i loro sforzi per impedire la conchiusione del trattato, e mentre giunse a Parigi la notizia del viaggio dell' Emo Consalvi e della fermezza del S. Padre nel non ammettere ulteriori cambiamenti, fu esibito a mgor Spina per parte del governo un nuovo progetto, diverso bensì dal progetto uffiziale, ma lontano ancora da quello adottato da Sua Santità.

Rimase tutto indeciso aspettandosi l'arrivo dell' Emza Sua, del quale si parlerà nella terza Parte.

N° I. — François Cacault, ministre plénipotentiaire de la République française à Rome, à S. E. le cardinal Consalvi, secrétaire d'État. — Rome, 9 prairial an IX (29 mai 1801).

Doc. n° 502; t. II, p. 459.

N° II. — Risposta alla nota del ministro francese.

Doc. n° 509; t. II, p. 469.

N° III. — Biglietto del card. segretario di stato a M. Cacault circa la di lui missione a Parigi, dei 3 giugno.

Doc. n° 508; t. II, p. 467.

N° IV. Risposta di M. Cacault al biglietto del sig. cardinal segretario di stato circa la di lui missione a Parigi.

Doc. n° 510; t. II, p. 475.

N° V. — Plenipotenza per l'Emo Consalvi, risguardante la trattiva spirituale.

Doc. n° 516; t. II, p. 484.

Parte III

Affrettando il sig. cardinal Consalvi quanto era possibile il suo viaggio, giunse a Parigi la sera de' 20 giugno, e nel seguente giorno venne presentato al Primo Console, che usò all' Emza Sua li più grandi riguardi, tanto nell' accordargli sollecitamente l'udienza, quanto nel riceverlo formalmente e nella maniera più solenne insieme e la più onorifica, e che parlò inoltre con venerazione e con lode della sagra persona di Sua Santità, mostrando di averne la migliore opinione possibile.

Sollecito il porporato di adempiere alla sua commissione, dopo aver dissipato quei sospetti, che sopra falsi rapporti si erano fatti concepire al governo francese contro la corte di Roma, le principali di lui cure furono rivolte all' oggetto interessantissimo della trattativa.

Ne fu introdotto discorso dallo stesso Primo Console, il quale, in seguito della nota che Sua Emza d'ordine di N. S. diede in Roma a Mr Cacault, aveva rinunziato all' idea che si sottoscrivesse puramente e semplicemente il progetto ufficiale esibito in addietro; e nell' accennare a Sua Emza che le sarebbe proposto un nuovo progetto, cioè alcuni cambiamenti e modificazioni sul progetto in questione, aggiunse ch' erano tutto quello a cui egli potrebbe prestarsi, et che il sig. cardinal doveva assolutamente segnarlo nel termine di cinque giorni.

Replicando Sua Emza, che il principale oggetto di sua missione era stato quello di giustificare la condotta della corte di Roma, e che il S. Padre credeva che il progetto da lui modificato sarebbe stato sicu-

ramente gradito, e che perciò il sig. cardinale al suo arrivo avrebbe trovato tutto accomodato, espose, che non dimeno la Santità Sua, prevedendo anche il caso che ciò non fosse eseguito, avevalo autorizzato a dare qualche spiegazioni o a combinare qualche frase nelle variazioni fatte in Roma, purchè però non si alterasse la sostanza della cosa. Conchiuse adunque, che veduto il foglio, se la sostanza non vi fosse alterata, avrebbe con gran piacere terminato l'affare; ma in caso diverso, mancando di facoltà, altro non potrebbe fare che, o per mezzo di un corriere o tornando egli stesso, sottoporre a Sua Santità il foglio coi nuovi cambiamenti.

Impegnatissimo però il Primo Console di terminar l'affare con ogni sollecitudine, fece intendere al sig. cardinale, che ragioni urgentissime gli vietavano di concedere la menoma dilazione, e che un più lungo ritardo avrebbe prodotto la rottura di ogni trattativa. Analogo in tutto al discorso del Primo Console fu quello del ministro degli affari esteri, dal quale il sig. cardinale portossi il giorno appresso.

Prima di avanzarsi a discorrere delle negoziazioni intraprese da Sua Emza, giova il parlare del nuovo progetto accennato di sopra, e che fu presentato a mgor Spina dal sig. abbate Bernier, il qual' è la persona destinata fin dal principio dal governo francese per la trattativa colla S. Sede. Si annette quindi al num. I, la memoria con la quale lo stesso abbate Bernier esibisce un nuovo progetto, fattogli tenere dal ministro delle relazioni estere; e il num. II presenta vari schiarimenti relativi al progetto medesimo.

Mgor Spina vi rispose colla memoria num. III, ricusandosi di ammetterlo, ma lasciando al tempo stesso un largo a nuovi discorsi, in vista del prossimo arrivo del sig. cardinal Consalvi. Fu preso di fatto il partito di aspettare Sua Emza, cui, dopo lo spazio di sette giorni, venne presentato un nuovo progetto, che si riferisce al num. IV, e il quale in sostanza era sempre lo stesso.

Postisi ad esaminarlo tanto il sig. cardinale, quanto mgor Spina e il P. Caselli, conchiusero non potersi ammettere, sì perchè in alcune cose attaccava la sostanza della religione, comprendendo alcuni articoli già rigettati da Roma, sì perchè alterava certamente la sostanza del progetto di Sua Santità, non limitandosi a soli cambiamenti di frasi e d'espressioni, ma omettendo diverse cose ed includendone altre che lo variavano sostanzialmente.

Ad onta della somma angustia di tempo, dovendo darsi una risposta il dì seguente, non solo il sig. cardinale stese la memoria num. V, che fu poi tradotta in francese, ma concertandosi con mgor Spina e col P. Caselli, vi aggiunse una nuova redazione num. VI, accostandosi a quella esibita per parte del governo il più che la religione lo

permette, riflettendo che in vista delle circostanze conveniva declinare da una negativa assoluta, e adattarsi a mettere in salvo la sostanza, cedendo al resto. La memoria stessa e gli schiarimenti num. VII, rilevano le ragioni, per le quali si fece l'accennata redazione.

Si passarono quattro giorni nella lusinga d'un buon successo; ma all' improvviso, il primo luglio, fu recata dal sig. abbate Bernier la risposta negativa, dicendo che il governo persisteva nel riprodurre il suo ultimo progetto, e ch' egli perciò avrebbe data l'ultima nota definitiva.

Presentatosi di nuovo il sig. cardinale al Primo Console, e introdotto un' altra volta il discorso sulla trattativa, mostrossi il Console stesso fermo nel non ammettere ulteriori cambiamenti, ripetendo sempre, colla miglior maniera e con tutta la pacatezza, le ragioni che rendono molte cose ineseguibili in Francia. Fermo però insieme nel desiderio e nella sincera volontà di conchiudere il trattato, si espresse con Sua Emza che vedesse di aggiustarsi col sig. abbate Bernier, e che desiderava che potessero entrambi combinare le cose in modo da finire. Sospese perciò il sig. abbate Bernier di presentare la nota, e si fece con esso un congresso, del quale si avrà ragione nella Parte seguente.

N° I. — Billet de M. l'abbé Bernier, qui accompagne le projet et la lettre du ministre Talleyrand.

Doc. n° 564 (*bis*); t. VI, p. 51.

Copie de la lettre écrite par le ministre des relations extérieures à M. l'abbé Bernier.

Doc. n° 563 (*bis*); t. VI, p, 51.

Convention entre le gouvernement français et Sa Sainteté le Pape Pie VII.

Doc. n° 564; t. III, p. 59.

N° II. — [Bernier à Consalvi; Paris, 26 prairial an IX : 15 juin 1801].

Doc. n° 564 (*bis*); t. VI, p. 52.

N° III. — Réponse à la note officielle de M. Bernier, du 25 prairial.

Doc. n° 565; t. III, p. 62.

N° IV. — Copie de la note de M. Bernier à laquelle était joint le projet.

Doc. n° 610 (*bis*); t. VI, p. 58.

Convention entre le gouvernement français et Sa Sainteté le Pape Pie VII.

Doc. n° 610; t. III, p. 130[1].

[1] Le texte publié dans l'*Esame* présente deux variantes : 1° (titre I; art. 2)...

N° V. — Al signor abbate Bernier.

Doc. n° 610 (*quater*); t. VI, p. 62.

N° VI. — Projet de convention entre S. S. le Pape Pie VII et le gouvernement de la République française.

Doc. n° 610 (*ter*); t. VI, p. 59

N° VII. — Schiarimenti sulla nuova estensione del progetto presentato dal sig. card. Consalvi, e da mons. Spina e P. Caselli.

Voir Doc. n° 611, t. III, p. 132. — Cette pièce n° 611 contient les véritables « Schiarimenti » de Consalvi. — Le n° VII de l'*Esame* n'en est qu'un abrégé pour l'usage de la congrégation des cardinaux, rédigé peut-être à Paris, ou plus probablement à Rome par Di Pietro [1].

Parte IV

Eccoci all' epoca la più interessante, come quella che comprende gli ultimi atti della trattativa e la conchiusione della medesima.

Le memorie, i progetti esibiti dai respettivi plenipotenziari, come mostrano il loro grande impegno e la loro inarrivabile attività nell' avere in sì corto tempo eseguito tante e sì grandi cose, così forniscono una storia fedele ed esatta di questo affare importantissimo, e quindi ci dispensano dall' entrare in minuti dettagli; tantoppiù che li fogli degli schiarimenti, alli num. IV e XVII, dilucidano abbondantemente tutta la materia.

Altro dunque non resta, se non se chiudere questo nostro debolissimo lavoro, diretto a fornire li materiali necessari per l'esame, che va ora ad intraprendersi per comando della Santità di Nostro Signore, coll' implorare dall' Altissimo, spirito di sapienza e di consiglio, e larga copia di lumi sù i rispettabilissimi personaggi, il parere dei quali attende il S. Padre, per nulla risolvere senza aver premesse quelle diligenze, che sono conformi alle giuste regole della prudenza,

« ces sièges seront réputés vacants, *et S. S. pourvoira de suite au gouvernement des diocèses de la nouvelle circonscription, de la manière indiquée dans le titre suivant* » ; 2° (titre III; art. 1)... et soumission aux lois. [Les mots « civiles et politiques de la République » sont omis]. En outre, les deux articles du tit. IV sont fondus en un seul article.

Ces variantes ne peuvent prévaloir contre le texte officiel que nous avons publié. Elles s'expliquent sans doute par un peu d'incertitude apportée dans la copie de Consalvi par des corrections fréquentes.

[1] On trouvera dans le P. Rinieri (t. I, p. 521 et 591) le texte de cet abrégé, et celui d'un autre abrégé semblable qui forme le n° XVII de la Partie IV. Le troisième de ces abrégés (n° IV de la Partie IV) n'a pas été publié de nouveau.

e alla pratica costantemente osservata dai Sommi Pontefici predecessori.

N° I. — Copie de la note de M. Bernier, dans laquelle il déclare que le gouvernement persiste à présenter le projet n° 4[1].

Doc. n° 618 (*bis*); t. VI, p. 72.

N° II. — Note à M. l'abbé Bernier, 4 juillet 1801.

Doc. n° 620 (*ter*); t. VI, p. 76.

A. Billet à M. Bernier, pour l'engager à obtenir qu'on ne mette pas dans la convention l'article concernant les ecclésiastiques mariés ou autres.

Doc. n° 620 (*ter*); t. VI, p. 80.

B. Billet à M. Bernier, pour lui demander une assurance officielle que par évêques titulaires l'on n'entend que les légitimes, et nullement les constitutionnels.

Doc. n° 620 (*ter*); t. VI, p. 82.

N° III. — Projet présenté par le card. Consalvi.

Doc. n° 620 (*bis*); t. VI, p. 73.

N° IV. — Schiarimenti sulla nuova redazione del progetto n° 3, proposto dal sig. cardinal Consalvi, e presentato al governo insieme colla nota n° 2[2].

Voir Doc. n° 621, t. III, p, 162. — Cette pièce n° 621 contient les véritables « Schiarimenti » de Consalvi. — Le n° IV de l'*Esame* n'en est qu'un abrégé pour l'usage de la congrégation des cardinaux, rédigé peut-être à Paris, ou plus probablement à Rome par Di Pietro.

N° V. — Note de M. Bernier à Son E. le card. Consalvi, du 7 juillet.

Doc. n° 628 (*bis*); t. VI, p. 83.

Première note explicative du P. Consul.

Doc. n° 628 (*bis*); t. VI, p. 85.

Formule du serment à substituer.

Doc. n° 628 (*bis*); t. VI, p. 85.

N° VI. — Réponse à la note officielle de M. Bernier du 7 juillet 1801.

Doc. n° 628 (*ter*); t. VI, p. 85.

N° VII. — Seconde note de M. Bernier à S. E. le card. Consalvi, du 11 juillet.

Doc. n° 630 (*ter*); t. VI, p. 89.

N° VIII. — Réponse à la note de M. Bernier du 11 juillet.

Doc. n° 630 (*quater*); t. VI, p. 91.

[1] Le n° IV de la Partie III de l'*Esame*.
[2] Les n°s III et II qui précèdent.

N° IX. — Billet de M. Bernier, par lequel il annonce un arrêté des Consuls, qui l'autorise à signer la convention conjointement avec deux conseillers d'État.

Doc. n° 640 (*bis*); t. VI, p. 93.

N° X. — Billet de Bernier par lequel il assigne un rendez-vous et envoie un projet de convention à signer. — La réponse est à la suite.

Doc. n° 642 (*bis*); t. VI. p. 94.

Réponse du card. Consalvi au précédent billet.

Doc. n° 642 (*bis*): t. VI, p. 94.

N° XI. — Minute du projet des plénipotentiaires.

Doc. n° 640; t. III, p. 201 [1].

N° XII. — Convention entre S. S. Pie VII et le gouvernement français.

Doc. n° 643; t. III, p. 205 [2].

N° XIII. — Article additionnel.

Doc. n° 643 (*bis*); t. VI, p. 95.

N° XIV. — [Pouvoirs pour les plénipotentiaires français].

Doc. n° 642; t. III, p. 204 [3].

[1] En envoyant à Rome la copie de cette minute, Consalvi explique (t. III, p. 229) qu'il l'a fait faire « colle medesime scassature », c'est-à-dire avec les corrections de la main de Bernier (voir le *fac-simile* de la minute à la fin du t. III). La copie imprimée sous le n° XI de l'*Esame* offre par cette raison quelques différences avec le texte officiel de notre n° 640 : 1° Elle reproduit, en marge du Préambule, la note : « On croit qu'ici le catholicisme des Consuls est inutile, étant supposé par le dernier article ». 2° Elle reproduit, en marge de l'art. 2 du titre IV, la note : « Cet article sera réformé quant au mot approbation ». 3° L'art. 1 du titre III commence ainsi : « Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement entre les mains du P. Consul le serment de fidélité dans la forme suivante, ou bien la formule suivante... »; il omet donc la première formule, qui suivait les mots « dans la forme suivante ». Cette omission se comprend par les remaniements un peu confus de cet article sur la minute. 4° L'art. 4 du titre V omet les mots « de rentes sur l'État », sans doute par une confusion semblable. 5° Il en est de même du mot « gallicanam », omis dans l'art. 3 du tit. III.

[2] Comparé au texte officiel de notre n° 643, le n° XII de l'*Esame* en diffère : 1° par la date, qu'il attribue (par erreur) au 26 messidor : 15 juillet; 2° par l'omission du texte latin; 3° par quelques variantes de mots, sans intérêt, dans les art. 1, 10, 12 et 16.

[3] Le n° XIV de l'*Esame* se termine par cette mention : « Les présents pleins pouvoirs ont été échangés par les plénipotentiaires respectifs soussignés, à Paris, le 25 messidor an IX de la République française (le 14 juillet 1801). — H. card. Consalvi — J. Bonaparte — J. archevêque de Corinthe — Cretet — Fr. C. Caselli — Bernier ».

N° XV. — Convenzione sottoscritta dai plenipotenziari in Parigi, li 15 luglio 1801.

Doc. n° 645; t. III, p. 213.

N° XVI. — Serment des évêques.

Doc. t. VI, p. 94, note.

N° XVII. Schiarimenti sul progetto di convenzione n° 15, sottoscritto da ambe le parti.

Voir Doc. n° 648, t. III, p. 237. — Cette pièce n° 648 contient les véritables « Schiarimenti » de Consalvi. — Le n° XVIII de l'*Esame* n'en est qu'un abrégé pour l'usage de la congrégation des cardinaux, rédigé peut-être à Paris, ou plus probablement à Rome par Di Pietro.

N° XVIII. — Note de M. Bernier sur le sens à donner au mot « titulaires », employé dans le projet au lieu de « légitimes ».

Doc. n° 630 (*bis*); t. VI, p. 88[1].

II

Pièces imprimées pour la Congrégation du 24 novembre 1801.

Memoria intorno agli oggetti sù i quali il Santo Padre chiede parere alla particolare congregazione dei sig. cardinali [20 novembre 1801].

Doc. n° 988 (*bis*); t. VI, p. 143.

[Bref « Tam Multa »; Rome, 15 août 1801.]

Doc. n° 732; t. III, p. 376.

Breve scritto dal S. Padre a mgor Spina, arcivescovo di Corinto, sul particolare dei vescovi intrusi della Francia [Rome, 15 août 1801].

Doc. n° 733; t. III, p. 381.

Formola mandata a mgor Spina, perchè fosse da lui comunicata ai vescovi intrusi, e da questi usata nel dimettere le chiese da loro occupate, e nel professare ubbedienza al Romano Pontefice e soggezione ai giudizi della Sede Apostolica [15 août 1801].

Doc. n° 733 suite; t. III, p. 383.

Memoria trasmessa sulla fine del mese di settembre 1801 dal sig. cardinal segretario di stato a mgor Spina, arcivescovo di Corinto.

Doc. n° 887 (*bis*); t. VI, p. 137.

[1] En mentionnant cette note de Bernier dans son envoi du 16 juillet, Consalvi n'en donne pas le numéro (voir t. III, p. 255 et 293). Il en est de même des pièces ci-dessus n°s XIV et XVI (Cf. t. III, p. 250, note).

Altra memoria, che sulla fine del mese di settembre 1801 fu a mgor arcivescovo di Corinto mandata dall' Emo segretario di stato.

Doc. nº 887 (*bis*) suite; t. VI, p. 139.

Paragrafi di lettera scritta da Parigi li 18 ottobre 1801, dal sig. cardinal Caprara, legato, all' Emo Consalvi, segretario di stato.

Doc. nº 930; t. IV, p. 165.

A. Formola usata da alcuni vescovi costituzionali nel dimettere le chiese che aveano occupate.

B. Altra formola usata nelle dimissioni fatte da alcuni altri vescovi costituzionali.

Doc. nº 924; t. IV, p. 153 et 154.

Memoria d'ordine del P. Console comunicata dal sig. abbate Bernier all' Emo Legato [Paris, 31 octobre 1801].

Doc. nº 974 (*bis*); t. VI, p. 142.

Paragrafi di lettera scritta dall' Emo Legato il primo novembre 1801 al sig. cardinale segretario di stato.

Doc. nº 976, t. IV, p. 263.

Lettera scritta da Parigi li 2 novembre 1801 dal sig. cardinal Legato all' Emo segretario di stato (nº 15).

Doc. nº 979; t. IV, p. 269.

Pro-memoria trasmessa dal sig. cardinal Legato sulla bolla per la nuova circoscrizione delle diocesi francesi [Paris, 2 novembre 1801].

Doc. nº 979 suite; t. IV, p. 274.

Nota ministeriale di M. Portalis, consigliere di stato deputato sopra gli oggetti risguardanti i culti, esibita al sig. cardinal Legato [Paris, 3 novembre 1801].

Doc. nº 982; t. IV, p. 280.

Lettera scritta dal sig. consigliere Portalis, incaricato di tutti gli affari concernenti i culti, al sig. Cacault, ministro plenipotenziario della Repubblica francese [Paris, 3 novembre 1801].

Doc. nº 982 suite; t. IV, p. 283.

Lettera scritta dal sig. cardinal Legato li 4 novembre da Parigi all' Emo segretario di stato.

Doc. nº 985; t. IV, p. 290.

Progetto di bolla per la nuova circoscrizione delle diocesi della Francia [Rome, 20 novembre 1801].

Doc. nº 988 (*bis*) suite; t. VI, p. 147.

Riflessioni sù l'annesso progetto di bolla per la nuova circoscrizione delle diocesi del dominio francese [Rome, 20 novembre 1801].

Doc. nº 988 (*bis*) suite; t. VI, p. 152.

Riflessioni sù le altre due istanze del governo francese [Rome, 20 novembre 1801].

Doc. n° 988 (*bis*) suite; t. VI. p. 154.

III

Dossier du Concordat aux archives des Affaires étrangères[1].

1. — Talleyrand à Martiniana; Paris, 17 fructidor an VIII (4 septembre 1800).

Rome 929 n° 104. — *Doc.* n° 51; t. I, p. 81.

2. — Martiniana à Talleyrand; Verceil, 26 fructidor an VIII (13 septembre 1800).

Rome 929 n° 109. — *Doc.* n° 52, t. I, p. 82.

Annexe à 2. — Pétiet à Talleyrand; Milan, 30 fructidor an VIII (17 septembre 1800).

Rome 929 n° 112. — *Doc.* n° 52 (suite); t. I, p. 83.

3. — Martiniana à Talleyrand; Verceil, 17 vendémiaire an IX (9 octobre 1800).

Rome 930 n° 10. — *Doc.* n° 61; t. I, p. 94.

4. — Martiniana à Talleyrand; Verceil, 27 vendémiaire an IX (19 octobre 1800).

Rome 930 n° 16. — *Doc.* n° 62; t. I, p. 95.

5. — Martiniana à Talleyrand; Verceil, 28 vendémiaire an IX (20 octobre 1800).

Rome 930 n° 17. — *Doc.* n° 63; t. I, p. 96.

6. — Le préfet de l'Isère à Talleyrand; Grenoble, 6 brumaire an IX (28 octobre 1800).

Rome 930 n° 25. — *Doc.* n° 65; t. I, p. 98.

7. — Bernier à Talleyrand; Paris, 9 brumaire an IX (31 octobre 1800).

Rome 930 n° 31. — *Doc.* n° 74; t. I, p. 110.

8. — Note de Bernier à Spina; Paris, 17 brumaire an IX (8 novembre 1800). — Réponse de Spina; Paris, 21 brumaire an IX (12 novembre 1800).

Rome 930 n° 35. — *Doc.* n°s 76 et 80; t. I, p. 113 et 121.

[1] Sur l'existence de ce dossier, maintenant dispersé, voir l'Avant-propos du t. I, p. XIX. — Il ne faut pas confondre les pièces de ce dossier, avec des copies, portant une cote différente, et qui ont été réunies par d'Hauterive, en 1809, sur l'ordre de l'Empereur (Cf. t. I, p. 26, note).

Annexe à 8. — Bernier à Talleyrand; Paris, 19 brumaire an IX (10 novembre 1800).

Rome 930 n° 36. — *Doc.* n° 78; t. I, p. 116.

9. — Bernier à Talleyrand; Paris, 24 brumaire an IX (15 novembre 1800).

Rome 930 n° 37. — *Doc.* n° 83; t. I, p. 127.

10. — Note de Bernier à Spina; Paris, 21 brumaire an IX (12 novembre 1800). — Réponse de Spina; Paris, 15 novembre 1800.

Rome 930 n° 38. — *Doc.* n°s 80 et 84; t. I, p. 121 et 127.

Annexe à 10. — Bernier à Talleyrand; Paris, 25 brumaire an IX (16 novembre 1800).

Rome 930 n° 39. — *Doc.* n° 85; t. I, p. 129.

11. — Bernier à Talleyrand; Paris, 5 frimaire an IX (26 novembre 1800).

Rome 930 n° 43. — *Doc.* n°. 93; t. I, p. 143.

12. — Bernier à Talleyrand; Paris, 9 frimaire an IX (30 novembre 1800).

Rome 930 n° 45. — *Doc.* n° 94; t. I, p. 145.

13. — Talleyrand à Bernier; Paris, 11 frimaire an IX (2 décembre 1800).

Rome 930 n° 47. — *Doc.* n° 95; t. I, p. 145.

14. — Mémoire de Bernier sur la circonscription des diocèses; Paris, 12 frimaire an IX (3 décembre 1800).

Rome 930 n° 49. — *Doc.* n° 96; t. I, p. 146.

Annexe à 14. — Projet de bulle, rédigé par Bernier; Paris, 12 frimaire an IX (3 décembre 1800).

Rome 930 n° 48. — *Doc.* n° 97; t. I, p. 149.

15. — Bernier à Talleyrand; Paris, 14 frimaire an IX (5 décembre 1800).

Rome 930 n° 51. — *Doc.* n° 100; t. I, p. 155.

16. — Projet de bulle [Paris, 26 janvier 1801], suivi d'un projet de convention [Paris, 14 janvier 1801].

Rome 932 n° 156. — *Doc.* n° 181; t. I, p. 279. Note sur la bulle, t. I, p. 316, note 1.

17. — Bernier à Talleyrand; Paris, 1er nivôse an IX (22 décembre 1800).

Rome 930 n° 61. — *Doc.* n° 113, t. I, p. 173.

Annexe à 17. — « Catalogue des ecclésiastiques méritants et bien pensants » [Paris, 22 décembre 1800].

Rome 930 n° 62. — Note sur cette liste, t. I, p. 173, note 2.

18. — Talleyrand à Bernier; Paris, 5 nivôse an IX (26 décembre 1800).

Rome 930 n° 66. — *Doc.* n° 175; t. I, p. 266.

19. — Bernier à Talleyrand; Paris, 30 nivôse an IX (20 janvier 1801).

Rome 930 n° 74. — *Doc.* n° 189; t. I, p. 295.

Annexe à 19. — Spina [à Bernier]; Paris, 19 janvier 1801.

Rome 930 n° 73. — *Doc.* n° 188; t. I, p. 293.

20. — Talleyrand à Bernier; Paris, 1er pluviôse an IX (21 janvier 1801).

Rome 930 n° 75. — *Doc.* n° 190; t. I, p. 296.

[21]. — Bernier à Talleyrand; Paris, 21 pluviôse an IX (10 février 1801).

Rome 930 n° 81. — *Doc.* n° 238; t. I, p. 375.

22. — Bernier à Talleyrand; Paris, 25 pluviôse an IX (14 février 1801).

Rome 930 n° 83. — *Doc.* n° 240; t. I, p. 378.

23. — Spina à Bernier; Paris, 19 février 1801.

Rome 930 n° 87. — *Doc.* n° 242; t. I, p. 379.

24. — Talleyrand à Spina; Paris, 2 ventôse an IX (21 février 1801).

Rome 930 n° 90. — *Doc.* n° 264; t. I, p. 406.

Annexe à 24. — Projet de convention; [Paris, 2 février 1801].

Rome 930 n° 90. — *Doc.* n° 222; t. I, p. 351.

Annexe à 24. — Projet de bulle [Paris, 22 février 1801].

Rome 930 n° 90. — Note sur ce projet; t. I, p. 407, note 2.

25. — Bernier à Talleyrand; Paris, 2 ventôse an IX (21 février 1801).

Rome 930 n° 88. — *Doc.* n° 263; t. I, p. 406.

26. — Bernier à Talleyrand; Paris, 3 ventôse an IX (22 février 1801).

Rome 930 n° 91. — *Doc.* n° 265; t. I, p. 407.

27. — Spina à Talleyrand; Paris, 23 février 1801.

Rome 930 n° 93. — *Doc.* n° 266; t. I, p. 408.

[28 : manque.]

Annexe à 28. — Bernier au Pape; Paris, 6 pluviôse an IX (26 janvier 1801). — Notes de Bernier sur le projet de traité [Paris, 26 janvier 1801].

Rome 930 n° 67. — *Doc.* nos 195 et 196; t. I, p. 303 et 304.

[29 : manque.]

[30 : manque.]

31. — Rapport de Bernier sur la circonscription; Paris, 1er germinal an IX (22 mars 1801).

Rome 930 n° 126. — *Doc.* n° 328; t. II, p. 117.

32. — Bernier à Talleyrand; Paris, 16 germinal an IX (6 avril 1801).

Rome 930 n° 140. — *Doc.* n° 430; t. II, p. 343.

Annexe à 32. — Copie de la lettre de Consalvi à Bernier; Rome, 14 mars 1801.

Rome 930 n° 109. — Extrait de cette lettre; t. II, p. 137, note 2.

33. — Alquier à Talleyrand, avec P. S. de Cacault; Rome, 25 germinal an IX (15 avril 1801).

Rome 930 n° 149. — P. S. de Cacault; t. II, p. 209, note.

34. — Cacault à Talleyrand; Rome, 1er floréal an IX (21 avril 1801).

Rome 930 n° 159. — *Doc.* n° 376; t. II, p. 230.

Annexe à 34. — Extrait d'une note de Bernier à Spina; Paris, 6 ventôse an IX (25 février 1801).

Rome 930 n° 95. — *Doc.* n° 267; t. I, p. 409.

35. — Bernier à Talleyrand; Paris, 2 floréal an IX (22 avril 1801).

Rome 930 n° 161. — *Doc.* n° 442; t. II, p. 361.

36. — Cacault à Talleyrand; Rome, 6 floréal an IX (26 avril 1801).

Rome 930 n° 165. — *Doc.* n° 386; t. II, p. 246.

37. — Cacault à Talleyrand; Rome, 12 floréal an IX (2 mai 1801).

Rome 930 n° 169. — *Doc.* n° 392; t. II, p. 255.

38. — Bernier à Talleyrand; Paris, 12 floréal an IX (2 mai 1801).

Rome 930 n° 171. — *Doc.* n° 451; t. II, p. 376.

39. — Cacault à Talleyrand; Rome, 21 floréal an IX (11 mai 1801).

Rome 930 n° 185. — *Doc.* n° 399; t. II, p. 267.

40. — Bernier à Talleyrand; Paris, 20 floréal an IX (10 mai 1801).

Rome 930 n° 184. — *Doc.* n° 458; t. II, p. 388.

41. — Cacault à Talleyrand; Rome, 22 floréal an IX (12 mai 1801).

Rome 930 n° 189. — *Doc.* n° 410; t. II, p. 314.

Annexe à 41. — Hompesch à Cacault; Porto di Fermo, 30 avril 1801.

Rome 930 n° 167. — Extrait de cette lettre; t. II, p. 315 note.

Annexe à 41. — Rapport de Talleyrand; Paris, 8 prairial an IX (28 mai 1801).

Rome 931 n° 15. — *Doc.* n° 533; t. III, p. 14.

42. — Consalvi à Talleyrand; Rome, 13 mai 1801.

Rome 930 n° 195. — *Doc.* n° 408; t. II, p. 312.

[43 : manque.]

[44 : manque.]

45. — Bernier à Talleyrand; Paris, 24 floréal an IX (14 mai 1801).

Rome 930 n° 199. — *Doc.* n° 466; t. II, p. 404.

Annexe à 45. — Bernier à Consalvi; Paris, 23 floréal an IX (13 mai 1801).

Rome 930 n° 197. — *Doc.* n° 465; t. II, p. 400 (voir p. 404 note).

46. — Talleyrand à Cacault; Paris, 29 floréal an IX (19 mai 1801).

Rome 930 n° 206. — *Doc.* n° 477; t. II, p. 419.

47. — Bernier à Talleyrand; Paris, 2 floréal an IX (22 avril 1801).

Rome 930 n° 160. — *Doc.* n° 441; t. II, p. 360.

48. — Bernier à Talleyrand; Paris, 30 floréal an IX (20 mai 1801).

Rome 930 n° 207. — *Doc.* n° 479; t, II, p. 24.

Annexe à 48. — Bernier à Consalvi; Paris, 29 floréal an IX (19 mai 1801).

Rome 930 n° 205. — *Doc.* n° 478; t. II, p. 422.

49. — Cacault à Talleyrand; Rome, 1er prairial an IX (21 mai 1801).

Rome 931 n° 1. — *Doc.* n° 488; t. II, p. 434.

Annexe à 49. — Note de Kolytchev à Talleyrand; Paris, 26 avril 1801.

Rome 930 n° 168. — Mention; t. II, p. 371 note.

50. — Bernier à Talleyrand; Paris, 3 prairial an IX (23 mai 1801).

Rome 931 n° 4. — *Doc.* n° 525; t. III, p. 2.

51. — Spina à Talleyrand; Paris, 24 mai 1801.

Rome 931 n° 6. — *Doc.* n° 526; t. III, p. 3.

Annexe à 51. — Contre-projet romain [Rome, 12 mai 1801].

Rome 931 n° 7. — *Doc.* n° 400; t. II, p. 268.

52. — Bernier à Talleyrand; Paris, 7 prairial an IX (27 mai 1801). — Rapport de Bernier au P. Consul; Paris, 7 prairial an IX (27 mai 1801).

Rome 931 n° 11. — *Doc.* nos 532 et 530; t. III, p. 13 et 5.

53. — Cacault à Talleyrand; Rome, 8 prairial an IX (28 mai 1801).

Rome 931 n° 14. — *Doc.* n° 499; t. II, p. 455.

Annexe à 53. — Rapport de Talleyrand; Paris, 15 prairial an IX (4 juin 1801).

Rome 931 n° 29. — *Doc.* n° 550: t. III, p. 39.

54. — Rapport de Talleyrand; Paris, 9 prairial an IX (29 mai 1801).

Rome 931 n° 16. — *Doc.* n° 539; t. III, p. 24.

55. — Talleyrand à Bernier; Paris [15] prairial an IX (4 juin 1801).
Rome 931 n° 17. — *Doc.* n° 555; t. III, p. 47.

56. — Cacault à Talleyrand; Rome, 14 prairial an IX (3 juin 1801).
Rome 931 n° 21. — *Doc.* n° 511; t. II, p. 475.

Annexe à 56. — Rapport de Talleyrand; Paris, 24 prairial an IX (13 juin 1801).
Rome 931 n° 37. — *Doc.* n° 561; t. III, p. 54.

Annexe à 56. — Consalvi à Bernier; Rome, 21 mai 1801.
Rome 931 n° 2. — *Doc.* n° 489; t. II, p. 436.

Annexe à 56. — Note de Cacault à Consalvi; Rome, 10 prairial an IX (30 mai 1801).
Rome 931 n° 18. — *Doc.* n° 502; t. II. p. 459.

Annexe à 56. — Réponse de Consalvi à Cacault; Rome 3 juin 1801).
Rome 931 n° 23. — *Doc.* n° 509; t. II, p. 469.

Annexe à 56.] — Consalvi à Cacault; Rome, 3 juin 1801.
Rome 931 n° 24. — *Doc.* n° 508; t. II, p. 467.

Annexe à 56. — Cacault à Consalvi; Rome, 14 prairial an IX (8 juin 1801).
Rome 931 n° 25. — *Doc.* n° 510; t. II, p. 475.

57. — Consalvi à Talleyrand; Rome, 3 juin 1801.
Rome 931 n° 22. — *Doc.* n° 512; t. II, p. 480.

58. — Bernier à Talleyrand; Paris, 16 prairial an IX (5 juin 1801).
Rome 931 n° 30. — *Doc.* n° 556; t. III, p. 48.

59. — Bernier à Talleyrand; Paris, 18 prairial an IX (7 juin 1801).
Rome 931 n° 31. — *Doc.* n° 557; t. III, p. 49.

60. — Cacault à Talleyrand; Florence, 19 prairial an IX (8 juin 1801).
Rome 931 n° 34. — *Doc.* n° 523; t. II, p. 502.

61. — Spina à Talleyrand; Paris, 12 juin 1801.
Rome 931 n° n° 36. — *Doc.* n° 560; t. III, p. 54.

62. — Bernier à Talleyrand; Paris, 27 prairial an IX (16 juin 1801).
Rome 931 n° 42. — *Doc.* n° 566; t. III, p. 67.

Annexe à 62. — Spina à Bernier; Paris, 16 juin 1801.
Rome 931 n° 40. — *Doc.* n° 565; t. III, p. 62.

Annexe à 62. — Projet de convention [Paris, 14 juin 1801].
Rome 931 n° 43. — *Doc.* n° 564; t. III, p. 59.

Annexe à 62. — [Projet préparé par Bernier; Paris, vers le 17 juin 1801.]
Rome 931 n° 44. — *Doc.* n° 568 (*bis*); t. VI, p. 55. Cf. t. III, p. 130 note.

63. — Bernier à Talleyrand; Paris, 1er messidor an IX (20 juin 1801).
Rome 931 n° 49. — *Doc.* n° 593; t. III, p. 104.

64. — Bernier à Talleyrand; Paris, 4 messidor an IX (23 juin 1801). — Observations de Consalvi sur le projet [n° VI], remises à Talleyrand le 23 juin 1801.
Rome 931 n° 52 — *Doc.* nos 602 et 603; t. III, p. 117 et 118.

65. — Bernier au P. Consul; Paris, 22 messidor an IX (11 juillet 1801).
Rome 931 n° 69. — *Doc.* n° 631; t. III, p. 184.

Annexe à 65. — Preuves de l'accord de la convention avec les libertés gallicanes [Paris, 11 juillet 1801].
Rome 931 n° 70. — *Doc.* n° 632; t. III, p. 187.

66. — Maret à Caillard; Paris, 2[3] messidor an IX (12 juillet 1801).
Rome 931 n° 71. — *Doc.* n° 637; t. III, p. 198.

67. — Maret à Caillard; Paris, 23 messidor an IX (12 juillet 1801).
Rome 931 n° 73. — *Doc.* n° 638; t. III, p. 199.

68. — Maret à Caillard; Paris, 23 messidor an IX (12 juillet 1801).
Rome 931 n° 75. — *Doc.* n° 637 (suite); t. III, p. 198.

Annexe à 68. — Arrêté du 23 messidor an IX (12 juillet 1801).
Rome 931 n° 76. — *Doc.* n° 635; t. III, p. 196.

69. — Bernier au P. Consul; Paris, 23 messidor an IX (12 juillet 1801).
Rome 931 n° 72. — *Doc.* n° 634; t. III, p. 194.

70. — Maret à Caillard; Paris, 24 messidor an IX (13 juillet 1801).
Rome 931 n° 74. — *Doc.* n° 641; t. III, p. 204.

71. — Rapport rédigé par d'Hauterive; Paris, 24 messidor an IX (13 juillet 1801).
Rome 931 n° 77. — *Doc.* n° 639; t. III, p. 199.

Annexe à 71. — Projet de convention [n° VII]; [Paris, 26 juin 1801].
Rome 931 n° 78. — *Doc.* n° 610; t. III, p. 130.

72. — Texte du concordat; Paris, 26 messidor an IX (15 juillet 1801).
Traités. — *Doc.* n° 645; t. III, p. 213.

73. — Rapport rédigé par d'Hauterive; Paris, 27 messidor an IX (16 juillet 1801).
Rome 931 n° 87. — *Doc.* n° 646; t. III, p. 219.

74. — Caillard à Alquier, Cacault et Lucien Bonaparte; Paris, 27 messidor an IX (16 juillet 1801).
Rome 931 n° 88. — *Doc.* n° 656; t. III, p. 267.

[75 : manque.]

[76 : manque.]

77. — Talleyrand à Joseph Bonaparte; Paris, 8 thermidor an IX (27 juillet 1801).

Rome 931 n° 102. — *Doc.* n° 673; t. III, p. 301.

78. — Bernier à Talleyrand; Paris, 8 thermidor an IX (27 juillet 1801).

Rome 931 n° 103. — *Doc.* n° 674; t. III, p. 302.

79. — Talleyrand à Cacault; Paris, 9 thermidor an IX (28 juillet 1801).

Rome 931 n° 105. — *Doc.* n° 684; t. III, p. 311.

80. — Rapport de Bernier sur le projet de bulle; Paris, 10 thermidor an IX (29 juillet 1801).

Rome 931 n° 110. — *Doc.* n° 686; t. III, p. 312.

Annexe à 80. — Texte du projet de bulle [Paris, 22 à 28 juillet 1801).

Rome 931 n° 109. — Mentions; t. III, p. 275 et 312, notes.

[81 : manque.]

82. — Talleyrand à Cacault; Paris, 8 thermidor an IX (27 juillet 1801).

Rome 931 n° 99. — *Doc.* n° 677; t. III, p. 304.

83. — Talleyrand à Cacault; Paris, 8 thermidor an IX (27 juillet 1801).

Rome 931 n° 100. — *Doc.* n° 678; t, III, p. 306.

[84 : manque.]

85. — Talleyrand à Cacault; Paris, 15 thermidor an IX (3 août 1801).

Rome 931 n° 114. — *Doc.* n° 693; t. III, p. 325.

86. — Projet de bulle, corrigé à Paris [fin juillet 1801].

Rome 932 n° 157. — Mentions; t. III, p. 275 note et 325; t. IV, p. 11.

[87 : manque.]

88. — Maret à Caillard; Paris, 18 thermidor an IX (6 août 1801).

Rome 931 n° 122. — *Doc.* n° 749; t. III, p. 438.

89. — Cacault à Talleyrand; Florence, 5 thermidor an IX (24 juillet, 1801).

Rome 931 n° 97. — *Doc.* n° 703; t. III, p. 337.

90. — Cacault à Talleyrand; Florence, 12 thermidor an IX (31 juillet 1801).

Rome 931 n° 112. — *Doc.* n° 714; t. III, p. 352.

91. — Bernier à Talleyrand; Paris, 26 thermidor an IX (14 août 1801).

Rome 931 n° 133. — *Doc.* n° 762; t. III, p. 458.

Annexe à 91. — Traduction de la dépêche de Doria à Consalvi; Rome, 18 juillet 1801.

Rome 931 n° 91. — *Doc.* n° 701; t. III, p. 335.

92. — Cacault à Talleyrand; Rome, 19 thermidor an IX (7 août 1801).

Rome 931 n° 124. — *Doc.* n° 720; t. III, p. 358.

93. — Cacault à Talleyrand; Rome, 20 thermidor an IX (8 août 1801).

Rome 931 n° 125. — *Doc.* n° 722; t. III, p. 359.

94. — Cacault à Talleyrand; Rome, 24 thermidor an IX (12 août 1801).

Rome 931 n° 130. — *Doc.* n° 728; t. III, p. 365.

95. — Bernier à Talleyrand; Paris, 30 thermidor an IX (18 août 1801). — Tableau des diocèses.

Rome 931 n°s 147 et 148. — *Doc.* n° 765; t. III, p. 461. Note sur le tableau; t. III, p. 500, note 2.

96. — Rapport de Talleyrand; Paris, 11 fructidor an IX (29 août 1801).

Rome 931 n° 164. — *Doc.* n° 778; t. III, p. 481.

[97 : manque]

Annexe à 97. — Talleyrand à Cacault; Paris, 20 fructidor an IX (7 septembre 1801).

Rome 931 n° 176. — Mention; t, III, p. 487 note.

98. — Rapport de Talleyrand; Paris, 16 fructidor an IX (3 septembre 1801).

Rome 931 n° 172. — *Doc.* n° 782; t. III, p. 487.

[99 : manque.]

Annexe à 99. — Ratification du P. Consul; Paris, 21 fructidor an IX (8 septembre 1801).

Rome 931 n° 179. — *Doc.* n° 787; t. III, p. 493.

[100 : manque.]

101. — Talleyrand à Cacault; Paris, 23 fructidor an IX (10 septembre 1801).

Rome 931 n° 185. — *Doc.* n° 795; t, III, p. 512.

102. — Les plénipotentiaires à Talleyrand; Paris, 23 fructidor an IX (10 septembre 1801).

Rome 931 n° 186. — *Doc.* n° 789; t. III, p. 495.

Annexe à 102. — Procès-verbal de l'échange des ratifications; Paris, 23 fructidor an IX (10 septembre 1801).

Traités. — *Doc*. n° 789 (suite); t. III, p. 495.

103. — Talleyrand à Cacault; Paris, 24 fructidor an IX (11 septembre 1801).

Rome 931 n° 191. — *Doc*. n° 796; t. III, p. 513.

104. — Cacault à Talleyrand; Rome, 8 fructidor an IX (26 août 1801).

Rome 931 n° 157. — *Doc*. n° 856; t. IV, p. 2.

105. — Cacault à Talleyrand; Rome, 10 fructidor an IX (28 août 1801).

Rome 931 n° 163. — *Doc*. n° 857; t. IV, p. 4.

106. — Cacault à Talleyrand; Rome, 22 fructidor an IX (9 septembre 1801).

Rome 931 n° 183. — *Doc*. n° 867; t. IV, p. 29.

107. — Talleyrand à Consalvi; Paris, 23 fructidor an IX (10 septembre 1801).

Rome 931 n° 189. — *Doc*. n° 797; t. III, p. 515.

108. — Spina à Talleyrand; Paris, 10 septembre 1801.

Rome 931 n° 188. — *Doc*. n° 798; t. III, p. 515.

109. — Bernier à Talleyrand; Paris, 4e complémentaire an IX (21 septembre 1801).

Rome 931 n° 212. — Omis comme inutile. Cf. t. IV, p. 108, note 3.

110. — Bernier à Talleyrand; Paris, 3 vendémiaire an X (25 septembre 1801).

Rome 932 n° 3. — *Doc*. n° 903; t. IV, p. 108.

Annexe à 110. — Notice sur les démissions des anciens évêques.

Rome 932 n° 4. — *Doc*. n° 903 (suite); t. IV, p. 109.

111. — Talleyrand à Maret; Paris, 8 vendémiaire an X (30 septembre 1801).

Rome 932 n° 12. — Omis comme inutile. Cf. t. IV, p. 140 (mention du *Moniteur* du 1er octobre).

[112 : manque.]

113. — Spina à Talleyrand; Paris, 5 octobre 1801.

Rome 932 n° 19. — Texte; t. IV, p. 131 note.

114. — Caprara à Talleyrand; Paris, 6 octobre 1801.

Rome 932 n° 21. — Omis comme inutile. Cf. t. IV, p. 133.

[115 : manque.]

116. — Cacault à Talleyrand; Rome, 2e complémentaire an IX (19 septembre 1801).

Rome 931 n° 204. — *Doc*. n° 878; t. IV, p. 45.

117. — Portalis à Talleyrand; Paris, 13 vendémiaire an X (5 octobre 1801).

Rome 932 n° 20. — Texte; t. IV, p. 134, note 2.

118. — Arrêté du 15 vendémiaire an X (7 octobre 1801).

Rome 932 n° 24. — *Doc.* n° 912; t. IV, p. 137.

119. — Talleyrand à Cacault; Paris, 18 vendémiaire an X (10 octobre 1801).

Rome 932 n° 26. — *Doc.* n° 919; t. IV, p. 147.

120. — Bernier à Talleyrand; Paris, 19 vendémiaire an X (11 octobre 1801).

Rome 932 n° 28. — *Doc.* n° 921; t. IV, p. 150.

121. — Cacault à Talleyrand; Rome, 8 vendémiaire an X (30 septembre 1801).

Rome 932 n° 7. — *Doc.* n° 887; t. IV, p. 60.

122. — Cacault à Talleyrand; Rome, 8 vendémiaire an X (30 septembre 1801).

Rome 932 n° 8. — *Doc.* n° 886; t. IV, p. 58.

123. — Cacault à Talleyrand; Rome, 8 vendémiaire an X (30 septembre 1801).

Rome 932 n° 9. — *Doc.* n° 885; t. IV, p. 57.

124. — Consalvi à Talleyrand; Rome, 30 septembre 1801.

Rome 932 n° 10. — Omis comme inutile. Cf. n° 797, t. III, p. 515.

125. — Bernier à Talleyrand; Paris, 20 vendémiaire an X (12 octobre 1801). — Liste des évêques constitutionnels démissionnaires.

Rome 932 n° 29. — *Doc.* n° 923; t. IV, p. 151.

126. — Lettre de Petrus [Baudus]; Hambourg, 19 octobre 1801.

Rome 932 n° 46. — *Doc.* n° 973; t. IV, p. 259.

[127 : manque.]

128. — Cacault à Talleyrand; Rome, 1er vendémiaire an X (23 septembre 1801).

Rome 932 n° 1. — *Doc.* n° 880; t. IV, p. 50.

129. — Talleyrand à Portalis; Paris, 1er brumaire an X (23 octobre 1801).

Rome 932 n° 55. — *Doc.* n° 937; t. IV, p. 181.

[130 : manque.]

131. — Caprara à Talleyrand; Paris, 5 novembre 1801.

Rome 932 n° 89. — Mention; t. IV, p. 348, note 2.

132. — Cacault à Talleyrand; Rome, 15 vendémiaire an X (7 octobre 1801).

Rome 932 n° 23. — *Doc.* n° 890; t. IV, p. 83.



133. — Cacault à Talleyrand; Rome, 26 vendémiaire an X (18 octobre 1801).

Rome 932 n° 44. — Mention; t. IV, p. 213, note 1.

134. — Cacault à Talleyrand; Rome, 30 vendémiaire an X (22 octobre 1801).

Rome 932 n° 52. — *Doc.* n° 949; t. IV, p. 221.

135. — Consalvi à Talleyrand; Rome, 14 octobre 1801.

Rome 932 n° 45. — Mention; t. IV, p. 212, note 3.

136. — Cacault à Talleyrand; Rome, 2 brumaire an X (24 octobre 1801).

Rome 932 n° 61. — *Doc.* n° 955; t. IV, p. 230.

137. — Cacault à Talleyrand; Rome, 2 brumaire an X (24 octobre 1801).

Rome 932 n° 63. — Mention; t. IV, p. 229 note.

[138 : manque.]

[139 : manque.]

140. — Portalis à Talleyrand; Paris, 6 brumaire an X (28 octobre 1801.

Rome 932 n° 67. — *Doc.* n° 972; t. IV, p. 258.

141. — Caprara à Talleyrand; Paris, 7 novembre 1801.

Rome 932 n° 99. — Mention; t. IV, p. 359, note 1.

[142 : manque.]

143. — Projet de message des Consuls; Paris, 23 brumaire an X (14 novembre 1801).

Rome 932 n° 116. — Mention; t. IV, p. 409 note 1. Cf. *Doc.* n° 1025.

144. — Portalis à Talleyrand; Paris, 29 vendémiaire an X (21 octobre 1801).

Rome 932 n° 51. — Extrait; t. IV, p. 181, note 1.

145. — Bernier à Talleyrand; Paris, 15 brumaire an X (6 novembre 1801).

Rome 932 n° 92. — *Doc.* n° 1006; t. IV, p. 349.

Annexe à 145. — Pancemont à Bernier; Paris, 6 novembre 1801.

Rome 932 n° 93. — *Doc.* n° 1006 (suite); t. IV, t. 350.

146. — Cacault à Talleyrand; Rome, 27 brumaire an X (18 novembre 1801).

Rome 932 n° 121. — *Doc.* n° 986; t. IV, p. 291.

[147 : manque.]

148. — Bernier au P. Consul; Paris, 28 frimaire an X (19 décembre 1801).

Rome 932 n° 132. — Texte; t. IV, p. 525, note 2.

149. — Talleyrand à Caprara; Paris, 2 nivôse an X (23 décembre 1801).

Rome 932 n° 187. — Omis comme inutile. Cf. t. IV, p. 516 et 525.

150. — Mémoire sur le mode de réception du Légat [Paris, vers septembre 1801].

Rome, mém. et Doc. t. 94, f° 415. — Mention; t. IV, p. 106, note 1.

151. — Bernier au P. Consul; Paris, 19 germinal an IX (9 avril 1801).

Rome 930 n° 144. — *Doc.* n° 434; t. II, p. 350.

152. — Bernier au P. Consul; Paris, 22 floréal an IX (12 mai 1801).

Rome 930 n° 188. — *Doc.* n° 462; t. II, p. 394.

153. — Spina à Talleyrand; Paris, 27 juillet 1801.

Rome 931 n° 101. — *Doc.* n° 679; t. III, p. 306.

154. — Bernier à Talleyrand; Paris, 3 pluviose an X (23 janvier 1801).

Rome 932 n° 217. — Omis comme inutile. Cf. t. IV, p. 575, note.

155. — Audrein à Talleyrand; Quimper, 10 vendémiaire an IX (2 octobre 1800).

Rome 930 n° 4. — Omis comme inutile.

156. — Le cit. Dubourg au P. Consul; 15 vendémiaire an IX (7 octobre 1800).

Rome 930 n° 9. — Omis comme inutile.

[157 : manque.]

158. — Pétition de S. Marc; brumaire an IX (novembre 1800).

Rome 930 n° 34. — Omis comme inutile.

[159 : manque.]

160. — Pétition au nom de dix mille prêtres mariés; 29 ventôse an IX (20 mars 1801).

Rome 930 n° 121. — Mention; t. III, p. 254, note.

161. — Alquier à Talleyrand; Rome, 18 germinal an IX (8 avril 1801).

Rome 930 n° 143. — *Doc.* n° 357; t. II, p. 196.

162. — Mémoire du maire de S. Gervais (Lot-et-Garonne).

Rome 930 n° 135. — Omis comme inutile.

[163 : manque.]

[164 : manque.]

165. — Rapport de d'Hauterive; Paris, 18 ventôse an IX (9 mars 1801). — Projets d'arrêtés.

ome 933 n° 23. — *Doc.* n° 315; t. II, p. 85. Cf. t. IV, p. 191 note.

TABLE DES DOCUMENTS

ANNEXES

PARIS
TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie
8, rue Garancière

